



## Trump gèle brutalement l'aide militaire à l'Ukraine

► Lundi 3 mars, la Maison Blanche a pris la décision de geler toute livraison d'armes et de munitions à l'Ukraine, victime de l'invasion russe en 2022

► Le président américain veut arracher un cessez-le-feu par tous les moyens, fût-ce en offrant un cadeau inespéré à Vladimir Poutine

► Parmi les armes cruciales fournies par les Etats-Unis figurent les systèmes antiaériens Patriot, seuls capables d'abattre les missiles balistiques russes

► Depuis vendredi, les officiels américains cherchaient des prétextes pour attaquer Volodymyr Zelensky

PAGE 3

**M ÉDITORIAL**  
**UN COUP DE POIGNARD CONTRE L'EUROPE**

PAGE 31

### Entretien

Michel Barnier : « Trump sacrifie l'avenir au présent »

L'ancien premier ministre explique pourquoi « nous n'avons pas intérêt à la rupture avec les Etats-Unis »

PAGE 10

### Politique

#### La gauche se fracture sur l'aide à l'Ukraine

LFI et le PCF rejettent l'option d'un soutien militaire et financier. Le PS propose de saisir les avoirs russes gelés dans les banques

PAGE 11 ET CHRONIQUE P.31

### Idées

La vassalisation d'un pays qui a le genou à terre

L'altercation dans le bureau Oval de la Maison Blanche entre Trump, Vance et Zelensky, analysée par Cécile Alduy, Serhii Plokhy et Laurence Nardon

PAGES 28-29

## J. D. VANCE, IDÉOLOGUE SANS CONCESSION

► Le vice-président radicalise la politique étrangère américaine  
► C'est lui qui a fait basculer la rencontre Trump-Zelensky dans un affrontement électrique

PAGE 2



A Washington, le 28 février. WILL OLIVER/UP/NEWSCOM/SIPA

## Droits de douane Chine, Canada, Mexique : Trump lance la guerre commerciale

CETTE FOIS, la guerre commerciale entre les Etats-Unis et une bonne partie du reste du monde est vraiment lancée. Lundi, mettant ses menaces à exécution, la Maison Blanche a décidé de taxer à 25 % les importations mexicaines et canadiennes. Et de 10 % supplémentaires celles de la Chine. Ce seul prélèvement rapporterait 84 milliards de dollars au Trésor américain. Inquiets de ces mesures qui risquent de désorganiser les chaînes de production industrielles et de relancer l'inflation, les marchés financiers ont brutalement baissé. A la veille de l'ouverture de la session de l'Assemblée nationale populaire, la réplique chinoise n'a pas tardé : mardi, Pékin s'est dit prêt à « aller jusqu'au bout dans la riposte ». La Chine a tout particulièrement ciblé les exportations agricoles américaines en imposant des droits de douane de 15 % supplémentaires sur le poulet, le blé, le maïs et le coton en provenance des Etats-Unis.

PAGES 14-15

Disparition  
Jean-Louis Debré, ancien président du Conseil constitutionnel

Santé  
En 2050, l'obésité et le surpoids toucheront 60 % des adultes

PAGE 27

Cinéma  
« Mickey 17 », le monde réifié qui vient, selon Bong Joon-ho

PAGE 20

VU PAR CHAPPATTE (SUISSE)



CARTOONING FOR PEACE

### Arts

#### Les lumières noires de l'exposition « Corps et âmes »

A la Bourse de commerce-Collection Pinault, 41 artistes exposent de façon crue les blessures liées au passé colonial, à l'esclavage et au racisme, qui se mêlent à la souffrance intime. Dans un entretien au « Monde », Emma Lavigne, la commissaire de l'exposition, explique ses choix

SUPPLÉMENT

## NOUVEAU HORS-SÉRIE

Courrier international  
Hors-série Février 2025



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Courrier international

# Le vice-président J. D. Vance, idéologue sans concession

L'ancien sénateur de l'Ohio, qui a fait basculer en affrontement électrique la rencontre entre le président Donald Trump et son homologue ukrainien, Volodymyr Zelensky, radicalise la politique étrangère américaine

WASHINGTON - correspondant

**A**u lendemain de son investiture, le président Donald Trump a fait les honneurs du bureau Ovale à son vice-président, J. D. Vance, qui n'y avait jamais pénétré. Une brève vidéo de la scène a été diffusée le 21 janvier par le speaker de la Chambre des représentants, Mike Johnson. « Wahou ! », lança le visiteur sur le seuil. « Assez dingue. » Rire nerveux. « C'est incroyable », ajouta-t-il, en contemplant le décor d'un air ébahie. Depuis cet instant, J. D. Vance ne s'est pas beaucoup abonné à la contemplation. L'accueil explosif en ce même lieu du président ukrainien, Volodymyr Zelensky, le 28 février, a illustré aux yeux du monde entier le rôle à la fois original et prédominant joué par le vice-président dans cette administration.

C'est lui qui a fait basculer cette séquence télévisée dans un affrontement électrique. Lui qui a accusé le dirigeant ukrainien d'ingratitude, alors que Volodymyr Zelensky avait déjà remercié à plusieurs reprises les Etats-Unis pour leur engagement aux côtés de son pays depuis le début de la guerre, il y a trois ans. Lui qui a dénoncé les « visites de propagande » prétendument organisées à Kiev pour les dignitaires étrangers, alors qu'il ne s'est jamais rendu lui-même en Ukraine depuis l'invasion de la Russie. Lui enfin qui a reproché à Volodymyr Zelensky de marchander « devant les médias américains », comme si ce dernier avait été l'initiateur de cette énième conférence de presse improvisée à la Maison Blanche.

## CHIEN D'ATTAQUE

Cet épisode, selon le *Wall Street Journal*, a « cimenté le statut de Vance dans l'administration Trump comme un chien d'attaque et un défenseur féroce du président américain ». Dans la dynamique particulière existante entre Donald Trump et son vice-président, de trente-huit ans son cadet, il a pourtant semblé que c'était ce dernier, par son ardeur et sa violence décomplexée, qui l'a entraîné vers la rupture à ciel ouvert avec Zelensky. De la même façon qu'Elon Musk, en disant exécuter les demandes du président, impose son propre agenda et sème le chaos et la peur au sein de l'Etat fédéral au nom d'une lutte supposée contre la fraude et la déloyauté, J. D. Vance s'inscrit dans le trumpisme pour radicaliser davantage son contenu, notamment en politique étrangère.

« Je me fiche de ce qui arrivera à l'Ukraine dans un sens ou dans l'autre », disait J. D. Vance début 2022, alors simple candidat au Sénat. C'était quelques jours avant l'invasion russe. Il n'a pas changé d'avis. Donald Trump tenait beaucoup à la signature, le 28 février, de l'accord sur les minéraux ukrainiens – essentiels à un large éventail d'industries, de la défense à l'aérospatial – pour pouvoir afficher ce succès lors de son discours solennel devant le Congrès, prévu mardi 4 mars. Dans une éruption dont certains soupçonnent sans preuve la préméditation, J. D. Vance a abâtardî les enjeux dramatiques du moment, en imposant l'idée que le président d'un pays en guerre, agressé par la Russie, devait s'excuser.

Mécanicien politique en coulisse, idéologue sur les estrades : l'ancien sénateur de l'Ohio se révèle un complément redoutable et zélé de Donald Trump. J. D. Vance n'a eu besoin d'aucun temps d'adaptation à ses nouvelles fonctions. Le contraste entre son aisance et les tâtonnements de sa prédécesseure, Kamala Harris, aux côtés de Joe Biden, alors président des Etats-Unis, est frappant. Kamala Harris ne savait comment se positionner, de quels sujets s'emparer, quel ton adopter. J. D. Vance, lui, a compris qu'il lui fallait à la fois afficher une loyauté absolue à Donald Trump, en n'oubliant pas de lui rendre hommage plusieurs fois par jour, et tracer son propre chemin.

Dès le premier jour de la présidence, la question de la succession de Donald Trump s'est posée en creux, du fait de l'âge du milliardaire (78 ans) et de l'interdiction constitutionnelle de briguer un troisième mandat. Steve Bannon, ex-conseiller spécial de Donald Trump et l'un des idéologues du peuple MAGA (Make America Great Again), fait déjà campagne en faveur d'un contournement du 22<sup>e</sup> amendement, qui prévoit cette limitation du nombre de mandats.

Le président multiplie les plaisanteries et les allusions au sujet d'une éventuelle candidature en 2028. Le 9 février, il était interrogé sur Fox News. Voit-il en J. D. Vance son successeur, le candidat républicain naturel pour 2028 ? « Non, tranche sur-le-champ le président. Mais il est très compétent. Je veux dire... Je pense qu'on a beaucoup de personnes très compétentes, pour l'instant, je pense qu'il fait un boulot fantastique. C'est trop tôt. On vient de commencer. »

Il est logique qu'un président débutant son mandat n'ait aucun goût pour les spéculations sur sa succession. Mais on peut aussi noter là une absence d'adoulement et l'idée narcissique que, au-delà de sa personne, Donald Trump se montre incapable de penser l'avenir. A ce stade, J. D. Vance n'a pas de raison d'être inquiet de ce propos, qui ne perturbe pas sa stratégie. Celle-ci lui dicte aussi de ne pas se confronter à un autre puissant, nouveau venu à la cour, le milliardaire Elon Musk, placé à la tête du département de l'efficacité gouvernementale. Le temps et les institutions jouent, en effet, en sa faveur. Depuis Dick Cheney, le vice-président de George W. Bush (2001-



Le vice-président américain, J. D. Vance, à la convention CPAC, le rassemblement annuel des conservateurs, le 20 février, à National Harbor, dans le Maryland. FRANCIS CHUNG/« POLITICO »/AP

## LE VICE-PRÉSIDENT PRÉSENTE UNE DROITE POUR LAQUELLE LE PATRIOTISME ET LES VALEURS FAMILIALES IMPORTENT DAVANTAGE QUE LE CATÉCHISME DÉMOCRATIQUE

### Trump attendu devant le Congrès

Le président américain devrait tenir, mardi 4 mars dans la soirée à Washington, devant le Congrès réuni, son premier discours depuis son investiture le 20 janvier. Ce sera « grand », a-t-il promis sur son réseau Truth Social. Ce devrait être l'occasion pour le président de revenir sur les nombreux chantiers ouverts par le biais de décrets présidentiels ou d'annonces spectaculaires ces dernières semaines. Selon Fox News, il évoquera ses projets « pour la paix dans le monde ». Donald Trump a dit vouloir une « rupture nette » avec la diplomatie « du passé », qui a fait de l'Amérique la garante de la sécurité des démocraties occidentales depuis 1945. Au-delà du dossier ukrainien, des annonces sont attendues dans les prochains jours sur l'avenir de la bande de Gaza et le sort de la Cisjordanie, alors que le ministre israélien des finances, le suprémaciste Bezalel Smotrich, devait être mardi à Washington. L'annonce de sa visite survient alors que se tient, au Caire, un sommet de la Ligue arabe, destiné à discuter d'une contre-proposition au projet annoncé par Donald Trump d'une prise de contrôle de la bande de Gaza.

2009), personne à cette fonction n'a exercé un rôle aussi visible, aussi politique. S'il partage avec son lointain prédécesseur une même foi dans la puissance américaine, J. D. Vance s'inscrit en opposition totale avec le « freedom agenda » néoconservateur qui a failli en Afghanistan et en Irak, soit la promotion agressive de la démocratie dans le monde pour faire chuter les tyrannies. L'ancien sénateur de l'Ohio a non seulement épousé le slogan « America first » (l'Amérique d'abord) de Donald Trump, mais il a travaillé bien avant d'autres, et plus que d'autres, sur l'argumentaire destiné à justifier la fin du soutien militaire à l'Ukraine.

### «IDIOTS ANDROGYNES»

En politique étrangère, J. D. Vance croit en l'idée que chaque puissance doit régner en maîtresse chez elle, tandis que le concept d'ordre international serait un voeu pieux servant les intérêts des élites mondialisées. Mais le vice-président américain a surtout marqué le début de cette mandature de son empreinte idéologique à l'occasion de son discours à Munich, lors de la Conférence sur la sécurité. En ces lieux où 90 % des échanges portaient sur l'Ukraine et la Russie, J. D. Vance n'a pas évoqué la guerre en cours et n'a parlé que de relations transatlantiques sous conditions, au mépris de l'histoire. Il a dépeint de façon grossière les pays européens comme des espaces de répression contre la liberté d'expression. Dans son acceptation, celle-ci ne doit pas inclure de limites, quels que soient ses excès.

Les contrôles, J. D. Vance les accepte encore moins lorsqu'il s'agit, pour Donald Trump, d'étendre son autorité et de politiser la haute administration. « Les juges ne sont pas autorisés à contrôler le pouvoir légitime de l'exécu-

tif », a écrit le vice-président sur le réseau X. Des cohortes de constitutionnalistes plaideraient aisément l'inverse.

J. D. Vance a aussi beaucoup cultivé ses relations au Congrès. Il a livré un travail de l'ombre pour faciliter le passage rapide des membres du cabinet, tous confirmés au Sénat, malgré le profil extrémiste ou très vulnérable de certains, tels Pete Hegseth à la tête au Pentagone, Tulis Gabbard comme directrice nationale du renseignement ou Kash Patel à la tête de la police fédérale. Le vice-président a aussi été chargé de trouver une solution au dilemme TikTok, le réseau social chinois, que les élus républicains ont longtemps voulu interdire aux Etats-Unis. Mais Donald Trump ayant largement profité de cette application pendant la campagne, il voudrait une entrée au capital à 50 % d'une entreprise américaine. J. D. Vance a jusqu'à début avril pour identifier une issue possible.

Le vice-président représente une droite pour laquelle le patriotisme et les valeurs familiales importent davantage que le catéchisme démocratique ou les déclarations de la gauche sur l'égalité. Le 25 mars, il s'exprimait devant les participants à la Marche pour la vie, à Washington. Dénonçant une « culture de l'avortement à la demande » permise par les démocrates, le vice-président a déclaré : « Nous marchons pour proclamer et réaliser la vérité sacrée que chaque enfant est un miracle et un don de Dieu. » Le 20 février, à la conférence conservatrice CPAC, il poursuivait dans ce même sillon. La culture américaine dominante, disait-il, « veut transformer tout le monde, qu'on soit homme ou femme, en idiots androgynes qui pensent la même chose, disent la même chose et agissent de la même façon ». ■

PIOTR SMOLAR

# Les Etats-Unis gèlent les livraisons d'armes à Kiev

Près de 4 milliards de dollars de crédits alloués sous l'administration Biden n'avaient pas été utilisés

WASHINGTON - correspondant

**C**hantage et brutalisation : l'administration Trump a volontiers recours à de telles pratiques pour tenter de soumettre Volodymyr Zelensky à sa volonté. Trois jours après la rencontre orageuse entre le président américain, Donald Trump, et son homologue ukrainien, la Maison Blanche a offert un nouveau cadeau inespéré à Moscou, lundi 3 mars. Elle a pris la décision de geler toute livraison d'armes et de munitions à l'Ukraine, victime de l'invasion russe en 2022.

En trois ans, les Etats-Unis ont consacré 67 milliards de dollars (64 milliards d'euros) à l'aide militaire pour Kiev. Aujourd'hui, l'administration américaine cesse de traiter ce pays comme un allié, préférant l'humilier et le rendre plus vulnérable. Au nom d'un souci prétendument égal des morts de part et d'autre, Donald Trump veut arracher un cessez-le-feu par tous les moyens. Pour cela, il tourne le dos à la victime et aux Européens au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique

Nord, qui ont renouvelé leur engagement aux côtés de l'Ukraine.

Il reste environ 3,8 milliards de dollars de fonds déjà alloués par le Congrès mais non utilisés pour puiser dans les stocks du Pentagone. Au cours de la période de transition, l'administration Biden avait essayé d'employer au plus vite les montants encore disponibles, mais il existe aussi des délais non réductibles, du point de vue administratif et opérationnel. L'aide militaire américaine, depuis trois ans, a été pour l'essentiel une subvention au secteur militaro-industriel et une façon pour l'armée de renouveler ses propres équipements, même si la production a eu du mal à suivre sur certains systèmes.

**«Tout ça ne peut pas continuer»** La décision prise lundi par la Maison Blanche confirme un abandon de la cause ukrainienne. Elle n'est pas une surprise, à la vue des réactions officielles depuis cet entretien avorté dans le bureau Oval, vendredi, après des échanges pleins d'acrimonie devant les caméras. Les conseillers de Do-

nald Trump et le vice-président, J. D. Vance, ont alimenté l'idée que Volodymyr Zelensky était un ingrat, qui n'aurait pas remercié les Etats-Unis pour leur soutien.

Le point de vue américain, il serait même le seul obstacle au projet urgent du président Trump, une cessation des hostilités. «Il a montré clairement son refus de s'engager dans le processus de paix», a prétendu J. D. Vance, dans un entretien enregistré avant l'annonce du gel et diffusé, lundi, sur Fox News. Le vice-président a mis en cause les déclarations publiques des dirigeants européens et leurs supposé manque de réalisme. «Zelensky se rend en Europe et beaucoup de nos amis européens le regoignent à bloc. Ils disent : "Vous êtes un combattant de la liberté. Vous devez continuer à vous battre à jamais." A jamais avec quoi? Avec l'argent de qui? Avec quelles munitions, avec quelles vies? En fait, le président [Trump] adopte une perspective bien plus réaliste, en disant que tout ça ne peut pas continuer sans fin.»

La Maison Blanche prétend que le chef de l'Etat ukrainien chercherait à prolonger artificiellement le conflit par intérêt personnel, notamment pour se maintenir au pouvoir. En réalité, M. Zelensky a commis l'affront de ne pas accepter de signer un accord sur l'exploitation des minéraux rares du sol ukrainien, sans aucune garantie de sécurité de Washington. Donald Trump, lui, prétend inventer une forme de dissuasion civile : la présence d'entreprises et d'ingénieurs américains sur le sol ukrainien

**CE QUE SOUHAITE,  
CE QU'EXIGE MÊME  
LA MAISON BLANCHE,  
CE SONT DES  
EXCUSES PUBLIQUES,  
EN SIGNE DE  
REPENTANCE**

gnée». «C'est la pire déclaration que Zelensky aurait pu faire et l'Amérique ne va plus supporter ça très longtemps!», a écrit Donald Trump. Puis, dans l'après-midi, il ajoutait ceci, devant les journalistes à la Maison Blanche : «Peut-être que quelqu'un ne veut pas conclure un accord et si quelqu'un ne veut pas conclure un accord, je pense que cette personne ne sera pas très longtemps dans le coin.»

**«Une ex-petite amie»**

Outre une interview à Fox News, donnée avant de quitter le territoire américain, vendredi, Volodymyr Zelensky a tenté d'envoyer des signaux de pragmatisme et d'ouverture aux Etats-Unis. Sur le réseau X, le président ukrainien écrivait lundi : «Il est très important que nous essayions de donner vraiment de la substance à notre diplomatie afin d'arrêter la guerre au plus tôt.» Mais ce que souhaite, ce qu'exige même la Maison Blanche, ce sont des excuses publiques, en signe de repentance.

Interrogé, samedi, sur Breitbart Radio, le conseiller à la sécurité nationale, Mike Waltz – censé incarner, dans l'entourage de Donald Trump, l'aile responsable et modérée – a comparé Volodymyr Zelensky à «une ex-petite amie qui veut se disputer à propos de tout ce que vous avez dit neuf ans plus tôt, au lieu de faire avancer la relation». Selon son propre récit, c'est Mike Waltz et le secrétaire d'Etat, Marco Rubio, qui auraient conseillé à Donald Trump, vendredi, de mettre son invité à la porte. ■

PIOTR SMOLAR



**-50€<sup>(1)</sup>  
DE REMISE**  
**ENTRETIEN | RÉVISION**  
**dès 250€ d'achats**

**+1 AN  
d'assistance offert<sup>(2)</sup>**

(1)(2) Offre soumise à conditions, voir sur <https://www.citroen.fr/entretenir/offres.html>. AUTOMOBILES CITROËN - 642 050 199 R.C.S. Versailles - Siège social : 210 boulevard de l'Europe 78300 Poissy - SAS au capital de 159.000.000 € - Impression Paragon Europe - Crédit Photo : Citroën.

## POLITIQUE AMÉRICAINE



Volodymyr Zelensky, Keir Starmer et Emmanuel Macron, au palais de Lancaster House, à Londres, le 2 mars. JUSTIN TALLIS/AP

## Les alliés envisagent un parapluie nucléaire européen

Emmanuel Macron a relancé, le 28 février, les discussions sur l'élargissement de la protection des « intérêts vitaux » à d'autres pays

LONDRES - correspondante

**L**e débat est ultrasensible, mais il ne fait que commencer. A l'heure où le lien transatlantique est en crise, en raison de l'alignement des Etats-Unis sur la Russie dans le cadre de la guerre en Ukraine, le président français, Emmanuel Macron, a relancé, le 28 février, les discussions sur l'élargissement du parapluie nucléaire français à d'autres pays européens.

« La France a toujours reconnu une dimension européenne à ses intérêts vitaux », a déclaré M. Macron, en marge d'une visite d'Etat au Portugal. Des propos en réponse à une prise de position longtemps impensable sur ce sujet outre-Rhin émanant du probable futur chancelier allemand, Friedrich Merz. Le 21 février, ce fervent atlantiste avait, contre toute attente, fait partie de son intention de « discuter avec les Britanniques et les Français pour savoir si leur protection nucléaire pourrait également s'étendre [aux Allemands]. »

**Contexte géopolitique inédit** Si l'ouverture allemande doit encore être confirmée, elle a poussé le président français à saisir la balle au bond, alors que cette idée, soutenue depuis longtemps à Paris, n'avait jusqu'à présent suscité que rejet et méfiance à Berlin. La posture française semble, depuis, trouver aussi un écho auprès d'autres pays auparavant réticents : les Etats baltes, la Suède, la Roumanie ou encore la Pologne. « La question se pose de façon plus intense en raison de l'incertitude qui monte sur la garantie américaine et sur l'engagement américain au sein de l'OTAN », justifie une source diplomatique française.

A ce stade, les implications des propos de M. Macron sont toutefois délicates à mesurer. Le président, seul à même de décider du feu nucléaire, est resté flou sur les limites géographiques exactes de ces « intérêts vitaux », conformément aux impératifs d'ambiguité de la dissuasion. « La principale

avancée, c'est qu'on est sorti de la simple petite phrase. Il y a désormais une vraie volonté de faire avancer le sujet dans un contexte géopolitique inédit. Mais il faut ensuite que cela soit suivi d'effets », résume Hélène Fayet, chercheuse à l'Institut français des relations internationales.

Seule certitude pour l'instant, M. Macron ne s'est pas aventuré dans ce débat avec l'ambition que la dissuasion française puisse remplacer le parapluie nucléaire américain. « Ce n'est pas l'idée pour le moment, d'autant que les Etats-Unis n'ont pas montré de signaux de retrait en ce sens », insiste Mme Fayet. En clair, il n'est pas question que les missiles ASMPA (pour air-sol moyenne portée améliorée), qui peuvent être montés sur les Rafale français, soient disposés dans plusieurs pays d'Europe en complément ou en remplacement de la centaine de bombes B61 américaines déployées depuis le milieu des années 1950 en Italie, en Allemagne, en Belgique, aux Pays-Bas et en Turquie.

Un tel déploiement aurait en outre un coût colossal et nécessiterait un calendrier décorrélé des urgences du moment. L'arsenal nucléaire français compte actuellement 290 ogives. « Si nous voulions passer à un stock de 400 têtes par exemple, le temps de les produire, nous ne les aurions pas avant une dizaine d'années. Ce n'est pas plus d'ogives qui vont nous rendre plus crédibles. Nos sous-marins nucléaires lanceurs d'engins [SNLE] peuvent déjà tirer des missiles M51 à plus de 8 000 kilo-

mètres. L'enjeu, c'est la crédibilité politique », estime encore Hélène Fayet. Une des pistes pour crédibiliser cette extension des « intérêts vitaux » au territoire européen pourrait être la multiplication des exercices militaires conjoints entre les forces aériennes stratégiques (FAS) françaises et l'aviation d'autres pays.

### Keir Starmer prudent

Les experts considèrent aussi qu'il serait possible de concrétiser l'engagement français à travers des traités bilatéraux. Une mise à jour de la déclaration dite « de Chequers » (au Royaume-Uni), qui avait scellé, en 1995, l'interconnexion des « intérêts vitaux » français et britanniques – les deux seules puissances nucléaires européennes – fait partie des scénarios possibles. Le traité de Nancy que la France et la Pologne doivent signer au printemps, pour marquer leur rapprochement, notamment en matière de défense, pourrait comporter une clause similaire.

L'extension de la dissuasion française pourrait enfin passer par le renforcement de moyens conventionnels, à l'instar de la dissuasion américaine, qui repose en partie sur le déploiement de forces en Europe. « Si on va au bout de cette conversation, on va inventer quelque chose de différent, qui ne peut pas être simplement la dissuasion élargie américaine en moins bien », estime Camille Grand, chercheur au Conseil européen pour les relations internationales et ancien secrétaire général de l'OTAN concernant l'Ukraine.

En France, le débat a suscité des critiques venues de l'extrême droite et de la gauche radicale. Mais le ministre des armées, Sébastien Lecornu, s'est voulu rassurant, le 1<sup>er</sup> mars, en rappelant que « notre dissuasion nucléaire est française et [qu']elle le restera ». Il n'est pas question de « partage » de l'arme nucléaire, a-t-il ajouté, mais de « rediffuser notre culture stratégique ». ■

### Von der Leyen veut mobiliser 800 milliards d'euros pour la défense

L'Union européenne (UE) va proposer d'accorder 150 milliards d'euros de prêts pour stimuler les dépenses de défense, a annoncé Ursula von der Leyen, mardi 4 mars. La présidente de la Commission européenne a également déclaré que l'UE proposerait d'activer une clause de sauvegarde budgétaire qui pourrait permettre aux 27 Etats membres de déroger au pacte de stabilité pour consacrer jusqu'à 650 milliards d'euros supplémentaires à leurs dépenses de défense sans risquer des procédures de sanctions de la part de Bruxelles.

## Haïti : la suspension des financements de l'Usaid fragilise nombre d'ONG

En 2024, l'aide américaine représentait 17 % du budget du gouvernement du pays caribéen rongé par l'insécurité et la misère

FORT-DE-FRANCE (MARTINIQUE) - correspondant

**A**sistance humanitaire d'urgence, programmes de santé, hôpitaux, défense des droits des femmes... En 2024, le montant total de l'aide américaine allouée à Haïti, embourré depuis plusieurs années dans une grave crise sécuritaire et humanitaire, s'est élevé à 420 millions de dollars (400 milliards d'euros), une somme équivalente à 17 % du budget national adopté fin septembre 2024 par le gouvernement haïtien pour la période 2024-2025. Dès lors, la décision du président américain, d'abord de suspendre les financements de l'Usaid, fin janvier, puis de démanteler l'agence, s'est rapidement fait ressentir en Haïti.

De nombreuses ONG ont vu leur activité perturbée. Selon Novia Augustin, présidente du Refuge des femmes d'Haïti et de la Fédération des organisations de femmes pour l'égalité des droits humains, qui regroupe 320 associations, « la majorité » des membres de cette alliance sont concernés par l'arrêt de l'aide américaine.

Pour ne rien arranger, nombre d'ONG affectées ont eu un délai très court pour faire face à la suspension de ces financements.

« Cette décision est arrivée de façon très brusque. Nous avons dû cesser immédiatement toute activité et dépense liée à notre contrat, sans même avoir droit à une ou deux semaines de préavis : dès que vous recevez le courriel, ça entre en vigueur », déplore Nathalie Vilgrain, coordinatrice générale de l'organisation féministe Marijan Ayiti. Cette structure, fondée en 2020, bénéficiait de fonds de l'Usaid « depuis septembre 2024 », précise Mme Vilgrain, pour un « programme d'urgence » en faveur de femmes victimes de la violence des gangs qui sèment la terreur dans la région de Port-au-Prince, qu'ils contrôlent à 80 %.

### « Ça nous a brisé le cœur »

Cent mille personnes devaient bénéficier de ce programme dans ce pays qui compte plus de 1 million de déplacés internes, selon l'ONU. Mais l'ONG féministe a dû tout arrêter, le 29 janvier, et se séparer immédiatement de neuf salariés, sur un effectif de 23 personnes. Début février, cette mesure drastique du bailleur de fonds américain a été atténuée. Toutefois, si « les activités qui sauvent des vies » peuvent à nouveau recevoir des financements, « les activités sur les questions de diversité, d'inclusion et autres, ça, c'est supprimé », poursuit Mme Vilgrain.

Dans la commune de Croix-des-Bouquets, localité populaire de la banlieue de Port-au-Prince, l'ONG Refuge des femmes d'Haïti a dû fermer son centre d'hébergement le 4 février car elle n'était plus en mesure de renouveler ses stocks de nourriture. Le foyer, qui accueillait 45 personnes, dont 10 enfants de moins de 3 ans, dépendait exclusivement des fonds de l'Usaid. « Ça nous a brisé le cœur », s'émeut Novia Augustin, la présidente et fondatrice de cette organisation créée en 2016. Avant d'en arriver à cette extrémité, la structure avait tenté, en vain, de compenser la perte de ces financements auprès d'autres ambassades, d'autres partenaires », précise Mme Augustin.

**FAUTE DE FINANCIEMENTS, L'ONG REFUGE DES FEMMES D'HAÏTI A DÛ FERMER SON CENTRE D'HÉBERGEMENT**

Les efforts de l'ONG pour confier ses pensionnaires à d'autres structures ont également été vains, car « presque tout le monde a été touché. Donc personne ne pouvait aider personne », s'afflige la militante, qui se console par le fait que « les autres activités continuent normalement » pour le Refuge des femmes : en effet, les autres programmes de cette organisation reçoivent des financements de l'ONU.

Bien avant leur remise en question par l'administration Trump, les fonds de l'Usaid et leur utilisation en Haïti faisaient l'objet de nombreuses critiques. Certains accusaient cette aide de bénéficier en premier lieu à des acteurs américains plutôt qu'à des organisations haïtiennes. « Seuls 7,6 % des fonds dépensés par l'Usaid en Haïti depuis octobre 2023 ont été directement versés à des organisations locales », écrivait, début février, Jake Johnston, chercheur au Center for Economic and Policy Research, un cercle de réflexion basé à Washington.

### « Touchés par ricochet »

Même sans recevoir directement des financements américains, plusieurs ONG haïtiennes ont été frappées indirectement par le gel de l'aide. C'est le cas du Groupe d'appui aux rapatriés et réfugiés (GARR). En 2024, cette structure a mené, en partenariat avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), « un projet de collecte de données » sur « trente points de passage frontaliers » entre Haïti et la République dominicaine, explique Katia Bonté, la coordinatrice du GARR. Cette frontière, longue de 380 kilomètres, est fréquentée par de nombreux candidats à l'émigration, mais aussi par les milliers d'immigrés haïtiens expulsés massivement par les autorités dominicaines.

Début février, ce programme financé par l'Usaid a subi les conséquences des restrictions budgétaires américaines. « L'OIM nous a appelés pour nous dire qu'elle ne pourra plus travailler avec nous que sur les quatre postes-frontières officiels, indique Mme Bonté. Nous sommes touchés par ricochet. » Sollicitée par *Le Monde*, l'organisation onusienne n'a pas souhaité apporter de précisions.

Mais, malgré ces déconvenues, les ONG haïtiennes s'efforcent de rester optimistes. « Les organisations locales, ici en Haïti, fonctionnent généralement sans financements importants à long terme », relativise Mme Vilgrain. L'organisation féministe Marijan Ayiti a ainsi l'habitude de « diversifier les sources de financement » pour ses activités. « Notre priorité, c'est de garder un minimum de services disponibles pour [les femmes] qui en ont le plus besoin en ce moment, dans le contexte de crise où l'on vit. » ■

JEAN-MICHEL HAUTEVILLE

# Israël : les milieux culturels sous l'œil de la censure

Le ministre de la culture a demandé lundi de ne pas projeter le documentaire « No Other Land », oscarisé la veille

## REPORTAGE

TEL-AVIV - envoyé spécial

D evant la librairie de la rue Allenby, dans le centre-ville de Tel-Aviv, deux hommes armés montent la garde. Pour fêter ses 10 ans, jeudi 6 février, le festival du film documentaire Akevot a organisé une conférence sur le « silence » imposé dans la culture israélienne. « Mais nous avions peur d'être attaqués physiquement après avoir reçu des menaces », déclare Lior Yavne, l'organisateur de l'événement, pour justifier la présence d'une équipe de sécurité. Plusieurs militants d'extrême droite, qui ont décrit cette discussion comme « anti-israélienne », avaient promis de perturber la rencontre.

Une partie des intimidations, amplifiées par les réseaux sociaux, concernait le film *The Governor* (Le Gouverneur, en VF), de Danel Elpeleg. Dans ce long-métrage, la réalisatrice utilise des archives inédites pour révéler la violence exercée par son grand-père, Zvi Elpeleg, gouverneur militaire responsable de la population palestinienne, notamment à Gaza, après la création de l'Etat d'Israël, en 1948. « Je voulais faire un parallèle avec ce qui se déroule depuis seize mois dans la bande de Gaza », décrit la cinéaste, micro en main, face à la trentaine de personnes dans le public.

Le 11 décembre 2024, la projection de ce documentaire à la cinémathèque de Tel-Aviv a été interdite à la demande du Conseil du film, une institution gouvernementale. Dans la foulée, Miki Zohar, le ministre de la culture, a publiquement demandé à Bezalel Smotrich, ministre des finances d'extrême droite, de supprimer les financements du célèbre cinéma. Entre des étageres de livres et un buffet de chips accompagnés de jus de fruits, Hagit Ben-Yaakov, la modératrice de la discussion, confie : « Les limites de ce qui est considéré comme tabou s'étendent un peu plus chaque jour. »

Aujourd'hui, le gouvernement tend à censurer ce qui a trait aux crimes commis par l'Etat hébreu au moment de sa création, à l'occupation de la Cisjordanie et, plus largement, au peuple palestinien. Dans la grande majorité des cas, les créateurs empêchés font par-

tie des 20 % de Palestiniens de la population israélienne. « Ici, les Palestiniens sont traités comme des ennemis jusqu'à ce que l'inverse puisse être prouvé », détaille Hadeel Abu Salih, avocate auprès du centre d'aide juridique Adalah, basé à Haïfa. Le 5 février, la galerie de l'Institut de technologie de Holon a annulé le vernissage de l'exposition de l'artiste palestinienne Sophie Abu Chakra, qui imagine des œuvres autour du *tatriz*, la broderie traditionnelle palestinienne, avant d'indiquer qu'il serait organisé « à une date ultérieure » – sans préciser laquelle.

### Violentes campagnes en ligne

A chaque fois, les mêmes dizaines de militants d'extrême droite ont lancé des campagnes en ligne en exigeant l'annulation de ces rendez-vous culturels et, parfois, la poursuite judiciaire des auteurs. Parmi ces militants, Shai Glick, fils d'une famille ultraorthodoxe de Jérusalem, a pris l'habitude de solliciter Miki Zohar en personne. Pour justifier leurs assauts et les demandes d'interdiction de certaines projections de film, ces figures des milieux suprémacistes juifs utilisent l'argument du « trouble à l'ordre public » ou invoquent une vieille loi de 1927 – vingt et un ans avant la création de l'Etat d'Israël – qui exigeait que tous les films soient soumis au Conseil du film, avant d'être diffusés.

Avant le 7 octobre 2023, la censure, déjà présente dans le pays, ne s'exerçait qu'indirectement, par le biais de pressions financières. Privé de ses financements publics en 2015, à cause d'une pièce sur l'écrivain et ancien militant armé palestinien Walid Daqqa, le Théâtre Al-Midan de Haïfa, en faillite, a été contraint de fermer. Aujourd'hui, les autorités israéliennes demandent l'intervention de la police contre les institutions culturelles.

Dans la même ville du nord d'Israël, la branche du Hadash, le parti communiste israélien, n'a jamais pu diffuser le long-métrage documentaire *Janin, Jenin*, du réalisateur Mohammad Bakri, sur les conséquences des raids de l'armée israélienne dans le camp de Jénine, une suite de *Jenin, Jenin*, œuvre du même auteur, réalisée au même endroit, pendant la deuxième Intifada, en 2002, et,



Neta Shoshani, réalisatrice israélienne, à Tel-Aviv, le 6 février. LUCAS BARIOULET POUR « LE MONDE »

sion en Israël. Le 26 août 2024, jour de la projection prévue pour environ 70 personnes, les forces de l'ordre ont fermé les locaux du parti politique israélien pendant une dizaine d'heures. La même semaine, le théâtre arabe Al-Saraya, dans le sud de Tel-Aviv, devait, lui aussi, diffuser *Janin, Jenin*. Deux jours avant la séance, Mahmoud Abu Arisha, directeur du lieu depuis 2019, a été convoqué par la police de Tel-Aviv. « Les enquêteurs ont menacé de m'arrêter si je ne venais pas de mon plein gré », raconte le

responsable, âgé de 36 ans, d'un ton calme, dans son bureau. Durant trois heures d'interrogatoire, il a dû se justifier sur la programmation d'un film « interdit par Israël », selon les enquêteurs, ayant de signer une lettre où il s'engageait à annuler la projection, sous peine d'une amende et d'un placement en garde à vue. Même si Mahmoud Abu Arisha a décidé de porter l'affaire devant la Haute Cour de justice israélienne à la mi-février, il avoue avoir été soumis à une forme d'« autocensure ». La peur s'est enracinée dans les milieux culturels palestiniens. A la terrasse d'un café sur les hauteurs pentues de Haïfa, Rami Younis fait part de son découragement. Le réalisateur de *Lyd* n'a jamais pu montrer son film en Israël. Ce documentaire expérimental raconte le massacre commis par les milices juives, durant la guerre de 1948, dans cette grande ville palestinienne connue aujourd'hui sous le nom hébreu de Lod. Pour cet ancien journaliste, le plus « douloureux » reste le silence de ses collègues quand le

dimanche 2 mars, à Hollywood, le documentaire *No Other Land*, réalisé par le collectif israélo-palestinien composé de Yuval Abraham, Basel Adra, Hamdan Ballal et Rachel Szor, qui raconte le combat de Massafer Yatta, un village troglodyte du sud de la Cisjordanie, harcelé par les bulldozers israéliens, a remporté l'Oscar du meilleur documentaire. Applaudi par la critique et par des dizaines de milliers de spectateurs à travers le monde, grâce à une sortie au cinéma, ce film n'a encore jamais été diffusé en Israël. Lundi, le ministre de la culture israélien a demandé aux salles de cinéma et aux institutions culturelles subventionnées de ne pas le projeter. ■

**L'essentiel des créateurs empêchés fait partie des 20 % de Palestiniens de la population israélienne**

« ministre de l'inculture », comme il le surnomme, a empêché la projection du long métrage. « Personne ne m'a appelé pour me soutenir ou pour parler de la meilleure façon de résister à cette censure », déplore ce militant, qui a préféré se lancer dans une grande tournée américaine, où quelques milliers de personnes ont pu voir son film.

### Un film primé aux Oscars

Dans les milieux culturels israéliens, la solidarité a été plus visible quand la réalisatrice Neta Shoshani a été la première artiste juive israélienne censurée. Pendant de longs mois, la diffusion de son film *1948 : Remember, Remember Not*, consacrée aux crimes commis au moment de la création d'Israël, a été décalée à de multiples reprises. Après la publication de lettres des principaux syndicats culturels israéliens, le Conseil du film a finalement accepté la projection du documentaire à la télévision, qui a financé une partie du tournage, sans qu'une nouvelle date soit fixée. « J'ai fait ce film pour que la population israélienne puisse y réfléchir », précise la cinéaste. Et personne n'a même pu le voir. »

Dimanche 2 mars, à Hollywood, le documentaire *No Other Land*, réalisé par le collectif israélo-palestinien composé de Yuval Abraham, Basel Adra, Hamdan Ballal et Rachel Szor, qui raconte le combat de Massafer Yatta, un village troglodyte du sud de la Cisjordanie, harcelé par les bulldozers israéliens, a remporté l'Oscar du meilleur documentaire. Applaudi par la critique et par des dizaines de milliers de spectateurs à travers le monde, grâce à une sortie au cinéma, ce film n'a encore jamais été diffusé en Israël. Lundi, le ministre de la culture israélien a demandé aux salles de cinéma et aux institutions culturelles subventionnées de ne pas le projeter. ■

LUCAS MINISINI

# Profitant des tensions avec Paris, Rome se rapproche d'Alger

L'Italie espère devenir le partenaire privilégié de l'Algérie, son premier fournisseur en gaz naturel depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie

ROME - correspondant

**A** lors que Paris et Alger s'enfoncent dans une crise diplomatique dont on ne voit pas le bout, l'Italie et l'Algérie ne cessent d'afficher leur parfaite concorde. Dès son arrivée à la tête de l'exécutif italien en 2022, la présidente d'extrême droite du conseil, Giorgia Meloni, a eu un regard critique sur l'action de la France sur le continent africain. Elle cultive soigneusement ses relations avec un pays devenu son premier fournisseur en gaz naturel depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

En quête d'une politique africaine, Mme Meloni, qui participa dans sa jeunesse à des actions de solidarité avec les indépendantistes du Sahara occidental soutenus par Alger contre le Maroc, avait d'ailleurs misé sur la mémoire d'un homme qui résumait par sa biographie l'appétit pour les hydrocarbures, la grandeur nationale italienne et la lutte contre le colonialisme français: Enrico

Mattei (1909-1962), le fondateur du géant national des hydrocarbures, ENI.

Giorgia Meloni a baptisé de son nom le « plan pour l'Afrique » annoncé dès son discours d'investiture, en octobre 2022, et censé encadrer les initiatives menées sur le continent par l'Italie, ses entreprises et ses institutions. La référence a toujours la faculté de résonner de manière particulière en Algérie, où l'on se souvient aussi du chimiste visionnaire, notamment dans le contexte de tensions avec la France. Ancien résistant, démocrate-chrétien de gauche, Enrico Mattei avait attaqué la toute-puissance des compagnies pétrolières anglo-américaines pour proposer aux pays libérés des colons européens des contrats plus avantageux, censés garantir à la fois leur développement et la prospérité de la jeune puissance industrielle italienne.

En Algérie, il n'a pas attendu l'indépendance. Refusant de négocier avec la France l'exploitation du pétrole du Sahara, Enrico Mat-

tei a tout misé sur le Front de libération nationale (FLN), soutenant matériellement son effort de guerre et formant les cadres du futur secteur énergétique de l'Algérie indépendante. A Alger comme à Rome, il n'est pas rare qu'on attribue à cet engagement les circonstances mystérieuses de sa mort dans un accident d'avion, peu après l'indépendance.

**Une porte d'entrée vers le Sahel**  
Le lointain successeur d'Enrico Mattei, Claudio Descalzi, PDG d'ENI et surnommé « l'Africain » dans le milieu des énergéticiens italiens, tant il croit au développement par Rome de ses intérêts sur le continent, passe pour l'un des hommes les plus puissants d'Italie. Après 2022, M. Descalzi a été au cœur des efforts ayant abouti au pivot vers le sud des approvisionnements en gaz d'une Italie largement dépendante des fournitures russes. L'Algérie en a été le principal bénéficiaire, devenant son premier fournisseur de méthane, notamment via le gazoduc

**« Nous avons d'excellentes relations avec la droite radicale italienne »**

ABDELMADJID TEBBOUNE  
président algérien

Transmed, aussi connu sous le nom de gazoduc... Enrico Mattei.

« En Algérie, nous avons réussi à trouver une alternative au gaz russe, même si Alger et Moscou ont des rapports privilégiés. Nous voulons désormais être les partenaires de l'Algérie dans le Sahel, où l'Italie a avec elle des convergences d'intérêts sur les questions de sécurité et de migrations illégales », indique une source diplomatique italienne qui évoque entre les deux pays une série « de rencontres sans équivalent ». Mme Meloni a d'ailleurs convié le président algérien, Abdelmadjid Tebboune, au sommet du G7 qu'elle présidait

en juin 2024. Il s'était déjà rendu en visite d'Etat à Rome en 2022.

La dernière occasion a eu lieu lundi 3 mars, avec la visite à Alger du vice-président du conseil et ministre des affaires étrangères, Antonio Tajani. « Nous voulons soutenir l'enseignement de la langue italienne en Algérie et nous voulons plus d'étudiants algériens dans les universités italiennes », a déclaré, devant M. Tebboune, le chef de la diplomatie italienne, tandis que Paris continue de faire des procédures d'obtention de visas étudiants un parcours d'obstacles long et hasardeux. Le chef de l'Etat algérien avait déjà loué les efforts diplomatiques italiens,

dans un entretien à *L'Opinion* publié le 2 février, affirmant: « Contrairement à l'extrême droite française, nous avons d'excellentes relations avec la droite radicale italienne, d'autant que nous n'avons aucun contentieux, ni mémorial ni autre. » Plus loin, M. Tebboune n'avait pas manqué de se référer à la mémoire d'Enrico Mattei. La mémoire, toujours.

A Rome, on voit l'Algérie comme une porte d'entrée vers le Sahel et l'on voudrait positionner l'Italie comme le facilitateur des relations d'Algérie avec l'Europe. Vue d'Algérie, la péninsule italienne ressemble aussi à une voie d'accès prometteuse, et en tout cas moins minée, vers le continent, alors que les relations avec l'ex-colonisateur s'enlisent, entre crises diplomatiques, discours identitaires et mémoires affrontées. ■

ALLAN KAVAL



Heidi Reichennek (au centre), députée de Die Linke, lors de la soirée des résultats des législatives, à Berlin, le 23 février. HELMUT FRICKE/AP

## En Allemagne, la résurrection inattendue du parti Die Linke

Porté par une efficace campagne de terrain et par le vote des jeunes, le parti de la gauche radicale a presque doublé son score aux législatives

BERLIN - correspondance

**A**rrivée au 115, Einbecker Strasse, un immeuble de 11 étages à Lichtenberg, arrondissement de l'ancien Berlin-Est à l'architecture en *Plattenbau* typique des années 1970, Regina Brückner, 43 ans, sort son téléphone portable. «*Ici, nous avons sonné à tous les appartements*», constate cette militante de Die Linke (gauche radicale), en ouvrant l'application du parti. Elle fait partie de l'équipe qui a organisé la campagne de visites à domicile dans cette partie de Lichtenberg, où les habitants aux revenus modestes sont parfois très éloignés de la politique.

«*Je me souviens d'une visite difficile chez un monsieur très en colère contre la gauche radicale, pour qui il avait voté pendant plus de trente ans*, raconte-t-elle. Je lui ai répondu: «*D'accord, mais moi je viens d'arriver dans le parti et je me tiens devant vous.*» Il a fini se calmer et par dire: «*Respect pour ce que vous faites.*» Ce fut un moment fort.»

Au cours des trois mois qui ont précédé les élections législatives du dimanche 23 février, 600 000 visites à domicile ont été effectuées par Die Linke, affirme le parti. Aucune autre formation n'a mené une campagne de terrain d'une telle ampleur, inspirée des Etats-Unis. A Lichtenberg, l'opération a été concluante: la candidate du parti d'extrême droite AfD, Beatrix von Storch, 53 ans, figure historique du parti, a été largement battue par Ines Scherdtner, 36 ans, coprésidente de Die Linke.

Pour le parti, ce succès à Lichtenberg est une victoire symbolique importante face à la montée de l'AfD, qui a obtenu 20,8 % des voix dans le pays. C'est aussi un des signes de la résurrection de la gauche radicale outre-Rhin: Die Linke a obtenu un score inespéré (8,5 %, + 3,9 points par rapport aux législatives de 2021), huit mois après sa débâcle aux européennes de juin 2024 (2,7 %). Début janvier, il était encore crédité de 4 % des intentions de vote. Le 23 février, Die Linke est arrivée en tête auprès des 18-24 ans (25 %, 17 points de plus qu'en 2021), devant l'AfD (21 %, + 14 points).

Regina et Ehmi sont encore émues du succès de la campagne, à laquelle ont participé de plus en plus de volontaires au fil des semaines. Pour beaucoup, ce fut une première. «Il fallait du courage pour parler à des étrangers quine partageaient pas forcément nos idées. Tous les volontaires ont dit que cette expérience les avait marqués», raconte Ehmi, 27 ans, qui a rejoint le parti il y a un an. «J'en avais assez de scroller sur mon téléphone en tremblant à l'idée que l'extrême droite arrive au pouvoir. Je voulais participer à une action collective antifasciste», poursuit-elle. «Rencontrer au hasard des gens, leur faire face physiquement, leur parler, c'est l'anti-réseau social», complète Regina.

Les deux approches – réseaux sociaux et porte-à-porte – sont complémentaires dans la stratégie du parti. Die Linke a fait un bond dans les sondages après la diffusion sur TikTok d'un discours improvisé de la députée Heidi Reichennek, 36 ans, début février, au Bundestag. On y voit la jeune femme s'enflammer contre le chef de file des conservateurs (CDU/CSU), Friedrich Merz, qu'elle accuse d'avoir «rompu une digue» en faisant voter un texte anti-immigration avec l'aide de l'AfD. «Je n'aurais jamais imaginé qu'un chrétien-démocrate pactise avec l'extrême droite», lance-t-elle, laissant voir son avant-bras gauche tatoué du visage de la militante révolutionnaire Rosa Luxemburg (1871-1919).

**Priorité à la question sociale**  
La vidéo de deux minutes, devenue virale, a donné en quelques jours un nouvel élan à un mouvement plombé depuis des années par les divisions et les débâcles électorales. Le fond avait été touché en octobre 2023, quand l'ancienne leader du parti, Sahra Wagenknecht, fit sécession pour fonder son propre parti, BSW, provoquant la dissolution du groupe parlementaire Die Linke. Le 23 février, la formation de Sahra Wagenknecht n'a obtenu que 4,97 % des voix, sous les 5 % nécessaires pour être représentée au Bundestag.

Dans son bureau d'angle situé au siège historique de Die Linke,

### Die Linke est prêt à soutenir « civilement » l'Ukraine, mais pas à financer des dépenses d'armement

face au théâtre de la Volksbühne, Ines Scherdtner savoure sa victoire. «La scission avec Sahra Wagenknecht a été un moment difficile, mais elle a permis de clarifier les choses, explique-t-elle. Pour la campagne électorale, nous nous sommes rentrés sur quelques thèmes concrets comme le logement et la hausse du coût de la vie, sujets les plus souvent cités dans nos entretiens avec les gens, loin devant le thème de l'immigration. Nous avons proposé aux gens des examens gratuits de leurs charges de chauffage. Beaucoup ont obtenu des remboursements, 150 euros en moyenne.»

Plutôt que de faire campagne sur des thématiques sociétales, comme celle du genre, clivante au sein de la gauche, Die Linke a préféré donner la priorité à la question sociale, renouant avec la tradition du Kümmerpartei («parti qui prend soin des problèmes des gens») de l'ancienne formation d'extrême gauche PDS, héritière de l'ancien parti au pouvoir en Allemagne de l'Est. C'est aussi le seul parti à avoir défendu une position d'ouverture sur l'immigration, en opposition avec la politique de fermeté pronée par l'AfD et la CDU/CSU, mais aussi en net décalage avec les hésitations des sociaux-démocrates (SPD) et des Verts.

«Les électeurs de Die Linke sont beaucoup plus jeunes qu'avant. Ce sont des abstentionnistes, ou alors des gens qui votaient autrefois pour les Verts ou le SPD, mais qui reprochent à ces deux partis leurs compromis ou un positionnement trop au centre», analyse Benjamin Höhne, professeur de science politique à l'université technique de Chemnitz. Le problème du vote des jeunes est qu'à l'image des campagnes virales

sur les réseaux sociaux, il est volatil. En 2021, les moins de 35 ans avaient plébiscité le Parti libéral-démocrate (FDP) et les Verts; cette année, ils ont davantage voté pour les extrêmes. «Ce qui compte est que nous ayons cassé la domination de l'AfD sur les réseaux sociaux. Latâche va maintenant consister à contrer l'AfD dans les quartiers résidentiels, plus largement sur le territoire», assure Ines Scherdtner.

### Minorité de blocage

L'image sympathique donnée par la campagne et les jeunes militants pourrait cependant tourner court. Le parti pacifiste radical semble vouloir utiliser à plein sa nouvelle position de force au Bundestag dans un moment de crise aiguë de sécurité: l'AfD et Die Linke détiennent à elles deux une minorité de blocage, qui leur donne le pouvoir d'empêcher toute révision constitutionnelle.

Ce levier est considérable: les deux partis peuvent bloquer la réforme du «frein à la dette», ce dispositif constitutionnel qui limite à 0,35 % le déficit annuel de l'Etat fédéral. Or, une hausse importante des dépenses de défense, par de l'endettement, est considérée comme nécessaire par les partis de gouvernement pour renforcer la défense européenne et le soutien à l'Ukraine.

Le futur chancelier, Friedrich Merz, examine donc deux options: soit faire voter une révision constitutionnelle par le Bundestag actuel, avant la constitution du nouveau Parlement issu des élections du 23 février, soit négocier avec Die Linke. Mais un texte publié samedi 1<sup>er</sup> mars parle du parti de la gauche radicale pose des conditions drastiques: oui à une abolition du «frein à la dette» pour investir en Allemagne et soutenir «civilement» l'Ukraine, mais non à tout «fonds spécial» qui financerait des dépenses d'armement. Si elle reconnaît que la Russie est l'agresseur en Ukraine, Die Linke refuse toute livraison d'armes à Kiev. Elle estime également que l'Europe dépense déjà «suffisamment pour sa défense», et qu'elle doit devenir une «puissance de paix». ■

CÉCILE BOUTELET

## Tunisie un procès hors norme pour «complot contre la sûreté de l'Etat»

Une quarantaine d'opposants, journalistes ou avocats, devaient être jugés à partir de mardi et risquent jusqu'à la peine capitale

TUNIS - correspondance

**U**n procès hors norme devait s'ouvrir mardi 4 mars devant la chambre criminelle du tribunal de première instance de Tunis. Qualifié d'*«affaire du complot contre la sûreté de l'Etat»*, ce dossier judiciaire constitué en février 2023 met en cause une quarantaine de personnes soupçonnées d'avoir noué des contacts avec des diplomates étrangers dans l'intention de porter atteinte à l'intégrité de la Tunisie. Les accusations sont passibles de condamnations pouvant aller jusqu'à la peine capitale pour les crimes les plus graves, ceux de «conspiration contre l'Etat» et «d'appartenance à une organisation terroriste».

Parmi les personnalités incriminées figurent des opposants politiques, des avocats, des militants, des journalistes, des dirigeants de médias, d'anciens hauts responsables sécuritaires, ainsi que l'écrivain français Bernard-Henri Lévy. Certaines comparaîtront libres, d'autres ont été emprisonnés ou condamnés dans le cadre de différentes affaires. Une partie d'entre eux se sont exilés à l'étranger.

L'affaire a commencé le 11 février 2023 avec l'arrestation de plusieurs personnalités de premier ordre: Khayam Turki, militant prodémocratie, Kamel Eltaief, influent homme d'affaires lié aux cercles du pouvoir avant 2011, et Abdelhamid Jelassi, ancien dirigeant du parti islamo-conservateur Ennahda. D'autres interpellations ont suivi, ciblant des membres du Front de salut national (FSN), coalition d'opposition au président Kais Saïed. L'enquête a été confiée au pôle judiciaire de lutte contre le terrorisme.

Le président tunisien a rapidement défendu ces arrestations, déclarant lors d'une rencontre avec des responsables sécuritaires à Tunis, le 14 février 2023, qu'elles visaient à «protéger l'Etat contre ceux qui cherchent à déstabiliser». Il avait qualifié les personnes interpellées de «terroristes».

**Deux témoins anonymes**  
Le dossier, auquel *Le Monde* a eu accès, met en avant des échanges jugés suspects entre les accusés et des représentants officiels de pays comme la France, les Etats-Unis, l'Italie, ou encore de l'Union européenne. Une dizaine de diplomates américains ou européens, dont André Parant, ancien ambassadeur de France en Tunisie, sont cités. Aucun n'a été entendu par la justice malgré les demandes répétées des avocats de la défense.

L'implication de Bernard-Henri Lévy, bien que marginale, ajoute une résonance médiatique à l'affaire. L'écrivain est accusé notamment – sans éléments de preuve – d'entretenir des relations avec le lobbyiste tunisien Kamel Eltaief. Il lui est également reproché d'avoir propagé l'idéologie «maçonnique» par l'intermédiaire d'organisations comme le Rotary ou le Lions Club, en plus d'œuvrer à la normalisation des relations entre la Tunisie et Israël et d'être «membre du Mossad», le service de renseignement extérieur israélien.

L'instruction, close le 12 avril 2024, s'appuie essentiellement sur les dépositions de deux témoins anonymes, des conversations relevées sur des applications de messagerie instantanée, ainsi que des rencontres, réelles ou supposées, entre des leaders de l'opposition et des diplomates étrangers. «Depuis leur arrestation, les accusés n'ont rencontré le juge d'instruction qu'une seule fois,

**Depuis mi-2021, Kaïs Saïed s'est octroyé les pleins pouvoirs en invoquant un «péril imminent»**

et toutes nos demandes de précisions ou de confrontations ont été refusées», rapporte Dalila Ben Mbarek Msaddek, avocate de la défense et sœur de Jaouher Ben Mbarek, détenu depuis février 2023.

Huit des mis en cause sont toujours en détention provisoire, bien que la durée légale soit limitée à quatorze mois. Trois prévenus, dont la figure de l'opposition Chaïma Issa et l'avocat Lazhar Akremi, ont obtenu une liberté conditionnelle assortie de restrictions strictes mais restent passibles des mêmes peines.

Depuis juillet 2021, date à laquelle Kaïs Saïed s'est octroyé les pleins pouvoirs en invoquant un «péril imminent», opposants, journalistes, avocats, membres d'associations ou hommes d'affaires sont dans le viseur d'un pouvoir qui brandit la souveraineté nationale comme bouclier.

«A travers des procédures judiciaires biaisées, des violations systématiques des droits de la défense, des arrestations arbitraires et des conditions de détention alarmantes, le pouvoir en place cherche à instaurer un climat de peur, voire de terreur, pour empêcher toute contestation», a dénoncé Kamel Jendoubi, ancien ministre des droits humains – poursuivi dans cette affaire –, lors d'une conférence de presse organisée à Paris à la veille de l'ouverture du procès.

Avant lui, le Haut-Commissariat aux droits humains de l'ONU avait émis de vives inquiétudes le 18 février, dénonçant la «persécution» des opposants dans le pays. Des critiques qui n'ont pas manqué de faire réagir les autorités tunisiennes qui ont exprimé leur «profonde stupéfaction», affirmant que les poursuites mentionnées relèvent de «crimes de droit commun» sans lien avec l'activité politique ou la liberté d'expression.

Pour Marie-Christine Vergiat, membre du comité national de la Ligue des droits humains, partie prenante de la conférence de presse du lundi 3 mars, le procès s'inscrit au contraire dans un contexte de «mise au pas de la justice tunisienne depuis 2022, marquée notamment par la dissolution du conseil supérieur de la magistrature et la révocation unilatérale et arbitraire de 57 juges par le seul chef de l'Etat».

Les accusés en détention devront suivre les audiences, par visioconférence. Une décision justifiée par l'existence d'un «danger imminent», selon les juges, sans préciser la nature de cette menace. Les familles des prisonniers ont dénoncé une violation du droit à un procès équitable. «Nous savons qu'ils sont innocents. Nous demandons une audience publique, et même télévisée pour que cette affaire soit révélée au grand jour», a exhorté Monia Brahim, militante d'Ennahda et épouse de Abdelhamid Jelassi, emprisonné depuis le 11 février 2023. ■

MONIA BEN HAMADI ET SIMON ROGER (À PARIS)

**Le Monde Afrique**  
Retrouvez en ligne l'ensemble de nos contenus

# Obésité et surpoids continuent leur progression

Selon une étude, 60 % des adultes et un tiers des enfants pourraient être concernés en 2050 dans le monde

**S**ans action politique vigoureuse, environ 60 % des adultes et un tiers des enfants et adolescents dans le monde seront en situation de surpoids ou d'obésité en 2050, selon des projections publiées mardi 4 mars dans la revue médicale *The Lancet*. Issues de travaux du Global Burden of Disease, un programme mondial de recherche en épidémiologie coordonné par l'Institute for Health Metrics and Evaluation, à Seattle, aux Etats-Unis, ces évaluations alertent sur l'amplification à venir de ce fardeau sanitaire.

L'obésité – définie dans les études statistiques par un indice de masse corporelle (IMC) supérieur à 30 chez l'adulte – et le surpoids – IMC supérieur à 25 – sont associés à un risque accru de nombreuses pathologies (diabète de type 2, maladies cardiaques, hypertension artérielle, cancers...) et représentent déjà la cinquième cause de décès dans le monde.

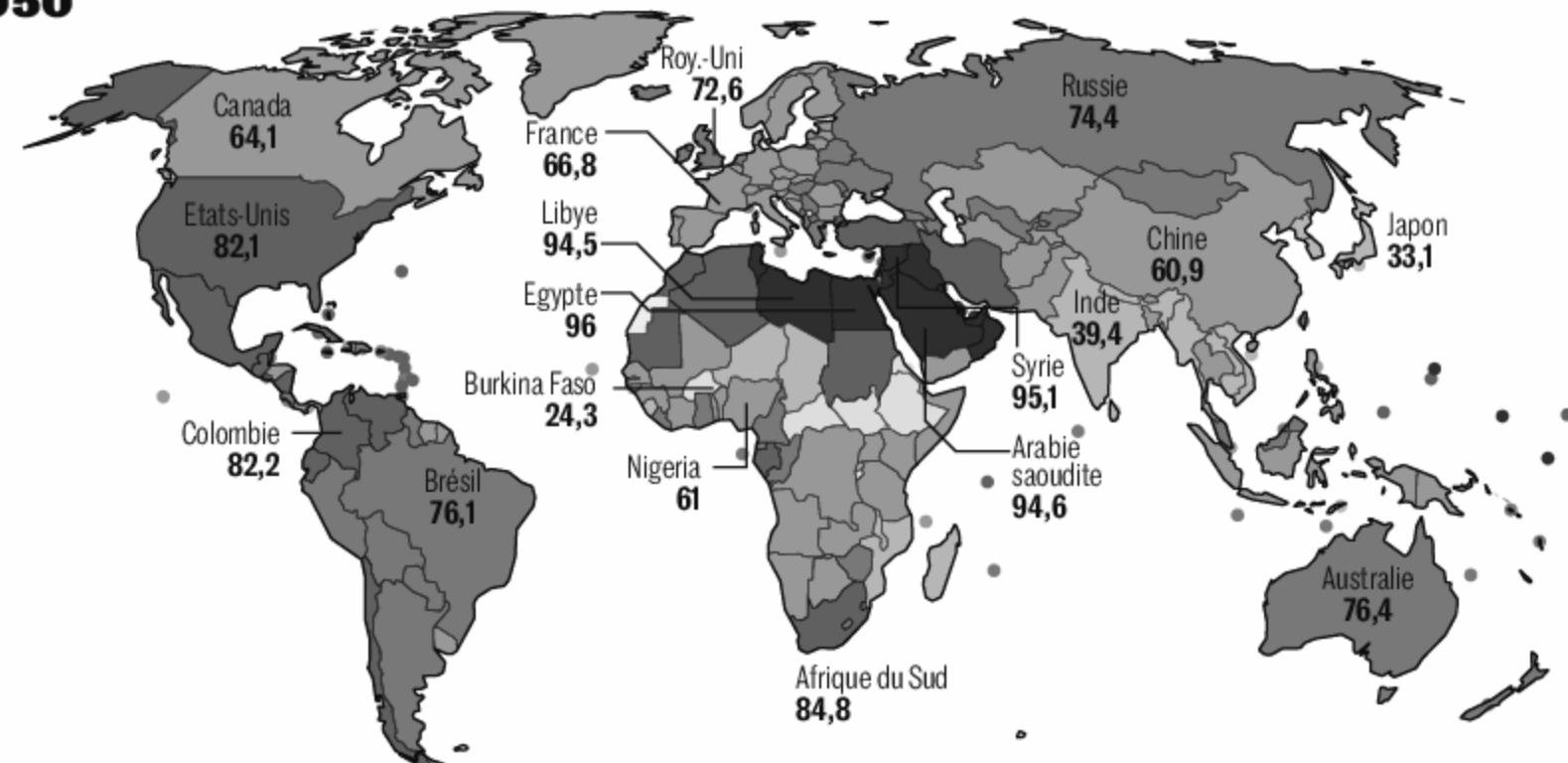
La prévalence du surpoids et de l'obésité a plus que doublé en trente ans, touchant 2,1 milliards d'adultes, et près de 500 millions d'enfants et d'adolescents en 2021. L'obésité à elle seule affecte plus d'un milliard d'individus selon des données publiées dans *The Lancet* en 2024. Dans certains Etats d'Océanie, du Moyen-Orient ou d'Afrique du Nord, la prévalence atteint des sommets : l'obésité touche plus de 70 % des femmes des îles Tonga et pourrait grimper à plus de 87 % en 2050. Les projections sont tout aussi inquiétantes pour l'Egypte qui afficherait le même taux chez les femmes au milieu du siècle. Parmi les pays les plus riches, les Etats-Unis enregistrent aujourd'hui la plus forte prévalence de l'obésité, avec près de la moitié de la population.

Mais c'est en Asie et en Afrique subsaharienne que les progressions les plus fortes devraient être enregistrées dans les prochaines décennies. En Chine, le surpoids et l'obésité ont déjà progressé d'environ 150 % en trente ans et continueront à grimper pour affecter près des deux tiers de la population en 2050. Des régions historiquement très touchées par la sous-alimentation verront fortement croître la prévalence de l'obésité et du surpoids. Au Nigeria, le nombre d'adultes en surpoids ou en obésité devrait ainsi tripler d'ici à 2050, ce qui en ferait le quatrième pays le plus touché en

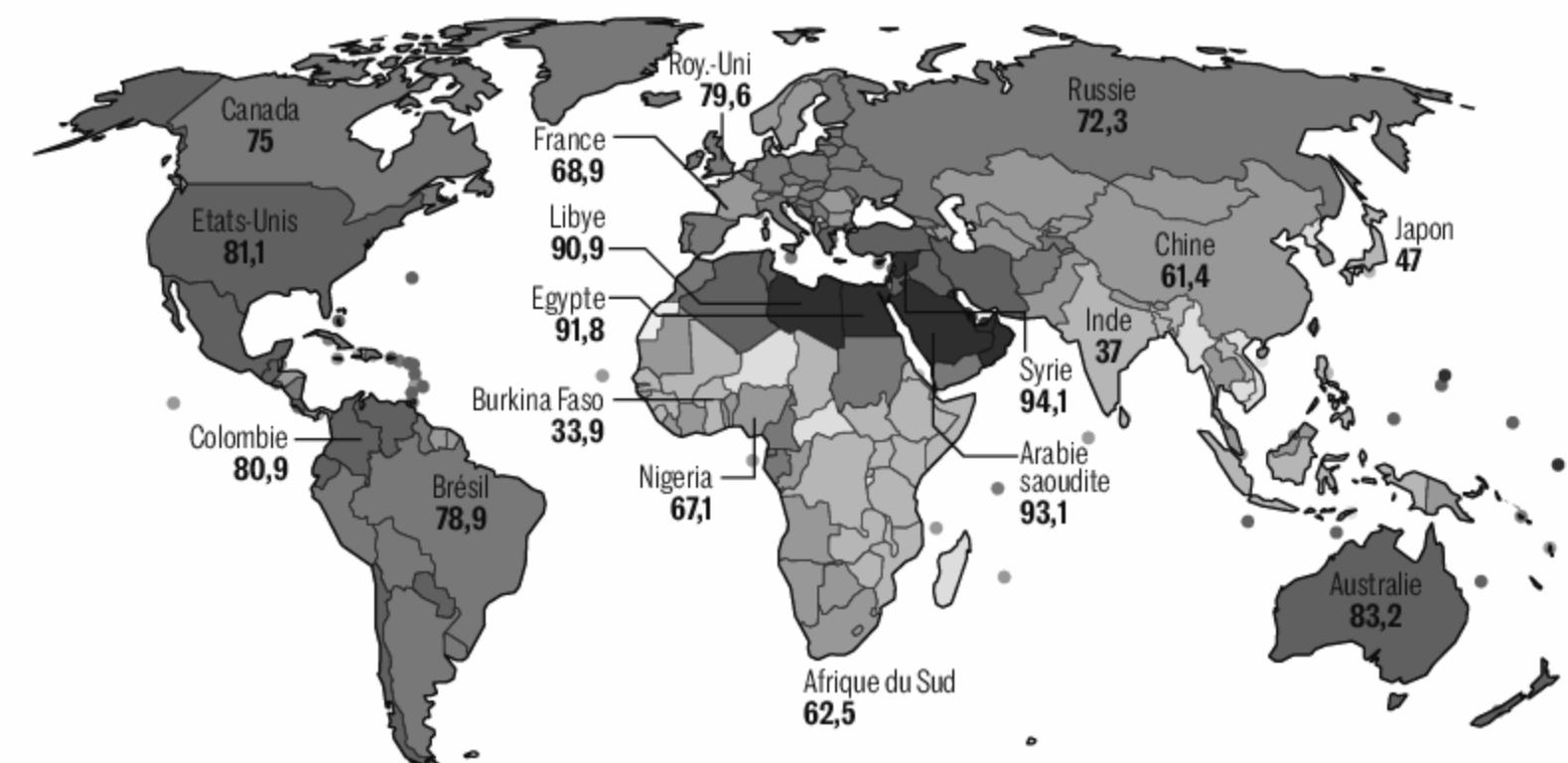
nombre absolu à cet horizon. Ces prévisions ont été établies en combinant plus d'un millier de sources de données renseignant des évolutions historiques et actuelles par pays avec des projections socio-démographiques jusqu'en 2050.

## De fortes hausses attendues d'ici à 2050 en Asie et en Afrique

Prévalence\* de l'obésité et du surpoids chez les femmes en 2050, en pourcentage



Prévalence\* de l'obésité et du surpoids chez les hommes en 2050, en pourcentage



\* La prévalence du surpoids et de l'obésité est un indicateur épidémiologique qui mesure la proportion d'une population donnée présentant un excès de poids à un moment donné.

Infographie : Le Monde • Source : Global Burden of Disease, *The Lancet*

nombre absolu à cet horizon. Ces prévisions ont été établies en combinant plus d'un millier de sources de données renseignant des évolutions historiques et actuelles par pays avec des projections socio-démographiques jusqu'en 2050.

### Pandémie sans précédent

Les causes de ces évolutions sont connues : les changements de régime alimentaire, liés notamment à l'urbanisation, le développement de l'alimentation transformée au détriment des produits frais, la consommation accrue de sucre, d'huile, et de produits d'origine animale dans les pays à revenu faible ou intermédiaire et la sédentarisation. Pour Emmanuela Gakidou, première autrice de l'étude et professeure à l'université de Washington, « cette pandémie sans précédent de surpoids et

d'obésité représente un échec monumental de nos sociétés ». Car ces pathologies, qui affectent fortement la qualité de vie et la santé des individus touchés, sont en grande partie évitables.

Parmi les tendances particulièrement alarmantes établies par ces nouvelles données : la progression de l'obésité chez les enfants et les adolescents devrait être plus rapide que celle du surpoids. Plusieurs pays sont déjà touchés par cette transition d'une prédominance du surpoids vers une prédominance de l'obésité, notamment les petites îles d'Océanie, mais aussi le Nigeria, l'Inde, le Brésil, ou les Etats-Unis. En 2050, la prévalence de l'obésité chez les jeunes garçons de 5 à 14 ans devrait ainsi dépasser celle du surpoids (respectivement 16,5 % contre 12,9 %).

Autre évolution préoccupante : les projections suggèrent que, en 2050, un quart des adultes en situation d'obésité auront plus de 65 ans. Sachant que l'obésité est un facteur de risque pour une vingtaine de pathologies associées, pour la plupart chroniques, cette tendance risque de placer encore plus sous tension des systèmes de santé exsangues, en particulier dans les pays à faibles revenus.

En France, la dernière grande étude anthropométrique remonte à 2016 – la cohorte Constances, plus de 50 000 participants inclus, avait alors établi l'obésité à un peu plus de 15 % de la population adulte. Une autre enquête conduite par la Ligue contre l'obésité, en 2021, avait conclu à une obésité et un surpoids affectant 47,3 % des adultes (dont 17 % pour l'obésité), mais celle-ci était uniquement dé-

clarative. Si les données manquent pour évaluer précisément les tendances françaises, les études convergent en revanche sur la forte dimension sociale de l'obésité, appelant à des politiques ciblées en faveur des catégories les plus défavorisées.

Pour enrayer cette spirale mondiale, les auteurs appellent les Etats à se doter en urgence de plans d'action pour la période 2025-2030. Alors que l'obésité et l'insuffisance pondérale sont bien les deux visages d'un même fardeau, celui de la malnutrition, des politiques de prévention peuvent participer à la lutte contre ces deux extrêmes. « Dans les pays à revenus faibles et intermédiaires, il faut répondre autant aux enjeux de surnutrition que de sous-nutrition, avec des interventions allant de la promotion de ré-

gimes équilibrés et de programmes de santé maternelle et infantile à l'encadrement de l'alimentation ultra-transformée », souligne Jessica Kerr, coauteure de l'étude, du Murdoch Children's Research Institute, à Parkville (Australie). Beaucoup de pays n'ont qu'une courte fenêtre d'opportunité pour agir.»

Les politiques de prévention en matière de santé publique connaissent pourtant des revers. Si les Etats-Unis réfléchissent à un étiquetage nutritionnel obligatoire sur les emballages alimentaires, l'Union européenne, elle, vient de tourner le dos à un logo harmonisé entre les Vingt-Sept. Dans la « vision pour l'agriculture et l'alimentation » présentée le 19 février par la Commission, qui détaille la feuille de route des prochaines années, il n'en est pas fait mention. ■

MATHILDE GÉRARD

# « Zéro pollution » : l'Europe avance mais reste très loin du compte

La Commission européenne a publié, lundi, des indicateurs de suivi des objectifs ambitieux qu'elle s'est fixés à l'horizon 2030

**E**n 2021, avant que le pacte vert européen commence à être détricoté, la Commission européenne s'était fixé un objectif ambitieux, voire utopique : faire de l'Union européenne (UE) un territoire sans pollution à l'horizon 2050, c'est-à-dire où les niveaux de pollution (air, bruit, pesticides, microplastiques...) ne représenteraient plus un risque ni pour la santé humaine ni pour l'environnement. Pour y parvenir, Bruxelles a établi un plan d'action « zéro pollution » avec des cibles à atteindre en 2030. Le rapport de suivi, publié lundi 3 mars par la Commission européenne et l'Agence européenne pour l'environnement, dresse un « bilan mitigé ».

Certes des progrès ont été réalisés en matière de qualité de l'air, d'usage de pesticides dangereux ou de déchets plastiques en mer, mais « les niveaux de pollution restent trop élevés », en particulier en ce qui concerne les nuisances so-

naires, les rejets de microplastiques dans l'environnement ou encore la production de déchets. Aussi, selon le rapport, « une action beaucoup plus forte est nécessaire » au sein de l'UE pour tenir les objectifs de réduction de 2030. Parmi les objectifs « en bonne voie » d'être atteints figure la réduction des décès prématués liés à l'exposition à la pollution de l'air, fixée à au moins 55 %. Les morts attribuables aux particules fines ont baissé de 45 % entre 2005 et 2022. Chaque année, près de 240 000 Européens continuent toutefois de mourir à cause des

**Les morts attribuables aux particules fines ont baissé de 45 % entre 2005 et 2022**

particules fines émises par le trafic routier, le chauffage au bois, les activités industrielles ou agricoles, et « la plupart des citadins restent exposés à des niveaux de pollution qui nuisent à leur santé », c'est-à-dire supérieurs aux seuils recommandés par l'Organisation mondiale de la santé. Un effort doit particulièrement être fait pour réduire les émissions d'ammoniac – dont 90 % sont générées par le secteur agricole : depuis 2005, elles n'ont baissé que de 16 %.

Parmi les 11 objectifs principaux du plan d'action « zéro pollution », un autre est en « bonne voie » selon le rapport : réduire de 50 % l'usage et les risques des pesticides de synthèse. Selon les données retenues par Bruxelles, ils ont baissé de 46 % si on compare la période de 2018 à 2022 à celle de 2015 à 2017. L'indice retenu par l'exécutif européen pour estimer le risque des pesticides est toutefois critiqué car il repose, pour une grande part, sur la quantité de ma-

tière active utilisée et pour une faible part seulement sur leur toxicité intrinsèque. Parmi les autres cibles à atteindre, la réduction de 50 % de l'usage des pesticides les plus dangereux est jugée « probable » : leur recours a diminué de 25 % entre 2018 et 2022. « Probable », c'est également l'évaluation de la réalisation de l'objectif de réduire de 50 % le volume de déchets macroplastiques qui terminent sur les plages européennes : il a baissé de 29 % entre 2015 et 2021.

**Hausse du volume de déchets**  
Pour le reste, le tableau de bord vire davantage au orange, voire au rouge. C'est le cas pour la pollution des eaux. L'objectif de réduire de 50 % le taux de nitrates dans les eaux souterraines ne sera pas atteint en 2030. Malgré une succession de plans, notamment en France, les niveaux de concentration restent stables depuis 2000, autour de 21 milligrammes par litre. Il est à noter qu'aucune cible

n'a été fixée concernant la contamination massive des ressources en eau par les « polluants éternels » (PFAS, pour substances per- et polyfluoroalkylées).

Autre nuisance que les Etats membres de l'UE peinent à combattre, le bruit. L'objectif numéro deux du plan « zéro pollution » était de réduire de 30 % la part de la population européenne exposée chroniquement à des niveaux de bruit – liés principalement aux transports – néfastes pour la santé. Entre 2017 et 2022, elle n'a baissé que de 2 %. Mais là où les Européens sont le plus en retard, c'est dans la gestion de leurs déchets. Le plan avait fixé pour objectif de réduire « significativement » le volume total de déchets générés : non seulement il n'a pas diminué, mais il a augmenté de plus de 3 % entre 2010 et 2022.

Autre cible totalement hors d'atteinte : réduire de 50 % le volume de déchets ménagers non recyclables. Entre 2018 et 2022 (le

« premier mandat » du pacte vert européen), la baisse a tout juste atteint 1,5 %.

Cette mauvaise gestion des déchets nourrit la crise de la pollution plastique. La Commission, à la pointe dans les négociations pour un traité international sur la pollution plastique, visait une réduction de 30 % de la pollution microplastique. Elle a progressé de 7 % à 9 % entre 2016 et 2022. « Nos modes de consommation et les déchets qu'ils génèrent sont les principaux facteurs de pression sur l'environnement », commente Leena Ylä-Mononen, la directrice de l'Agence européenne pour l'environnement. L'agence estime que « seules des mesures de prévention très ambitieuses » pourraient permettre de progresser dans la réalisation des objectifs. « En d'autres termes, résume Leena Ylä-Mononen, nous devons consommer mieux, différemment et moins. » ■

STÉPHANE MANDARD

# Grand Angle

[www.grandanglesante.fr](http://www.grandanglesante.fr)

Spécial Obésité



## → TRIBUNE

Anne-Sophie Joly  
Présidente du CNAO

### POUR LA GRANDE CAUSE NATIONALE 2026

**Les premiers états généraux de l'obésité**, que nous venons d'organiser au ministère de la Santé, l'ont mis en lumière : l'obésité est devenue une priorité impérieuse de santé publique. Aujourd'hui, elle concerne 18 % des Français et pourrait toucher 30 % de la population en 2030. Ses effets sur la santé sont considérables, avec 19 maladies associées, dont le diabète, les pathologies cardio-vasculaires, l'insuffisance rénale, mais aussi l'apnée du sommeil et certaines formes de cancers. Ses retentissements sur la santé mentale sont également majeurs en termes de dépression, d'anxiété et de repli social. L'obésité isole, elle éloigne du lien social et du monde du travail. A défaut d'être enseignée à la faculté, elle expose le patient à de nombreuses complications, à l'errance médicale, en réduisant son espérance de vie. Aujourd'hui, il faut que les autorités, au plus haut niveau, franchissent enfin le pas, en reconnaissant l'obésité comme une maladie à part entière et en l'inscrivant, pour certains d'entre nous, parmi les affections de longue durée (ALD), ouvrant droit au remboursement à 100 %. Très élevé, le coût quotidien pour se soigner empêche les plus défavorisés d'accéder au soin, accentuant le gradient social lié à la maladie. Au-delà, nous appelons à ce que l'obésité soit désignée comme Grande Cause nationale 2026. Cela permettrait de mobiliser l'ensemble de la société contre les représentations stigmatisantes du surpoids. Il faut par ailleurs agir sur l'alimentation, sa transformation, son marketing, sa communication, en pénalisant les pratiques d'ultra-transformation de l'industrie agro-alimentaire si rien n'est fait. Le Nutri-Score doit être rendu obligatoire, de même qu'il faut interdire les fast-foods à proximité des établissements scolaires et la distribution de barres chocolatées dans les écoles. Sur le plan du soin, les personnes en situation d'obésité doivent être égales en termes d'accès aux soins ; elles doivent pouvoir accéder à des scans, des tensiomètres et des tables d'examen adaptées à leur morphologie. Plus que tout, nous demandons que le respect de la différence, le bien-être, la santé et la promotion de la bienveillance soient au cœur des actions menées en faveur de la lutte contre l'obésité. Les Français doivent comprendre qu'il nous faut préserver nos enfants, notre population et qu'aucun d'entre nous n'a choisi d'être gros (sse). ☺

## LE GRAND ENJEU DE SANTÉ

L'obésité continue de progresser, malgré les récents progrès médicaux et thérapeutiques. Les voix se multiplient pour exiger une stratégie de santé publique plus ambitieuse.

**Elle a plus que doublé depuis 1990**, mais quadruplé sur la même période pour la tranche des 5 à 19 ans, à l'échelle mondiale. L'obésité touche plus de 10 millions de personnes en France, soit 18,1 % de la population (étude OFEO 24). En y incluant la cible plus large des personnes en surpoids, 48,8 % des Français sont concernés. Véritable épidémie mondiale, l'obésité est à la source de nombreuses comorbidités. HTA, diabète, maladies chroniques, maladies cardiovasculaires, troubles psychiques, apnée du sommeil... environ 17 pathologies y sont associées, rendant très difficile le quotidien de vie des personnes concernées. Dernière donnée préoccupante, le taux d'obésité est fortement corrélé au niveau de vie : la prévalence varie de plus de 10 points entre les ouvriers (53 %) et les cadres (41 %).

Face à cette menace majeure pour la santé publique, professionnels de santé et associations de patients appellent à un changement de regard de la société. Le 3 mars, à l'initiative du Collectif national des associations d'obèses, les premiers états généraux de l'Obésité ont permis de réaffirmer quelques vérités. D'abord, l'obésité est une pathologie à part entière, et non un simple facteur de risque pour d'autres pathologies chroniques. A ce titre, elle doit être mieux remboursée, pour les soins comme pour les thérapies d'accompagnement (psychothérapie, nutrition, activité physique adaptée...). Ensuite, il faut mieux coordonner et structurer les parcours de soins, mais également adapter les lieux

© Erika / stock.adobe.com / DR

d'accueil et les équipements médicaux (salles d'attente, lits médicalisés, tables d'opération, scanners...). Enfin, tout doit être fait pour désstigmatiser les patients, toujours rendus responsables de leur situation, alors que les travaux récents démontrent que l'obésité est une pathologie multifactorielle. Lueur d'espoir pour les patients, les

derniers traitements mis à disposition confirment des résultats spectaculaires en termes de perte de poids. Dès lors, la question se pose au sein de la communauté scientifique : faut-il les prescrire à vie ? Et comment financer la dépense, en prenant en compte l'ensemble des soins évités grâce à la réduction des complications ? ☺

Pierre Mongis

## Parcours de soins → MÉDICALISER ET ACCOMPAGNER

Les nouveaux traitements de l'obésité doivent se concevoir dans le cadre d'une prise en charge personnalisée et coordonnée du patient, comme l'explique le Dr Emmanuelle Lecornet-Sokol, endocrinologue et nutritionniste.



L'obésité n'est pas reconnue comme une maladie chronique.

En quoi cela complique-t-il le quotidien des patients suivis ?

Le fait que l'obésité ne soit pas reconnue par tous comme une maladie chronique pèse sur les représentations sociales qui lui sont liées. Pour l'opinion publique, mais également pour une partie des professionnels de santé, elle serait provoquée par une mauvaise alimentation et une activité physique insuffisante. Ces idées reçues exposent le patient à une culpabilité personnelle : ce serait leur faute s'ils sont en excès de poids. Or, les travaux les plus récents démontrent que les causes de l'obésité sont multifactorielles, et souvent cumulatives : prédispositions génétiques, pathologies associées, facteurs environnementaux, stress, exposition in utero, traumatismes

psychologiques durant l'enfance ou l'adolescence, prise de médicaments... Les troubles du comportement alimentaire et/ou la sédentarité jouent certes un rôle, mais sont surtout les symptômes d'un mal plus profond. Admettre que l'obésité est bien une pathologie chronique aiderait à changer le regard de la société, mais également à mieux structurer le parcours de santé des personnes en situation d'obésité.

Comment s'organise aujourd'hui la prise en charge de ces patients ?

De réels progrès ont été obtenus ces dernières années, grâce à une structuration graduée de la prise en charge de ces patients. Cependant, il y a encore des efforts à faire pour mieux les accompagner. Les régimes conseillés en première intention pour les personnes en situation d'obésité sont inefficaces dans 90 % des cas. Dans le prolongement des recommandations de la Haute Autorité de santé, il est nécessaire d'améliorer la formation des médecins généralistes et des spécialistes, et les inciter à s'engager dans les bonnes pratiques. La prise en charge initiale s'appuie d'abord sur la pose d'un diagnostic à partir d'outils simples d'évaluation et d'un examen clinique, puis le phénotypage de l'obésité et enfin l'orientation du

patient en fonction de la nature et de la sévérité de la pathologie. Au deuxième niveau, les spécialistes en endocrinologie/nutrition sont les experts formés pour les situations plus difficiles, chez les patients en échec ou encore avec des complications. Enfin, des centres spécialisés maillent aujourd'hui le territoire, destinés au soin des cas complexes, comme les patients en situation d'obésité très sévère associée à des pathologies graves. La chirurgie bariatrique peut être proposée par l'endocrinologue et le nutritionniste (prise en charge de 2<sup>e</sup> niveau) ou au sein d'un centre spécialisé en obésité (prise en charge de 3<sup>e</sup> niveau).

De nouveaux médicaments sont disponibles. En quoi apportent-ils de nouvelles solutions ?

Les premiers résultats en vie réelle confirment les espoirs portés par les études cliniques, avec des effets notables en termes de diminution du poids. Ces médicaments agissent en régulant l'appétit et doivent être accompagnés d'un travail de fond sur le plan hygiéno-diététique, mais également psychologique. Sortir de l'obésité, c'est un parcours long et complexe, dépendant de la capacité du patient à se projeter dans un nouveau quotidien de vie sur le long terme. Certains de ces médica-

ments sont d'autant plus prometteurs qu'ils peuvent également agir de façon positive sur les complications associées à l'obésité, comme le diabète, les complications cardio-vasculaires et rénales, le syndrome d'apnées du sommeil ou certaines formes d'insuffisance cardiaque. Des études sont en cours pour continuer de confirmer les autres bénéfices espérés. D'autres aspects à considérer sont également la gestion des effets secondaires, qui surviennent notamment lors de l'initiation de la prise de ces médicaments, et une meilleure compréhension des différents phénotypes de l'obésité.

Comment s'assurer d'un accès plus large et plus équitable pour les patients ?

C'est en effet l'un des enjeux de santé publique, alors que les médicaments récents ne sont pas encore remboursés. L'équité de prise en charge est également un enjeu au même titre que les délais d'accès pour de très nombreux patients aux consultations des spécialistes, endocrinologues, diabétologues, nutritionnistes, ainsi qu'à ceux des centres spécialisés en obésité. ☺

PP-LD-FR-2271 - Mars 2025. © Lilly France  
Tous droits de reproduction réservés.



## Accompagnement → EN FINIR AVEC L'OBSESSION DU POIDS

Selon le Pr Emmanuel Cosson, Chef du service Endocrinologie-Diabétologie-Nutrition et du SMR Nutrition-Obésité des hôpitaux Avicenne, Jean-Verdier et René-Muret (AP-HP Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis), on doit dépasser la problématique du poids dans la prise en charge des patients en situation d'obésité.

**L'obésité isole le patient, elle le stigmatise. Comment l'aider à faire face à ces difficultés ?**

Nous vivons en effet dans une société qui fait l'apologie de la minceur, voire de la maigreur. L'obsession du poids induit un rapport contrarié à l'alimentation, traduit par des injonctions sur la notion du « moins manger » et du « bien manger ». C'est en partie légitime sur le plan de la santé publique, mais elles provoquent, notamment chez les personnes en situation d'obésité, une souffrance quotidienne. Ces personnes subissent le regard critique des autres, qui continuent à croire que leur excès de poids est dû à un manque de volonté. C'est malheureusement également répandu chez une partie des professionnels de santé, qui amplifient les messages sur la nécessité impérieuse de perdre du poids. Cela peut renforcer la pratique de régimes restrictifs, qui sont souvent à l'origine d'une prise de poids et de troubles des conduites alimentaires (TCA). Les TCA peuvent également être secondaires à des traumatismes dans l'enfance ou l'adolescence. Ils peuvent être un moyen de défense pour déporter une douleur psychique. Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que l'obésité est une maladie à part entière, aux causes multifactorielles.

**La définition de l'obésité a récemment évolué. En quoi cela modifie-t-il les prises en charge ?**

L'obésité est désormais définie comme une pathologie liée à un excès de tissu adipeux viscéral. Cela permet d'évoluer dans la prise en soins, en relativisant l'importance de l'indice de masse corporelle (IMC). Chez certains sportifs, l'IMC peut être supérieur à 30 kg/m<sup>2</sup>, sans conséquence sur le plan de la santé. A l'inverse, des personnes avec un IMC inférieur à 30 peuvent souffrir d'un excès de tissu adipeux. Concrètement, cela veut dire que la perte de poids n'est plus l'objectif prioritaire à viser. Il s'agit de se concentrer sur les changements de comportement.

Aujourd'hui, notre travail avec le patient est de le réconcilier dans son rapport à l'alimentation et sa gestion émotionnelle sans focaliser sur le poids. Au final, cela participera à protéger l'ensemble des organes exposés aux conséquences de cette obésité, à savoir le cœur, les reins, le foie...

**Face au nombre de patients à traiter, les moyens sont-ils suffisants pour optimiser les parcours de soins ?**

L'obésité, parce qu'elle est multifactorielle et qu'elle peut être à l'origine de nombreuses pathologies



**« L'obésité peut être à l'origine de nombreuses pathologies chroniques et nécessite une approche holistique du patient, mobilisant tout un collectif de spécialités et de soignants. »**

Pr Emmanuel Cosson

chroniques, nécessite une approche holistique du patient, mobilisant tout un collectif de spécialités et de soignants. C'est évidemment une difficulté majeure. Il faut cependant se féliciter de la gradation en trois niveaux du parcours de soins. L'expertise des centres spécialisés de l'obésité (nous faisons partie du CSO Ile-de-France Nord) est à souligner, même si les doivent se concentrer sur les cas les plus complexes. Ainsi, il faut renforcer la coordination par le médecin généraliste et le partage des bonnes pratiques avec les professionnels de santé tels que le cardiologue, néphrologue, chirurgien bariatrique, rhumatologue, gynécologue, hépatologue... La diététique, l'activité physique adaptée, la psychologie ou encore la kinésithérapie sont indispensables dans le parcours de soins.

### UN SHOOTING PHOTO AU SERVICE DE L'IMAGE DE SOI

**A l'initiative du GHU AP-HP Paris Seine-Saint-Denis, grâce au partenariat patients et à l'implication du SMR Nutrition-Obésité (dont la responsable médicale est le Dr Julie Molleville), un nouveau programme de revalorisation de l'image et de l'estime de soi a vu le jour au bout de deux ans de travail. Il a proposé à huit patients un shooting photo au terme de leur hospitalisation, après un travail complet sur l'image, l'identification et la gestion des émotions, la mise en valeur et le bien-être. Cela a donné lieu à une exposition inaugurée à l'hôpital René-Muret fin janvier. ©**

et encore, lutter avec force contre les représentations négatives du surpoids et de l'obésité dans la société. La fresque de l'obésité est par ailleurs une initiative intéressante pour changer le regard sur la maladie. © P.M.  
[fresque-obesite.org](http://fresque-obesite.org)

FR25NNG00015 - Février 2025  
Information communiquée par Novo Nordisk.

## Alliance thérapeutique → DIAGNOSTIQUER, GRADUER, ACCOMPAGNER

Au-delà de la perte de poids, l'enjeu est de comprendre les ressorts profonds de l'obésité pour personnaliser le parcours de soins du patient avec son accord. Eclairage du Pr Judith Aron-Wisnewsky, spécialiste de l'obésité et des maladies associées.

**Depuis 2022, la Haute Autorité de santé a actualisé les recommandations de bonne pratique et le Guide du parcours de soins des personnes en situation d'obésité. Le document illustre les progrès acquis ces dernières années, face à une pathologie longtemps niée, et uniquement considérée comme la conséquence de comportements inadaptés en termes de nutrition et d'activité physique. « De nombreux travaux scientifiques démontrent que l'obésité est une pathologie complexe, multidimensionnelle, et qui appelle à une démarche méthodique sur le plan du diagnostic et des modalités personnalisées de prise en charge, explique le Pr Judith Aron-Wisnewsky, Responsable du Centre spécialisé de l'Obésité IFD Est à la Pitié-Salpêtrière, et Présidente du groupe de coordination des 37 centres spécialisés obésité français (CSO). L'obésité peut se qualifier comme un excès et des altérations du tissu adipeux (inflammation, fibrose, cette dernière étant associée à une résistance à la perte de poids). Par ailleurs, malgré les pertes de poids, le tissu adipeux conserve la « mémoire » de l'obésité, ce qui expliquerait l'importance de l'effet « yo-yo » après un régime. » Si le calcul de l'IMC et la mesure du tour de**

taille constituent le point de départ pour dépister une obésité, ces mesures ne suffisent pas pour caractériser sa sévérité. « D'autres paramètres doivent être établis, précise Judith Aron. La sévérité prend en compte le retentissement médical (dia-



**« La prise en charge du patient nécessite une coordination pluriprofessionnelle, qui s'organise à partir d'une décision partagée entre le patient et son médecin. »**

Pr Judith Aron-Wisnewsky

bète, MASH, apnées du sommeil...), le retentissement fonctionnel (douleurs, complications articulaires, perte de mobilité...), la présence de troubles psychopathologiques, mais aussi l'étiologie de la maladie, l'existence ou non de troubles du

comportement alimentaire, et enfin les trajectoires de soins déjà empruntées par le patient.»

### TROIS NIVEAUX DE COMPLEXITÉ

Ainsi, trois niveaux de complexité sont définis : obésité non complexe, obésité complexe et obésité très complexe, respectivement pris en charge par le médecin généraliste, le spécialiste de l'obésité en libéral et enfin les centres spécialisés obésité, en association avec de nombreux professionnels paramédicaux (diététiciens, psychologues, enseignants en activité physique adaptée). « La prise en charge du patient nécessite une coordination pluriprofessionnelle, qui s'organise à partir d'une décision partagée entre le patient et son médecin », poursuit la spécialiste. L'alliance thérapeutique est fondamentale pour permettre au patient de reprendre la maîtrise de son quotidien. « Après la prise en charge nutritionnelle, les nouveaux traitements médicamenteux représentent un progrès majeur pour aider les patients dans la perte de poids et réduire des complications, ajoute Judith Aron. Il faut envisager de pouvoir les prescrire à vie comme dans toutes les autres maladies chroniques. » © P.M.

## Nutrition et activité physique → L'ENJEU DU REMBOURSEMENT

Les nouveaux médicaments contre l'obésité se distinguent par leur efficacité en termes de perte de poids. Cependant, comme le soulignent les spécialistes de la maladie, ils ne doivent en aucun cas se substituer aux recommandations sur le plan hygiéno-diététique.

**Identifier les traumatismes à l'origine de l'obésité, aider les patients à les comprendre, les soutenir dans leur démarche pour reprendre le contrôle de leur quotidien, favoriser le changement de leurs habitudes alimentaires... Le suivi des patients est un processus de longue haleine, qui exige un dialogue constructif et des décisions partagées avec le collectif**



des soignants. Dans ce cadre, la nutrition et l'activité physique sont, plus que jamais, des clés pour réduire le fléau de l'obésité. En novembre dernier, des représentants d'associations et des professionnels de santé appelaient, dans une tribune publiée dans *Le Monde*, à l'instauration d'une consultation diététique spécifique, ainsi qu'au remboursement de séances d'activité physique. Un pas décisif, selon eux, pour développer une vraie stratégie de prévention destinée aux patients atteints de maladies comme l'obésité, mais également le diabète et la dénutrition. « Au regard des déterminants sociaux en matière d'accès à une alimentation de qualité et à l'activité physique adaptée, ces deux mesures sont pour nous un point d'honneur et un enjeu de justice sociale, estimaient-ils. Nous savons bien que ces mesures coûteront de l'argent à l'Etat. Mais elles n'en demeurent pas moins des fondations solides pour développer la prévention dans notre pays. » © P.M.

# « Nous n'avons pas intérêt à la rupture avec les Etats-Unis »

L'ancien premier ministre Michel Barnier juge que, sur de nombreux sujets, Donald Trump « est en train de sacrifier l'avenir au présent »

## ENTRETIEN

**M**ichel Barnier a été premier ministre de septembre à décembre 2024, ministre des affaires étrangères (2004-2005), deux fois commissaire européen (1999-2004 et 2010-2014) et négociateur du Brexit (2016-2021). Il revient sur l'évolution de la relation transatlantique face au rapprochement de Donald Trump avec la Russie.

**Les images de l'altercation entre le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, d'un côté, Donald Trump et son vice-président, J. D. Vance, de l'autre, ont sidéré. Qu'est-ce que cela vous inspire ?**

C'est un moment de bascule, que je mets en parallèle avec l'agression de l'Ukraine par Poutine en 2022. MM. Trump et Vance ont cherché à humilier le président ukrainien. Ce n'est pas digne de la part du président des Etats-Unis et, surtout, ce n'est pas conforme à ses intérêts stratégiques. Pierre Mendès France disait qu'il ne fallait jamais sacrifier l'avenir au présent. Je pense que M. Trump, sur beaucoup de sujets, est en train de sacrifier l'avenir au présent. Je suis d'ailleurs frappé qu'il puisse dérouler, à coups de décrets signés solitairement et de déclarations tonitruantes, cette politique de rupture qui touche aussi l'économie et la société américaines, sans susciter davantage de réactions ou de contrepoids parlementaires aux Etats-Unis. De notre côté, nous devons garder notre calme, notre sang-froid et notre unité.

**Quelle est votre analyse du gel de l'aide militaire à l'Ukraine, décidée lundi par M. Trump ?**

Trump semble prisonnier de son engagement à obtenir une paix rapide en Ukraine. Et de sa vision selon laquelle ce serait la volonté de résistance des Ukrainiens, et en particulier de M. Zelensky, qui serait désormais le principal obstacle à cet objectif. D'où toutes ces pressions, diplomatiques, économiques et désormais militaires. Mais c'est un contre-sens terrible, car un arrêt des hostilités ne pourra être sérieusement envisagé qu'avec une Ukraine capable de résister à la Russie, pas dans une capitulation.

**Comment expliquez-vous le rapprochement entre Trump et Poutine ?**

Le président Trump est le premier président américain depuis 1950 qui non seulement ne soutient pas le projet européen, mais n'aime pas l'Europe. En cela, il se rapproche de M. Poutine, qui n'aime pas l'Europe non plus, parce que l'Europe est un pôle d'attraction politique et démocratique à côté de la Russie. Il a vu comment des peuples entiers avaient basculé vers la démocratie en se rapprochant de

l'Europe, il a vu l'Ukraine... et il craint d'autres attractions.

Quant à M. Trump, il est entouré de milliardaires, de financiers qui n'aiment pas l'Europe, car c'est un pôle de gouvernance et de régulation, de résistance à l'ultralibéralisme, au laisser-faire. L'actuelle administration américaine encourage l'AFD [Alternative pour l'Allemagne, extrême droite] en Allemagne et Nigel Farage [chef de Reform UK, extrême droite] au Royaume-Uni, mais il n'est pas nouveau que les réseaux ultraconservateurs américains soutiennent des forces hostiles à la construction d'une puissance européenne.

On a vu les mêmes réseaux encourager le Brexit afin de détruire l'UE [Union européenne] de l'intérieur. A l'époque, Steve Bannon [ex-conseiller de Donald Trump, figure de l'extrême droite] était déjà à la manœuvre, les réseaux russes aussi, pour soutenir M. Farage. Un jour, j'ai demandé à ce dernier comment il envisageait les relations futures entre l'UE et la Grande-Bretagne, au lendemain du Brexit. Il m'a répondu : « M. Barnier, après le Brexit, l'UE n'existera plus. » Ce qui se passe aujourd'hui confirme l'analyse française.

## C'est-à-dire ?

La France a toujours dit que les Européens devaient être capables pareux-mêmes. Et ce n'est pas une analyse récente. J'ai été heureux que, en 2017, M. Macron, dans son premier discours de la Sorbonne, soutienne l'idée d'une autonomie stratégique des Européens, mais le général de Gaulle l'avait déjà dit avant lui, et puis Jacques Chirac et Tony Blair en 1998... Moi-même, quand j'étais conseiller spécial du président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker, je développais cette vision.

**Cet alignement de Trump sur Poutine semble avoir fait voler en éclats le monde d'après-guerre, qui reposait sur la défense de certaines valeurs (démocratie, liberté) et des alliances solides. Faut-il préserver ce monde ancien ou bien le remplacer par autre chose ?**

Le monde change vite. Il est plus brutal, injuste, dangereux, fragile... Dans ce monde-là, il faut être capable de s'adapter, d'anticiper, mais je pense que les raisons fondamentales de nos alliances restent valables. Ce n'est pas l'intérêt de moyen et long terme des Etats-Unis de faire voler ce monde en éclats et d'oublier les raisons

de cette alliance entre pays occidentaux et démocratiques. La position américaine à l'égard de Poutine est totalement opportuniste et liée à l'idée que se fait M. Trump du repli des Etats-Unis sur leurs propres intérêts. Mais ils n'ont pas la capacité, quelle que soit leur force, à faire face seuls à tous les défis (climatique, terroriste, technologique...). Leur intérêt serait donc de préserver cette alliance, même si celle-ci doit être renouvelée. Il y a, en ce moment, une forme d'arrogance des Etats-Unis, mais c'est un réflexe de court terme.

**Mais quand J. D. Vance, lors de son discours à la Conférence de Munich sur la sécurité, déclare une forme de guerre idéologique à l'Europe, quelles sont les valeurs encore partagées entre les deux rives de l'Atlantique ?**

J'ai assisté au discours de Munich, qui avait, en effet, des accents messianiques. On n'a pas de leçon de démocratie à recevoir des Etats-Unis. Toutefois, je ne pense pas qu'il faille confondre M. Vance avec les Etats-Unis d'Amérique et jeter par-dessus bord notre alliance et l'amitié transatlantiques. Le rapport de force doit être relevé par les Européens. Je répète que nous devons éviter toute forme de panique ou de fébrilité.

Ni triomphalisme – parce que la France avait raison sur l'autonomie stratégique –, ni catastrophisme. Mais réaffirmer par nous-mêmes et pour nous-mêmes que l'Europe est une puissance. Elle l'est déjà sur le plan économique. Le marché unique – 450 millions de consommateurs, 22 millions d'entreprises – est la raison pour laquelle on peut encore espérer de la considération de la part des Etats-Unis ou de la Chine. Les Américains, avec le temps, se ren-



A l'hôtel de Cassini, à Paris, le 3 mars. LUCIEN LUNG/RIVA PRESS POUR « LE MONDE »

## « Même si nous sommes le dos au mur, les Européens démontrent une forme d'unité »

ques plaident pour une défense européenne « autonome et solidaire ». Dans ce contexte, l'OTAN reste un cadre utile. Et la promesse initiale de l'Alliance atlantique reste valable. Si les Américains quittent l'OTAN, c'est autre chose. Mais les intérêts nationaux américains exigent de maintenir cette solidarité. La question de l'envoi de troupes se posera quand on aura travaillé sur les modalités d'un cessez-le-feu et d'une paix durable, d'une nouvelle architecture de sécurité en Europe.

**Comment financer les besoins de défense, alors que notre déficit devrait atteindre 5,3 % du PIB en 2025 ?**

L'UE doit impérativement se réarmer et les instances européennes doivent proposer des pistes de financements nouveaux. C'est l'esprit du livret d'épargne industrielle que j'avais proposé lorsque j'étais premier ministre. Tout ou partie des avoirs russes pourrait être mobilisé [210 milliards d'euros]. Mais il est vrai qu'un discours de réarmement de l'Europe peut être fragilisé par notre situation budgétaire. Cela suppose de réduire les dépenses publiques et de réformer le pays. Il faut espérer que les responsables politiques mettent davantage d'énergie à défendre le destin commun que leur propre destin.

## Les responsables politiques français ne sont-ils pas à la hauteur du moment ?

Où sont-ils ? Quand j'étais premier ministre, je les ai vus à l'Assemblée, en particulier à gauche et à l'extrême droite, ne s'occupant que du court terme, de leur propre avenir... Est-on capable, avec une telle attitude, de faire l'effort d'intelligence nationale qu'exige la gravité du moment ? Je ne le crois pas. Il y a un évident décalage.

**Le contexte actuel conduit les Français et les Britanniques à une réflexion sur l'élargissement de la dissuasion nucléaire. Que faut-il en comprendre ?**

Côté français, il n'y a pas d'élément nouveau. Jamais un président de la République, depuis 1960, n'a évoqué de partager la décision de l'utilisation de la force de dissuasion. Mais que l'on réfléchisse aux espaces où se trouvent nos intérêts vitaux, cela est l'intérêt de la France et cela évolue avec le contexte géopolitique. Mais la décision sur le feu nucléaire ne peut être partagée.

## Le moment Trump peut-il aider les courants nationalistes français ?

A court terme, oui, mais à moyen terme, non ; tout le monde a bien vu que le Brexit était une fausse promesse. On a deux ans [avant la présidentielle] pour rebâtir une offre politique de la droite et du centre crédible, qui doit être plus que la seule opposition à Mme Le Pen. Il ne faut pas perdre espoir : l'exemple de la Pologne montre que le peuple peut se réveiller et retrouver le chemin de la raison. ■

**PROPOS RECUEILLIS PAR SOLENN DE ROYER ET STÉPHANIE LE BARS**

# Sur l'Ukraine, Bayrou défend le rôle de la France

Au cours d'un débat à l'Assemblée nationale, lundi, le premier ministre a donné sa vision de la situation

**T**rois ans après le début de la guerre en Ukraine, l'Assemblée nationale a apporté un soutien unanime à Kiev, lundi 3 mars. Le gouvernement avait invité les députés à un débat sans vote sur l'Ukraine et la sécurité en Europe. En présence, dans la tribune, de Vadym Omelchenko, ambassadeur d'Ukraine en France, le premier ministre, François Bayrou, a évoqué l'altercation entre Volodymyr Zelensky et Donald Trump, vendredi, à la Maison Blanche. «Une scène sidérante, marquée de brutalité et d'humiliation» du président ukrainien, dénonce-t-il. «Le président Zelensky n'a pas plié, je crois que nous pouvons lui en manifester la reconnaissance», saute-t-il aussi, applaudi.

Pour le chef du gouvernement, l'invasion de l'Ukraine par les chars russes, le 24 février 2022, marque un «basculement entre deux mondes». Avant cette date, détaille-t-il, il y avait entre les

nations «des gardes-fous qu'on pouvait évoquer, des traités qu'on pouvait brandir, des résolutions qu'on pouvait invoquer, des engagements qu'on pouvait rappeler».

Depuis l'agression russe et, encore plus, depuis le retour de Trump à la Maison Blanche, «nous voici mis en demeure d'accepter des mœurs que nous refusons, de revoir les chartes de nos libertés, de repenser les règles de la démocratie et de la liberté d'expression, d'abandonner notre souci de décence, pour accepter l'indécence qu'on voudrait nous imposer», souligne-t-il. «La force seule, la violence et la brutalité suffiraient pour régler les conflits», poursuit le chef du gouvernement, déplorant «la fin de la loi du plus juste, le règne de la loi du plus fort».

En dépit de ce sombre constat, la France peut garder des raisons d'espérer, considère M. Bayrou, car «notre pays est le seul, à l'égal des très grandes puissances, à disposer d'une armée autonome,

capable d'affronter la plupart des situations de menace». «Nous, les Européens, nous sommes forts et nous ne le savons pas», veut-il croire. Epousant le volontarisme du chef de l'Etat, le premier ministre se dit convaincu que la France «peut jouer dans l'édition de ce nouveau monde, de ce nouvel équilibre, un rôle central».

## Guerre hybride

Mais, soucieux de ne pas empiéter sur la «chasse gardée» du président de la République, il ne donne pas de précisions sur le plan devant permettre de «cesser les combats», auquel ont travaillé, dimanche à Londres, Emmanuel Macron et le premier ministre britannique, Keir Starmer. Ce que lui reprochera la cheffe de file des Ecologistes, Cyrielle Chatelain.

«Bien sûr, la France a eu raison de soutenir l'Ukraine», face à «l'indéfendable agression russe», convient Marine Le Pen, présidente du groupe de députés du

**Marine Le Pen a déclaré qu'elle ne pourrait «jamais soutenir une chimérique défense européenne»**

Rassemblement national, «mais nous devons le faire avec réalisme et en gardant à l'esprit nos propres intérêts nationaux, plus qu'avec des coups de menton dépourvus d'effet», tance-t-elle. La triple candidate à l'élection présidentielle ne pourra «jamais soutenir une chimérique défense européenne», pas plus que «l'envoi de troupes françaises combattantes sur le sol ukrainien». Elle condamne, enfin, le partage de la dissuasion, car «le feu nucléaire, degré suprême de la souveraineté, est un absolu».

Intervenant après Marine Le Pen, Gabriel Attal, président du groupe Ensemble pour la République, dénonce «l'esprit capitard» de l'extrême droite et demande que les 210 milliards d'avoirs russes gelés soient utilisés «pour aider l'Ukraine». Leur confiscation représenterait un «risque financier trop important», l'éconduit le ministre des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot.

Après plus de trois heures et demi de débats, Sébastien Lecornu, ministre de la défense, intervient pour apporter des éléments concrets. Il revient sur la loi de programmation militaire 2024-2030, qu'il avait su faire adopter très largement en 2023. «Si nos orientations sont bonnes, je crois qu'il y a quelques difficultés qu'il va falloir regarder en face», alerte le ministre, citant les défis posés par la guerre hybride et les cyberattaques, qui permettent aux Russes de contourner la dissuasion nucléaire.

M. Lecornu se distingue en abordant clairement la question budgétaire, estimant que les objectifs fixés pour 2030 et 2035 par la loi de programmation devaient être atteints plus rapidement: «Est-ce qu'il faut continuer de mettre plus d'argent pour se réarmer? La réponse est oui, et donc il faudra forcément faire des choix politiques en la matière», prévient-il.

Enfin, le ministre des armées rappelle qu'il n'a jamais été question de partager la dissuasion nucléaire. Et invite les parlementaires à réfléchir à la place qu'elle devra occuper dans «l'architecture de sécurité globale» européenne. «Parce que, de toutes les façons, toutes les capitales européennes, toutes les gauches, toutes les droites, toutes les formations politiques de tous ces parlements vont nous poser la question. Donc autant nous tenir prêts à y répondre», juge M. Lecornu. ■

RACHEL GARRAT-VALCARCEL  
ET NATHALIE SEGAUNES

## La gauche se fracture sur l'aide à l'Ukraine

Communistes et «insoumis» rejettent l'option d'un soutien militaire et financier

**A** l'Assemblée nationale, où se tenait, lundi 3 mars, un débat sur l'Ukraine, la gauche a une nouvelle fois donné à voir deux visions du monde sur les questions internationales. Au cœur des dissensions, l'aide à l'Ukraine et le renforcement de la défense européenne, après l'altercation entre Donald Trump et le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, à la Maison Blanche, qui semble avoir sonné le début du désengagement américain sur le sol européen: M. Trump a brutalement gelé, lundi, l'aide militaire à l'Ukraine. «Les vrais pacifistes savent que la guerre, toujours détestable, est parfois inévitable», a déclaré le président du groupe socialiste, Boris Vallaud, affirmant que «l'Amérique du président Trump n'est plus notre alliée». «Ayons l'honnêteté de dire que nous savions depuis longtemps inscrit le désengagement progressif des Etats-Unis en Europe», a-t-il admis.

Pour sortir de cette crise inédite, et «financer ce soutien militaire à l'Ukraine», le Parti socialiste (PS) propose de saisir «les [210] milliards d'euros d'avoirs russes gelés dans nos banques», et d'arrêter de laisser «transiter par nos ports, avec la complicité de nos entreprises, son gaz naturel liquéfié», visant sans le dire Total Energies. Il appelle de ses vœux à un «grand emprunt commun de 500 milliards», la seule façon de «sauver la paix et la sécurité en Europe».

Autant de pistes qui correspondent à celles qui ont déjà été professées par l'eurodéputé Raphaël Glucksmann, venu, lundi, écouter les débats à l'Assemblée depuis le balcon des visiteurs. Après le discours de Marine Le Pen, l'ancienne tête de liste pour Place publique et le PS aux européennes est sorti livrer à la presse ses positions, en face du Palais-Bourbon. Il a commencé par étriller la cheffe de file du Rassemblement national, qui «n'a pas eu un seul mot pour critiquer le président des Etats-Unis» et qu'il a qualifiée de «patriote de papotille». «La menace de la guerre à l'intérieur des frontières de l'Union européenne n'a jamais été aussi présente», a-t-il averti.

Pour lui, comme pour les socialistes et les écologistes, qui s'en sont fait l'écho dans l'Hémicycle, une page est en train de se tourner. Tous actent que l'OTAN est dé-

sormais inopérante, sans toutefois prôner la sortie de l'Alliance atlantique. «Plus personne ne peut croire que le président des Etats-Unis activerait l'article 5 [qui énonce une riposte commune en cas d'attaque armée dans un pays d'Europe ou en Amérique du Nord] pour protéger les nations européennes», a estimé M. Glucksmann, prônant de nouvelles alliances européennes en dehors du traité de l'Atlantique Nord.

Longtemps dotés d'une image pacifiste, les écologistes appellent à «un engagement militaire et financier renforcé», qui passera notamment par «la fourniture des équipements de défense avancés» ou «le renforcement de la présence de troupes européennes dans les pays frontaliers de l'Ukraine», comme l'a exprimé la présidente du groupe écologiste, Cyrielle Chatelain. Outre la saisie des avoirs russes, l'arrêt de l'achat d'énergies fossiles ou d'engrais, ils veulent faire juger Vladimir Poutine devant la Cour pénale internationale.

**Surenchère guerrière**  
Egalement très sévères sur Donald Trump, les «insoumis» et les communistes ne veulent pas ouvrir les cordons de la bourse pour réarmer l'Ukraine ou l'Europe. «A quoi bon tout cet argent?», s'est interrogé le député La France insoumise (LFI) des Hauts-de-Seine Aurélien Saintoul, insinuant qu'une augmentation des budgets de la défense profiterait aux industriels américains. L'élu veut voir dans cette crise une confirmation du logiciel anti-atlantiste de LFI. «Qu'il est douloureux d'avoir eu raison vingt ans durant et de voir aujourd'hui son propre pays acculé!», a-t-il fait mine de se désoler. Il a aussi certifié que «notre sécurité n'est pas en cause dans l'immédiat», comme pour justifier l'absence de proposition concrète.

«Où allez-vous trouver cet argent?», a renchéri le député communiste de la Seine-Maritime Jean-Paul Lecoq, qui a accusé Emmanuel Macron de «surenchère guerrière» pour «faire accepter» ces dépenses à «la population». Lui préférerait qu'Emmanuel Macron aille négocier directement avec Vladimir Poutine, alors que le chef de l'Etat est déjà allé voir sans succès le dirigeant russe. ■

SANDRINE CASSINI

# REFORCER LES ENTREPRISES EN EUROPE

Plus forts, avec NextGenerationEU.

Des entreprises européennes prospères et créatrices d'emplois.  
Engageons-nous ensemble. Avec NextGenerationEU, nous soutenons  
l'innovation et l'essor des petites entreprises.

Pour en savoir plus :



**NEXT  
GEN  
EU**

# Groupes de besoins : les élèves fragiles pénalisés

Six mois après l'instauration de la mesure au collège, les retours des professeurs confirment les inquiétudes

**L**es enseignements communs de français et de mathématiques, sur tout l'horaire, sont organisés en groupes pour l'ensemble des classes.» De cette phrase introduite dans le code de l'éducation par un arrêté du 15 mars 2024, le ministère de l'éducation nationale a créé des «groupes de besoins» (initialement appelés «groupes de niveau») au collège, suscité une vaste opposition politique et syndicale, et transformé la scolarité des élèves de 6<sup>e</sup> et de 5<sup>e</sup>, qui étreignent cette nouvelle organisation depuis septembre 2024.

Après six mois de mise en pratique, à quoi ressemble le collège sous l'effet de la mesure phare de ce que Gabriel Attal, ministre de l'éducation nationale de juillet 2023 à janvier 2024, avait baptisé le «choix des savoirs»? Le ministère, qui a confié une mission d'évaluation à l'inspection générale de l'éducation nationale, n'est pas encore en mesure de dresser un bilan. Mais, selon les premiers retours des professeurs, le paysage qui se dessine s'apparente à une mosaïque.

A l'automne 2024, une enquête du syndicat majoritaire des chefs d'établissement, le SNPEN-UNSA, concluait que les trois quarts des établissements avaient appliquée la mesure, mais selon des modalités très différentes: 60 % avaient opté pour des groupes hétérogènes, 21 % avaient choisi de réunir les enfants uniquement selon leurs niveaux, tandis que les autres combinaient groupes hétérogènes et homogènes. Le SNES-FSU, premier syndicat du secondaire, arrivait à des résultats proches en novembre: 44 % des établissements faisaient des groupes hétérogènes – voire pas de groupes du tout –, tandis que les 56 % restants fonctionnaient totalement ou partiellement avec uniquement des groupes de niveau.

#### C'est le jour et la nuit

Outre ceux qui n'ont pas du tout appliqué la réforme, une grande partie des collèges ont adapté la mesure, loin de la répartition des élèves sur la base de leur niveau scolaire, comme l'avait voulu Gabriel Attal, qui souhaitait «sortir du collège uniforme». Dans celui de Fabienne (comme toutes les personnes citées, cette ensei-



Au collège Pierre-de-Ronsard, à L'Haÿ-les-Roses (Val-de-Marne), le 12 novembre 2024. VINCENT ISORE/IP3 PRESS/MAXPPP

gnante a souhaité conserver l'anonymat), près d'Albi, la transformation voulue par Nicole Belloubet, ministre de l'éducation nationale de février à septembre 2024, des «groupes de niveau» en «groupes de besoins» à la main des équipes pédagogiques a «créé une faille dont [les enseignants se sont] emparés». «On a décidé que le besoin de nos élèves résidait dans l'hétérogénéité mais en effectifs réduits», développe-t-elle. En 6<sup>e</sup> et en 5<sup>e</sup>, à partir de six classes de 29 ou 30 élèves, son collège a créé huit «groupes» hétérogènes en maths et en français. «C'est le jour et la nuit, pour s'occuper davantage des enfants, les connaître, les aider individuellement», assure la professeure.

De nombreux collèges ont créé des groupes de niveau homogènes, comme souhaité par Gabriel Attal, ou ont, selon les moyens dont ils disposaient, seulement constitué des groupes d'élèves «faibles» en petit effectif. Ces élè-

ves en difficulté scolaire, qui cristallisent les inquiétudes en amont de l'application de la réforme quant aux risques de stigmatisation et de décrochage démontrés par la recherche, concentrent les préoccupations.

Une question en particulier hante les professeurs interrogés: ces nouvelles modalités d'enseignement leur profitent-elles? Certains, comme Perrine, estiment que oui, et défendent le principe des groupes de niveau «purs et durs». C'est ainsi qu'ont été répartis les élèves de son collège du pays de Montbéliard (Doubs). En 5<sup>e</sup>, elle enseigne au groupe d'élèves le plus en difficulté – dont l'effectif s'élève à 28, faute d'avoir eu les moyens de créer un groupe réduit. Malgré tout, la professeure estime que ses élèves «progressent vraiment». «Des élèves discrets, perdus l'an dernier, lèvent maintenant la main, participent souvent, répondent juste», assure-t-elle. Elle a toutefois «complètement lâché le

programme», et ses élèves sont ainsi loin des attendus de 5<sup>e</sup>. «On revoit la base de la base, niveau CE2, mais ils suivent, et ils auront des acquis pour leur vie», a-t-elle tranché.

#### Dilemmes moraux

Pour tous les autres enseignants interrogés, ce décrochage est source de tourments. «C'est une catastrophe pour les plus fragiles», fustige Julie, professeure de mathématiques à Colombes (Hauts-de-Seine). Son groupe en difficulté a beau ne pas dépasser la dizaine d'élèves, «rien ne fonctionne», constate-t-elle, déplorant notamment la disparition de l'entraide entre les élèves. Dans les quartiers nord de Marseille, où enseigne Noémie, le groupe dit «faible» en 6<sup>e</sup> en français réunit une dizaine d'élèves, dont certains ne savent pas lire, plusieurs sont porteurs de handicap, ont des troubles du comportement ou ont refusé une orientation vers l'enseignement spéci-

les plus fragiles partagent le sentiment que «ça avance vite et bien». Tous s'accordent sur le fait qu'il leur est impossible d'avancer au même rythme ou de proposer le même programme à tous les groupes, alors même que la réforme prévoit que tous les élèves reçoivent le même enseignement dans un collège qui reste «unique». Le passage en 4<sup>e</sup> et le retour à une classe entière et hétérogène en français et en mathématiques s'annonce «extrêmement violent», redoutent les enseignants.

S'ajoutent parfois des dilemmes moraux quant à la physionomie des groupes. Le collège de Thomas, professeur de mathématiques près de Toulouse, bien que mixte, accueille un profil d'élèves plutôt favorisés. Les équipes ont choisi de créer des groupes d'une trentaine d'élèves «de moyens à très bons», et d'extraire les élèves en difficulté, qu'elles ont voulu faire bénéficier d'un effectif réduit à 15. «Résultat, on a un groupe qui réunit presque tous les enfants issus de l'immigration, qui sont aussi souvent les plus précaires, décrit l'enseignant, atterré. Quelle représentation d'eux-mêmes et de leur place parmi les autres ces gamins vont-ils avoir?»

Devant le Sénat, le 11 février, la ministre de l'éducation nationale a déclaré que certains exemples de mises en œuvre ne lui «paraissaient pas être dans l'esprit de ce [qui était] recherché». «Quand on prend des élèves [en situation de handicap], des élèves allophones, des élèves qui sont plus faibles, et qu'on les regroupe (...), je ne suis pas sûre qu'on donne le maximum de chances aux élèves qui étaient les plus faibles de rattraper un jour les moyens et les bons», a précisé Elisabeth Borne, renvoyant à des «préconisations qui pourront être faites».

Dans les salles des professeurs, la lassitude est patente. «On vit un moment un peu dystopique, en attendant que les ministres passent et les réformes avec», résume, amer, l'un des enseignants interrogés. Dans l'immédiat, les équipes sont suspendues au décret, dont la publication tardive, qui doit remplacer l'arrêté annulé par le Conseil d'Etat en novembre 2024 et fournir un nouveau cadre réglementaire aux groupes de besoins. ■

ÉLÉA POMMIERS

## Outre ceux qui n'ont pas du tout appliqué la réforme, une grande partie des collèges a adapté la mesure

lisé pour les élèves en grande difficulté scolaire. «Nous essayons du mieux que nous pouvons en allant sur les sites Web des enseignants de primaire, mais nous n'avons ni la formation ni les ressources pour les faire progresser», se désole la professeure. Même sans faire face à des difficultés aussi lourdes, nombreux sont les enseignants qui évoquent la «souffrance» d'un profond sentiment d'«échec pédagogique».

Les enseignants ayant pris en charge des groupes sans les élèves

## Sur les retraites, l'hypothèse du référendum reste évoquée

Le ministre de l'économie a expliqué que les électeurs pourraient être consultés sur un éventuel accord entre les partenaires sociaux

**U**n référendum consacré aux retraites? Récemment évoqué par le chef du gouvernement, François Bayrou, cette hypothèse continue d'être entretenu, même si Emmanuel Macron n'y semble pas favorable. Dans un entretien au *Parisien*, samedi 1<sup>er</sup> mars, le ministre de l'économie, Eric Lombard, explique en effet que les électeurs pourraient être consultés sur ce dossier épique.

L'idée de faire voter les Français à propos de notre système par répartition est apparue dans l'interview que M. Bayrou a accordée au *Figaro*, le 27 février. A la question de savoir si un texte sur cette thématique pourrait être adopté par référendum, le premier ministre a répondu: «Oui, (...) si nous étions un jour en situation de blocage.» Cette déclaration a frappé les esprits car elle est intervenue vingt-quatre heures après le début de discussions entre les syndicats et le patronat sur les régimes de pension.

Cet exercice de «démocratie sociale», enclenché à l'invitation

### «Le moment est le moment du dialogue entre les partenaires sociaux»

EMMANUEL MACRON

Chambres du Parlement. Une manière de recadrer M. Bayrou.

Pour autant, l'option d'une consultation des citoyens ne semble pas abandonnée. Dans *Le Parisien*, M. Lombard en parle, mais pour sceller un éventuel compromis conclu par les syndicats et le patronat – et non pour lever un «blocage», selon la formule de M. Bayrou. «Les points d'accord trouvés par les partenaires sociaux pourraient effectivement passer par un référendum», dit le ministre de l'économie.

Cette démarche est «juridiquement possible car le thème entre dans le périmètre de l'article 11 de

la Constitution», commente Anne-Charlène Bezzina, maîtresse de conférences en droit public à l'université de Rouen-Normandie. Il reste maintenant à comprendre les raisons pour lesquelles MM. Bayrou et Lombard font mine d'afficher de telles intentions. Aux yeux de Benjamin Morel, maître de conférences en droit public à l'université Paris-Panthéon-Assas, «deux lectures, au moins, peuvent être faites».

Dans le premier cas, il s'agirait d'aiguillonner les partenaires sociaux afin de les inciter à parvenir à un terrain d'entente, «faute de quoi, ce sont les électeurs qui auraient le dernier mot».

#### «Basse manœuvre»

Seconde manière d'analyser les interventions des locataires de Matignon et de Bercy: leur but serait de faire passer un message en direction des parlementaires. «Le gouvernement cherche peut-être à dire que si les syndicats et le patronat débouchent sur un compromis, celui-ci serait finalement soumis au vote des Français pour

éviter qu'il ne soit dénaturé à l'occasion d'un examen par les deux Chambres», complète M. Morel.

Il est cependant permis de douter qu'une consultation référendaire ait lieu un jour. Elle constitue «un rendez-vous entre le président de la République et le peuple», souligne Mme Bezzina. Or, enchaîne-t-elle, «je ne suis pas sûre qu'Emmanuel Macron soit motivé pour qu'un tel moment advienne».

Selon elle, le risque est grand, «sur ce sujet-là précisément, que la réponse tombe à côté de la question posée», c'est-à-dire que les électeurs expriment leur avis non pas sur le dossier mis sur la table mais sur le chef de l'Etat.

Les syndicats ne sont pas du tout emballés par les prises de parole de MM. Bayrou et Lombard. Denis Gravouil, secrétaire confédéral de la CGT, y voit une «basse manœuvre pour contourner tout vote au Parlement» et pour se soustraire à «la seule question qui compte», à savoir l'abrogation de la règle des 64 ans. Cyril Chabanié, le président de la Confédération française des travailleurs chrétiens, pense qu'il est «assez malvenu» d'envisager une convocation du corps électoral, alors que les acteurs sociaux viennent «à peine d'entamer» leurs travaux. «J'avais compris que le gouvernement ne voulait pas créer d'interférences avec le processus en cours», ironise-t-il.

Le patronat semble dans le même état d'esprit. «Ce n'est pas très sérieux de lancer l'hypothèse d'un référendum au commencement de nos discussions», affirme Eric Chevée, vice-président de la Confédération des petites et moyennes entreprises. M. Macron a eu raison de dire que le moment présent est celui des partenaires sociaux. Nous allons faire le job.» Michel Picon, le numéro un de l'Union des entreprises de proximité, «espère» ne pas se retrouver dans la situation où les électeurs seraient appelés aux urnes sur une matière aussi compliquée que les retraites. «Ça m'apparaît très hasardeux pour avoir un jugement des Français qui éclairerait les pistes à suivre», estime-t-il. ■

BERTRAND BISSUEL

# Au procès Le Scouarnec, les tergiversations de l'accusé

Lors de son interrogatoire de personnalité, lundi, l'ex-chirurgien s'est dit prêt à reconnaître des faits qu'il avait jusque-là niés

VANNES - envoyée spéciale

**D**ans un procès pénal, un moment très attendu est celui de l'interrogatoire de personnalité, où un accusé revient sur son enfance, ses années d'adulte, sa vie en somme, qui permettrait d'éclairer ses actes. Mais comment appeler ce qui s'est passé ce lundi 3 mars, quand Joël Le Scouarnec s'est levé dans son box devant la cour criminelle du Morbihan, à Vannes? Cinq heures durant, le temps de cet interrogatoire, la cour, l'avocat général et les avocats ont tenté de le faire parler de lui, les uns après les autres, comme un coffre-fort dont on chercherait la clé.

Depuis le début de son procès le 24 février, Joël Le Scouarnec, 74 ans, accusé de viols et d'agressions sexuelles contre 299 victimes (mineures en majorité), ne s'est jamais départi de ses manières polies et distantes. Même ses larmes ne font pas de bruit quand il lui arrive de pleurer. Cette fois, il saisit le micro et chacun veut y croire: va-t-il enfin fendre l'armure?

La première phrase donne le ton, toujours de cette même voix mesurée: «*J'en ai pas de souvenir d'enfance.*» Pas de mémoire, pas d'amis, pas de sports, pas de loisirs, le trou noir. Au temps du pavillon familial, en banlieue parisienne, il s'enfermait avec ses bouquins, seul. Dans la collection «Livre de poche», il les lui fallait tous, il les achetait dans l'ordre, le numéro 1 d'abord, puis 2, puis 3, moins pour les lire que pour les posséder, pouvoir en disposer quand bon lui semblerait, alignés à portée de ses désirs.

Il les recensait dans un cahier d'écolier, inventoriés sur des pages entières par titre et parauteur. Peu lui importaient les volumes rares, seul le nombre comptait, toujours

plus. Cette obsession d'accumuler et de mettre en catalogue fait dresser l'oreille à la cour criminelle. Au moment de l'arrestation du chirurgien, en 2017, les gendarmes avaient découvert chez lui des fichiers informatiques, où il répertorierait ses collections par listes: les opéras, les monuments antiques, les films... Et aussi les enfants qu'il agressait sexuellement, inventoriés par centaines sur des disques durs cachés sous son matelas.

## «C'est venu naturellement»

La pédocriminalité, Le Scouarnec la reconnaît sans esquerir. «*Mais vous en parlez comme si ça vous était tombé dessus, un jour, comme ça,*» s'étonne l'avocat général, Stéphane Kellenberger. Le chirurgien ne cherche pas à s'expliquer. Il donne au mot près la version qu'il sert depuis le début de l'enquête, il y a sept ans: «*C'est venu naturellement, en 1985. Ma nièce Alexandra venait se réfugier dans mes bras. J'ai commencé à avoir des gestes malencontreux. Je ne sais pas pourquoi. Avant, j'avais pourtant travaillé six mois dans un service de pédiatrie à Nantes sans être attiré par les enfants.*» Il avait 35 ans alors, chirurgien dans une clinique privée à Loches (Indre-et-Loire) en Touraine, deux fils et bientôt trois, un manoir et le standing qui l'accompagne, grandes réceptions et salon de musique.

Commence alors pour lui une vie coupée en deux. D'un côté, le pédocriminel, «*enfermé dans sa bulle*», s'enfonçant toujours plus loin, jusqu'à un litre de whisky par jour, des poupées hautes comme des gamines dont il partage le lit, des agressions sexuelles sur des petits patients, plus de trente certaines années. De l'autre, le mari et le père de famille, dont les fils ont loué à la barre la parfaite éducation. Epousée en 1974, Marie-France Lhermitte est bien plus que sa femme: c'est la seule, l'uni-

que, celle qu'il place au-dessus de tout, «*y compris de mes enfants*», dira-t-il pendant l'instruction.

Dans son journal intime, où le chirurgien détaille sa vie sexuelle, il la désigne par 4 lettres majuscules: ELLE. Marie-France paraît pourtant singulièrement immatérielle quand il évoque son coup de foudre à l'Hôtel-Dieu à Paris. Elle y est aide-soignante, lui sage-garde en chirurgie. «*Un jour, ELLE est venue en civil dans le service, sans son petit chignon ratatiné sur la tête, les cheveux lâchés dans le dos,*» raconte-t-il à l'audience. On attend la suite, un trait de caractère qui la définirait, quelque chose de personnel. Rien ne vient.

Depuis l'incarcération du chirurgien, leur divorce a été prononcé. Mais au fil de l'audience, ils semblent plus que jamais en-

chaînés l'un à l'autre, une alliance aux ressorts obscurs, où ils se défendent mutuellement contre le reste du monde.

Marie-France Lhermitte connaît-elle la pédocriminalité de son époux? A-t-elle couvert ses crimes sexuels? Entendue quelques jours plus tôt à la barre, elle avait affirmé ne rien savoir, niant en bloc au-delà du raisonnable, jusqu'à accuser sa nièce Alexandra, 5 ans à l'époque, de se suspendre au cou de son mari.

## «Je n'avais aucun état d'âme»

De son côté, il écrivait dans son journal intime dès 1996: «*Le cataclysme est venu s'abattre sur moi et sur mon attrirement pour les petites filles et les petits garçons. ELLE sait que je suis pédophile.*» Chez eux, ELLE aurait remarqué cette

grande armoire cadenassée, dont lui seul possédait la clé: «*Je ne veux pas savoir ce que c'est. Vide ça, fais-toi soigner.*»

Cette fois, pendant son interrogatoire de personnalité, Le Scouarnec tergiverse, nettement moins catégorique, prêt à tout pour préserver son ex-femme. Les amants avec lesquels elle s'affichait? Il plaide coupable. «*Je la délaissais, ELLE a son libre arbitre. Je lui ai fait trop de mal, ELLE est dévastée,*» répète l'ancien chirurgien dans le box.

Une avocate de la partie civile lui lance: «*Vous dites que vous la respectez, qu'elle n'est pas votre propriété. Mais les enfants dont vous abusez, vous les respectez?*» Alors lui, sans ciller: «*Les enfants? Là, je n'avais aucun état d'âme.*» Et ces 2 000 euros de pension men-

uelle qu'il verse depuis sa prison à son ex-épouse contre 30 euros en dommage et intérêts pour l'ensemble des victimes? Il hésite, lui si soucieux aujourd'hui de demander pardon à tous. Mais tant pis, il lâche: «*Oui, je veux d'abord mettre mon épouse à l'abri.*»

Lors de la première semaine du procès, des proches avaient dévoilé à l'audience les agressions sexuelles massives dans la famille Le Scouarnec, commises par divers auteurs, touchant la sœur, la belle-sœur, la cousine, l'épouse, les nièces. Joseph, père de Joël, avait abusé d'un des trois fils du chirurgien, encore enfant. L'accusé soutient n'en avoir eu connaissance qu'après son arrestation. Ça l'avait étonné, affirmait-il, de découvrir que ce père insoupçonnable ait pu faire ça.

La surprise fut la même pour ses fils quand sa pédocriminalité leur fut révélée. «*Quels liens faites-vous entre les deux, ces faits et ceux que vous avez commis?*», lance la présidente, Aude Buresi, à la manière d'un hameçon. Lui n'y mord pas, imperturbable. «*Une pure coïncidence.*» La magistrate continue: «*Et aujourd'hui, quelle est votre sexualité?*» «*Elle n'a pas disparu,* répond-il. «*Je regarde le film X sur Canal+ deux fois par mois dans ma cellule.*»

Dans le box, l'ancien chirurgien se dit prêt à reconnaître des faits qu'il a toujours démentis. Pour la première fois, sur une demande de l'avocate de la partie civile Francesca Satta, il concède avoir pu commettre un viol digital - et non plus des attouchements - sur la fille de ses voisins en 2017. Les dénonciations de l'enfant, 6 ans, avaient permis l'arrestation du pédocriminel après des décennies d'impunité et entraîné une première condamnation à quinze ans de réclusion en 2020.

Fin février, Le Scouarnec avait aussi avoué à l'audience «*des actes d'abus sexuels*» sur sa petite-fille, depuis sa naissance jusqu'à ses 5 ans. Des suites judiciaires devraient y être données, selon le parquet de Lorient. Dans le box, il affirme en «*avoir fini du mensonge*», déterminé à affronter les questions de ses victimes. Mais il prévient: «*Certaines resteront sans réponses. Pourquoi je suis devenu comme ça? Je n'ai toujours pas le début d'une explication.*» L'interrogatoire de personnalité est fini. Le coffre-fort est resté bouclé. ■

FLORENCE AUBENAS



Joël Le Scouarnec, devant la cour criminelle du Morbihan, le 28 février. SERGIO AQUINO POUR «LE MONDE»

# Paris: au palais de justice, la fin de la salle «grand procès»

Lundi, le démontage de la structure éphémère, qui a notamment accueilli le procès du 13-Novembre, a débuté

**F**ranchir une dernière fois la porte. Remonter la travée. Compter une, deux, trois, quatre rangées à partir du fond à droite. Hésiter. Était-ce sur celle-ci, ou juste devant, que l'on se tenait serrés, les yeux rivés à l'un des 12 écrans de la terreur pendant les longs mois d'audience du procès des attentats du 13 novembre 2015, entre septembre 2021 et mai 2022? Deux techniciens s'affairent déjà à les dérocher. S'approcher du prétoire. Sur les pupitres de la défense, les micros pendent, débranchés. Les bancs de bois du box n'ont pas eu le temps de se lustrer. A la tribune de la cour, les fauteuils noirs ont perdu toute leur solennité. Ceux de l'accusation disparaissent sous une veste orange de chantier. Dans un coin, les chaises à tablette des dessinateurs attendent d'être emportées. C'est fini.

Lundi 3 mars, la salle dite «grand procès» du palais de justice de Paris, sur l'île de la Cité, inaugurée en 2021, a commencé à être démontée. Après le procès des attentats du 13 novembre 2015, dit «V13», se sont succédé dans ce lieu ceux des attentats de Nice, Trèbes (Aude) et Carcassonne, Strasbourg, et celui de l'assassinat de Samuel Paty, à l'automne 2024. Son box ultrascurisé a aussi accueilli, en 2023, le braqueur Rédoine Faïd, jugé pour son évasion de la prison de Réau (Seine-et-Marne). Le procès en appel du groupe pharmaceutique Servier, poursuivi pour avoir commercialisé le Mediator, a rempli à son tour les bancs des parties civiles.

Ce lundi après-midi, une silhouette familière s'avance entre les bancs. Chargé de l'organisation du procès «V13», Julien Quéré a suivi tout le chantier avant de veiller, pendant neuf mois, au bon déroulé de l'audience, auprès des magistrats, des avocats, des parties civiles, des témoins et de la presse. Retenu aux assises, il n'avait pas pu se joindre à ses collègues magistrats réunis une dernière fois, les 27 et 28 février, dans «leur» salle «grand procès». Il tenait à son tour à venir la saluer.

## «Déconstruction douce»

La galerie photo de son téléphone a gardé la mémoire de chaque étape de la construction. Il a fallu un an pour bâtir dans la salle des pas perdus, juste au-dessus de la Conciergerie, le quadrilatère de 750 mètres carrés, susceptible d'accueillir 500 personnes, plus une régie destinée à l'enregistrement audio et vidéo des débats. En hauteur, dissimulées dans l'épaisseur de la cloison, des geôles ont été aménagées pour les accusés détenus, ainsi qu'un long parcours sécurisé les conduisant jusqu'à un tunnel qui se déployait, chaque matin et chaque soir, pour leur transfert vers leurs prisons respectives. De tout cela, il ne restera rien.

Six mois seront nécessaires pour démontrer cette structure éphémère et lumineuse qui a abrité tant de douleur. Une «*déconstruction douce*» qui doit permettre la réutilisation de la plus grande partie des matériaux, expliquent les deux chargés de projet de l'Agence publique pour l'immobilier de la justice, présents sur place. La moitié des panneaux de bouleau contreplaqué qui habillent les cloisons et assurent l'acoustique parfaite de la salle a déjà été attribuée. Des travées, on jurerait avoir vu des fantômes s'échapper. ■

sieurs tribunaux. Quelques pièces — la balance de la justice, seul ornement conçu spécifiquement pour cette salle, la barre des témoins, un ou deux bancs — ont été «*sanctuarisées*» et devraient rejoindre le Musée-mémorial du terrorisme, dont la construction est prévue sur la pente du Mont-Valérien à Suresnes (Hauts-de-Seine).

L'aménagement d'un autre lieu, pérenne cette fois, susceptible d'accueillir les futurs grands procès — terrorisme, crimes contre l'humanité, santé publique, accidents collectifs —, est à l'étude. L'ancien dépôt du palais de justice est, paraît-il, convoité. En attendant, on s'attarde encore dans l'écran de bois clair. Un autre écran est en train d'être déroché. Des travées, on jurerait avoir vu des fantômes s'échapper. ■

PASCAL ROBERT-DIARD

**VIOLENCE SEXUELLES**  
**La congrégation religieuse des pères de Bétharram reconnaît sa «responsabilité»**

La congrégation religieuse des pères de Bétharram, qui exerce la tutelle sur l'établissement catholique au cœur d'une vaste affaire de violences physiques et violents, a reconnu, mardi 4 mars, sa «responsabilité», dans une interview accordée à l'Agence France-Presse. S'exprimant au nom de ses pairs, le prêtre Laurent Bacho a assuré de sentir «responsable» face aux «souffrances de ces enfants (...) anéantis». Il a annoncé le lancement d'une commission d'enquête indépendante pour identifier «les causes» des «abus massifs» commis durant des décennies dans ce collège-lycée des Pyrénées-Atlantiques, ainsi que la création d'un nouveau fonds d'indemnisation pour les victimes de violences sexuelles prescrites commises par des laïcs. — (AFP)

DROITS DE DOUANE

# Chine, Canada, Mexique... Trump lance la guerre commerciale

Washington a mis ses menaces à exécution en taxant à 25 % les importations mexicaines et canadiennes. Et de 10 % supplémentaires celles de la Chine, plongeant l'économie mondiale dans l'incertitude

NEW YORK - correspondant

**A** force de brandir des menaces sans cesse reportées, les marchés financiers avaient fini par prendre avec stoïcisme les menaces de droits de douane de Donald Trump. Ils ont déchanté, lundi 3 mars, lorsque le président des Etats-Unis a confirmé son intention d'infliger, dès le lendemain, un prélèvement de 25 % sur toutes les importations en provenance du Mexique et du Canada, à l'exception des produits énergétiques canadiens, qui ne seront pénalisés qu'à hauteur de 10 %. « Les tarifs douaniers, vous savez, ils sont tous fixés. Ils entreront en vigueur de main », a déclaré le président des Etats-Unis, dans l'après-midi, à la Maison Blanche, précisant qu'il n'y avait « pas d'espace » pour une négociation de dernière minute.

La Chine va, elle aussi, voir ses exportations taxées de 10 % supplémentaires. Ce seul prélèvement rapportera 84 milliards de dollars (80,1 milliards d'euros) au Trésor américain, plus que la totalité des droits de douane perçus en 2024, selon Trade Partnership Worldwide.

**PRINCIPAUX PARTENAIRES**

Les marchés financiers, inquiets de ces mesures qui risquent de désorganiser les chaînes de production et de relancer l'inflation, ont brutalement baissé : l'indice S&P 500 des grandes entreprises américaines a reculé de 1,76 %, tandis que le Nasdaq, riche en technologies, perdait 2,64 %. La correction par rapport aux records des dernières semaines est respectivement de 5 % et 9 %. Les Bourses ont également chuté en Asie. A Paris, mardi ma-

tin, le CAC 40 reculait de 1,03 % à l'ouverture, tandis qu'à Francfort, la baisse était de 1,33 %.

Jeudi 27 février, les constructeurs automobiles avaient eu une nouvelle réunion téléphonique avec la Maison Blanche, mais en étaient ressortis pessimistes, révèle *The Wall Street Journal*. Ils n'ont pas obtenu de réassurance pour les véhicules qui respectent l'accord de libre-échange avec le Canada et le Mexique, pourtant renégocié par Donald Trump lui-même sous son premier mandat. « Ce qu'ils doivent faire, c'est construire leurs usines automobiles, franchement, et d'autres choses, aux Etats-Unis, auquel cas il n'y a pas de tarifs douaniers », a déclaré Donald Trump.

La ministre des affaires étrangères canadienne, Mélanie Joly, a qualifié ces tarifs douaniers de « menace existentielle » pour son pays où « des milliers d'emplois sont en jeu ». « Si les Etats-Unis décident de lancer leur guerre commerciale, nous sommes prêts à répliquer », a-t-elle prévenu. Plus tard dans la soirée, le premier ministre, Justin Trudeau, a riposté avec la mise en place de droits de douane « de 25 % sur 155 milliards de dollars de marchandises américaines ». La présidente mexicaine, Claudia Sheinbaum, a, quant à elle, assuré que le Mexique avait « un plan A, un plan B, un plan C et un plan D » contre ces nouvelles taxes, quand Pékin imposait des droits de douane supplémentaires de 15 % sur une série de produits américains, dont le poulet, le blé, le maïs, le coton ou encore le soja.

Ces mesures frappent les principaux partenaires commerciaux du pays. Le Canada (413 milliards de dollars), la Chine (439 milliards de dollars) et le Mexique (506 milliards de dollars) ont représenté ensemble 42 %, soit 1400 milliards de dollars, sur les

3300 milliards de dollars de biens importés aux Etats-Unis en 2024. Les importations en provenance du Canada comprennent 127 milliards de dollars d'énergie et de minerais. « Ces tarifs douaniers suffisent déjà à inverser soixante-dix années de mondialisation post-seconde guerre mondiale », estime Paul Ashworth, de Capital Economics.

« Même en tenant compte d'une nouvelle dépréciation du dollar canadien, les tarifs de 25 % imposé au Canada pourraient entraîner une baisse de 2,5 % à 3 % du produit intérieur brut (PIB) », estime-t-il, ajoutant que le pays dispose de marges de manœuvre budgétaire et monétaire qui lui permettraient d'atténuer cette récession. L'incidence sur le PIB mexicain pourrait être de 2 %, mais les possibilités de relance du pays sont plus limitées.

**ANNONCES DE RELOCALISATIONS**

Cette politique unilatérale américaine conduit à des basculements de politique industrielle dont se prévaut Donald Trump. Le patron du producteur de semi-conducteurs taïwanais TSMC, Chen Wei, a déclaré, aux côtés de Donald Trump à la Maison Blanche, son intention d'investir 100 milliards de dollars aux

Etats-Unis. Ce chiffre s'ajoute aux 60 milliards prévus en Arizona, dont une partie a permis de démarquer une usine ultramoderne, en 2024, fabriquant des puces de 4 nanomètres. M. Trump a qualifié cette décision de « formidable » et de « question de sécurité économique ». « Les semi-conducteurs sont l'épine dorsale de l'économie du XXI<sup>e</sup> siècle. Et, en réalité, sans semi-conducteurs, il n'y a pas d'économie », s'est réjoui le républicain. Face aux pressions américaines et inquiet sur la situation géopolitique de l'île, TSMC a installé des usines au Japon et aux Etats-Unis.

De nombreuses entreprises annoncent des relocalisations, tel Apple qui a confirmé, fin février, son intention d'investir 500 milliards de dollars sur quatre ans aux Etats-Unis et d'y créer 20 000 emplois. « Merci Tim Cook et Apple !!! », s'est exclamé le président Trump sur sa plateforme Truth Social. Ces annonces sont parfois sujettes à caution. En janvier, M. Trump a dévoilé un projet de 100 milliards à 500 milliards de dollars dans l'intelligence artificielle, à destination d'Oracle, d'OpenAI et du japonais SoftBank, mais la réalité sur le terrain reste confuse.

En dépit des subventions massives de l'ad-



A l'entrée de l'autoroute du Pacifique, au Canada, le 26 novembre 2024. JENNIFER GAUTHIER/REUTERS

**LE PRIX DES AUTOMOBILES, VENDUES NEUVES 45 000 DOLLARS EN MOYENNE, BONDIRAIT DE 3 000 DOLLARS, SELON UN CALCUL DU QUOTIDIEN « THE WALL STREET JOURNAL »**

## Entraînés dans l'escalade, Pékin annonce des représailles

La Chine a, mardi, augmenté ses tarifs sur une série de produits agroalimentaires américains et ciblé les entreprises de la tech

PÉKIN - correspondant

**L**a réplique n'aura pas tardé. Mardi 4 mars, dans la foulée de l'entrée en vigueur de nouveaux droits de douane de 10 % imposés par Donald Trump sur tous ses produits, Pékin a ciblé en réponse les exportations agricoles américaines ainsi que des entreprises du secteur de la défense. Particulièrement exposée, la Chine, première puissance exportatrice de la planète, est entraînée par le nouveau président américain dans une escalade de représailles commerciales. Elle ne l'a ni initiée ni désirée, mais se retrouve contrainte de répondre pour montrer qu'il n'est pas question de céder aux méthodes de Washington, ni de courber l'échine devant la première puissance mondiale. Pé-

kin s'est dit prêt mardi à « aller jusqu'au bout » dans la riposte.

Le gouvernement chinois a annoncé des droits de douane de 15 % supplémentaires sur le poulet, le blé, le maïs et le coton en provenance des Etats-Unis, et de 10 % sur le soja, le porc, le bœuf, les produits de la mer, les fruits et légumes et les produits laitiers. En visant l'agriculture, la Chine tente de faire mal aux régions qui ont largement voté pour Trump, comme elle l'avait déjà fait en 2018, alors que s'engageait la première guerre commerciale avec le Républicain.

La Chine, depuis, a réduit sa dépendance à l'agriculture américaine. Le Brésil était devenu, dès 2017, son premier fournisseur de denrées alimentaires. La proximité diplomatique entre ces deux

pays qui, en mai 2024, ont présenté une feuille de route commune pour mettre fin à la guerre en Ukraine, n'a fait que renforcer leur désir de complémentarités commerciales. Pékin constate que Brasilia est un fournisseur moins risqué que Washington. En janvier, le géant étatique chinois de l'agroalimentaire Cofco a fait savoir que 75 % de ses livraisons de soja viennent désormais du Brésil.

**Particulièrement agressif**

Alors que l'économie chinoise est au bord de la déflation depuis des mois, une hausse du coût des denrées alimentaires, si elle est légère et maîtrisée, n'irait par ailleurs pas à l'encontre de l'objectif du gouvernement chinois de redresser les prix. Mais la Chine sait également qu'elle est sur une ligne de

crête, elle qui est un importateur agricole net, historiquement inquiet de la difficulté à nourrir son importante population. L'Etat a d'ailleurs présenté, le 23 février, un plan de « revitalisation » de son agriculture.

Pékin a également bloqué, mardi, tout commerce et investissement avec dix entreprises du secteur de la défense et de l'aéronautique américain et en a placé quinze autres sur une liste de strict contrôle des exportations. Le pays avait déjà annoncé, début février, l'imposition de droits de douane de 15 % sur le charbon et le gaz naturel liquéfié en provenance des Etats-Unis et de 10 % sur le pétrole brut et les machines agricoles. Cela, en réponse à une première hausse de 10 % des droits de douane par Donald Trump.

Le moment choisi par le président américain pour déclencher ce second assaut commercial est vu comme particulièrement agressif par la Chine, à la veille de l'ouverture, pour dix jours, de la session de l'Assemblée nationale populaire, au cours de laquelle près de 3000 délégués affluent à Pékin. La direction politique utilise habituellement ce moment pour projeter une image de confiance et de stabilité. A la différence du premier mandat de M. Trump, la Chine a montré cette fois qu'elle n'entendait pas participer à un jeu diplomatique où une grande déclaration d'amitié entre dirigeants peut être suivie quelques semaines plus tard d'un coup non annoncé. Xi Jinping avait eu une discussion téléphonique avec Donald Trump quelques jours avant

son investiture, le 20 janvier, et, sans s'y rendre personnellement comme il y était invité, avait dépecché son vice-président, Han Zheng, afin de montrer que la porte diplomatique était ouverte.

Alors que, début février, la porte-parole de la Maison Blanche anticipait un échange téléphonique entre les présidents des deux premières puissances « très bien-tôt », Xi Jinping, depuis, ne se presse pas d'appeler. Un député et porte-parole de l'Assemblée nationale populaire chinoise, Lou Qinjian, a affirmé mardi que la Chine est disposée à « répondre aux préoccupations de chacun par le dialogue et la consultation ». « Mais nous n'accepterons jamais quelque acte de pression ou de menace », a-t-il lancé. ■

HAROLD THIBAULT



# En Europe, la sidération des patrons

Les firmes du Vieux Continent subissent le choc Trump. Elles gèlent leurs projets, tentent de négocier des exemptions et se préparent à augmenter leurs prix

## RÉCIT

BERLIN, MADRID, ROME - correspondants

**P**resque comme les étapes d'un deuil, Ludovic Subran a vu les chefs d'entreprise européens passer par tous leurs états depuis un an. «Au début, ils disaient que la victoire de Donald Trump était loin d'être assurée ; puis, ils se sont dit que le futur président allait se montrer pragmatique ; ensuite, certains ont pensé que la dérégulation allait être une bonne chose pour le business...», résume le directeur de l'investissement d'Allianz, l'assureur allemand, qui passe beaucoup de temps à rencontrer patrons et investisseurs.

Et maintenant que le président américain est au pouvoir, un mélange de sidération et de consternation monte chez eux. Donald Trump menace l'Union européenne de droits de douane de «25 %» qui seront annoncées «très prochainement». «On n'échappera pas au boulet, d'une manière ou d'une autre», avertit M. Subran, alors que Trump a annoncé, lundi 3 mars, la mise en place de droits de douane de 25 % sur les importations canadiennes et mexicaines et de 10 % supplémentaires sur celles chinoises.

## La déflagration

Christophe Périllat, le directeur général de Valeo, une multinationale de sous-traitance automobile, résume d'une phrase l'état de sidération permanent dans laquelle se trouvent les entreprises depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche : «Tous les matins, nous nous réveillons en nous demandant quelle a été la nouvelle annonce de la nuit.»

La vague a touché en premier le Danemark, quand M. Trump a promis qu'il «aurait» le Groenland, menaçant le pays des tarifs douaniers «très élevés» si Copenhague n'obtempérait pas. Après un entretien téléphonique orageux avec le locataire de la Maison Blanche, le 15 janvier, la première ministre danoise, Mette Frederiksen, a réuni les patrons des dix-sept plus grandes entreprises du pays, parmi lesquels Lego, le fabricant d'éoliennes Vestas et le groupe pharmaceutique Novo Nordisk, pour évoquer les risques d'une guerre commerciale.

Depuis, les patrons danois ne parlent que de ça. Sur les trois premières semaines de février, Peter Bay Kirkegaard, spécialiste du commerce international auprès de la Confédération des industries danoises (Dansk Industri), a réalisé trente-cinq interventions devant des chefs d'entreprise sur le sujet.

Le 24 février, plus d'une centaine de responsables de société sont venus l'écouter, dans la grande salle de conférences de la brasserie Carlsberg, à Copenhague. «Il y a beaucoup de confusion en ce moment. Les gens essaient de comprendre ce qui se passe», observe-t-il.

L'Allemagne a été rattrapée par l'onde de choc un mois plus tard, le 14 février. Toutes les sources interrogées, des hauts responsables dans l'industrie, racontent avec frissons leur réaction au discours du vice-président américain J. D. Vance à la Conférence de sécurité de Munich. «Beaucoup de patrons se sont alors demandés s'il y avait encore une base de discussion possible avec l'administration américaine. Les Etats-Unis sont le marché d'exportation le plus important pour l'industrie allemande après l'Union européenne, il y a un intérêt vital à maintenir des relations cordiales. Le message est de tenter de maintenir le dialogue coûte que coûte», explique une source proche des milieux industriels.

## Un attentisme coûteux

Surtout, ne pas devenir une cible... Face à l'imprévisible tempête trumpienne, les patrons préfèrent se faire le plus petit possible et ne rien dire qui puisse irriter l'explosif président. «C'est comme

dans le jeu "whac-a-mole", où dès qu'une tête sort, il faut taper dessus», sourit M. Subran. Lors de la conférence patronale organisée à Copenhague, l'immense majorité des chefs d'entreprise préféreraient ne pas donner leur nom. De toute façon, tant que M. Trump n'aura pas annoncé précisément ses mesures, difficile de prendre la moindre décision. «Il y a parmi les entreprises une vraie prise de conscience du fait que nous sommes à un moment de pivot historique, mais pour l'instant c'est l'incertitude qui domine», explique Barbara Cimmino, vice-présidente de la Confindustria, l'organisation patronale italienne.

En attendant, les entreprises suspendent la plupart de leurs décisions. Le groupe chimiste français Syensqo, entreprise qui regroupe depuis 2023 les activités de chimie de spécialité de Solvay, a mis sur pause aux Etats-Unis un investissement pour produire des composants nécessaires à la voiture électrique, le temps de voir les conséquences des décisions de l'administration Trump sur le rythme d'électrification du parc. «Les investisseurs attendent, relate Gilles Moëc, économiste en chef chez Axa. Le problème est que cet attentisme a un coût.» Et cela commence à se voir. Selon une enquête réalisée par Dansk Industri, début février, auprès de 500 compagnies danoises, une sur quatre a revu ses perspectives de croissance à la baisse en raison de l'incertitude des relations économiques avec les Etats-Unis.

M. Bay Kirkegaard recommande même aux entreprises d'utiliser une novlangue plus en adéquation avec la philosophie de l'administration américaine : «Mieux vaut parler de freedom energy, plutôt que d'énergies vertes.»

## Un accord en douce

Bernard Arnault a mis un point d'honneur à être présent à l'investiture de Donald Trump, le 20 janvier. «J'ai pu voir le vent d'optimisme qui régnait dans ce pays», vantait l'homme le plus riche de France, fondateur du groupe de luxe LVMH quelques jours plus tard. Ce lobbying avait été efficace lors du premier mandat Trump (2016-2020), quand celui-ci avait imposé des droits de douane de 25 % sur les vins en 2019... mais avait exclu les champagnes et les cognacs, épargnant les maisons Moët et Chandon et Hennessy du groupe.

De nombreuses entreprises rêvent de trouver des accords du même acabit. «Ce qu'on observe actuellement, ce sont des négociations directes, avec des patrons qui passent à Mar-a-Lago [Floride], le domaine de Donald Trump, pour obtenir des garanties en échange d'investissements aux Etats-Unis, relate une source du secteur pharmaceutique en Allemagne. Cela semble être malheureusement la voie à suivre.» Autrement dit, c'est la loi du plus fort qui domine désormais le secteur essentiel de la santé.

L'insuline, par exemple, dont des millions de personnes diabétiques sont dépendantes au quotidien, est essentiellement fabriquée hors des Etats-Unis. «Une interruption de la livraison est impensable, poursuit cette source. On attend donc de voir concrètement

**POUR TENTER  
D'AMADOUER  
LE PRÉSIDENT  
AMÉRICAIN, LES  
DIFFÉRENTS LOBBYS  
PATRONAUX ADORENT  
METTRE EN AVANT  
LEUR PRÉSENCE  
AUX ÉTATS-UNIS**

## «CERTAINES DE NOS PIÈCES PASSENT PLUSIEURS FOIS LA FRONTIÈRE ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LE MEXIQUE»

CHRISTOPHE PÉRILLAT  
directeur général du sous-traitant automobile Valeo

de douane par Trump un instrument au service d'un dessein plus vaste : «Les Etats-Unis pourraient reculer sur le front commercial s'ils obtiennent ce qu'ils veulent en matière de dérégulation des plateformes numériques. Pour cela, ils pensent pouvoir compter sur des gouvernements amis et ils pensent que l'Italie a le potentiel d'en devenir un.»

## L'inéluctable riposte

Si M. Trump impose finalement des droits de douane de 25 %, les entreprises préviennent déjà : elles augmenteront leurs prix. «Nous sommes sûrs d'une chose, c'est que nous ajusterons nos prix du coût exact de ces nouvelles taxes», affirme M. Périllat, directeur général de Valeo. Si c'est 25 %, nous augmenterons de 25 %. Nous ne pouvons pas faire autrement.» Il fait remarquer que Valeo «n'a pas 25 % de marge» [sa marge opérationnelle en 2024 a été de 4,3 % et sa marge nette de 0,8 %] et n'a donc guère le choix.

C'est d'autant plus vrai que sa production en Amérique du Nord comprend des va-et-vient de composants entre différents pays. «Certaines de nos pièces passent plusieurs fois la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique.» Si des droits de douane de 25 % sur le Mexique sont instaurés, chaque aller-retour deviendra problématique. Ilham Kadri, PDG de Syensqo, a déjà annoncé à ses clients qu'elle répercuterait l'augmentation des droits de douane sur ses prix, le cas échéant, en appliquant un supplément tarifaire. «On peut espérer que ce soit temporaire, mais l'espoir n'est pas une stratégie», assure la dirigeante.

Augmenter les prix n'est cependant pas toujours possible. C'est souvent le cas dans l'industrie pharmaceutique car beaucoup de médicaments ont des prix fixes négociés avec les caisses d'assurance. Quant à relancer une production aux Etats-Unis, c'est impossible à court terme, car les installations doivent être certifiées. C'est la raison pour laquelle les échanges mondiaux de produits pharmaceutiques sont jusqu'ici exempts de droits de douane. Si ce n'est pas le cas cette fois-ci, des produits consacrés à l'exportation vers les Etats-Unis deviendraient instantanément non rentables.

D'autres industriels envisagent de renforcer leur présence aux Etats-Unis. C'est le cas du fabricant de pneus Michelin. L'entreprise pourrait «réorganiser ses priorités», a confié Florent Menegaux, son directeur général. «Quand nous regardons nos plans d'investissements mondiaux, on va peut-être devoir avancer les dates des projets aux Etats-Unis et ralentir des projets ailleurs.» Quelques jours plus tard, son directeur financier, Yves Chapot, a tenté de calmer les esprits en précisant que «nous n'allons pas désinvestir en Europe pour investir aux Etats-Unis».

Mais décider des investissements sur la base d'une politique aussi erratique que celle de M. Trump est délicat, précise Mario Gnutti, un Italien vice-président du fabricant de composants pour moteurs qui porte son nom. Lui refuse pour l'instant de renforcer ses opérations américaines : «On ne peut pas bâtir une stratégie industrielle à moyen ou long terme en réagissant seulement aux droits de douane.» Il étudie déjà comment partager avec ses clients américains le poids financier de futurs droits de douane.

Reste enfin une riposte qui consiste à... renforcer l'Europe, pour être moins dépendants des exportations. En Allemagne, plusieurs sources interrogées dans l'industrie soulignent l'urgence de renforcer l'Europe, qui doit redevenir une grande puissance économique, rappelant que le rapport Draghi, qui a formulé de nombreuses recommandations en ce sens, doit recevoir l'attention qu'il mérite. ■

ÉRIC ALBERT, CÉCILE BOUTELET,  
SOPHIE FAY, ALLAN KAVAL  
ET SANDRINE MOREL

ministration Biden et des incitations de Trump, le secteur de l'intelligence artificielle traverse un trou d'air : il est frappé par l'explosion de la bulle spéculative à Wall Street, l'ampleur des investissements à réaliser, la faillite technologique d'Intel, qui pourrait finir démantelé, tandis que le chinois DeepSeek a semé le doute sur les capacités américaines, en réussissant à faire mieux avec moins d'énergie et de capitaux. Lundi, la firme de microprocesseurs Nvidia a perdu 8 % : elle vaut désormais moins de 2800 milliards de dollars, après avoir été l'entreprise la plus chère du monde, valorisée plus de 3700 milliards de dollars, début janvier. Elle est pénalisée par la crainte de tarifs douaniers et d'embargos stratégiques sur ses exportations vers la Chine.

## RÉPERCUSSIONS SUR LES PRIX

Lundi, Donald Trump s'est adressé aux agriculteurs, qui composent son électorat. «Aux grands agriculteurs des Etats-Unis : préparez-vous à commencer à fabriquer beaucoup de produits agricoles destinés à être vendus à l'intérieur des Etats-Unis. Les droits de douane s'appliqueront aux produits extérieurs à partir du 2 avril. Amusez-vous bien!», a écrit, lundi, M. Trump sur son réseau Truth Social. En réalité, grands exportateurs, les agriculteurs américains sont très vulnérables aux représailles des partenaires commerciaux des Etats-Unis.

Les consommateurs, eux, s'inquiètent des répercussions sur les prix. *The Wall Street Journal* s'est lancé dans de savants calculs avec Moody's Analytics, estimant qu'un droit de douane de 10 % sur le vin italien ferait augmenter le prix de la bouteille de chianti d'autant, mais qu'une nappe indienne ou une chaussure chinoise, facilement substituables, n'augmenteraient respectivement que de 2 % et 4 %. En revanche, le prix des automobiles, vendues neuves 45 000 dollars en moyenne, bondirait de 3 000 dollars, selon le quotidien américain. Les équipes de Trump balayaient les arguments sur la hausse des prix, avançant qu'elle ne s'était pas fait sentir lors de son premier mandat.

L'affaire intervient dans un contexte de morosité croissante. L'indice de confiance manufacturier ISM, publié lundi, a reculé plus que prévu de 0,6 point à 50,3. Un chiffre en dessous de 50 % est une indication de récession. La Réserve fédérale d'Atlanta a revu à la baisse sa prévision de croissance pour le premier trimestre 2025, qui passerait à une contraction catastrophique de l'économie de 2,8 % au lieu de 1,5 % annoncé vendredi. ■

ARNAUD LE PARMENTIER

# Automobile : l'UE allège les exigences liées au CO<sub>2</sub>

Un mécanisme de flexibilité va être instauré pour éviter aux constructeurs de payer des amendes en 2025

BRUXELLES - bureau européen,

**U**n vrai soulagement pour les constructeurs automobiles européens, un nouveau renoncement des ambitions climatiques de l'Europe pour les défenseurs de l'environnement. Lundi 3 mars, Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, a annoncé la mise en place d'un mécanisme de flexibilité pour éviter aux constructeurs automobiles en retard sur les objectifs de réductions des émissions de CO<sub>2</sub> de payer des amendes cette année.

Alors que les ventes des véhicules zéro émission ont baissé en 2024 et que les émissions de CO<sub>2</sub> maximales que les constructeurs doivent respecter en 2025 chutent cette année de 15 %, l'Association européenne des constructeurs automobiles (ACEA) a mené campagne pour repousser l'application de ces normes à 2027.

En 2025, s'alarmait une note blanche de l'ACEA révélée par *Le Monde* en septembre 2024, les entreprises qui ne respecteront pas ces normes risquaient plusieurs milliards d'euros d'amendes ou de devoir réduire leur production de deux millions de véhicules, ce qui pourrait se traduire par la fermeture d'au moins une demi-douzaine d'usines. La nouvelle Commission a donc lancé, en janvier, un dialogue stratégique avec la filière, dont les premières mesures doivent être présentées dans leur intégralité mercredi.

Dès lundi, Ursula von der Leyen a souhaité dévoiler la décision la plus attendue : le lissage des objectifs de réduction de CO<sub>2</sub> sur trois ans. Si les constructeurs n'atteignent pas leur objectif en 2025, ils pourront se rattraper les deux années suivantes. «Les objectifs restent les mêmes, mais cela signifie plus de flexibilité pour l'industrie», indique la présidente de la Commission.

Pour Pascal Canfin, député européen du groupe Renew, cette mesure est une «moindre mal». «La Commission a opté pour une solution modérée qui permettra de donner des flexibilités aux constructeurs pour atteindre leurs objectifs 2025. Mais elle n'a pas cédé aux demandes des constructeurs qui auraient contribué à détricoter fortement les objectifs européens», juge-t-il. «C'est une annonce de bon sens», salue l'eurodéputé français (Parti populaire européen) Laurent Castillo.

Du côté des ONG, c'est la consternation. Selon le groupe de ré-

## Le marché a salué l'annonce, les actions Volkswagen et Renault bondissant en Bourse

sure est un «moindre mal». «La Commission a opté pour une solution modérée qui permettra de donner des flexibilités aux constructeurs pour atteindre leurs objectifs 2025. Mais elle n'a pas cédé aux demandes des constructeurs qui auraient contribué à détricoter fortement les objectifs européens», juge-t-il. «C'est une annonce de bon sens», salue l'eurodéputé français (Parti populaire européen) Laurent Castillo.

Du côté des ONG, c'est la consternation. Selon le groupe de ré-

flexion ICCT, cet assouplissement entraînera l'émission de 50 mégatonnes de CO<sub>2</sub> supplémentaires sur la période 2025-2030, du fait de la vente de véhicules thermiques supplémentaires. Transport & Environnement (T & E) estime que la Commission s'est fait berner par les arguments des constructeurs et que sa décision pourrait mener à une «perte» de 880 000 voitures électriques qui auraient été vendues si les objectifs n'avaient pas changé. Selon l'ONG, l'objectif actuel de 2025 en matière d'émissions de CO<sub>2</sub> est largement à la portée des constructeurs automobiles européens, qui ont jusqu'à la fin de l'année pour s'y conformer. En moyenne, les ventes de voitures électriques sont en hausse de 51 % depuis janvier... Et chez Volkswagen et Renault, elles ont déjà pratiquement doublé.

«L'affaiblissement des règles de l'Union européenne [UE] en matière de voitures moins émissives

récompense les mauvais élèves», déplore William Todts, le directeur exécutif de T & E, qui a participé au dialogue stratégique de l'UE. Cela n'apportera pas grand-chose à l'automobile européenne, si ce n'est de la laisser prendre encore plus de retard sur les véhicules électriques par rapport à ses concurrents chinois.»

Faut-il encore que la mesure soit adoptée. La présidente de l'exécutif européen a promis «un amendement ciblé» au règlement sur les normes de CO<sub>2</sub> avant fin mars, qui sera présenté à la fois au Parlement européen et au Conseil. «La Commission prend un risque en annonçant aujourd'hui une réouverture des standards de CO<sub>2</sub>, pense M. Canfin. Je travaillerai à une majorité centrale qui ne rouvre pas le reste du texte. Sans cela, nous partons pour des mois d'incertitude qui auront des conséquences sur l'investissement et l'emploi.» ■

PHILIPPE JACQUÉ ET SOPHIE FAY (À PARIS)

## HORS-SÉRIE *Le Monde*

UNE VIE, UNE ŒUVRE

ÉDITION  
2025

**Albert Camus**  
La révolte et la liberté

TEXTES INÉDITS  
Le socialisme des potences  
Réponse à l'appel des écrivains hongrois par Albert Camus

Qui d'autre que l'auteur de *L'Etranger* et de *La Peste* peut aussi bien incarner notre époque pleine d'épreuves et d'incertitudes ? Albert Camus est une figure de son temps, c'est aussi notre contemporain. Son œuvre, à travers sa littérature et ses articles de presse, est un hymne à la liberté et à la recherche de vérité. Retour dans ce hors-série sur la vie d'un intellectuel dont la pensée traverse les âges et sert de point de repère aux peuples en lutte pour leur émancipation. Portrait, héritage, entretiens, débats, textes choisis, hommages, mais aussi publication de deux textes inédits tirés de son livre *Actuelles IV* (Gallimard, 2024).

**ALBERT CAMUS**

Un hors-série du «Monde»  
124 pages - 12 €  
Chez votre marchand de journaux  
et sur [lemonde.fr/boutique](http://lemonde.fr/boutique)

## Baisse d'effectifs en vue à Renault-Sandouville

Le recul annoncé de la production entraîne une diminution de moitié des intérimaires

ROUEN - correspondance

**D**es centaines d'ouvriers s'extraient du flot ininterrompu de cars venus les déposer devant l'usine Renault de Sandouville, dans la zone industrielle et portuaire du Havre (Seine-Maritime). Il est un peu moins de 13 heures, ce vendredi 28 février, et l'embauche est imminente. Ici, on travaille en 3 × 8 pour assembler le véhicule utilitaire Trafic. Quatre jours plus tôt, lundi 24, lors d'un conseil social et économique (CSE) extraordinaire, la nouvelle est tombée par l'entremise du syndicat Force ouvrière (FO) : la direction a annoncé la suppression de la moitié des postes d'intérimaires : 300 sur les 600 au total.

A compter du 17 mars, l'usine ne devrait plus produire que 450 véhicules par jour, contre 620 à la fin de 2024. «On est un peu sonnés», glisse Tom Boudin, 19 ans, avant d'aller enfiler son bleu de travail. Le jeune homme, en intérim depuis novembre 2023, espère «ne pas être dans la charrette», sans savoir pour l'heure «qui dégagera». Erwan (qui n'a pas souhaité donner son nom), 22 ans, même profil, confie sa «peur» lui aussi : «J'ai deux enfants...»

Le groupe Renault, par la voix d'une porte-parole, confirme que «tous les contrats d'intérim ne pourront malheureusement pas être renouvelés», sans avancer de chiffres précis, et renvoie au lundi 10 mars, date du prochain CSE à Sandouville, au cours duquel seront dévoilés les contours de ce «projet d'ajustement de la production à la baisse de la demande commerciale».

En 2024, 137 000 fourgons Renault Trafic sont sortis de l'usine de Sandouville, un record, cependant les prévisions tablent sur 120 000 véhicules en 2025, selon FO. La baisse du carnet de commandes, l'argument du groupe pour justifier les suppressions de postes prévues en Normandie, n'est pas niée par le syndicat majoritaire. Mais il y voit une seconde raison : l'épée de Damoclès que les amendes européennes pour non-respect des objectifs de réduction des émissions de CO<sub>2</sub>, dit «mécanisme CAFE» (pour Corporate Average Fuel Economy).

«Nous ne sommes pas dupes : c'est un moyen de faire pression sur l'Europe, du chantage, mais du chantage positif», avance Fabien Gloaguen, délégué syndical central adjoint FO. «Nous n'arrêtions pas des contrats d'intérim pour mettre la pression, nous les arrêtons parce que le marché est en baisse», argue en retour le groupe Renault.

**Des projets dans les tuyaux**  
Reste à savoir si l'annonce de la présidente de la Commission européenne, lundi 3 mars, pourrait avoir un impact favorable sur l'ampleur du dégraissage normand, comme l'espèrent les syndicats. Ursula von der Leyen a en effet évoqué un assouplissement du CAFE, pour éviter aux constructeurs automobiles, comme ils le réclamaient, de payer dès 2025 des amendes qui pourraient être douloureuses pour la firme au losange. «On a entendu parler d'1 milliard d'euros pour Sandouville», précise M. Gloaguen. «Si ce milliard d'euros nous permettait plutôt d'investir, nous avons des projets dans les tuyaux qui pourraient nous aider», estime Jean-François Nanda, délégué syndical CFDT.

Un élément peut sembler paradoxal au vu de l'actualité à Sandouville : un plan de recrutement de 550 personnes, en CDI et en CDD, y est mené depuis 2024 et s'étalera jusqu'en 2028. Il s'agit d'anticiper la fabrication sur le site normand du FlexEVan, nouvel utilitaire électrique issu de la coentreprise entre Renault et Volvo Group, qui doit démarrer en 2026. «C'est un projet d'avenir, une opportunité pour nous», apprécie Fabien Gloaguen, comparé, par exemple, à l'usine Renault de Batilly (Meurthe-et-Moselle) où est produit le nouveau Renault Master et où 700 contrats d'intérimaires sur 1 000 sont supprimés.

«Déjà 150 personnes ont été embauchées à Sandouville, et 95 % proviennent du vivier des intérimaires de l'usine», insiste le groupe. Le syndicat FO dit veiller à ce que la direction ne mette pas ces précaires «en compétition les uns avec les autres». Quelque 2 400 salariés, intérimaires compris, travaillent aujourd'hui à Sandouville. Pour l'instant. ■

GILLES TRIOLIER

# Aérien : vers une baisse des indemnisations des passagers

Un projet de modification du règlement européen veut porter de trois à cinq heures de retard le seuil de déclenchement des remboursements

**L'**Europe veut-elle amoindrir les droits des passagers aériens ? C'est en tout cas la démarche de la Pologne, qui a pris, le 1<sup>er</sup> janvier et pour six mois, la présidence du Conseil de l'Union européenne (UE). Aujourd'hui, les modalités d'indemnisation des passagers, notamment en cas de retards et d'annulations de vols, sont inscrites dans un règlement instauré en 2004. A peine entrée en fonctions, la présidence polonaise a fait de la révision du règlement dit «EU 261» l'une de ses priorités. Cela en raison du recours de plus en plus fréquent des passagers aux tribunaux, depuis vingt ans, qui épouse la forte croissance du trafic aérien en Europe.

Cette révision est en suspens depuis 2013, faute d'un compromis entre le Parlement européen, la Commission et le Conseil européen (qui représente les Etats membres). Mais sous la pression des compagnies aériennes, les choses commencent à bouger. Andrey Novakov, député européen de centre droit élu sous la bannière du parti Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie, est le rapporteur d'un projet de révision du règlement EU 261 qui pourrait être «discuté vers la fin de l'année», signale Sebastian Loerke, chargé des affaires européennes au sein de l'association Airlines for Europe (A4E). Ce lobby des compagnies aériennes européennes rassemble de nombreux transporteurs comme Air France-KLM, IAG, maison mère de British Airways, et Lufthansa, mais aussi les low cost Ryanair, easyJet ou Volotea.

A l'inverse, Karima Delli, députée européenne Europe Ecologie-Les Verts jusqu'en 2024, et ancienne présidente de la commission transports du Parlement européen, redoute que «les droits des passagers [ne soient] vraiment affaiblis» par cette révision. La Commission européenne, le Parlement et le Conseil veulent durcir les conditions d'indemnisation des passagers. Les trois instances ont établi un calendrier pour le processus. La Commission européenne a déjà publié sa position, basée sur le compromis de 2013, et le projet de loi est en cours de discussion en commission des transports du Parlement européen. Des amendements devraient être soumis d'ici au 25 mars, avant que celui-ci ne soit voté en juin.

## Seuil de déclenchement

De son côté, le Conseil européen a pour objectif de définir une position de négociations, c'est-à-dire de dégager un compromis, lorsque les ministres des transports européens se retrouveront, le 6 juin, à l'occasion d'une réunion d'un conseil «transports, communications et énergie». En fine, le nouveau projet de loi devrait être adopté, à Strasbourg, en séance plénière, sans qu'une date ait été fixée. Aujourd'hui, les compagnies aériennes doivent verser une compensation dès qu'un vol est en retard de trois heures. Celui-ci est de 250 euros pour un trajet de 1 500 kilomètres ou moins, de 400 euros pour les vols de 1 500 à 3 000 kilomètres à l'intérieur de l'UE et de 600 euros pour les liaisons extracommunautaires de plus de 3 500 kilomètres. A

l'avenir, l'UE, dans ses travaux préliminaires, voudrait repousser le seuil de déclenchement de l'indemnisation de trois à cinq heures et allonger la distance des vols ouvrant droit à remboursement.

La Commission propose une compensation de 250 euros pour les trajets de 3 500 kilomètres ou moins. L'indemnisation passerait ensuite à 400 euros pour un retard de neuf heures pour les trajets de plus de 3 500 kilomètres dans l'UE ou de 3 500 à 6 000 kilomètres pour des vols extracommunautaires. Enfin, la compensation monterait à 600 euros après un retard de douze heures pour des vols à destination ou venant de pays hors de l'UE et pour des vols de plus de 6 000 kilomètres.

A peine plus généreux, le Parlement propose qu'à partir d'un retard de cinq heures la compensation due aux passagers soit de 300 euros pour des trajets de 2 500 kilomètres ou moins, de 400 euros pour des vols de 2 500 à 6 000 kilomètres à l'intérieur ou à l'extérieur de l'UE, et, enfin, de 600 euros pour les liaisons de plus de 6 000 kilomètres. Karima Delli dénonce le «lobbying incroyable des compagnies aériennes» à l'œuvre, selon elle, derrière ces propositions. Et pour cause : «la plupart des retards sont compris entre trois et cinq heures», de l'avis même de l'association A4E.

Les compagnies se disent lassées de mettre chaque année un peu plus la main à la poche. Selon une étude de la Commission européenne en 2020, les compensations dépasseraient 3 milliards d'euros par an, et même 4 milliards, selon Sebastian Loerke.

Surtout, souligne-t-il, depuis que les passagers font de plus en plus appel à des agences de recouvrement, qui, selon lui, prennent une commission de «25% à 50%» sur la compensation qu'elles obtiennent. Ces agences, à l'instar des deux leaders du secteur, Flightright et AirHelp, s'inquiètent d'ailleurs d'une révision de la réglementation en vigueur, susceptible de tarir leur manne. Ainsi, Flightright a récolté, à elle seule, quelque 600 millions d'euros auprès de 12 millions de clients depuis sa création en 2010.

L'autre exigence des compagnies est de fixer, «au sein d'une liste non exhaustive, qui pourrait être revue à intervalles réguliers, les circonstances extraordinaires» qui ouvrent le droit à une indemnisation. En raison d'un règlement «peu clair», juge A4E, ce sont les tribunaux ou la Cour de justice européenne qui statuent souvent en faveur des passagers.

A regarder le palmarès, dressé par Flightright, des compagnies les moins ponctuelles en 2024, on comprend aussi l'empressement du secteur à faire réviser la réglementation. Si la portugaise TAP arrive en tête avec 32,1% de ses vols en retard, parmi les dix premières places figurent easyJet, British Airways ou Lufthansa. ■

GUY DUTHEIL



PERTES & PROFITS | GOOGLE  
PAR PHILIPPE ESCANDE

## La chère et longue course du taxi autonome

Voilà un véhicule bien étrange. Il est parti en 2009, il parcourt 1 600 kilomètres chaque semaine et, pourtant, on a l'impression qu'il ne bouge pas. Le robot-taxi de Google semble un horizon qui s'éloigne à mesure que l'on s'en approche. Sundar Pichai, le grand patron d'Alphabet, maison mère de Google, a tenté de dissiper cette impression sur le réseau X, jeudi 27 février : en deux ans, dit-il, le nombre de courses payantes est passé de 10 000 à 200 000 par semaine.

On peut donc déjà prendre, et payer, un taxi Google sans chauffeur à San Francisco, Los Angeles, ou Phoenix. Cette année une dizaine de villes, comme Austin, Atlanta, Miami, Las Vegas, devraient proposer le service, d'abord pour une période de test avec conducteur, puis en version autonome. La lenteur extrême du démarrage contraste avec l'explosion des logiciels d'intelligence artificielle, qui ont déjà conquis, en deux ans, des centaines de millions d'utilisateurs.

Car une voiture autonome n'est pas un simple ordinateur sur roue. Elle pose un défi considérable, celui de la sécurité. Comme dans l'aérien, les accidents ne sont pas si nombreux, 90% de moins qu'avec un conducteur, selon l'historique de Google. Mais, quand ils surviennent, ils font la une des journaux. Et c'est la catastrophe. Comme en octobre 2023, quand un piéton a été happé par

un robot-taxi Cruise, à San Francisco, puis trainé sur plusieurs mètres. La victime a échappé à la mort, mais pas la filiale de General Motors. Licence retirée, démission du PDG de Cruise et abandon du programme après 10 milliards de dollars (9,5 milliards d'euros) d'investissement.

C'est cette obsession de la sécurité qui explique le coût faramineux de ces expériences. Même si la firme fait désormais payer les courses, Google perd encore des centaines de millions de dollars par an. Cela ne l'a pas empêché de lever 5,6 milliards de dollars en octobre 2024 pour poursuivre sa route. A ce tarif, seules les poches profondes peuvent suivre. Uber a abandonné ses ambitions et préfère les alliances, notamment avec Waymo. Tesla a fait de la voiture autonome sa priorité et a déposé une demande de licence de taxi à San Francisco, visant un lancement commercial vers 2027.

Pour Google, la route n'est pas totalement dégagée. Dans son rétrospective se profilent les inévitables chinois, comme BYD, qui multiplient les expériences et aussi quelques start-up, comme le britannique Wayve, qui tente de trouver la formule low cost, à base de caméras et d'intelligence artificielle, qui ringardiserait d'un coup les très coûteux lasers, capteurs et autres ordinateurs de Waymo. La voiture autonome est une réalité, mais pas encore son modèle économique. ■

## Canal+ reste le premier banquier du cinéma français

**M**axime Saada, président du directoire de Canal+, qui avait menacé d'un spectaculaire coup de frein au financement du cinéma français, est finalement parvenu à un accord, lundi 3 mars, avec ses représentants – le Bureau de liaison des industries cinématographiques, le Bureau de liaison des organisations du cinéma et la Société civile des auteurs, réalisateurs et producteurs. Le groupe Canal+ va bel et bien rester le premier banquier du secteur avec «480 millions d'euros au minimum» investis jusqu'à fin 2027. Il conserve certes sa place mais devient moins flamboyant quand même. La filiale de Vivendi, propriété du milliardaire Vincent Bolloré, réduit de façon non négligeable son apport financier au cinéma puisqu'il y consacrera jusqu'à présent près de 200 millions d'euros par an.

Ce qui importait à Canal+ est préservé : malgré son coup de rabot financier, l'accord triennal passé au nom de Canal+ et de Ciné+ OCS permettra de continuer à diffuser les films six mois

après leur sortie en salle. Cette place stratégique est confortée dans la «chronologie des médias» – l'ordre précis de la diffusion d'un film après sa sortie en salle, entre les différents médias, vidéo à la demande, télévisions et plateformes.

La tension était montée d'un cran depuis que Disney+ avait signé, fin janvier, un accord triennal avec les représentants du septième art français, au terme duquel il s'était engagé à investir plus, à hauteur de 115 millions d'euros sur trois ans, dans le cinéma. En contrepartie, le groupe américain avait franchi un pas de géant en acquérant la possibilité de diffuser ses films neuf mois après leur sortie en salle et non plus dix-sept mois. Auditionné au Sénat le 29 janvier, le patron de Canal+ s'était étouffé : «Si Disney est à neuf mois avec 35 millions [par an] et Canal+ à six mois avec 220 millions d'euros, «on a un petit sujet»...»

Les relations avec les représentants du cinéma ont parfois été houleuses. En 2018, le Conseil supérieur de l'audiovisuel avait estimé que la chaîne n'avait pas respecté ses promesses – il manquait 62,8 millions d'euros sur les 198,9 millions exigés pour financer les œuvres européennes. L'année suivante, 29,3 millions d'euros supplémentaires faisaient à nouveau défaut. Canal+ ayant contesté l'assiette de calcul, le gendarme de l'audiovisuel d'alors avait effacé une bonne partie de l'ardoise totale, en réclamant 40 millions qui ont été payés sur quatre ans. ■

NICOLE VULSER

## TECH Anthropic valorisé à 61,5 milliards de dollars

Anthropic, start-up américaine d'intelligence artificielle générative et rivale d'OpenAI (ChatGPT), a annoncé, lundi 3 mars, avoir levé 3,5 milliards de dollars et valoir désormais 61,5 milliards (58,5 milliards d'euros). Les fonds reçus par cette entreprise fondée en 2021 par des anciens d'OpenAI serviront à développer son modèle, Claude. Elle a déjà reçu 8 milliards de dollars d'Amazon, et 2 milliards d'Alphabet (Google). – (AFP)

## SPATIAL Nouveau report du premier vol commercial d'Ariane-6

Nouveau report, au dernier moment : la fusée Ariane-6, qui devait emporter dans l'espace un satellite militaire français pour sa première mission commerciale, n'a pas décollé, lundi 3 mars, en raison d'une «anomalie au sol». «Une vanne s'est révélée dysfonctionnelle sur l'un des tuyaux qui permettent d'avitailleur le lanceur», a déclaré le patron d'Arianespace, David Cavaillolès. Il n'a pas avancé de nouvelle date. – (AFP)

## SpaceX repousse le lancement de sa mégafusée Starship

SpaceX, l'entreprise d'Elon Musk, a annulé, lundi 3 mars, le lancement de sa mégafusée Starship, la plus grande et la plus puissante jamais conçue, en raison d'un problème identifié sur le vaisseau. Haute de 123 mètres, Starship est conçue pour aller à terme sur la Lune et sur Mars. – (AFP)



## SALON DE L'EXECUTIVE EDUCATION

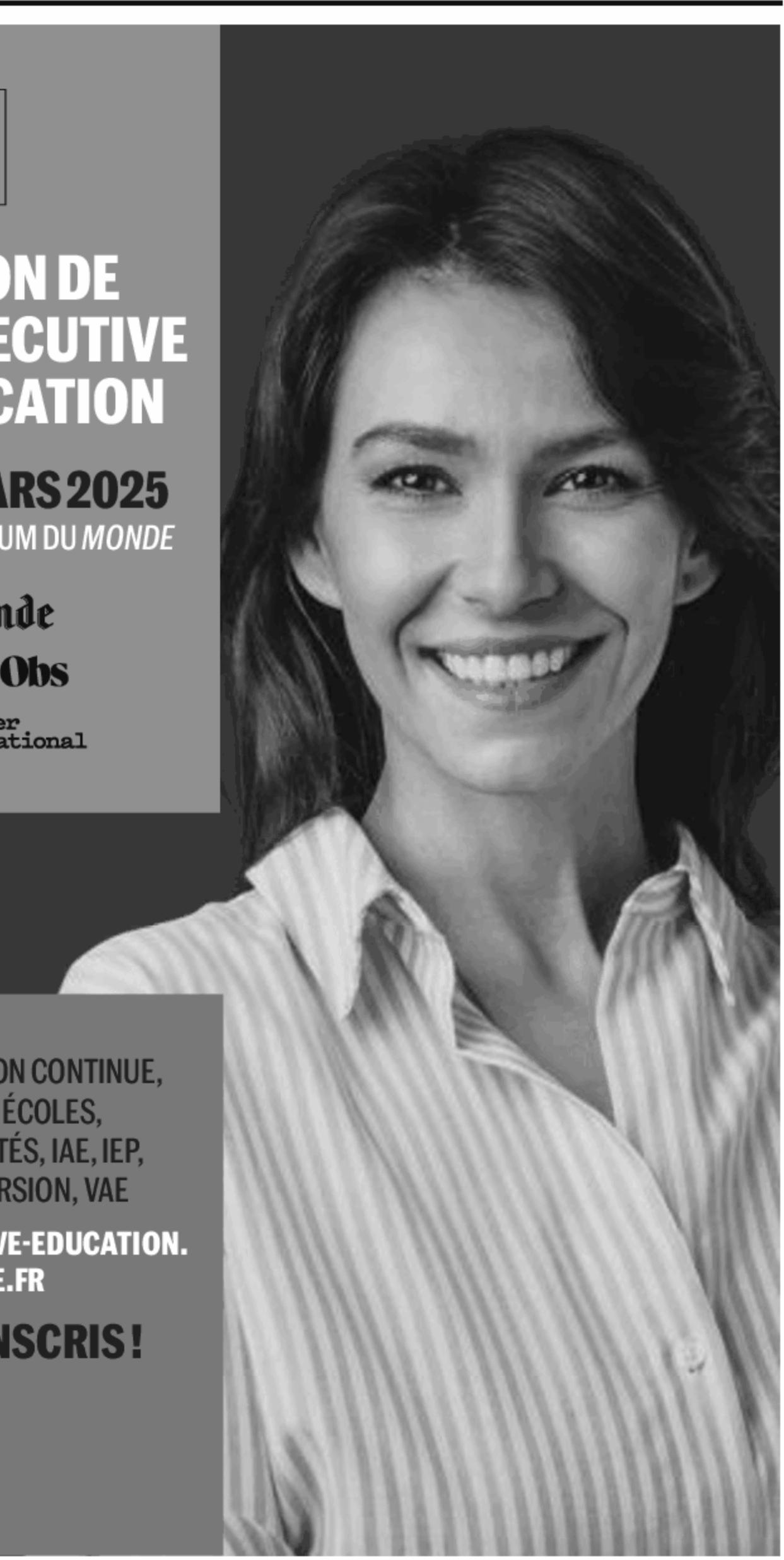
20 MARS 2025  
AUDITORIUM DU MONDE

Le Monde  
Nouvel Obs  
Courrier international

FORMATION CONTINUE,  
GRANDES ÉCOLES,  
UNIVERSITÉS, IAE, IEP,  
RECONVERSION, VAE

EXECUTIVE-EDUCATION.  
LEMONDE.FR

JE M'INSCRIS !



# Psy, métier « passion » en manque de reconnaissance

Les jeunes diplômés en psychologie ont de nombreux débouchés, mais dans des conditions éprouvantes

**O**mbeline n'a jamais compris ce qui avait pu faire la différence. Pourquoi, elle, avec son 13 de moyenne générale en licence, avait décroché une place dans le master de psycho de Paris-VIII, tandis que d'autres, avec de meilleures notes, avaient été recalés. Son projet de mémoire avait-il particulièrement convaincu? Quoi qu'il en soit, en juillet 2024, Ombeline (qui n'a pas souhaité donner son nom de famille) est sortie diplômée du master de psychologie du développement. «*Je savais que la sélection à l'entrée en master était particulièrement rude, et que les places sont chères, mais je pensais que le plus dur était derrière moi*», explique la jeune femme de 23 ans, qui a déchanté quand elle a commencé à chercher du travail à Paris. Non pas que les offres d'emploi manquaient, mais impossible de trouver un poste à temps plein.

«*La plupart des annonces proposent des temps partiels, parfois même des contrats de cinq ou six heures par semaine. Il faudrait que je réussisse à jongler entre plein d'emplois, mais je ne vois pas comment gagner suffisamment pour vivre*», explique Ombeline, revenue habiter quelque temps chez sa mère, en Bretagne. *On dit souvent qu'on manque de psychologues en France, surtout dans le secteur de l'enfance, alors j'avoue que je ne m'y attendais pas.*»

Entre 4000 et 4500 psychologues – titulaires d'un master en psychologie (bac + 5) – arrivent chaque année sur le marché du travail. Pour ces jeunes diplômés, les débouchés sont nombreux: dans la fonction publique, en entreprise, dans les associations...; auprès d'enfants en difficulté, de malades du cancer, de victimes de violences... «*La psycho a longtemps eu mauvaise réputation en matière d'insertion professionnelle, ce qui n'est pas vraiment fondé*», confirme Benoît Schneider, président honoraire de la Fédération française des psychologues et de psychologie.

**Contrats courts, temps partiels**  
Selon le ministère de l'enseignement supérieur, le taux d'emploi des diplômés de 2020 était de 92% à trente mois. Un bon résultat, y compris comparé aux autres domaines: 91% pour les diplômés de master de droit-économie-gestion, 82% en lettres, arts et langues, 86% en sciences humaines et sociales, 89% en sciences-technologies-santé. «*Ce qui est vrai, poursuit Benoît Schneider, c'est la forte proportion d'emplois à temps partiel, plus importante que dans les autres secteurs.*»

Environ 30% des diplômés de psychooccupent au moins un emploi à temps partiel, trente mois après l'obtention de leur master. «*C'est en partie lié aux structures dans lesquelles ils exercent*», précise Benoît Schneider. Les associations à but non lucratif sont nombreuses dans le champ médico-social (elles emploient 27% des jeunes diplômés deux ans et demi après leur sortie d'études). «*Or, beaucoup n'ont pas les moyens d'embaucher un ou une psychologue à temps plein.*» Quant à la fonction publique (hôpitaux, aide sociale à l'enfance, éducation nationale...), elle reste l'un des secteurs forts d'emploi pour les psychologues: 38% des diplômés de master y travaillent trente mois après leur sortie d'études.

Ce recours aux contrats courts et aux temps partiels peut aller jusqu'à l'absurde. Floriane (qui n'a pas souhaité donner son nom de famille), 30 ans, est diplômée d'un master de psychologie clinique obtenu à Toulouse en 2017. Bonne surprise: elle a tout de suite trouvé du travail, en oncologie, dans un hôpital de la région lyonnaise, où elle avait fait son



CHARLES MONNIER

**« Qu'est-ce qu'on fait dans un service en une demi-journée par semaine? On a à peine le temps de voir deux patients! »**

DELPHINE  
psychologue

stage de dernière année. Un CDD à 80% sur six services différents (gastro-entérologie, réanimation, cardiologie et trois services de chirurgie), renouvelé trois fois entre juillet 2017 et février 2018. Les trois années suivantes, elle jongle avec trois, voire quatre, contrats différents à temps partiel dans le même établissement.

En février 2022, elle obtient un temps plein sur trois services différents, payé 1800 euros par mois. Floriane accompagne des malades atteints d'un cancer, leurs familles et les équipes soignantes si besoin. «*C'est un beau métier, mais vu les conditions de travail, il faut être fort pour ne pas baisser les bras. Ce qui me fait tenir, ce sont les patients et aussi le travail en équipe, pas l'institution*», reconnaît la jeune psychologue.

«*Le secteur public est de moins en moins prisé*», confirme Florent Simon, secrétaire général du Syndicat national des psychologues.

Parmi les raisons de cette désaffection: des niveaux de rémunération très bas dans la fonction publique hospitalière. «*Des salaires de 1700 euros par mois après cinq années d'études!*», fustige le responsable syndical. La conséquence, c'est qu'un nombre croissant de psychologues décident de passer en libéral: 10 000 de plus en cinq ans, un phénomène qui touche toutes les catégories d'âge.

C'est ce qu'a fait Delphine (qui a souhaité garder l'anonymat),

dite dans la société. «*Comme ils ne sont ni médicaux ni paramédicaux, leur statut est régulièrement attaqué*», rappelle Florent Simon, du Syndicat national des psychologues. Delphine se souvient ainsi de cette responsable d'un Ehpad qui voulait lui signifier son peu d'importance: «*Dans le budget, vous apparaissiez juste après les couches!*» Floriane, elle, a frôlé le harcèlement avec cette cadre hospitalière qui lui avait lancé: «*N'oubliez pas que vous êtes là uniquement parce que vous faites un métier à la mode. Avant, on s'en passait très bien!*» «*On doit en permanence batailler auprès de certains collègues et responsables pour prouver notre utilité. Ceux qui pensent que notre boulot, c'est juste de "papoter"*», relève la jeune femme.

Certains préfèrent jeter l'éponge ou, en tout cas, changer de cadre de travail. Coline Feron, 26 ans, a obtenu son master de psychologie en 2022 à l'EPP. Ensuite, elle a notamment travaillé six mois en cancérologie à l'hôpital, puis un an au sein d'un service de santé étudiante. Là encore, un poste à temps partiel (70%) payé au smic.

«*Bien sûr que ça a du sens de travailler dans la fonction publique, mais j'ai eu le sentiment de ne pas pouvoir faire correctement mon job. Je sentais que j'étais en train de m'abîmer*», raconte-t-elle. Coline Feron a alors décidé de rejoindre un cabinet de conseil en

**92% des jeunes diplômés d'un master de psychologie se disent satisfaits des missions**

santé mentale au travail, Stimulus, qui dispense des formations pour prévenir les risques psychosociaux, réalise des diagnostics au sein des entreprises et peut aussi mener des enquêtes lorsque des cas de harcèlement ont été signalés. Incroyable: Coline y est à temps plein et en CDI. Les débutants gagnent entre 32 000 et 36 000 euros par an. «*On signe un contrat avant de commencer et on est payé à la fin du mois! Ça me change*», ironise-t-elle.

#### Profession plébiscitée

C'est aussi une illustration de la diversité du métier de psychologue. «*Après mon master, j'avais le choix entre plusieurs offres en entreprise. Il y a tellement de débouchés possibles, c'est rassurant*», explique Emma Draï, 26 ans, qui travaille également chez Stimulus, après un master en psychologie du travail. Cette appétence pour la santé au travail est née pendant son stage de troisième année à l'hôpital, en pédiatrie et périnatalité. «*J'ai eu envie de changer les choses de l'intérieur*, explique la jeune femme, qui aujourd'hui se sent véritablement utile. *Même si je reviendrais probablement un jour à la clinique, au libéral.*»

Autre paradoxe de la profession: ses conditions d'exercice ont beau être éprouvantes, particulièrement en début de carrière, elle reste plébiscitée par les premiers concernés. Selon les chiffres du ministère, 92% des jeunes diplômés estiment que leur emploi est en adéquation avec ce qu'ils ont appris et se disent satisfaits des missions. Les études de psychologie figurent parmi les plus demandées à l'université.

Après sept mois de recherche, Ombeline, elle, a décroché un CDI dans une fondation privée, à Clamart (Hauts-de-Seine). Elle s'occupera du suivi d'enfants placés: un poste à 50%, qui devrait vite se transformer en 75% et peut-être, à terme, en un temps plein. En attendant, elle a déjà repéré une annonce dans le 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris: une journée de travail, le vendredi, en statut d'autoentrepreneur. Ce sera acrobatique, mais peu importe, elle est heureuse de pouvoir faire ce qu'elle a toujours voulu faire : être psychologue dans le secteur de la protection de l'enfance. ■

CHARLOTTE BOZONNET

## Les « chèques psy » pour étudiants, utiles mais insuffisants

**JANVIER 2021:** la France sort du deuxième confinement. Privés de cours, de vie sociale et parfois de ressources, les étudiants paient un lourd tribut à la crise due au Covid-19, notamment en matière de santé mentale.

Les services spécialisés croulent sous les demandes d'aide. Emmanuel Macron annonce la mise en place, à partir du 1<sup>er</sup> février 2021, d'un «*chèque psy*» permettant aux étudiants de consulter gratuitement un psychologue en libéral. «*Sur le principe, c'est une bonne idée: apporter rapidement une réponse aux difficultés psy des étudiants. Mais, en pratique, on constate toujours des problèmes d'accès et de pertinence du dispositif*», résume Christophe Ferveur, psychologue à la Fondation santé des étudiants de France (FSEF) et vice-président du réseau de soins psychiatriques et psychologiques pour les étudiants (Respet).

Directeur du service de santé universitaire de Clermont-Auvergne, Laurent Gerbaud fait partie des convaincus. «*A l'époque, rappelle-t-il, on anticipait l'arrivée d'étudiants ayant connu un premier confinement en terminale, puis un deuxième à l'université, et donc très fragilisés par la rupture de leur vie sociale.*» L'initiative a permis de doubler l'offre de soins disponible. «*Concrètement, on est passés d'un poste de psychologue en équi-*

*valent temps plein pour 33 000 étudiants à un pour 15 000. Une nette amélioration*», souligne le médecin.

A l'université Clermont-Auvergne, une assistante médicale est chargée de centraliser les demandes des étudiants et de les orienter: chaque année, 50% des requêtes (environ 2 800 cas) sont prises en charge au sein du service de santé universitaire, 10% relèvent de cas urgents et sont immédiatement adressées à un psychiatre et les 40% restantes (entre 1 800 et 2 000 cas) sont renvoyées vers le dispositif «*Santé psy étudiant*».

#### Réseau de partenaires

L'université a dû aussi constituer un réseau de psychologues partenaires. «*Nous avons une convention signée avec 48 psychologues libéraux sur les quatre départements auvergnats. On sait qu'on envoie les étudiants vers des professionnels sérieux*», explique Laurent Gerbaud. Selon le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, le dispositif a permis d'accompagner 64 000 étudiants entre 2021 et 2024.

Depuis juin 2024, on est ainsi passé de 8 à 12 séances autorisées, payées 50 euros la séance au psychologue (au lieu de 30 euros au début). En outre, la prescription d'un médecin n'est plus indispensable pour prendre

rendez-vous. Toutefois, «*on parle de patients ayant des troubles légers à modérés, ce qui n'a pas de sens en termes de santé mentale*», explique Florent Simon, secrétaire général du Syndicat national des psychologues, organisation qui avait appelé à boycotter le dispositif. *On peut avoir des symptômes légers mais avoir subi un traumatisme grave. La limitation du nombre de séances n'a pas de sens non plus: le soin psychique demande du temps.*»

Christophe Ferveur, lui, insiste sur l'absence d'évaluation préalable: «*L'étudiant choisit un psy sur une liste sans savoir s'il est adapté à son cas, ni si c'est la bonne solution. Or, s'orienter vers le professionnel adapté est déterminant.*» Surtout, pour les professionnels du secteur, un tel dispositif tourné vers le secteur libéral ne peut compenser les défaillances observées dans le service public. Laurent Gerbaud reconnaît que les dispositifs actuels ne permettent pas de répondre à la demande, «*d'abord parce qu'on manque de professionnels, ensuite parce que les facteurs de fragilité liés au mode de vie étudiant, en premier l'isolement, ne sont pas assez pris en compte*». Selon l'enquête 2023 de l'Observatoire de la vie étudiante, 36% des étudiants montrent des signes de détresse psychologique. ■

C.B.

LYON - envoyé spécial

**P**lus que cinq mois. Partout en France, les fans de hard rock comptent les jours : Angus Young et le groupe australien AC/DC leur ont donné rendez-vous au Stade de France, pour deux concerts géants, les 9 et 13 août. La billetterie est ouverte, Gérard Drouot Productions a signé un contrat, mais, à quelques mois de l'événement, difficile de savoir avec qui, faute de connaître le nom du futur opérateur du stade de Saint-Denis. La concession actuelle, détenue depuis trente ans par le consortium Vinci-Bouygues, prend fin le 4 août. Ensuite ? Le flou règne et régnera tant que la bataille pour son renouvellement, lancée en mars 2023, n'aura pas clairement désigné son vainqueur.

A cinq mois de l'échéance, l'un des deux candidats en lice a pris de l'avance. Surprise, il ne s'agit pas de l'équipe sortante, dépositaire d'un vaste plan de rénovation du stade estimé à 400 millions d'euros, mais de son challenger, porteur d'un projet plus modeste de 120 millions d'euros : GL Events, un groupe lyonnais aussi mal connu du grand public que bien installé dans son secteur d'activité. Il a, notamment, réalisé 70 % des structures temporaires des Jeux olympiques (JO) 2024, à Paris et à Versailles. «Une aventure incroyable», «une grande fierté», selon Olivier Ginon, président de ce groupe spécialisé dans l'événementiel. Il ramasse en une formule la vocation de son entreprise : «constructeur d'éphémère».

Entre deux déplacements à Paris, l'un le matin et l'autre en fin de journée, l'homme d'affaires reçoit à la Brasserie du LOU, un restaurant situé dans l'enceinte de l'ancien stade de Gerland, à Lyon, rebaptisé Matmut Stadium depuis qu'il a pris possession des lieux, en 2017. Réputé discret, voire «taiseux», Olivier Ginon se montre intarissable sur la rénovation de cet équipement qui fut longtemps l'antre de l'Olympique lyonnais (OL), et accueille aujourd'hui son club de rugby, le Lyon olympique universitaire (LOU). Voyez les tribunes remodelées, observez les hospitalités rénovées, appréciez l'état de la pelouse hybride de dernière génération. «Tout ça a été réalisé en cinq mois», insiste le maître des lieux, bénéficiaire ici d'un bail emphytéotique de soixante ans.

#### «UN PRODUIT ADAPTÉ AU MARCHÉ»

A table, Olivier Ginon, 67 ans fin mars, saute d'un projet à l'autre. Yeux bleus, costume bleu, cravate bleue, il fait valser les investissements passés et à venir – son groupe intervient dans 27 pays. Défilent des réalisations au Brésil, un récent déjeuner avec le roi d'Arabie saoudite – lié à un projet de parc d'exposition à Riyad –, un prochain départ pour la Chine, pour un autre parc d'exposition, à Canton (Guangzhou). Entre-temps, mercredi 5 mars, il fait escale à Paris pour la présentation des résultats de GL Events à la Bourse de Paris. La rapidité d'exécution est sa devise : «J'ai créé une entreprise d'hommes et de femmes qui doivent livrer à la date prévue des installations prévues pour un événement qui ne va pas démarrer en retard.»

Pierre Mignoni, ex-entraîneur du LOU (2015-2022), est encore surpris de la célérité avec laquelle son ancien «patron» avait organisé le transfert express de son club de rugby, d'un quartier de la banlieue lyonnaise vers Gerland : «Avec Olivier, ça va vite !» «Il peut parfois être impatient, avoir une apparence un peu dure quand il veut que ça avance, mais c'est quelqu'un qui sait prendre des décisions rapidement», abonde l'ancien directeur général du Groupe M6 (2000-2024) Nicolas de Tavernost, récemment nommé vice-président du conseil d'administration de GL Events chargé de la stratégie.

Un homme pressé, ce sexagénaire à la silhouette robuste ? «Pas tant que ça», corrige l'ancien vice-président du LOU Franck Isaac-Sibille, «un ami de près de soixante ans» : «Regardez sa démarche, il a le pas court. C'est le type qui avance et qu'on ne voit pas avancer. Il pose des cailloux, comme le Petit Poucet, c'est sa façon d'anticiper les événements. Au Stade de France, on ne l'a pas vu venir.» L'image du personnage de Charles Perrault n'est pas pour déplaire à l'intéressé. Malgré un chiffre d'affaires annoncé de 1,6 milliard d'euros en 2024, GL Events reste, selon lui, «un Petit Poucet par rapport à ceux avec qui [il est] en compétition», Vinci et Bouygues.

Depuis que Bercy a autorisé, le 10 décembre 2024, leur adversaire à entrer en négociations exclusives pour la concession du Stade



Olivier Ginon,  
à la brasserie du Matmut  
Stadium de Gerland,  
à Lyon, le 19 juin 2020.

MAXIME JEGAT/LE PROGRES/MAXPPP

justifie M. Ginon. Et, dans ce cas, on vous dit très vite que vous êtes ami avec tont ou untel.»

Après l'élection présidentielle de 2017, la commission des comptes de campagne a été invitée à étudier la facture de la location d'une salle gérée par GL Events, la Mutualité, à Paris, avant de constater qu'aucune faveur n'avait été consentie au candidat Emmanuel Macron. Plus récemment, la présence d'Olivier Ginon dans l'avion du président de la République, lors de ses déplacements au Maroc ou en Arabie saoudite, a alimenté un procès en favoritisme. «Mais on ne va pas me faire croire que Vinci et Bouygues sont mal représentés auprès des pouvoirs publics», proteste Nicolas de Tavernost.

Ses proches l'assurent, le seul parti d'Olivier Ginon, marié à une ancienne gynécologue et père de quatre enfants, «c'est sa famille et son entreprise». «Il reste en retrait de la vie politique», observe le président de la Métropole de Lyon, Bruno Bernard (Les Ecologistes). Il travaille avec ceux qui sont là.» La présence du patron de GL Events au «dîner des sommets», organisé en juin 2022 par l'ancien président (LR) de la région Auvergne-Rhône-Alpes, laisse M. Bernard supposer qu'il «a sûrement une proximité avec Laurent Wauquiez». Thierry Frémaux, délégué général du Festival de Cannes et directeur de l'Institut Lumière, à Lyon, le dépeint en héritier d'une «certaine tradition lyonnaise, une sorte de non-extrémisme». «Il a un côté Edouard Herriot. On règle les problèmes à table», souligne Georges Képénékian, ancien premier adjoint (PS) de Gérard Collomb (1947-2023).

Olivier Ginon ne fait pas mystère de son goût pour la bonne chère. Dans sa propriété proche d'Uzès (Gard), il produit du vin et de l'huile d'olive. A Lyon, le salon de la restauration (Sirha) et le concours gastronomique du Bocuse d'or figurent tout en haut de la liste de ses rendez-vous favoris. Dans son bureau du quartier de la Confluence, dans le sud de la ville, trône une grande photo de «M. Paul». Au Terroir parisien, un restaurant situé au sein du Palais Brongniart, géré par GL Events, le chef Yannick Alleno a conservé le souvenir d'un «bon vivant, un ami qui aime la fraternisation». Pas le genre à envoyer des mailings, plutôt à serrer des mains.

Symbolique de cet oecuménisme, Olivier Ginon a réussi là où un autre patron lyonnais a échoué. Tout autour du Matmut Stadium ont poussé, outre la brasserie, un centre d'entraînement, un hôtel, une piscine rénovée et un programme immobilier de bureaux. Jean-Michel Aulas en rêvait, Olivier Ginon l'a fait. «Un jour, j'ai appris qu'on avait validé un plan de transformation du stade de Gerland. Ce qui m'avait été refusé est devenu possible cinq ans plus tard», regrette l'ex-président de l'OL. Fâché, il a menacé d'aller devant les tribunaux. Mais son rival étant «un formidable chef d'entreprise, avec de la rondeur», les deux hommes ont trouvé un accord et «chacun a pu développer son écosystème», l'un à Décines, en banlieue, l'autre à Gerland, dans le 7<sup>e</sup> arrondissement de Lyon. Au passage, Olivier Ginon a quitté le conseil d'administration de l'OL, où il a siégé une vingtaine d'années.

Le président de GL Events a, dit-il, «passé [sa] vie» à racheter des parts de ses actionnaires, afin de protéger le caractère familial du groupe. Parfois dans la douleur, comme lorsque Olivier Roux, présent depuis la première heure, a souhaité partir, en 2019. Les deux hommes étaient «arrivés au bout de leur histoire», commente Nicolas de Tavernost. Sollicité par *Le Monde*, Olivier Roux n'a pas souhaité revenir sur l'épisode. Peu après cette séparation, la pandémie de Covid-19 a failli porter un coup fatal au groupe, quand activité et chiffre d'affaires ont brutalement chuté. «Une période catastrophique», rappelle M. Ginon. «On a été fermés dans 25 pays et 90 villes. Fer-més !» Pierre Mignoni, alors entraîneur du LOU, a vu «un homme touché» : «On partait de sauver la boîte d'une vie.»

Avec ses 5850 salariés, GL Events gère aujourd'hui plus de 60 sites à travers le monde. A Paris, rien n'a jamais été simple. En 1999, son OPA sur le Parc des expositions de la porte de Versailles s'est soldée par un échec, malgré une belle plus-value. «On m'a barré la route.» Le Grand Palais éphémère, la salle d'exposition ouverte en 2021 sur le Champ-de-Mars, est en voie de déconstruction. «On était persuadés qu'il resterait, relate Olivier Ginon. On a essayé de démontrer que c'était intéressant de le conserver, mais ça n'est pas passé politiquement.» Le démontage a commencé, «ça fait mal au cœur». Reste le projet du Stade de France, vers lequel il avance à son rythme, à pas comptés. ■

ÉRIC COLLIER

# Les petits pas d'Olivier Ginon

Challengeur dans la course à la reprise de la concession du Stade de France, le patron de GL Events, un groupe lyonnais spécialisé dans l'événementiel, tient la corde face à Vinci-Bouygues, l'équipe sortante

de France, les deux mastodontes du BTP ont formé un recours devant le tribunal administratif de Montreuil (Seine-Saint-Denis), où ils ont contesté la régularité de la procédure. Le 10 février, le juge des référés a rejeté cette demande d'annulation, estimant que «l'Etat n'a pas manqué à ses obligations de publicité et de mise en concurrence». Le 14 février, les deux partenaires du consortium ont saisi le Conseil d'Etat. Dans un rare commentaire sur le sujet, Olivier Ginon précise que «le projet est financé» et que son groupe «n'est pas dans un système où on veut construire le plus beau stade du monde en investissant des centaines de millions d'euros de plus», qu'il travaille sur «un produit adapté au marché». Pour le reste, motus. «Jusque-là, cela ne nous a pas trop mal réussi», reconnaît Christophe Cizeron, directeur général de la division Venues, chargé du dossier.

Il arrive qu'un de ces «petits cailloux» déposés en chemin vienne perturber la marche en avant d'Olivier Ginon. En 2015, «à la demande du Trésor», il est invité à Bercy. Le ministre des finances, Emmanuel Macron, lui propose de prendre la tête d'une filière économique du sport, un organisme voué à la promotion d'un savoir-faire français dans l'organisation d'événements sportifs. L'offre,

## «IL RESTE EN RETRAIT DE LA VIE POLITIQUE. IL TRAVAILLE AVEC CEUX QUI SONT LÀ»

BRUNO BERNARD  
président (Les Ecologistes)  
de la Métropole de Lyon

acceptée, sonne comme une reconnaissance du travail des équipes de GL Events, plus de trente ans après sa création.

A ses débuts, en 1978, Polygone Services est une microentreprise d'aide aux particuliers fondée par le fils d'une famille de notaires lyonnais, un étudiant en première année de droit pas très assidu, Olivier Ginon, et trois de ses amis. Peu à peu, elle investit le monde des salons d'exposition, puis, devenue Générale Location en 1989, et GL Events en 2003, elle trouve dans le sport relais de croissance et surcroît de notoriété. Après une première incursion lors des Jeux olympiques d'hiver d'Albertville, en 1992, elle ne cessera de remporter des marchés dans l'événementiel sportif.

### PROCÈS EN FAVORITISME

Entre les JO de Barcelone, en 1992, et ceux de Sydney, en 2000, la Coupe du monde de football 1998, organisée en France, offre à l'entreprise «une belle carte de visite». Et une visibilité accrue, donc, qui conduit son dirigeant dans de nombreux voyages présidentiels – «ça a commencé à l'époque de Jacques Chirac» – ou dans les ministères, comme celui d'Emmanuel Macron, en 2015. «Nous remportons des appels d'offres publics, donc nous sommes évidemment en relation avec des collectivités,

# L'humanité déchétisée de Bong Joon-ho

Visionnaire, le nouveau film du Coréen offre à Robert Pattinson le rôle d'un humain reproductible à l'envi

MICKEY 17



**F**igure centrale du renouveau du cinéma coréen dans les années 2000, Bong Joon-ho s'est imposé, un quart de siècle plus tard, comme un maître du cinéma contemporain, grand formaliste en même temps qu'amateur d'un cinéma de genre bien trempé dont il requalifie les termes à nouveaux frais. Trois titres (ses meilleurs sans doute) pour se rafraîchir la mémoire – le polar *Memories of Murder* (2003); le film de monstre *The Host* (2006); le film de vengeance sociale *Parasite* (2019), Palme d'or à Cannes. Son nouvel opus, *Mickey 17*, est sa troisième œuvre de science-fiction en langue anglaise (après *Snowpiercer*. *Le transperceneige* et *Okja*), inspirée cette fois d'un roman américain, *Mickey7*, d'Edward Ashton (Bragelonne, 2022).

On infère a priori de l'inflation qui sépare le titre du livre de celui du film que Bong Joon-ho n'a pas fait le déplacement pour rien, non pas tant, et c'est heureux, en matière de pesanteur surnuméraire que d'affolement baroque. C'est que *Mickey 17* (Robert Pattinson) est la dix-septième mouture d'un certain Mickey Barnes, chef pâtissier et chômeur à l'intelligence relative, qui, après avoir fait faillite en ouvrant un magasin de macarons, a donné son accord pour servir de « consommable », lors d'une mission spatiale destinée à coloniser la planète gelée de Niflheim et exploiter ses ressources. En d'autres termes, Mickey, moderne Tantale, cobaye utilisé à loisir par les scientifiques de la mission, meurt à tour de bras avant d'être aussitôt remis en service, à quelques nuances de lui-même près, pour la mission suivante par une bio-imprimante 3D.

#### Joyeux bordel narratif

Tout serait bel et bon dans ce pire des mondes situé dès demain (2054), si un grain de sable ne venait gripper la machine technocapitaliste et, ce faisant, mettre le récit en ordre de bataille romanesque. Grièvement blessé au cours d'une expédition, agonisant au fond d'un ravin et logiquement abandonné par son ami d'enfance, Timo (Steven Yeun), *Mickey 17* est sauvé par une sorte de lame géante, spécimen d'une espèce à première vue mons-

trueuse, à seconde vue incomparablement plus civilisée que la nôtre, qui domine la planète Niflheim. A son retour, le survivant a toutefois la surprise de tomber nez à nez avec lui-même, en l'espèce de *Mickey 18* que l'on s'est empressé d'imprimer.

Une véritable conflagration fictionnelle, pour ne pas dire un joyeux bordel narratif, résulte de cette singulière mise en place, qui se projette dans un récit volatil, feuilleté et non linéaire narré en voix off par *Mickey 17*. Plusieurs plans s'y juxtaposent. Le danger mortel encouru par les Mickey, deux consommateurs d'un même type ne pouvant rester en vie. La relation spéculaire des Mickey eux-mêmes, 18 étant nettement plus hargneux que 17. L'interposition entre les deux de la fiancée de 17, Nasha (Naomi Ackie), agente de sécurité et maîtresse femme qui n'a pas de prévention particulière contre le triolisme. La présence sur le vaisseau de tueurs à gages au service d'un mafieux qui entend faire payer sa dette. Enfin, Kenneth (Mark Ruffalo) et Ylfa (Toni Collette), le couple de milliardaires excentriques et cyniques qui financent la mission, règnent sur une nuée d'esclaves, et déclenchent une guerre exterminatrice contre le peuple des Rampants qui s'opposent à l'exploitation sauvage des ressources de la planète.

Pas mal de pistes à suivre, donc, et autant de plaisir à s'y perdre. Les prestations d'acteurs – particulièrement dans le registre de la bêtise universelle – n'y sont pas pour rien. Pattinson, dans sa composition de crétin patenté et d'émouvant guignard, s'est donné une coiffure navrante, un regard globuleux et une voix de fausset directement puisés chez le Steve Buscemi du polar givré *Fargo* (les frères Coen, 1996). Buffalo a synthétisé quant à lui, avec deux ans d'avance, Donald Trump et Elon Musk dans un croustillant numéro d'oligarque crypto-fasciste, bouffi de lui-même et méprisant les faibles, bordé par la présence

de l'excellente Toni Collette à ses côtés en *Lady MacBeth* de l'espace et collectionneuse de recettes de sauces.

Tout cela prend forme dans une mise en scène claquemurée en studio, mais très suggestive, partagée entre le gris et le marron industriels et rouillés du XX<sup>e</sup> siècle et le gris-bleu de la high-tech XXI<sup>e</sup>. A l'extérieur, un paysage neigeux indiscernable, territoire inenfanté des Rampants. L'histoire du tarissement des ressources ter-

restres, de la prédation généralisée et des « répliquants » humains, devenus depuis belle lurette lieux communs d'une science-fiction dont on s'aperçoit aujourd'hui qu'elle avait raison sur toute la ligne, n'intéresse ici le cinéaste qu'au titre de son goût, propre au cinéma coréen en général, de l'hétérogénéité du monde, de la fusion des genres, de l'effusion, triste et joyeuse à la fois, des sens et de l'esprit. S'y télescope un théâtre médiéval des matières et un récit d'anticipation, une farce et une tragédie, une satire politique et un film d'amour.

Le politique, comme toujours chez Bong, est ce qui emporte le tout. Au croisement de deux traditions. L'américaine, avec les satires d'anticipation telles que *Doctor Folamour* (Stanley Kubrick, 1964), *Starship Troopers* (Paul Verhoeven, 1997) ou *Don't Look Up* (Adam McKay, 2021). Mais aussi coréenne, tant du point de vue esthétique avec cette matrice de son œuvre qu'est *La Servante* (Kim Ki-

young, 1960), pervers et implacable film ancillaire, que du point de vue politique, eu égard au long martyre historique d'un pays colonisé par le Japon, déchiré entre deux Etats, puis asservi à la dictature jusqu'en 1989.

*Mickey 17* est ainsi une image du monde qui vient. Celle d'une humanité réifiée, déchétisée, jetable et renouvelable à loisir, assujettie à une oligarchie sans foi ni loi, qui conquiert, accapare et épouse par la violence toutes les ressources. Visionnaire au moment du tournage (l'alliance de Trump et de Musk, la balle qui frôle le visage du milliardaire, la prédation et la trahison tous azimuts pour assouvir ses fins), le film tient, lors de sa sortie, de la chronique d'actualité. ■

JACQUES MANDELBAUM

Film américain et coréen de Bong Joon-ho. Avec Robert Pattinson, Naomi Ackie, Mark Ruffalo, Toni Collette, Steven Yeun, Anamaria Vartolomei (2h17).



Les « consommateurs » *Mickey 17* et 18 sont interprétés par Robert Pattinson. WARNER BROS. PICTURES

## Une histoire où se télescopent un récit d'anticipation, une farce et une tragédie, une satire politique et un film d'amour

# « Définir l'étranger comme un ennemi, c'est la base du fascisme »

Le cinéaste Bong Joon-ho revient sur la genèse de son film, qui s'approprie les codes de la science-fiction, détournés en satire politique

#### ENTRETIEN

**S**ix ans après *Parasite*, Bong Joon-ho poursuit ses questionnements politiques avec *Mickey 17*. Le réalisateur sud-coréen revient pour *Le Monde* sur la genèse de son nouveau film.

**Votre adaptation du roman « Mickey7 », d'Edward Ashton, en accentue les éléments de farce. Cette absurdité correspond-elle à notre époque, selon vous ?**

Le roman d'origine, c'est de la science-fiction pure et dure. Il y a énormément d'explications scientifiques. Donc, le film, c'est vrai, se concentre davantage sur la satire politique et le côté humain. L'action se déroule en 2054. C'est comme si je disais aux jeunes : voilà à quoi ressemblera votre vie plus tard.

« *Mickey 17* » a été développé pendant la pandémie de Co-

#### vid-19. Cela a-t-il nourri votre vision du film ?

Pendant la pandémie, on a vécu des choses inhumaines. Des enfants qui ne pouvaient pas aller voir leurs parents mourants, parce qu'il ne fallait pas s'approcher de leur corps. Ce film parle de la mort qui est répétée, de ce qui nous rend humain. Ça ne pouvait que transparaître. Mais on a surmonté la pandémie, comme le personnage de Mickey surmonte ce qui lui arrive. Ce n'est pas non plus un héros ou quelqu'un d'exceptionnel. Il est un peu benêt, mais il arrive à se protéger lui-même.

#### Vos films semblent hantés par l'histoire, comme ici la colonisation...

Ma mère, qui est encore en vie, a vécu la colonisation japonaise de la Corée. Cette histoire-là, je l'ai vécue à travers les récits de mes parents. Dans le film, le personnage joué par Mark Ruffalo méprise les

rampants de la planète Niflheim] Mais, à la fin, on voit que ces créatures ont une intelligence, une humanité plus grande que les humains. Mon regard sur la colonisation, il passe là.

#### Cette désignation de l'autre comme un ennemi, est-ce une source du mal contemporain ?

Définir l'étranger ou la personne qui vient de l'extérieur comme un ennemi, c'est la base du fascisme. A la fin du film, il y a une scène où Mark Ruffalo monte son menton, un peu à la Mussolini. Il est dédaigneux avec les Creepers, mais il méprise tout autant Mickey. Marshall le voit juste comme quelqu'un de remplaçable. Un déchet. Cette détestation de l'autre n'a pas à voir qu'avec le passé.

#### Le personnage de Marshall fait penser à un mélange de Donald Trump et d'Elon Musk. Etais-ce voulu ?

J'ai eu beaucoup de questions à ce sujet. J'ai écrit le film en 2021 et l'on a tourné en 2022. A l'époque, avec l'équipe, on ne parlait pas des deux personnes que vous venez de citer. On parlait de Ceausescu, en Roumanie, du dictateur philippin Ferdinand Marcos, surtout de personnes défunttes. Et il y a aussi Ylfa, qui n'apparaît pas dans le roman. Je trouvais drôle et ridicule d'avoir un couple de dictateurs. Ça devenait plus terrifiant encore.

Mais c'est vrai que le film sort dans une certaine actualité. Même quand on veut parler du passé, ça résonne au présent.

#### Jusqu'à cette scène de tentative d'assassinat qui évoque celle qu'a vécue Donald Trump pendant sa dernière campagne...

Je me rappelle avoir vu les actualités et, quelques semaines après, quand on a retravaillé la scène en postproduction, tout le monde était éberlué. Mais je n'ai pas de boule de cristal chez moi.

#### Cette idée que les gens sont remplaçables, est-elle dangereuse ou le propre de notre condition humaine ?

Je ne sais pas. Quand on réfléchit un peu, de manière réaliste, la mort liée à des conditions de travail dangereuses, c'est quelque chose qui a toujours existé. Et il y a toujours quelqu'un pour reprendre la tâche. Ce sont des sortes de Mickey 5, 6, 7, 8, ces gens-là. On a l'impression que c'est un concept de pure science-fiction, mais ça a un rapport aussi avec la réalité.

#### Pourquoi avoir affublé le personnage d'Ylfa de cette obsession pour la sauce ?

Ylfa et Marshall imposent des restrictions drastiques pour la survie de la colonie, mais ils ne se les appliquent pas à eux-mêmes. Ils ont l'impression de faire partie de l'élite. Il y a un steak et, tout autour de l'assiette, il y a cinq saucisses et ils disent, c'est ça l'être hu-

main. C'est pour ça qu'ils méprisent profondément Mickey. Lui ne peut pas penser à la sauce, il a déjà du mal à manger.

#### On voit comment les gens de pouvoir se mettent en scène...

Ils aiment bien se vanter et se montrer. En Italie, on a eu au pouvoir un dirigeant autoritaire comme Berlusconi, qui avait une hégémonie sur les médias et qui aimait se montrer en public. Marshall aussi veut faire son show, montrer qu'il fait partie d'un événement historique.

#### Pour vous, la fin est-elle plutôt optimiste ou pessimiste ?

Je ne voulais pas que Mickey soit détruit. Mais il y a le cauchemar avec Toni Collette. Ça se termine sous le soleil, mais ce côté obscur existe. Le cauchemar peut refaire surface si l'on n'est pas suffisamment sur nos gardes. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR BORIS BASTIDE

■■■■■ POURQUOI PAS

**Anna**

Film franco-italien de Marco Amenta (1h59).

Anna est une éleveuse de chèvres aux mœurs très libres, revenue s'installer dans la ferme familiale, en Sardaigne, après un épisode douloureux. Inspiré d'une histoire vraie, le film met en scène l'affrontement de deux logiques, l'une capitaliste et comptable où tout s'exploite, s'achète et se vend, l'autre séculaire, orale, fruit de traditions et d'un savoir-faire qui se transmettent de génération en génération. En lutte contre tous pour faire reconnaître son droit de propriété sur la terre où elle a grandi, l'héroïne, interprétée par Rose Aste, impose son tempérament orgueilleux au film, dont la mise en scène colle à l'apréte. Dommage que l'ensemble pâtit d'une longueur qui sape la tension recherchée. ■ BORIS BASTIDE

**Brujeria. Sorcellerie**

Film allemand, chilien de Christopher Murray (1h43).

Fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Une petite île au large du Chili. Une jeune fille huillique (communauté indienne) voit son père assassiné par un colon allemand, qui l'a fait déchiqueter par ses chiens. Elle rejoint une mystérieuse communauté, accusée de pratiquer la sorcellerie, pour y trouver la meilleure manière de se venger. *Brujeria* ne se contente pas de mêler le fantastique et la dénonciation anticolonialiste. Le film s'interroge sur le christianisme et sa fonction idéologique opposée à d'antiques croyances devenues, au-delà de leur subsistance, des armes de guerre et de résistance. Il prend le temps de déployer son récit au sein de paysages d'une beauté et d'une austérité hallucinantes. La lenteur du récit, le hiératisme de la mise en scène plongent avec une gravité et une certaine minutie son héroïne au cœur d'un environnement finement observé et minutieusement décrit, comme une manière d'enraciner une réflexion à la fois politique et métaphysique. ■ JEAN-FRANÇOIS RAUGER

**Eject**

Film français de Tiburce (1h49).

Un cinéaste indépendant qui a perdu la mémoire à la suite d'un accident loue une maison dans un coin reculé pour retrouver, à défaut de ses souvenirs, l'inspiration. Il se lie avec sa voisine, qui a fui un mari abusif, et tente de saisir les étranges traces laissées sur les murs par la précédente locataire. Ce film habilement réalisé par Tiburce avec peu de moyens se frotte à la douloureuse question des violences conjugales. S'il en ausculte à la fois les ressorts psychologiques qui permettent l'enfermement des victimes et les motivations artistiques à se saisir d'un sujet dans l'air du temps, *Eject* bute sur la mécanique de ses deux lignes narratives tout entières tournées vers un twist final largement évité qui charge le propos. ■ BO. B.

**Peaches Goes Bananas**

Documentaire franco-belge de Marie Losier (1h13).

Généreuse portraitiste de figures de l'avant-garde musicale (Alan Vega, Genesis P-Orridge) ou de personnages aussi méconnus que flamboyants (un catcheur mexicain gay dans *Cassandra the Exotic!*, 2019), Marie Losier tire le portrait de la chanteuse américaine d'électro-punk Peaches, icône queer et féministe, qu'elle a filmée sur dix-sept ans. Le montage déchaîné remue les périodes, recollant les morceaux de toutes ses personnalités. D'une époque à l'autre, c'est la même intensité sur scène. Si le documentaire s'avère plaisant à regarder, il semble davantage s'adresser à des connaisseurs du travail de Marie Losier et à un public d'emblée conquis par Peaches. Le montage énergique dissimule mal l'impression de voir défiler une suite de rushs qui auraient eu du mal à s'organiser pour trouver leur unité. ■ MURIEL JOUDET

**Zone rouge**

Documentaire français de Claude Garnier et Gérard Tüscher (53 min).

En août 2020, à la suite de l'enlèvement de six ressortissants français, le Quai d'Orsay décide de placer le Niger en zone rouge, prohibant tout déplacement dans le pays. Une décision unilatérale, dont Claude Garnier et Gérard Tüscher, qui connaissent très bien l'Afrique subsaharienne pour la fréquenter des années, interrogent les implications en donnant la parole à des intellectuels et des hommes politiques sur place, ainsi qu'à des chercheurs spécialistes des relations internationales. Déstabilisation de la Libye par l'Occident, mainmise d'Areva sur les ressources du pays, présence militaire française critiquée... le documentaire n'élude aucune question difficile. Il met surtout en lumière une société à l'abandon, pointant les limites d'une diplomatie qui, au lieu de résoudre les problèmes d'insécurité, prend le risque de les accroître. ■ BO. B.

À L'AFFICHE ÉGALEMENT

**In the Lost Lands**

Film allemand, canadien, américain de Paul W. S. Anderson (1h41).

**Legends of the Condor Heroes. The Gallants**

Film hongkongais de Tsui Hark (2h28).

**Le Secret de Khéops**

Film français de Barbara Schulz (1h37).

**LES MEILLEURES ENTRÉES EN FRANCE**

	Nombre de semaines d'exploitation	Nombre d'entrées (*)	Nombre d'écrans	Evolution par rapport à la semaine précédente	Total depuis la sortie
<i>God Save the Tuche</i>	4	241338	909	↓ -42%	2600933
<i>Paddington au Pérou</i>	4	220023	928	↓ -37%	1544602
<i>Captain America...</i>	3	210113	780	↓ -38%	1270255
<i>Abicyclette !</i>	1	134626	357		134626
<i>L'Attachement</i>	2	130550	415	↓ -30%	394721
<i>Bridget Jones. Folle de lui</i>	3	123930	747	↓ -37%	737521
<i>Dis-moi juste que tu m'aimes</i>	2	87742	468	↓ -48%	299699
<i>L'Attaque des Titans...</i>	1	86628	271		86628
<i>A Real Pain</i>	1	71338	150		71338
<i>Mufasa. Le roi Lion</i>	11	66801	432	↓ -37%	5135936

AP : avant-première  
Source : Ecran total

\* Estimation  
Période du 26 février au 2 mars inclus



Yvonne Nguyen (Clotilde Chevalier). JOUR2FÊTE

## Plongée dans l'univers formaté des comédies musicales

A travers le parcours d'une chanteuse d'origine vietnamienne en quête d'un rôle, le film évoque le manque de diversité de certains spectacles

### DANS LA CUISINE DES NGUYEN

■■■■■ Les spectacles musicaux *Les Misérables*, *Le Fantôme de l'Opéra*, *Le Petit Prince*, *Notre-Dame de Paris*, *Le Rouge et le Noir*, *Les Trois Mousquetaires*... triomphent. Bon nombre de ces *musicals* tentent de rivaliser avec les productions anglo-saxonnes, en se plaçant sous le haut patronage de la littérature française, laissant peu de place à la diversité. L'héroïne de *Dans la cuisine des Nguyen*, de Stéphane Ly-Cuong, Yvonne Nguyen (Clotilde Chevalier), une chanteuse d'origine vietnamienne, en fait régulièrement l'expérience.

A 38 ans, elle vient de trouver porte close à une audition pour *Marie-Antoinette*. Dans l'attente d'un changement de situation, elle chante les mérites du nem dans les centres commerciaux, épingle les petites annonces de figuration et revient vivre

chez sa mère, qui aimerait la voir prendre la suite du restaurant familial... Lorsque la production du *Tour du monde de Casanova* recherche sa Fleur de lotus, ses espoirs renaissent.

#### Inventaire des idées reçues

Réalisé par un ancien rédacteur en chef du site *Regard en coulisse*, ce premier long-métrage est à la fois une comédie musicale et une comédie sur le spectacle musical. Si l'ensemble est souvent didactique (sur la quête identitaire, l'absence de représentations ou de modèles, la divergence de points de vue entre les générations) et passe sans surprise du chanter au parler, il est aussi doté d'un vrai charme.

Cela tient principalement au rapport ambivalent que Stéphane Ly-Cuong, auteur du spectacle *Cabaret jaune citron*, qui a inspiré le film, entretient avec les clichés.

D'un côté, une tendresse à l'égard de la préparation des *banh cuon* (crêpes vietnamiennes), qui accompagne les chamailleries entre

**Si l'ensemble est didactique et passe sans surprise du chanter au parler, il est aussi doté d'un vrai charme**

mère et fille. De l'autre, un inventaire des idées reçues, comme celles du metteur en scène du *Tour du monde de Casanova*, qui témoignent d'un gloubi-boulga de cultures. Agitant dans un même sac des références au Japon, à la Chine et au Vietnam, l'artiste évoque les « petits pas glissants de geisha », « l'impassibilité asiatique », et demande à Yvonne de « parler sa langue natale »...

L'idée d'avoir donné ce rôle à Thomas Jolly, directeur artistique des cérémonies des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024, qui a célébré la diversité lors

de l'ouverture (on se souvient, entre autres, d'Aya Nakamura accompagnée de la garde républicaine, devant l'Académie française), participe de l'humour des scènes.

Si le scénario du film est répétitif (les étapes du casting) et joue sur deux ou trois ressorts comiques, c'est la performance d'Anh Tran Nghia, dans le rôle de la mère intrusive, qui fait déborder le tableau général de son programme. Après son exceptionnelle performance au théâtre (en 2017, elle mijotait de vrais petits plats méritissés derrière les plaques de cuisson du restaurant Escale, dans *Saïgon*, de Caroline Guiela Nguyen, sur les séquelles de la colonisation française au Vietnam), son jeu dit beaucoup des joies et des peines de l'immigration, dans la cuisine des Nguyen. ■

MAROUSSIA DUBREUIL

*Film français de Stéphane Ly-Cuong. Avec Clotilde Chevalier, Anh Tran Nghia, Leanna Chea, Thomas Jolly (1h39).*

## Incarnades sexuelles à l'ombre d'une tour infernale

Sylvain Desclous met en scène un thriller économico-érotique où excelle Jeanne Balibar

### LE SYSTÈME VICTORIA

■■■■■ D ans *Le Système Victoria*, il faut entendre le mot « système » en son sens totalisant, comme l'ensemble de règles dans lesquelles on baigne, l'armature invisible d'une société qui finit toujours par s'imposer à l'individu. En adaptant pour son quatrième long-métrage le roman éponyme d'Eric Reinhardt (Stock, 2011), récit d'adultère sur fond de promotion immobilière, Sylvain Desclous (*La Campagne de France*, 2022 ; *De grandes espérances*, 2023), formé en sciences politiques, familier du monde de l'entreprise, entend faire sentir cette logique économique perverse, qui sait contraindre sans en avoir l'air, par voies détournées.

Pour l'incarner, le réalisateur lui donne les formes d'un thriller économico-érotique, un piège qui se referme insensiblement sur son héros. David Kolski (Damien Bonnard) dirige la construction d'une tour dans le quartier

de la Défense, mis sous pression par des financeurs qui veulent précipiter le délai de rendu. Les retards accumulés, les ajustements avec le budget, la grogne des équipes ont eu raison de sa vie personnelle, en lambeaux.

#### Suspense préfabriqué

Un soir, dans un centre commercial, il croise Victoria Winter (Jeanne Balibar), directrice des ressources humaines d'un grand groupe, qui, apparition providentielle, lui glisse sa carte. Ils se revoient, dinent ensemble, entament une liaison. Victoria dispense en outre de précieux conseils professionnels à David, dont la situation sur le chantier semble alors s'éclaircir. Mais Victoria est aussi une figure insaisissable, d'une aisance surnaturelle, fricotant avec les cercles de pouvoir, intermittente et fugace.

Passé une installation plutôt prenante, *Le Système Victoria* abat assez vite ses cartes, ne parvenant pas à dépasser le « système » narratif mis en place. Soit l'alternance

entre deux types de scènes : d'une part, la tour en construction (le béton brut, les angles saillants, les rapports durs), de l'autre, les incartades amoureuses (restaurants chics, chambres d'hôtel, espaces feutrés de l'élite économique).

Or, entre le champ et le contre-champ, le chantier et son envers fantasmatique, le film laisse une articulation étrangement vide. Le suspense qui entoure le personnage de David, contremaître contrarié, est toujours dicté d'en haut (les ordres qu'il reçoit) et apparaît vite comme préfabriqué. De cette même alternance naît également un propos adossant capitalisme et séduction, mais sans pousser plus avant la réflexion.

Ce qui manque au *Système Victoria* pour dire vraiment quelque chose du capitalisme, c'est le travail en lui-même. De la construction de la tour, de ses réalisités matérielles, de ses blocages objectifs, de l'effort ouvrier, on ne verra pas grand-chose (en dehors d'une vague affaire de marche d'escalier hors norme qui obsède le maître

d'œuvre). On ne sait trop si le film porte un discours sur la virtualisation des modes de travail par les hautes sphères ou s'il virtua-lise lui-même, et c'est un problème que l'on ne fasse pas ici la différence.

Fuyant les problèmes concrets du chantier, Sylvain Desclous porte l'attention sur l'initiation amoureuse et érotique de son héros, qui ira auprès de Victoria de panne érectile en club échangiste. Psychologisé à outrance, la question politique emprunte ainsi les formes subjectives datées de la dérive sexuelle. Ainsi, la rencontre entre David et Victoria ades effets de mirage. Surnage malgré tout la prestation de Jeanne Balibar, exceptionnelle de bout en bout dans ce rôle de femme multiple, maîtresse du langage et des illusions. On peut très bien aller voir le film pour elle. ■

MATHIEU MACHERET

*Film français de Sylvain Desclous. Avec Damien Bonnard, Jeanne Balibar (1h41).*

# Un duo insolite dans une ville fantôme

La fiction minimaliste de Guan Hu filme avec subtilité les exclus de la croissance économique

## BLACK DOG



Certains films arrivent à Cannes comme des météorites. Auteur quasi inconnu, genre indéfini. Puis les images persistantes dans la rétine nous mettent sur la piste d'une potentielle pépite. C'est ainsi que l'on a découvert *Black Dog*, du Chinois Guan Hu, en mai 2024, dans la sélection officielle Un certain regard.

Dans une ville à l'abandon, aux portes du désert de Gobi (nord de la Chine), prend forme une étrange histoire de chiens errants, traqués par une patrouille et son patron qui ne rigole pas (incarné par le cinéaste Jia Zhangke). Un homme fait son retour, une ancienne star locale, connue pour ses voltiges à moto: il s'appelle Lang (Eddie Peng, crâne rasé), sort de prison après avoir été impliqué dans le meurtre du neveu d'un caïd, un certain Monsieur Hu. Celui-ci élève des serpents qui finissent en grillades dans un radeau peu ragoûtant. Dans cette atmosphère de gangsters, aride et théâtrale, si

ce n'est une troupe de cirque apportant douceur et lumière, le seul être auquel Lang va se lier d'affection est un lévrier noir, réputé dangereux. *Black Dog* n'a pas eu la Palm Dog, mais le jury présidé par Xavier Dolan lui a décerné le Prix Un certain regard.

### Réalisateur chinois « officiel »

Voilà, pourrait-on dire, et c'est dans ce sobre commentaire que se niche le compliment, la mise en scène fourmillant d'indices (beaucoup d'actions, mais dépourvues) tout en laissant le spectateur se fabriquer son histoire. Tourné en format Scope, *Black Dog* nous surprend dès cette première scène dans les montagnes pelées, que dévale à toute bringue une horde de chiens en direction d'un bus, tels des bandits de western s'attaquant à la diligence. Tant et si bien que l'on a d'abord cru à des effets spéciaux incrustant des bêtes numérisées. Mais ce n'est pas le cas. Tout ce qui apparaît à l'écran est vrai, nous exposerons plus tard Guan Hu.

Le mystère s'épaissit lorsque l'on apprend que le cinéaste, né

en 1968, est un réalisateur « officiel » qui remplit les écrans chinois de comédies, de films policiers, et même d'un blockbuster (*The Eight Hundred*, 2020) – ses œuvres sont visionnées par le bureau de la censure avant toute diffusion. *Black Dog* n'y a pas échappé, il a bien le tampon, alors que l'on peut trouver son propos ravageur sur les laissés-pour-compte du miracle chinois. Guan Hu est aussi l'auteur du burlesque *Cow*, primé à la Mostra en 2009 (section Orizzonti). Toujours est-il que *Black Dog* est son pre-

mier long-métrage qui sort en France, distribué par Memento.

Mais revenons à nos lévriers. La condition animale est l'une des clés pour comprendre ce film fantôme, qui a pour toile de fond la disparition des habitants d'une cité industrielle, autrefois florissante, désormais en ruine, à la veille de l'ouverture des Jeux olympiques de Pékin, en 2008. Les toutous abandonnés sont pourchassés pour faire place aux futurs investisseurs. Ajoutons un zoo en déshérence et son fauve résigné. L'attachement du personnage à l'animal, et vice versa, installe un jeu insolite (le chien reconnaît son ami à l'odeur de sa pissee) et crée du réconfort, comme un baume sur ce brûlot. Peut-être fallait-il ce dosage entre sécheresse et tendresse (avec ce lévrier un poil *Lassie, chien fidèle!*) pour que l'œuvre existe et soit validée par les autorités. Le scénariste aguerri qu'est

**A Cannes, le jury présidé par Xavier Dolan a décerné à ce film chinois le Prix Un certain regard**

pour reprendre ensuite plus fort. Comme un animal en cage, Lang tourne en rond sur sa moto, dans les creux et bosses des collines. Un anti-*Easy Rider* (1969), chevauchée hippie de (et avec) Dennis Hopper et film-culte du cinéma indépendant américain.

Guan Hu est un peu magicien: les Occidentaux croiront voir une dystopie, quand le cinéaste leur tend le miroir du réel, déformé ou adouci, d'une société chinoise restée à quai. Une scène mutique reprend d'ailleurs ce symbole (du train que l'on prend ou que l'on rate), avec ce personnage doux-dingue de gardien de la barrière du passage à niveau. Une locomotive, de la fumée, comme un clin d'œil à la conquête de l'Ouest américaine, ici au fin fond de l'Ouest chinois. ■

CLARISSE FABRE

Film chinois de Guan Hu. Avec Eddie Peng, Liya Tong (1h50).



Lang (Eddie Peng) et le lévrier dans «Black Dog». MEMENTO/THE SEVENTH ART PICTURES

# CHATELET!

# PEER

# GYNT

DU 7 AU 16 MARS 2025

Photo © Thomas Amrouche - Direction artistique : Basile Desnoyer - Réalisation : Camille Poisson dans l'eau - Licence n° L-15-21-04050 / L-R-21-04056 - Photo : un poisson dans l'eau

GYNT

DE HENRIK IBSEN

MUSIQUE EDVARD GRIEG

TEXTE FRANÇAIS ET MISE EN SCÈNE OLIVIER PY

DIRECTION MUSICALE ANU TALI

ORCHESTRE DE CHAMBRE DE PARIS

des films d'auteur pour me recharger les batteries. Et je ne vois pas *Black Dog* comme une critique politique : j'ai voulu montrer la réalité telle qu'elle est », nous dit Guan Hu lors d'un entretien à distance, de Los Angeles, auquel se joint un bref instant sa productrice et compagne, l'actrice Jiang Ling.

### « Documenter un moment »

Visage rond et boule à zéro, le cinéaste ajoute : « La Chine a connu un boom économique incroyable, ces dernières années, mais il y a aussi tous ces gens qui n'ont pas réussi à prendre le train. Je me sens tellement responsable de raconter cela », ajoute-t-il. En Californie, Guan Hu participait, fin février, au Film Independent Spirit Awards, à Santa Monica (Californie), où *Black Dog* était nommé pour le meilleur film étranger – c'est finalement l'œuvre d'animation *Flow*, de Gints Zilbalodis, autre histoire animalière dans les tourments de l'histoire, qui l'a emporté.

Né en 1968, diplômé de l'Institut du film de Pékin, Guan Hu avait consacré son premier long-métrage, *Dirt* (1994), à la scène rock underground en Chine. L'un de ses derniers drames, *A Man and a Woman* (2024), suit la rencontre de deux êtres coincés dans une chambre d'hôtel pendant la pandémie de Covid-19. La filmographie de Guan Hu ressemble aussi à une arche de Noé, embarquant toutes sortes d'animaux, une va-

che, un cheval, et aujourd'hui des chiens, ainsi qu'un tigre, un loup... « Dans *Black Dog*, il y a une communication entre le héros et le chien, au-delà du langage. Je pense qu'on devrait mettre l'homme et l'animal sur un pied d'égalité. »

*Black Dog* n'aurait pas pu se financer sans ses précédents succès au box-office, ajoute le cinéaste. Mais son film « n'a pas bien marché en salle », dit-il. « Je pense que le public chinois ne l'a pas compris : il est très habitué à ce qu'on lui raconte des histoires, et comme *Black Dog* n'est pas dans l'action, c'est plus difficile. Car je ne voulais pas tourner un scénario, mais documenter un moment, comme si la vie se déroulait devant la caméra. »

Certains personnages de truands semblent travaillés au second degré, mais il n'en est rien, assure Guan Hu. « Ces protagonistes correspondent à de vraies gens, même les éleveurs de serpents ! », souligne le cinéaste. De même, les patrouilles de chiens ne sont pas une invention. « Dans le passé, ces patrouilles ont existé. Dans le nord-ouest de la Chine, les habitants ont leur propre particularité. » Guan Hu reconnaît toutefois avoir « injecté une atmosphère surréaliste » dans *Black Dog*. Car, conclut-il, « qu'est-ce que la vie, sinon une succession de moments de solitude et aussi un peu de fantastique mêlé au quotidien ? ». Sans doute le moment le plus vrai de l'interview. ■

CL. F.

# En Egypte, des adolescentes à l'assaut du patriarcat

Un documentaire suit, dans leur village, les membres d'une troupe de théâtre de rue aspirant à l'émancipation

## LES FILLES DU NIL

**S**ix adolescentes courrent dans les herbes hautes avant de se plonger dans les eaux du Nil. Il y a de la joie, du soleil, des rires. Nous voilà comme dans un rêve. Ces images idylliques qui ouvrent le documentaire *Les Filles du Nil*, signé Nada Riyadh et Ayman El Amir, viendront buter pendant l'heure quarante qui suit contre une réalité plus âpre. Celle du quotidien de ces jeunes femmes de Deir el-Bersha, un village copte situé à 300 kilomètres au sud du Caire, en Egypte.

Leur force, elles la tirent du groupe et de leur passion pour l'art. Comédiennes, danseuses ou chanteuses amatrices, ces adolescentes forment une petite troupe de théâtre de rue. On assiste à des séances de répétitions, où elles tentent de transformer leur propre vécu en messages politiques ou poétiques. Leurs expériences de femmes, en premier lieu, dénonçant avec leurs moyens quelques-unes des nombreuses injonctions qui pèsent sur elles.

«Est-on autorisée à se marier par amour?», demande l'une des comédiennes à une petite foule composée de jeunes du village et de quelques femmes et hommes venus assister à l'une de leurs représentations improvisées. La scène jouée ce jour-là questionne le poids des mariages précoces auxquels sont soumises de nombreuses jeunes filles sous la pression de leurs parents, les jugements quant à leurs tenues, le dénigrement de leur corps.

Plus tard dans le documentaire viendra le «bus des rêves», permettant à chacune d'exprimer ses passions et ses envies pour son avenir. «Pourquoi ne croyons-nous pas en nous-mêmes? Faut-il se résigner?», interpellent nos apprenties comédiennes. Avant de présenter leur travail aux regards



Image extraite du film « Les Filles du Nil ». DULAC DISTRIBUTION

extérieurs, cet espace créatif permet à ces jeunes filles, filmées au plus près des corps, de libérer leur parole en récréant une communauté préservée des jugements. Le féminisme de la troupe se dégage autant par son existence même, sa forme, que son travail.

### Contrôle des corps

La force des *Filles du Nil* est ainsi de confronter cette aspiration artistique à l'émancipation au quotidien de ces adolescentes. Le couple de réalisateurs, qui a passé quatre années sur place jusqu'à accumuler quatre cents heures de rushes, les saisit à un moment charnière de leur vie. Le documentaire se resserre principalement autour de trois d'entre elles : Majda Masoud, la meneuse de la troupe aux convictions affirmées,

Haidi Sameh, danseuse aux airs timides et sérieux, et Monika Youssef, qui rêve de devenir une star de la chanson.

Onles voit évoluer dans leurs familles, auprès de leurs proches, enserrées dans une culture patriarcale très forte. Celle-ci se manifeste de manière très directe dans le contrôle des corps. Les filles ne sont pas épargnées par les jugements sur leur physique, jusqu'à cette adolescente à qui on dit qu'elle devrait être muette parce qu'elle a une voix de garçon. L'exploration de leur féminité se fait loin des regards, comme dans cette belle scène où les membres de la troupe testent des rouges à lèvres.

Surtout, elles sont sans cesse renvoyées à l'espace domestique. «Te marier et rester à la maison, tu

### Si l'appartenance à cette troupe est tolérée, l'entrée des jeunes filles dans la conjugualité constitue une épreuve redoutable

n'es bonne qu'à ça», rabroue le frère de Majda, qui ne rêve que d'aller au Caire suivre des cours de théâtre. «Tu ne sauras pas traverser la rue» ou prendre le métro, lui assène-t-il. On mesure dès lors le courage que ces adolescentes ont d'occuper la rue pour défendre leur vision féministe, indifférentes aux moqueries et au mépris que leur troupe peut susciter dans le village. En contrepoint, quelques plans de rue montrent tout au long du film la prépondérance des hommes dans l'espace public.

Cette volonté de contrôler les femmes est partout. Jusque dans une chose aussi anodine en apparence que la maîtrise de la télécommande. *Les Filles du Nil* montre bien comment le patriarcat se répand de manière insidieuse. Il peut se cacher dans un trait d'humour, quand le fiancé de Monika, qui se montrait jusque-là ouvert à ses velléités de faire carrière dans la chanson, s'amuse à lui faire croire que, après le mariage, il n'en sera plus question,

ouvrant soudain pour la jeune fille le vertige d'un possible double jeu.

Le mauvais tour rappelle cette condition qui pèse sans cesse au-dessus de sa tête comme une menace. Quand, lors d'une séance de travail, la troupe évoque ses rêves, une des filles raconte un cauchemar, dans lequel elle se trouve dans un espace totalement confiné sans pouvoir respirer ou penser. Prisonnière.

Si pour ces adolescentes l'appartenance à cette troupe est tolérée du fait de leur jeune âge, leur entrée dans la conjugualité constitue une épreuve redoutable. La question du mariage est omniprésente dans *Les Filles du Nil*. «Quand une femme vieillit, c'est trop tard», lance un parent à sa fille, qui refuse tous ses prétendants. Et aux yeux de la société, ce rôle d'épouse n'est pas forcément compatible avec une activité artistique et publique.

Le documentaire déploie toute sa complexité en creusant la singularité des voies suivies par chacune. Les filles composent à leur manière avec le poids des traditions et leur volonté de vivre des histoires d'amour modernes. Le film touche au cœur quand un père tente de s'assurer que sa fille s'apprête à épouser l'homme qui lui convient, sentant que tout ce qui faisait sa joie de vivre est peu à peu bridé. Par petites touches comme celle-ci, le film gagne en nuances, brouillant les attendus. Sans jamais fermer les yeux sur la cruauté du jeu social qui se déploie sous nos yeux. Au fur et à mesure que *Les Filles du Nil* avance, le film est ainsi gagné par le silence et la nuit. Le corps des femmes, voué à une impitoyable disparition. ■

BORIS BASTIDE

Film égyptien, français, danois, qatari, saoudien de Nada Riyadh et Ayman El Amir. Avec Majda Masoud, Haidi Sameh, Monika Youssef, Marina Samir, Myriam Nassar, Lydia Haroun (1h42).

## Carlotta réédite trois éclats de fureur nippons

«La Vengeance de la sirène», «Crazy Family» et «Ichi the Killer» reflètent la rage du 7<sup>e</sup> art japonais à la fin du XX<sup>e</sup> siècle

### BLU-RAY

Dans son âge classique, le cinéma japonais a admirablement reflété l'ordre rituel de la vie quotidienne. Mais, une fois l'ère des studios condamnée, à partir des années 1960 et surtout 1970, il s'est montré tout aussi apte à la destruction par de soudains coups de folie, élans ravageurs et autres embardées baroques. Avec les décennies suivantes, la rage et le nihilisme sont allés croissant, repoussant toujours plus loin les limites de la violence graphique. Dans un torrent d'images cathartiques et de régimes d'intensité, le Japon s'inventait un cinéma de l'excès. Plusieurs éditions vidéo récentes témoignent de cette irrépressible montée de fièvre qui ne survira pas longtemps au XXI<sup>e</sup> siècle : *La Vengeance de la sirène* (1984), de Toshiharu Ikeda, *Crazy Family* (1984), de Sogo Ishii, et *Ichi the Killer* (2001), de Takashi Miike, le tout proposé par l'éditeur Carlotta, à la faveur de versions fraîchement restaurées.

*La Vengeance de la sirène* est sans nul doute le plus fort du lot, et la principale redécouverte, puisque l'œuvre était jusqu'alors inédite en France. Le réalisateur, Toshiharu Ikeda, peu connu en France, avait fait ses armes dans le film érotique, lors d'un passage éclair à la Nikkatsu alors au bord du dépôt de bilan, avant de tourner celui-ci au sein de la Director's

### «La Vengeance de la sirène» atteint alors des sommets de lyrisme enragé et de radicalité politique

sion plastique. Dans une scène pivot, l'héroïne se retourne contre l'homme de main qui vient d'abuser d'elle. Les coups de poignard assénés repeignent la chambre à coups de gerbes rouge sang, et son visage à elle couleur de colère. La scène de sexe, ambiguë au possible, s'est renversée en massacre. La sirène est devenue une des Erynes, déesses du désastre.

Or, qui est vraiment responsable de la mort de Keisuke, sinon une coalition d'intérêts qui engage la société tout entière? Dans une dernière séquence sidérante, c'est à l'assaut de cette bonne société que la veuve écarlate se lance, armée d'un harpon, secouée par les puissances déchaînées de l'océan. Au fil de longues prises hallucinées, haletantes, *La Vengeance de la sirène* atteint alors des sommets de lyrisme enragé et de radicalité politique.

Autre fleuron de la Director's Company, sorti aussi en 1984, *Crazy Family* adapte le délire aux

dimensions de la cellule familiale. Issu de la mouvance punk, Sogo Ishii convertit son énergie brute dans les termes d'une comédie outrancière. Katsukuni Kobayashi (Katsuya Kobayashi), cadre dévoué, croit avoir décroché la timbale le jour où il devient propriétaire d'une maison dans la banlieue de Tokyo. Mais la découverte d'un nid de termites agit comme un déclencheur. Alors que le père soupçonne sa femme et ses enfants de troubles psychiques, c'est lui qui se révèle le plus dangereux normopathe, en creusant un énorme trou en plein salon, qui a pour effet de libérer les démons de chacun – dont un grand-père se prenant pour un soldat de l'armée impériale!

Ishii dépeint le foyer aliéné comme une sarabande de gestes dysfonctionnels, de visages crispés, de postures hystériques. Ruptures de ton, travellings effrénés, scénographie inventive et séquences en stop motion (animation image par image) donnent forme à cette folie collective, qui résonne avec l'agitation productiviste du Japon en plein miracle économique. La fin, superbe, où chacun se réinvente une cellule autonome dans un terrain vague, est digne de Marco Ferreri (*La Grande Bouffe, Dillinger est mort*).

Au tournant du millénaire, cette fureur prend un tour extrême, à la limite de la parodie, avec le chien fou d'alors, Takashi Miike,

l'homme aux plus de 70 longs-métrages. *Ichi the Killer*, l'un des plus connus, est un film de yakuzas surdopés, où un homme de main sans scrupule inflige les pires sévices à ses adversaires, afin de retrouver le mystérieux assassin de son patron, un tueur psychopathé manipulé par d'anciens policiers. Ici, le corps humain subit toutes sortes de profanations, tour à tour mutilé, découpé, torturé. Ce film réputé pour son ultraviolence a surtout des allures de grand cartoon déviant, dans lequel chaque saillie gore (dont des effets numériques encore balbutiants) se double d'un ricanement.

Souvent bourratif, tirant un peu dans tous les sens, *Ichi the Killer* trouve néanmoins un ferment de poésie dans la dimension sadomasochiste qu'il explore par l'excès. Car ici la douleur est un verant du plaisir, et les règlements de comptes entre voyous sont un espace fantasmatique où les corps peuvent s'ouvrir, s'éprouver à l'infini. Le délitre se retournant sur lui-même, le cinéma japonais pouvait alorsachever sa métamorphose et passer à autre chose. ■

MATHIEU MACHERET

*La Vengeance de la sirène* (1984), film japonais de Toshiharu Ikeda (1h49). 1 Blu-ray, Carlotta. *Crazy Family* (1984), de Sogo Ishii (1h46). 1 Blu-ray, Carlotta. *Ichi the Killer* (2001), de Takashi Miike (2h09). 1 UHD + 1 Blu-ray, Carlotta.

### ARTS

#### Un tableau volé de Brueghel retrouvé aux Pays-Bas

La police néerlandaise affirme avoir résolu l'affaire de la mystérieuse disparition d'un tableau de Brueghel dans un musée polonais il y a cinquante ans. L'œuvre *Woman Carrying the Embers* («femme portant des braises»), peinte par le maître flamand Pieter Brueghel le Jeune vers 1626, avait disparu du Musée national de Gdańsk à l'époque communiste, en 1974. Avec la police, le détective Arthur Brand, connu pour ses découvertes médiatisées d'œuvres volées, a pu retrouver le tableau dans un musée de la province néerlandaise du Limbourg. – (AFP)

### CINÉMA

#### «Captain America» toujours en tête du box-office américain

*Captain America: Brave New World* continue d'occuper la première place du box-office américain. Le dernier film en date de Disney-Marvel a rapporté 15 millions de dollars supplémentaires (14,3 millions d'euros) la semaine du 24 février. Le film, dont la fréquentation a fortement chuté dernièrement, a engrangé 163,7 millions de dollars depuis sa sortie. La deuxième place du podium est occupée par *Last Breath*, avec Woody Harrelson et Simu Liu, sur un plongeur coincé sous l'eau en mer du Nord, qui a rapporté 7,8 millions de dollars le week-end de sa sortie. – (AP)

# Simone de Beauvoir en héritage

« Le Deuxième Sexe », « bible » du féminisme de 1949, est réexaminé

**ARTE**  
MERCREDI 5 - 22H35  
DOCUMENTAIRE

J'espère qu'un jour ce livre sera périmé», disait Simone de Beauvoir de son œuvre philosophique majeure *Le Deuxième Sexe* (Gallimard, 1949). Nathalie Masduraud et Valérie Urrea l'ont prise au mot. Dans leur documentaire, elles reviennent aux origines géographiques de l'essai, inspiré à l'écrivaine agrégée de philosophie par un voyage aux Etats-Unis. Invitée par l'ambassade américaine à donner des conférences aux étudiantes, elle sillonne le pays quatre mois durant, au début de l'année 1947. Plus de soixante-quinze ans après la parution de son essai, et alors que l'ouvrage est encore lu dans plusieurs langues, comment l'influence de ses idées se mesure-t-elle?

Quel meilleur décor et terrain de jeu que les Etats-Unis de Trump pour évaluer l'héritage du texte de Simone de Beauvoir... Les discours comme les politiques ultraconservatrices du 47<sup>e</sup> président américain font reculer les droits chèrement obtenus des femmes. Représentations mythiques des femmes dans la culture, exploitation économique, données biologiques, éducation, rapport au corps et à la sexualité, institution du mariage, homosexualité, tous les thèmes importants du livre sont scrutés.

#### Modernité et limites

Au fil des 56 villes qu'elle visite au pas de charge, Simone de Beauvoir observe, rencontre et note dans un carnet – elle en fera *L'Amérique au jour le jour* (Gallimard, 1948) – les réflexions qui nourriront aussi l'écriture du *Deuxième Sexe*, faisant des femmes, pour la première fois, l'objet d'une histoire, d'une an-

thropologie et d'une sociologie. Les textes de la philosophe, lus dans le documentaire par l'actrice césarée Noémie Merlant (pour son rôle dans *L'Innocent*, de Louis Garrel, en 2023), brillent toujours par leur modernité, comme le parcours de Simone de Beauvoir qui perle dans ses interventions télévisées, et que l'on prend un plaisir complice à écouter. Mais la force du film réside bien sûr dans la capacité de celui-ci à démontrer les limites de la pensée de Simone de Beauvoir et à en dévoiler les points aveugles.

Pour cela, Nathalie Masduraud et Valérie Urrea ont réuni les héroïnes de cette dernière, des philosophes dont les travaux animent aujourd'hui les études de genre: Silvia Federici et ses travaux sur la division sexuée du travail et l'exploitation des femmes dans le système capitaliste (*Caliban et la sorcière*, 2004; *Entremonde/Senneviero*, 2014) ou Judith Butler, théoricienne de la performativité du genre (*Trouble dans le genre*, 1990, La Découverte, 2005).

La contribution de la politologue Françoise Vergès, critique du

féminisme occidentalocentré, est peut-être la plus précieuse en ce qu'elle résume à la fois la force et les limites du positionnement de Simone de Beauvoir. Avec les historiennes Laure Murat, Kellie Carter Jackson ou Caitlin Kellia, qui apportent les savoirs restés dans l'angle mort de la « bible du féminisme », elles tracent les perspectives d'une suite.

Illustrant les mutations du regard posé sur les femmes, les documentaristes nous emmènent également au cœur de la fabrication de *Home//Made*, vi-

brante œuvre photographique sur les familles transgenres, par l'artiste Epli. Interrogée elle-même sur la portée de son œuvre, Simone de Beauvoir répond: « Le Deuxième Sexe a peut-être aidé certaines femmes à prendre conscience de leur condition, mais je ne crois pas que les livres aient jamais suffi. » ■

MOUNA EL MOKHTARI

« *Le Deuxième Sexe*. Sur les traces de Simone de Beauvoir, de Nathalie Masduraud et Valérie Urrea (Fr., 2024, 93 min).



Image extraite du documentaire « Le Deuxième Sexe ». Sur les traces de Simone de Beauvoir ». LES BATELIÈRES PRODUCTIONS

## Une plongée au cœur de l'opéra urbain de La Machine à Toulouse

A l'automne 2024, Hervé Corbière a filmé les coulisses des trois journées de déambulation des « chimères » créées par François Delarozière

**FRANCE 3 OCCITANIE**  
MERCREDI 5 - 00H15  
DOCUMENTAIRE

À u détour des rues apparaissent un immense museau, une araignée géante ou une femme portant des cornes de bouc. Et la magie opère. Du vendredi 25 au dimanche 27 octobre 2024, le réalisateur Hervé Corbière a suivi l'opéra urbain de la compagnie La Machine dans les rues de Toulouse. Ce deuxième opus, intitulé *Le Gardien du*

*temple La porte des ténèbres*, après un premier spectacle en 2018, met en scène, et en mouvement, Astérian, le Minotaure géant; Ariane, l'araignée; et une nouvelle venue, Lilith, la femme scorpion et « Gardienne des ténèbres ». Les trois machines de plus de 10 mètres de haut et de 47 tonnes pour le Minotaure, faites de bois et de feraille, bardées de circuits hydrauliques, déambulent dans les rues de la ville. Devant les yeux médusés, ébahis ou curieux de plus d'un million de personnes.

Pendant ces trois journées et chronologiquement, de leur réveil au bouquet final sur les berges de la Garonne, les caméras saisissent les mouvements lents et élégants de ces « chimères » comme les appelle leur créateur François Delarozière. Dans les rues étroites, sur les boulevards, ou sur la place du Capitole, elles voyagent lentement, crachant du feu, parfois sous des tempêtes de neige, se croisent ou se rejoignent. Un ballet féerique, parfois inquiétant, toujours hypnotique.

Au-delà des détails insoupçonnés, des regards des enfants ou des précisions des costumes, le documentaire offre aussi de superbes vues aériennes filmées par un drone. Le réalisateur nous fait entrer dans les coulisses de la création. Tout d'abord dans un entretien avec François Delarozière, qui dévoile des dessins et des croquis originaux, et évoque son père « menuisier amoureux des matières ». Ensuite avec les équipes techniques, plus de 190 intermittents

du spectacle, 140 bénévoles et 800 agents municipaux ont été mobilisés avant et après le spectacle. Puis, avec le compositeur lunaire Mino Malan, assisté de dix-neuf musiciens et de deux chanteurs, parfois juchés sur le balcon du Capitole ou sur des nacelles.

Polo Loridant, le responsable des effets spéciaux, explique « travailler au feeling, en tentant des trucs qu'[il] faisait déjà tout gamin ». On retrouve cet esprit d'enfant chez le « docteur en robotique » de la troupe, Yves Rollot.

Sorte de savant fou, il emplit les bêtes géantes de dizaines de mètres de câbles et de circuits, leur donnant une fluidité inédite lors de leurs déplacements. Réalisé avec une petite équipe et un seul drone, ce documentaire permet de se plonger dans un bain de foule et de poésie. ■

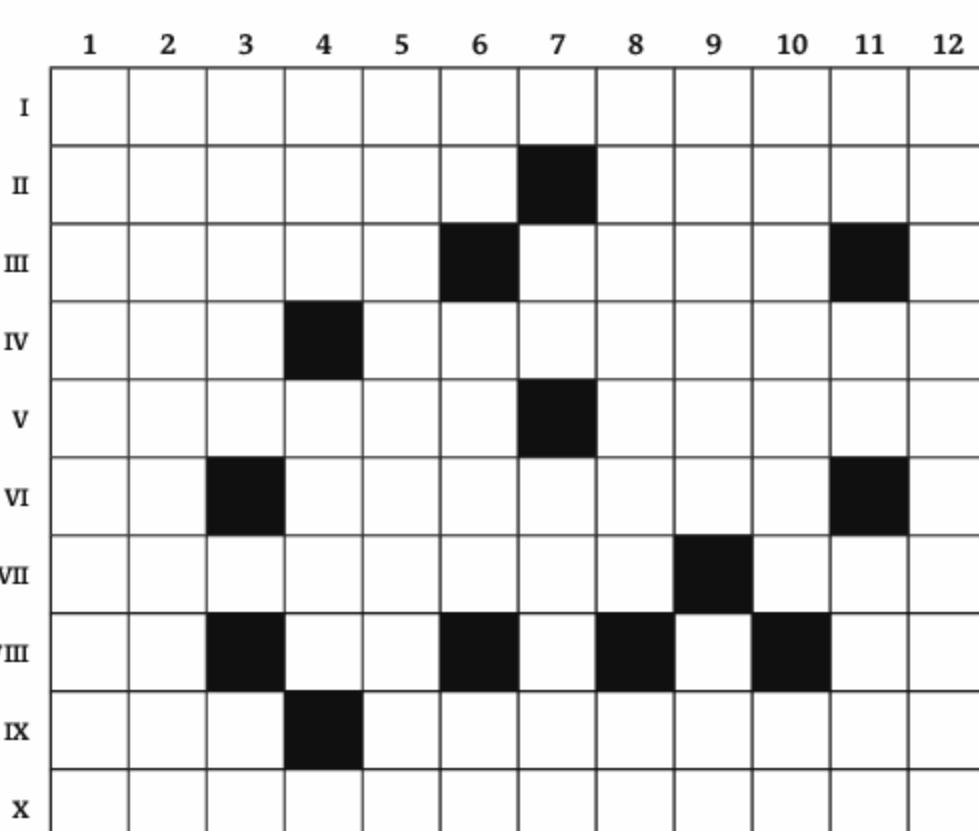
PHILIPPE GAGNEBET  
(TOULOUSE, CORRESPONDANT)

*Lilith et le Minotaure, des géants dans la ville*, d'Hervé Corbière (Fr., 2024, 52 min).

## MOTS CROISÉS

GRILLE N° 25 - 054  
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur [jeux.lemonde.fr](http://jeux.lemonde.fr)



### SOLUTION DE LA GRILLE N° 25 - 053

**HORizontalement** 1. Inventoriate. 2. Naïve. Kaolin. 3. Craillai. Etc. 4. Oc. Taipei. Ah. V. Houatais. Ana. 6. Et. Ton. Obéi. 7. Rif. Nestlé. 8. Equi. Sao. Thé. 9. Nuise. Rufian. X. Tétanisèrent.

**Verticalement** 1. Incohérent. 2. Narcotique. 3. Via. Fuit. 4. Evitât. ISA. 5. Nélaton. En. 6. Lianes. 7. Okapi. Sars. 8. Raies. Toue. 9. Io. Ol. Fr. 10. Ale. Abétie. 11. Gitane. Han. 12. Enchaînement.

### HORIZONTALEMENT

I. Equipement lourd pour les bêtes et les hommes. II. Entre dans la composition des huiles de soja et du beurre de noix de coco. A souvent le beau rôle à l'opéra. III. En dessous de tout. Ne pas la perdre, c'est un point d'honneur. IV. A du mal à remplir sa mission. Mettras bon ordre. V. Cordages marins. Manifesta sa jalousie.

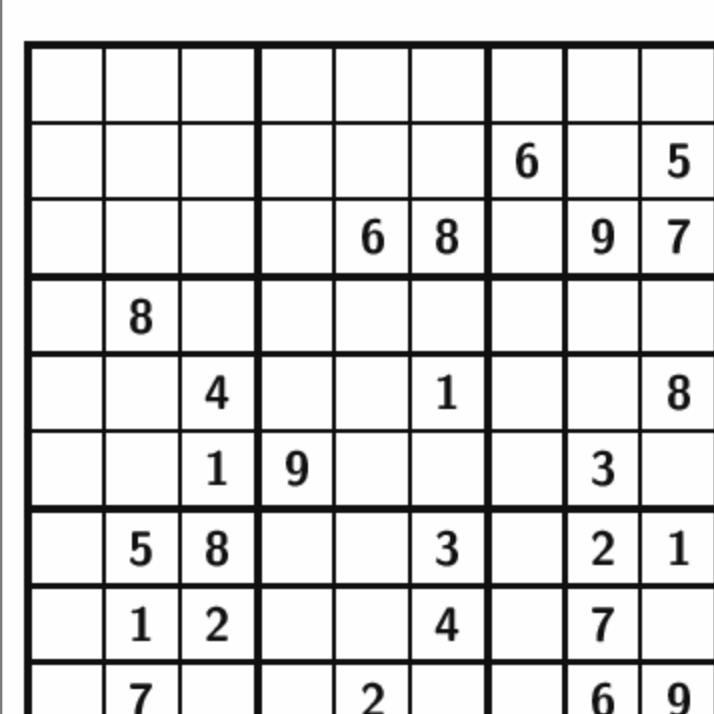
VI. Beau trèfle. Traitée pour durcir ou trancher. VII. Ses ailes disparaissent après un vol amoureux. Fournit en Inde un bois précieux. VIII. Dieu solaire. Paresse dans les arbres. En parlant. IX. Encore moi. Se fera repérer à bonne distance. X. Toujours un peu dans la Lune.

### VERTICAMENT

1. En les payant, on est plus clients mais patients. 2. Arrivée sur Séléné sans l'accord de l'Académie. 3. Repris en main. En vol. 4. Long ruban africain. Attaqua à la base. 5. Attend tous les mâles au tournant. 6. Démonstratif. Grande partie du monde. Bas de gamme. 7. Le fanion à chaque bout. Alimente les fusées. 8. Dans la commode ou au mur pour tout supporter. En rogne. 9. Protecteur désintéressé. Même à l'envers, il fait rire. 10. Pas faciles de les contrôler. Peut attraper froid. 11. Drame à Tokyo. Forme d'avoir. Entente franco-allemande. 12. Maintiennent les riddleuses à leur place.

## SUDOKU

N°25-054



Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorge>)

**Le Monde** est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 12 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 32 25 71 71.

Par courrier électronique : [abojournalpapier@lemonde.fr](mailto:abojournalpapier@lemonde.fr). Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs  
Par courrier électronique : [courrier-des-lecteurs@lemonde.fr](mailto:courrier-des-lecteurs@lemonde.fr)

Internet : site d'information : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr); Emploi : [www.talents.fr](http://www.talents.fr)

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40  
Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0272 C 81975 ISSN 0395-2037

**ACPM**  
PRINTED IN FRANCE  
67-69, avenue Pierre-Mendès-France,  
75013 PARIS  
Tél : 01-57-28-39-00  
Fax : 01-57-28-39-26

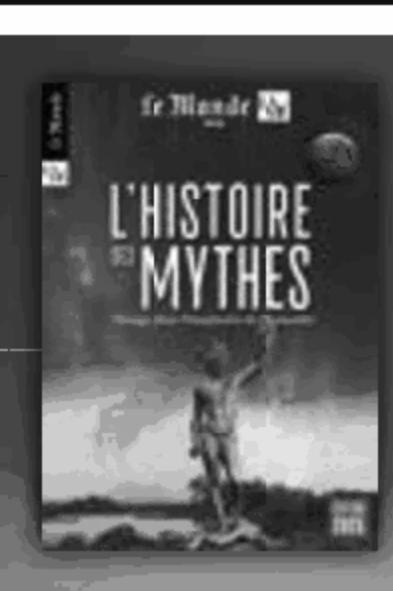
**Le Monde**  
publicité  
Directrice générale  
Elisabeth Cialdella  
L'imprimerie, 79, rue de Roissy,  
93290 Tremblay-en-France  
Midy-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France.  
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprégné sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Europhosphat : PIlot = 0,0083 kg/tonne de papier.

UN HORS-SÉRIE | **Le Monde**

VOYAGE DANS L'IMAGINAIRE  
DE L'HUMANITÉ

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX  
ET SUR [LEMONDE.FR/BOUTIQUE](http://LEMONDE.FR/BOUTIQUE) - 14,90 €



MILAN | PRÊT-À-PORTER AUTOMNE-HIVER 2025-2026

# Quand Milan rêve à d'autres univers

Robe citron envahie par une fleur géante chez Marni, laines imitant la pelure de bêtes sauvages chez Etro, visage recouvert de paillettes argentées chez Bally... la fashion week italienne, qui s'est terminée le 3 mars, a aussi invité à vivre dans des mondes imaginaires

## MODE

MILAN - envoyée spéciale

Ces dernières années, l'actualité internationale a plusieurs fois pris un tour alarmant alors que la fashion week de Milan était en cours : en 2020, il s'agissait des premiers cas de Covid-19 en Europe ; en 2022, de l'invasion russe en Ukraine ; en 2025, de la confrontation de Donald Trump et Volodymyr Zelensky à la Maison Blanche. Les podiums milanais se gardent bien de faire de la politique, mais lors de cette saison automne-hiver 2025-2026 présentée du 25 février au 3 mars, on observe chez les designers une tendance à s'extraire d'une réalité inquiétante en créant des mondes imaginaires. Le défilé devient un outil pour créer un univers fantasmé, où les vêtements servent parfois moins à se vêtir qu'à rêver.

Chez Marni, on se croirait dans un conte pour enfants, avec ces peintures de loups, de renards et de cochons ailés qui décorent les murs. Une soirée londonienne a rapproché par hasard le designer Francesco Rizzo des peintres anglo-nigérians Olaolu Slawn et Soldier Boyfriend. Ils ont travaillé ensemble pendant un mois, et de cette collaboration est née une collection éclectique et colorée, parsemée de références à la faune et à la flore.

De la (fausse) fourrure s'échappe du col et des pans d'un caban rouille, une robe en soie fuchsia est incrustée de cuir poilu, le décolleté d'une robe citron est cannabalisé par une fleur géante qui s'enroule autour du cou... Les silhouettes complexes et travaillées parviennent à créer une atmosphère de mystère et d'étrangeté, surtout présentées au milieu des animaux fantastiques d'Olaolu Slawn et de Soldier Boyfriend.

Des animaux sont aussi de la partie chez Etro, où l'espace est divisé par un rideau peuplé d'un bestiaire non identifiable conçu par le collectif Numero Cromatico. Le designer Marco De Vincenzo s'est interrogé sur l'origine de la vie, nourrissant sa réflexion des mythes de l'Egypte antique et des écrits hallucinés de William S. Burroughs. Et livre là sa meilleure collection, depuis sa nomination en 2022,

**Dans leur pantalon en cuir et trench aux épaules massives, les mannequins de MM6 ont l'air de créatures de films noirs**



Dolce & Gabbana. MELODIE JENG

dans un genre fidèle à l'ADN d'Etro, tout en imprimés baroques et chamarrés.

Les motifs cachemire ou floraux s'incrustent dans la doublure de fausses fourrures XXL, se déploient sur des jeans volontairement trop longs, habillent des châles en soie frangés ou des robes de chambre en velours matelassé. Les laines brossées imitent la pelure de bêtes sauvages, tandis que les broderies d'un bestiaire imaginaire (en collaboration avec l'artiste coréenne Maria Jeon) enveloppent les sacs.

La plupart du temps, les mannequins avancent sur le podium d'un pas rapide en regardant droit devant elles, comme si le public n'était pas là. Ce n'était visiblement pas la feuille de route de MM6, la ligne bis

de Maison Margiela, où elles prennent la pose pour les téléphones des spectateurs, tournent sur elles-mêmes, font valser leur manteau sur l'épaule, etc. Dans leur pantalon en cuir et trench aux épaules massives, avec leurs gants longs et sur des talons vertigineux, elles ont moins l'air de passantes croisées au supermarché que de créatures de films noirs.

### Un parterre de pétales de roses

Pour être fidèle à l'esprit de Martin Margiela, certaines incongruités pimentent la silhouette, comme ces doublures cousues sur l'extérieur du manteau et ces robes composées de deux couches de tissu, où celle du dessus, en résille transparente, vient plaquer celle du dessous, en maille,



Ferragamo. FILIPPO FORTIS STUDIO



Bally. UMBERTO FRATINI/GORUNWAY.COM

sur le corps. Autant de bonnes idées qu'on a vu récemment chez d'autres créateurs : il n'est pas inutile de rappeler que Martin Margiela les a eues en premier.

L'ambiance est aussi cinématographique chez Ferragamo, où les mannequins foulent un parterre de pétales de roses rouges dans un énigmatique clair-obscur. En dépit des apparences, Maximilian Davis ne s'est pas inspiré du septième art, mais du Tanztheater – le « théâtre dansé » né en Allemagne dans les années 1920 et qui connaît son heure de gloire avec la chorégraphe Pina Bausch dans les années 1980. La traduction stylistique de ces concepts n'est pas limpide, entre les robes nuisettes incrustées de dentelle ou de fourrure, les robes à plumes vermillon, les manteaux drapés très dame, les tailleur-minijupes en laine grise ou les trenchs en cuir aux épaules d'officier. Le Britannique parvient à créer une atmosphère particulière, mais pas vraiment à définir un langage vestimentaire.

Inspiration germanique aussi pour Bally, où l'Italien Simone Bellotti a cogité sur la polysémie du mot « performance » en allemand, qui, comme en français, peut signifier « rendement » (*Leistung*) ou « représentation artistique » (*Aufführung*). Au 16<sup>e</sup> étage de la tour Velasca, un gratte-ciel des années 1950 aux accents brutalistes, il a présenté une collection qui oscillait entre normalité et exubérance : un tailleur-pantalon gris porté par une mannequin au visage recouvert de paillettes argentées ; une robe en laine anthracite austère de face, mais au dos échancré et bordé de fourrure vert pomme ; un mignon pull torsadé sans manches rembourré de grosses épaulettes qui débordent sur les bras...

Simone Bellotti voulait « explorer la notion de routine ». « A un moment, on finit par avoir envie de remettre en cause les habitudes, les subvertir, rêver et s'échapper vers un monde moins précis et plus instinctif », explique-t-il dans le communiqué de presse. Une envie visiblement partagée par un certain nombre de ses confrères. ■

ELVIRE VON BARDELEBEN

## Versace, Dolce & Gabbana et Giorgio Armani sortent le grand jeu

**POURQUOI DÉPENSER DES MILLIONS** dans un défilé quand on peut montrer les vêtements sur un portant ? « Pour en mettre plein les yeux lors de super événements ! », pourraient répondre certains cadors de la fashion week de Milan, qui s'est tenue du 25 février au 3 mars.

Faire rêver : tel semble avoir toujours été le mot d'ordre de Versace qui met en scène un monde d'opulence, où les vêtements colorés, ajustés ou pailletés mettent en valeur la plastique impressionnante des mannequins. Les défilés font l'effet d'un shot vitaminé, musique tonitruante et projecteurs éblouissant à la clé. Cette fois encore. « Puis-je avoir votre attention ? », répète en anglais la voix d'Eminem dans l'entrepôt ferroviaire qui accueille le show, avant que les premières mannequins ne débarquent dans de volumineuses robes bustier ornées de motifs baroques.

« J'aime les vêtements qui rendent plus fort et plus sûr de soi. Cette collection ne suit aucune règle, hormis celles de Versace », s'enflamme Donatella

Versace. Cette absence de précepte directeur se ressent dans l'électisme des silhouettes, qui versent dans le rock (microrobe en cuir rouge et manteaux cloutés), les années 1980 (veste épaulée et legging), la mignonne (jupe patineuse et micropull), les élans couture (des robes qu'on dirait sculptées)...

Cette collection en deçà des précédentes pourrait être la dernière de Donatella Versace : le groupe Prada est en discussion avancée pour la reprise de la marque ; s'il venait à l'acquérir, il pourrait renouveler la direction artistique, inchangée depuis 1997.

**Parkas déstructurées et bombers XXL** Les défilés Dolce & Gabbana drainent toujours leur lot de curieux venus observer la foule de célébrités et de clients très apprêtés. La foule est particulièrement nombreuse cette fois-ci car le défilé déborde dans la rue, où un petit échafaudage a été monté pour que les mannequins y finissent leur parcours et où la musicienne et DJ Victoria De Angelis, installée derrière

des platines, diffuse de la techno puissante. A l'intérieur, on ne sait plus où donner de la tête entre les différents écrans géants diffusant l'activité de la rue et le flot de silhouettes (78) qui passent à un rythme effréné.

Domenico Dolce et Stefano Gabbana ont mis en scène des « filles cool » qui rompent avec l'élégance des derniers défilés. Elles portent des parkas déstructurées, des bombers XXL ou des vestes en jean déchirées, des pantalons multipoches kaki ou des minijupe associées à des grosses bottes. La fourrure (de mouton) est partout, en doublure, sur les chaussures, en maxi-manteau ou sur les bonnets. Une dose d'imprimé léopard, de pierres brodées et de dentelle peu couvrante apporte la touche de glamour chère à Dolce & Gabbana. Ce vestiaire maximaliste n'est pas particulièrement novateur ou séduisant. Mais il permet à la marque de se distinguer, car, à Milan, plus personne n'est sur ce créneau depuis un moment.

Giorgio Armani organise non pas un

sessions enchaînées pour Emporio Armani le jeudi, puis deux autres pour la ligne plus habillée Giorgio Armani le dimanche. Dans l'intervalle, la marque prend le temps de repenser entièrement l'espace d'exposition situé dans son siège, un bâtiment de 2001 conçu par Tadao Ando pour la griffe. Pour le show Giorgio Armani,

l'immense espace est divisé en petites alcôves intimes qui permettent d'apprécier le détail des vêtements.

Le designer de 90 ans reste fidèle à son idéal d'élégance sans effort, avec des costumes-pantalons en soie fluide, ses manteaux déconstruits et ses robes de soir brodées aux motifs géométriques dans des teintes qui, cette fois-ci, font référence aux volcans et à la terre brûlée par le soleil : des sables, dorés, des bruns profonds tirant vers le vert ou encore des reflets bleu quartz. Dans cette panoplie très armaniesque, on a même vu quelques (fausses) fourrures, qui s'imposent décidément comme la tendance phare de la saison. ■

E. V. B.

# Emmanuel Martineau

## Philosophe et traducteur



A Paris, en 1992. JOHN FOLEY/OPALE

**L**e philosophe et traducteur Emmanuel Martineau est mort lundi 3 février, à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), d'une décompensation pulmonaire. Il avait 78 ans. Pour beaucoup, son nom évoque la traduction qu'il fit en sept mois d'*Etre et Temps*, du philosophe allemand Martin Heidegger (1889-1976). Ulcéré en constatant que ce livre essentiel, sur sa table de chevet depuis l'âge de 16 ans, n'existant toujours pas en version française intégrale, cet excellent germaniste en avait, en 1979, proposé la traduction aux intermédiaires français obligés du corpus heideggerien, les philosophes Jean Beaufret (1907-1982), son ancien professeur de khâgne au lycée Condorcet, à Paris, et François Février (1935-2021). Mais il se heurta aux « réticences » de ces derniers, qui lui préférèrent François Vezin, dont la traduction paraîtra chez Gallimard en 1986 (l'ouvrage en allemand avait été publié en 1927!).

Emmanuel Martineau, n'hésitant jamais à affronter les coteries ou les sectes universitaires les mieux établies – ce qu'il va payer cher –, sort sa traduction hors commerce et quasiment à compte d'auteur en 1985, sous la couverture d'un éditeur fictif, Authentica. Mise en ligne quelques années plus tard, elle est devenue un texte de référence qui frappe par la clarté avec laquelle elle restitue une pensée pourtant réputée hermétique. Il s'attaquera en 1987 et dans les mêmes conditions à un autre texte heideggerien : *De l'origine de l'œuvre d'art* (1935).

### Marginal de génie

En franc-tireur de la philosophie, Emmanuel Martineau ne reculait pas devant le registre qu'il qualifiait de « *poissard* » pour accabler ses adversaires. Si son parcours en dents de scie dessinait la figure d'un marginal de génie, il avait pourtant commencé par les étapes les plus traditionnelles du *cursus honorum* à la française. Né à Bordeaux en 1946, enfant unique d'un père médecin et d'une mère agrégée de lettres classiques, le jeune Martineau entre à l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm, en 1966, ex aequo avec Laurent Fabius, puis obtient l'agrégation de philosophie en 1970.

Au cours de ses années d'études, il noue une amitié forte avec le philosophe Jean-François Courtine, avec lequel il traduira l'idéaliste allemand Friedrich von Schelling (1775-1854) ; *Oeuvres métaphysiques. 1805-1821*, Gallimard,

**16 SEPTEMBRE 1946**  
Naissance à Bordeaux  
**1987** « L'Unité de Dieu et la pluralité des créatures » (Le Franc-Dire)  
**1992** « Discours sur la religion et sur quelques autres sujets » (Fayard/Armand Colin)  
**3 FÉVRIER 2025** Mort à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine)

1980). En 1967, les deux normands, en voyage d'études à Fribourg-en-Brisgau (Allemagne), osent sonner à la porte de Martin Heidegger qui, à leur grande surprise, les reçoit et consacre son après-midi à parler de leurs sujets de maîtrise, Platon et Aristote.

Emmanuel Martineau avait le don de prendre les spécialistes à rebrousse-poil mais de la manière la plus féconde. Passionné par la philosophie médiévale du XII<sup>e</sup> siècle, il exhume et traduit du latin un texte inédit d'Achard de Saint-Victor (1100-1171), *L'Unité de Dieu et la pluralité des créatures* (Le Franc-Dire, 1987), dont un seul manuscrit existe à Padoue (les érudits relâchent généralement à rendre public un écrit dont il n'y a qu'un unique exemplaire). Quoique athée, il mettait, à la fin de sa vie, saint Bernard de Clairvaux en tête de ses préférences philosophiques, devant Aristote et Rousseau – Martin Heidegger appartenant selon lui au « *passé* ».

Entré à 28 ans au CNRS, il en démissionna avec éclat en 1988, renonçant à une position relativement stable. S'ensuivirent dix années au cours desquelles, sans beaucoup de ressources, il travailla à un autre de ses grands projets, la réorganisation des *Pensées* de Pascal. Il faisait l'hypothèse qu'elles constituaient non un recueil de fragments mais un discours argumenté qu'il convenait de reconstruire dans sa logique et sa continuité (*Discours sur la religion et quelques autres sujets*, Fayard/Armand Colin, 1992).

La polémique savante que ce geste iconoclaste suscita trouva des échos dans *Le Monde* et jusqu'à Europe 1, où l'invita Jean-Pierre Elkabbach. La précarité l'obligea cependant à reprendre l'enseignement au lycée, qu'une santé fragile le contraignit à abandonner en 2010. À l'écart de l'université, qui n'aura pas su exploiter son talent, il laisse une œuvre protéiforme de penseur et de passeur qu'il appartient aux générations futures de découvrir. ■

NICOLAS WEILL

## Le Monde Le Carnet

**Vous pouvez nous faire parvenir vos textes soit par e-mail :**  
carnet@mpublicite.fr  
(en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)

soit sur le site :  
<https://carnet.lemonde.fr>

**L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.**

carnet@mpublicite.fr  
<https://carnet.lemonde.fr>

### AU CARNET DU « MONDE »

#### Naissance

Zachary souhaite la bienvenue à son petit frère

Joachim,

né le 28 février 2025,

chez

Pierre HALART et Aurélia VAN KOTE.

#### Décès

Isabelle Cabouat, son épouse, Gaël, Marie-Astrid et Émile, ses fils, sa belle-fille et son petit-fils, Juliette, sa fille, Christine, Philippe, Dany, Nicolas, Sandrine, Émilie et Benjamin, ses frères et sœurs, Sa famille,

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

M. Patrick CABOUAT, réalisateur,

survenu le 19 février 2025.

La cérémonie aura lieu le 5 mars, à 15 h 30, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20<sup>e</sup>.

Argelès-Gazost. Aix-en-Provence, Paris. Touques.

Son épouse, Ses sœurs, Ses filles,

ont l'immense douleur de faire part du décès de

M. Robert CARITA,

survenu le 22 février 2025, à Cricqueboeuf, à l'âge de soixante-treize ans.

Le Choix Funéraire, Maison Merlette, Deauville.

Paris. Le Mans.

Marc Dehamna, son époux, Eve et Walid Farah, sa fille et son gendre à Dijon Et sa famille,

ont l'immense douleur de faire part du décès, survenu à l'âge de quatre-vingt-trois ans, au Mans, le 27 juillet 2024, de

Geneviève DEHAMNA, née PORCEDA, ex-rédactrice en chef des magazines *Télé-Journal* et *Télé-Z*.

La cérémonie et la crémation ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Frédéric Deltour, Margot Deltour et Hugh Quinn et leurs enfants, Jean-Baptiste Deltour,

Annick Avrionsart, Cédric et Nathalie Avrionsart et leurs enfants, Gaëlle Avrionsart et Fodil Benrabia et leurs enfants, Erwan et Evelyne Avrionsart et leurs enfants,

font part du décès de

Martine DELTOUR, née LARQUET,

docteur en pharmacie, survenu le 22 février 2025, à l'âge de soixante-quinze ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Les personnes désirant lui marquer leur affection pourront faire un don à la SPA.

Cet avis tient lieu de faire-part.

19, rue de la Tombe-Issoire, 75014 Paris.

Thionville. Bernay-Vilbert.

MM. Hervé et Laurent, ses fils, Mme Danielle Witz, sa sœur

Ainsi que toute la famille,

ont la peine d'annoncer le décès de

M. André DESCHRYVER, chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 22 février 2025, à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans.

« ... par l'espace, l'univers me comprend et m'engloutit comme un point ; par la pensée je le comprends. » Blaise Pascal, *Pensées*, Fragment 348.

Sèvres (Hauts-de-Seine).

Isabelle Bignon Durand, son épouse,

Ses beaux-parents,

Claude,

son frère,

Corinne,

sa sœur

et leurs conjoints, enfants, petits-enfants,

Michèle,

sa belle-sœur,

Odile,

sa tante,

Ses cousins

Et ses petits-cousins,

Les familles Bignon, Durand,

Lecointre, Berthon, Blom, Esnault et Landreau,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Jean-Claude DURAND, ingénieur, ancien élève de l'école supérieure d'électricité (1977) et astronome,

survenu le 18 février 2025, au cœur de la nuit.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Romain de Sèvres (Hauts-de-Seine), le jeudi 6 mars, à 10 h 30, au premier quartier de la Lune.

Nous remercions chaleureusement l'équipe du service de réanimation et l'aumônier de l'hôpital Percy à Clamart.

117, rue Brancas, 92310 Sèvres.

Paris.

Inès et Serge Plantureux, Étienne, Salomé, Anne Rose et Thibault de Fontainieu, ses enfants,

Adrienne, Céleste, Mahault, Raphaël, Vassili, Imogène, Gaston et Luisa,

ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Consuelo de FONTAINIEU, née ORLOWSKA,

survenu le 26 février 2025, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 7 mars, à 14 heures, en l'église polonoise, 263, rue Saint-Honoré, Paris 1<sup>e</sup>, suivie à 16 heures, par l'inhumation au cimetière de Passy, place du Trocadéro, Paris 16<sup>e</sup>.

Cet avis tient lieu de faire-part.

afontaine@outlook.com

Sa famille, Ses ami.e.s Et ses collègues,

ont la grande tristesse d'annoncer que

Luisa Isabella JAFFÉ, née le 10 novembre 1964, à Nairobi (Kenya),

est courageusement décédée le 25 février 2025, à Bruxelles.

philip.jaffe@gmail.com

Claudine Masson, son épouse, Jean-Christophe Masson, son fils,

Gaëlle Hamonic, sa belle-fille,

Faustine Masson Et Guillaume Gruson,

Lola Masson Et Alexandra Cook,

ses petites-filles et conjoints,

Orso Masson-Gruson,

son arrière-petit-fils,

ont la grande tristesse d'annoncer la

disparition de

Albert MASSON,

le 27 janvier 2025.

Proches et amis lui ont rendu hommage et dit adieu le 7 février, au crématorium Saint-Pierre, à Marseille.

c.masson.and.co@wanadoo.fr jc@hamonic-masson.com

Collonges-au-Mont-d'Or. Fontenay-sous-Bois. Lyon. Sourcieux-les-Mines.

La famille de

Jean MÉTROP,

à la tristesse d'annoncer son décès, survenu le 23 janvier 2025, à Saint-Cyr-au-Mont-d'Or, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Ses obsèques ont eu lieu le 4 février, au crématorium de Bron.

Sylvie Veran,

sa fille,

a le regret de faire part du décès, survenu le 14 février 2025, à l'âge de quatre-vingt-seize ans, de

Yolaine NOUGUIER, haut fonctionnaire à l'Unesco.

Ses obsèques se sont déroulées dans l'intimité, à Saint-Raphaël (Var).

veran.sylvie@gmail.com

Bertrand, Catherine, David, Charlotte, ses enfants et leurs conjoints,

Jonathan, Julien, Alice, Anna, Léa, Clément, Lucie, Nicolas, Jean, Nathan, Max, ses petits-enfants et leurs conjoints,

Jules, Eloïse, Gaspard, Augustin, Félix, Florent, Anatole, ses arrière-petits-enfants,

Pierre, le père de ses enfants,

# Jean-Louis Debré

## Ancien président du Conseil constitutionnel

Ces dernières années, on pouvait le croiser souriant et blagueur dans les salons du livre des villes de province. Sagement assis devant sa pile d'ouvrages (romans policiers, fresques historiques, essais sur les institutions, souvenirs), il était toujours le premier arrivé et le dernier parti. Sur sa table de dédicaces, il avait un stock de feutres bleus et rouges avec lesquels il dessinait sur la page de garde de ses livres une Marianne, un drapeau tricolore ou un bonnet phrygien, manière de rappeler combien il était attaché à la République, dont il était l'un des plus ardents défenseurs.

Jean-Louis Debré, qui est mort dans la nuit de lundi à mardi 4 mars à l'âge de 80 ans, goûtait ces rencontres avec ses lecteurs, anciens militants et sympathisants gaullistes pour la plupart, pour lesquelles il avait troqué le costume sombre pour une simple chemise et des jeans, rehaussés d'une écharpe bleue, la couleur de sa famille politique. Il aimait s'attarder avec eux et raconter des anecdotes drôles, souvent les mêmes, mais qui ravissaient ceux qui les entendaient pour la première fois. Quand il ne consacrait pas son temps à écrire ou à vendre ses livres, il montait sur les planches pour des spectacles de sa confection où il se donnait le premier et le beau rôle. Le monde politique regardait avec amusement cet aîné reconvertis en saltimbanque qui ne manquait jamais d'égratigner la génération au pouvoir. Il acceptait aussi les invitations qu'on lui envoyait pour parler du gaullisme et des institutions, héritage dont il se sentait garant.

Jean-Louis Debré aura eu un dieu, Charles de Gaulle, et deux pères, le biologiste, Michel Debré, ancien premier ministre, et Jacques Chirac, auquel il sera resté d'un dévouement et d'une fidélité rares en politique, l'accompagnant jusqu'à sa mort en 2019.

Né le 30 septembre 1944 à Toulouse au sein d'une famille de la haute bourgeoisie où les grands hommes se bousculent, il a eu d'abord du mal à trouver sa place. Son père, Michel Debré, ancien résistant et rédacteur de la Constitution de la V<sup>e</sup> République, règne en patriarche. De tous côtés, l'ascendance est écrasante. L'un de ses grands-pères est le fondateur de la pédiatrie moderne : Robert Debré. L'autre est l'architecte Charles Lemaresquier. Son arrière-grand-père, le rabbin Simon Debré, s'est illustré en quittant l'Alsace en 1870 pour ne pas devenir allemand. Jean-Louis Debré avait trois frères : Vincent, homme d'affaires né en 1939 ; François, journaliste, né en 1942 ; et un jumeau, le médecin et homme politique Bernard Debré, avec lequel il ne s'est jamais entendu. Enfant, il croise Kennedy, Adenauer, de Gaulle, mais il est un élève médiocre. Même s'il arrive à André Malraux de lui corriger ses dissertations, il échoue à décrocher le bac.

Pierre Mazeaud, ex-membre du cabinet de son père, le prend sous son aile et l'encourage à s'inscrire à Assas pour obtenir une capacité en droit. Il s'accroche et finit docteur en droit public, avec une thèse consacrée aux « idées constitutionnelles du général de Gaulle ». A 23 ans, il fait une rencontre qui va changer le cours de sa vie.

Un soir de juillet 1967, son père lui demande de l'accompagner à l'aéroport d'Orly. Le général de Gaulle vient de déclencher une grave crise entre le Canada et la France en prononçant sa fameuse phrase « Vive le Québec libre ! » au balcon de l'hôtel de ville de Montréal. Puis rentre précipitamment en France. Son premier ministre et une brochette de ministres l'attendent sur le tarmac. « Qui est le



A Lyon, en 2012. PHILIPPE MATSAS/LEEXTRA VIA OPALPHOTO

### 30 SEPTEMBRE 1944

Naissance à Toulouse

**1971-1975** Assistant à la faculté de droit de Paris

**1974-1976** Chargé de mission à Matignon sous le gouvernement de Jacques Chirac

**1976** Substitut du procureur de la République au tribunal de grande instance d'Evry-Corbeil

**1979** Juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris

**1986-1995** Député de l'Eure

**1995-1997** Ministre de l'intérieur dans le gouvernement d'Alain Juppé

**1997-2002** Réélu député de l'Eure

**2002-2007** Président de l'Assemblée nationale

**2007-2016** Président du Conseil constitutionnel

**4 MARS 2025** Mort

grand type là-bas qui fume cigarette sur cigarette ? », demande Jean-Louis à son père. « Il s'appelle Chirac. Retiens son nom, il ira loin. » Le fils s'écarte pour aller griller une Pall Mall avec ce jeune ministre que son père juge si prometteur. Jacques Chirac lui demande ce qu'il fait, lui donne sa carte et lui lance : « Passe me voir ! » Ils déjeunent quelque temps plus tard au Drugstore des Champs-Elysées. Une amitié est née.

### Au cœur du réacteur

De 1971 à 1975, Jean-Louis Debré est assistant à la faculté de droit de Paris, mais dès 1973, Chirac le recrute à son cabinet au ministère de l'agriculture, puis à l'intérieur. De 1974 à 1976, il devient son chargé de mission à Matignon. En 1976, il est nommé substitut du procureur de la République au tribunal de grande instance d'Evry-Corbeil (Essonne). Pendant cette période, il se présente à plusieurs élections, mais échoue à chaque fois. En mars 1973, il tente sa chance aux législatives dans le Pas-de-Calais sous l'étiquette UDR, l'ancêtre du RPR. En mars 1977, il est en lice pour les municipales à Baugé, dans le Maine-et-Loire. Un an plus tard, on le retrouve dans l'Eure à l'occasion des législatives. En 1978, il devient pour quelques mois le chef du cabinet de Maurice Papon, ministre du budget, une parenthèse qu'il n'évoquait jamais.

Sa vie professionnelle prend un nouveau tour, en 1979, lorsqu'il devient juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris. Il est notamment chargé des affaires de crime organisé et de grand banditisme, et traite également de terrorisme avec un dossier impliquant Carlos. Pendant cette période, il s'écarte de la vie politique tout en restant proche de ses amis gaullistes. Il découvre avec fascination le monde interlope de la nuit et des malfrats et tire de son

expérience de juge la matière de ses romans. Jean-Louis Debré aime écrire, avec une préférence pour les polaris à clés, dans lesquels il s'amuse à glisser des scènes, des anecdotes ou des personnages inspirés de la vie réelle.

En 1986, il se lance de nouveau dans l'arène. Avec succès cette fois. Il est élu aux élections législatives au scrutin proportionnel dans l'Eure puis sera réélu sans relâche à partir de 1988. Il devient conseiller municipal d'Evreux en 1989, avant d'en devenir le maire en 2001. Il participe à la campagne perdue de 1988 puis surtout à celle, victorieuse, de 1995. Alors que les plus gros bataillons de la droite délaissent Jacques Chirac pour se ranger derrière Edouard Balladur, Jean-Louis Debré reste fidèle à son mentor. Porte-parole d'un candidat qui n'accorde sa confiance qu'avec parcimonie, il est au cœur du réac-

teur. Il est celui qui distribue les coups et les attaques dans cette guerre fratricide. Une période de haute tension qui l'éloigne davantage de son frère Bernard, qui a choisi de rouler pour Balladur.

### Retournement d'opinion

Son engagement absolu va être largement récompensé. Il est nommé ministre de l'intérieur dans le gouvernement d'Alain Juppé. Ce poste, il en rêvait. Son heure est enfin arrivée, pense-t-il. Mais ces deux années place Beauvau se transformeront en chemin de croix dont il ressortira avec une image dégradée. Il se retrouve à gérer de nombreuses crises. Il est d'abord en première ligne face aux attentats meurtriers perpétrés sur le sol français par le Groupe islamique armé (GIA). Il est également chargé de l'explosif dossier corse. En janvier 1996, il est sévèrement critiqué pour avoir laissé s'organiser une conférence de presse de militants corse et cagoulés à Tralonca.

Mais c'est sur le sujet de l'immigration qu'il va heurter une partie de l'opinion. Le 23 août 1996, il ordonne l'expulsion de quelque trois cents étrangers en situation irrégulière réfugiés dans l'église Saint-Bernard, à Paris. Après qu'il avait déclaré qu'il agirait avec « humanité et cœur », les images des forces de l'ordre défonçant la porte de l'église à coups de bâton et de hache et évacuant manu militari femmes et enfants choquent. De nombreuses manifestations ont lieu durant lesquelles les opposants au gouvernement réclament l'abrogation des lois Pasqua-Debré. Jean-Louis Debré présente en novembre 1996 un projet de loi portant « diverses dispositions relatives à l'immigration », instituant un dispositif d'éloignement des étrangers en situation irrégulière, étendant les contrôles de sécurité et permettant aux offi-

tur président. Il est également suspecté de vouloir protéger Jacques Chirac dans ses affaires judiciaires. A plusieurs reprises, il n'hésitera pas à sortir de sa réserve pour critiquer le président Sarkozy.

Sous son impulsion, le Conseil constitutionnel retrouve dynamisme et visibilité. L'instauration, grâce à la révision constitutionnelle de 2008, de la question prioritaire de constitutionnalité (QPC), qui permet aux citoyens de saisir le Conseil, a modernisé l'institution. En 2013, il s'attire les foudres de Nicolas Sarkozy après que les neuf sages ont invalidé ses comptes de la campagne présidentielle de 2012. Il quitte le siège de l'institution de la rue de Montpensier en 2016, avec un bilan célébré : sous sa présidence, le Conseil est passé de vingt décisions rendues par an à deux cents. Longtemps surnommé « le crétin », il est désormais considéré comme une figure d'autorité incontestée. Un retournement d'opinion dont il se délecte.

### Nouvelles et potins

Quand Jacques Chirac quitte l'Elysée en 2007, il est l'un de ses plus assidus visiteurs. Père de trois enfants, Jean-Louis Debré perd sa femme, Anne-Marie, le 21 juillet 2007. Les deux hommes se tiennent alors compagnie, échangent nouvelles et potins, commentent la situation politique, se moquent de Nicolas Sarkozy et s'amusent. Debré assume son rôle de boute-en-train d'un président vieillissant. Il est celui qui apporte cigarettes et alcool en cachette de Bernadette, le fidèle matelot sur lequel le capitaine peut tester blagues et commentaires grivois.

Les premières années, Jean-Louis Debré passe chercher chaque jour l'ex-chef de l'Etat à son bureau de la rue de Lille et l'emmène se promener. Les Parisiens peuvent alors les apercevoir autour d'une bière ou d'une piña colada dans les cafés du 6<sup>e</sup> arrondissement. Lorsque la santé de l'ancien président décline, Jean-Louis Debré continue à lui rendre visite rue de Tournefort, où habite désormais la famille Chirac. Il parle quand l'autre s'emmure dans le silence. Ils regardent ensemble la télévision. « Je ne sais même plus s'il me connaît », avait confié avec tristesse l'ancien président du Conseil constitutionnel alors que Jacques Chirac vivait ses derniers moments. En 2019, il a réalisé un film documentaire intitulé *Mon Chirac*, dans lequel il raconte sa relation privilégiée avec son mentor.

A l'image de la plupart des chirapiens, il avait évolué vers une droite ouverte et humaniste. Il ne se reconnaissait ni dans celle de Nicolas Sarkozy ni dans celle d'un Laurent Wauquiez ou d'un Bruno Retailleau, et il ne faisait pas mystère d'avoir de nombreux amis à gauche, « y compris des communistes », aimait-il préciser. Après avoir soutenu Alain Juppé à la primaire pour la présidentielle de 2017, il avait reconnu avoir voté pour Emmanuel Macron plutôt que pour François Fillon.

Il avait rencontré à plusieurs reprises le nouveau président et aimait à dire qu'il lui avait donné « quelques cours » informels sur la Constitution de la V<sup>e</sup> République. Il le jugeait à la fois « brillant » et « énigmatique ». « Il vous regarde droit dans les yeux en vous faisant croire que vous êtes la personne la plus importante du monde, mais on se demande s'il écoute vraiment », racontait-il – une description qui n'est pas sans rappeler un certain Jacques Chirac. Avec Jean-Louis Debré, c'est l'une des dernières figures du gaullisme qui tire sa révérence. ■

VANESSA SCHNEIDER

# Cécile Alduy « La séquence entre Trump et Zelensky était une proclamation »

Après l'altercation entre les présidents américain et ukrainien, le 28 février à la Maison Blanche, la sémiologue analyse la rupture de la scénographie diplomatique traditionnelle, remplacée par les « codes du pugilat »

**C**écile Alduy, professeure de littérature et de civilisation française à l'université Stanford et chercheuse associée au Centre de recherches politiques de Sciences Po, est spécialiste de l'analyse du discours politique. Autrice de *La Langue de Zemour* (Seuil, 2022), elle analyse pour *Le Monde* la confrontation entre le chef d'Etat américain Donald Trump et son homologue ukrainien Volodymyr Zelensky, qui s'est tenue vendredi 28 février dans le bureau Ovale de la Maison Blanche.

**Comment cet entretien incarne-t-il non seulement une rupture diplomatique, mais aussi une rupture dans la tradition de la représentation du pouvoir aux Etats-Unis ?**

D'ordinaire, ce type d'entretien en présence de journalistes dans le bureau Ovale – un lieu symbolique du pouvoir américain – est non seulement extrêmement codifié, mais aussi totalement formel : il ne s'y passe rien de décisif. Le seul objectif de l'exercice est de donner une incarnation visuelle du pouvoir.

Or, lors de la visite du président ukrainien, Donald Trump et son vice-président, J. D. Vance, ont, ensemble, détruit cette scénographie statique pour lui substituer les codes du pugilat et de l'affrontement verbal d'ordinaire cantonnés aux talk-shows, aux chaînes de youtubeurs et podcasteurs à succès et aux réseaux sociaux. Au lieu de taire,

comme c'est l'usage, le rapport de force devant les médias, celui-ci a été mis en scène pour forcer Volodymyr Zelensky à signer un accord : Donald Trump n'a cessé de minimiser les atouts de son homologue ukrainien, de répéter qu'il n'avait « pas les cartes en main », qu'il était à la merci de Vladimir Poutine et qu'il n'était donc pas en position de négocier.

**De quelle inflexion idéologique cette mise en scène est-elle le signe ?**

Si le pouvoir américain s'inscrivait jusqu'ici dans les usages diplomatiques traditionnels occidentaux, c'est-à-dire dans une scénographie née dans l'Europe du XVII<sup>e</sup> siècle, ce n'était pas seulement par habitude. En respectant les divers protocoles, en échangeant des cadeaux, en euphémisant en public les rapports de force géopolitiques, le pouvoir américain faisait preuve de sa retenue et de sa respectabilité aux yeux du reste du monde. Il se portait garant d'un ordre mondial fondé sur la diplomatie et le droit international, parce qu'il considérait que cela était dans son intérêt.

Cette séquence marque le retour à la loi du plus fort. On observe en effet une congruence entre la mise en scène de l'entretien, la chorégraphie jouée par le duo présidentiel et la vision trumpeste du monde. Dans cette vision, fondamentalement d'extrême droite, tous les rapports humains sont des rapports de domination. Le pouvoir est envisagé

comme un jeu à somme nulle, où les antagonismes sont irréductibles et opposent les hommes aux femmes, les Blancs aux minorités, la Russie à l'Ukraine, les forts aux faibles. La coexistence entre plusieurs pôles y est impossible ; tous les « autres » sont des adversaires avec qui on ne doit pas débattre, mais que l'on doit simplement abattre.

En ce sens, la séquence du bureau Ovale n'était pas un dérapage, mais une proclamation : le nouveau pouvoir américain ne considère que son propre intérêt, indépendamment de ses alliances passées, et règle ses différends par la violence.

**Comment les rôles étaient-ils répartis entre Donald Trump et J. D. Vance ?**

Remarquons d'abord que le rapport de force était de deux contre un. Dans cette démonstration de masculinité toxique, deux agresseurs en costume harcèlent Volodymyr Zelensky, chacun tenant un rôle complémentaire de l'autre.

J. D. Vance tient le rôle du courtisan : il joue sur un registre de défense du président et de la fierté américaine en intimant à Volodymyr Zelensky de faire preuve de gratitude. Par son zèle à faire respecter la loi du plus fort et à humilier le chef d'Etat ukrainien, par sa surenchère d'agressivité, il fait preuve de son allégeance au nouveau président américain. Donald Trump, de son côté, incarne le roi en majesté, calme et en contrôle de la séquence dont J. D. Vance n'est qu'un acteur. Il cherche surtout à se positionner en pacificateur, artisan d'une paix en forme de « business deal », ce qu'on lit dans son usage du champ lexical du jeu et de la négociation.

**La réaction de Volodymyr Zelensky était-elle adaptée ?**

Volodymyr Zelensky a réussi à tendre un miroir inversé à ses interlocuteurs. Sans hausser le ton, il a tenté de réintroduire dans cet échange un rapport au réel – rétablissant la vérité sur la situation concrète de l'Ukraine – et un rapport aux valeurs – rappelant ce pour quoi les Ukrainiens se battent, c'est-à-dire pour leur souveraineté, pour la démocratie,

**LE NOUVEAU  
POUVOIR AMÉRICAIN  
NE CONSIDÈRE QUE  
SON PROPRE INTÉRÊT,  
INDÉPENDAMMENT  
DE SES ALLIANCES  
PASSÉES, ET RÈGLE  
SES DIFFÉRENDS  
PAR LA VIOLENCE**

**PROPOS RECUEILLIS PAR  
MARION DUPONT**

# Laurence Nardon Les propos de J. D. Vance confirment qu'un Occident réactionnaire s'oppose à l'Ouest libéral

L'ultraconservateur vice-président des Etats-Unis incarne la colère d'un transfuge de classe contre les élites européennes, estime la politiste

**E**clipsé par un Elon Musk devenu omniprésent ces derniers mois dans l'entourage de Donald Trump, le vice-président J. D. Vance est revenu de façon fracassante dans l'actualité américaine et transatlantique. Avec son discours de Munich du 14 février et l'altercation mettant aux prises les présidents américain et ukrainien ainsi que lui-même dans le bureau Ovale, vendredi 28 février, Vance s'affirme comme le fer de lance de la remise en cause du lien transatlantique par l'administration Trump 2. Ses attaques contre l'Ouest libéral s'inscrivent clairement dans son parcours idéologique.

Pilier du trumpeisme dans son versant réactionnaire et populiste (avec lequel coexiste désormais un courant tech-libertarien), Vance n'a pas été un soutien de la première heure du président. En 2016, il affirmait ainsi vouloir voter pour la démocrate Hillary Clinton et n'avait pas de mots assez durs pour Donald Trump, qu'il qualifiait de possible « *Hitler de l'Amérique* ».

À l'époque, Vance venait de publier *Hillbilly Elegy* (Harper Press, 2016) – *Hillbilly Elégie* (Le Livre de Poche, 2018) –, une autobiographie dans laquelle il raconte son enfance dysfonctionnelle dans le milieu des petits Blancs pauvres

des Appalaches et le miracle salvateur d'un service militaire suivi d'études de droit à Yale. Cet ouvrage dénonçant un système de classes inégalitaire et le mépris des élites lui vaut alors les louanges des médias de gauche.

**Antienne du discours russe**

Actif dans des cercles conservateurs depuis ses études, Vance va évoluer avec le soutien du milliardaire libertarien Peter Thiel, qui finance son entrée dans le monde de la tech. En 2019, il assiste à la première conférence du mouvement « national-conservateur » (dit *natcons*), qui cherche à construire une base intellectuelle plus solide, ultraréactionnaire, voire illibérale, aux idées trumpistes. Vance se rallie officiellement à celui qui est alors l'ex-président lors de la campagne pour les élections de mi-mandat de 2022. Grâce au soutien de ce dernier, il brigue et obtient le siège de sénateur de l'Ohio. Enfin, à l'été 2024, Donald Trump le choisit pour la vice-présidence.

Au sein du courant conservateur autour de Trump, Vance est aujourd'hui un pur et dur. Converti au catholicisme comme un certain nombre d'ultraconservateurs américains, il est loin d'être un cynique, à la différence de l'ex-conseiller Steve Bannon.

Bien qu'il soit sur la même ligne politique que Vance, ce dernier a, par exemple, reconnu que certaines théories complotistes étaient fausses, mais efficaces. La radicalité idéologique du vice-président est manifeste dans son discours de Munich. Vance y dénonce l'immigration incontrôlée en Europe, mais aussi, et de manière plus nouvelle, la remise en question de la liberté d'expression sur le Vieux Continent.

En effet, tandis que les Américains ont placé le respect de ce principe dans leur tout premier amendement, les Européens, instruits par les épisodes historiques du XX<sup>e</sup> siècle, sont plus vigilants

sur les appels à la haine et à la violence politique et les restreignent par la loi. Ainsi Vance dénonce-t-il dans l'annulation de l'élection présidentielle en Roumanie ou dans la protection des cliniques où sont pratiqués des interruptions volontaires de grossesse au Royaume-Uni des attaques contre la liberté d'expression qui traduisent à ses yeux une véritable décadence morale de l'Europe. Il est ironique de constater qu'il reprend là une antienne du discours russe, sans toutefois s'émouvoir des atteintes à cette même liberté d'expression en Russie.

**Indifférence au monde extérieur**

Les propos de Vance viennent donc confirmer qu'il y a désormais deux Occidents, divisés non pas tant en termes géographiques – l'Europe contre les États-Unis – qu'en termes idéologiques : à l'Ouest libéral s'oppose un Occident réactionnaire. Les forces des deux camps sont en effet présentes sur les deux continents : aux États-Unis, les démocrates n'ont pas perdu l'élection de 2024 de très loin (3,2 millions de voix de différence sur 153 millions de bulletins). En Europe, si les responsables modérés et libéraux restent en place à Bruxelles et dans une majorité de pays membres, les idées illibérales

sont au pouvoir en Hongrie et en Slovaquie et présentes dans de nombreux partis d'opposition.

Dans sa condamnation de Munich, Vance semble animé avant tout par une colère de transfuge de classe contre des élites considérées comme condescendantes. Il perçoit ces Européens libéraux comme des démocrates, mais sur lesquels les trumpistes, qui ne peuvent les congédier par des élections, n'auraient pas de prise. Défendu par Bruxelles, Paris et Londres, Volodymyr Zelensky est le symbole de cette Europe bien-pensante qui exige des subsides et des armes de Washington.

L'attitude du vice-président envers l'Ukraine tient aussi à une autre de ses particularités. Vance revendique en effet une ascendance « *Scotch-Irish* » (« écossaise-irlandaise »), comme celle du président Andrew Jackson (1829-1837). Le terme fait référence à une population d'écossais protestants déplacés en Irlande du Nord sous le roi Jacques I<sup>e</sup> d'Angleterre (1566-1625) et dont une partie a réémigré en Amérique du Nord à partir du XVII<sup>e</sup> siècle.

Les Scotch-Irish se caractérisent par leur indifférence au sort du monde extérieur et la défense sourcilleuse de leur clan. Même si le président Trump semble tenté dans son nouveau mandat par un

positionnement plus impérialiste, Vance reste sur une position jacksonienne : il avait déclaré dès l'invasion de la Crimée en 2014 et de nouveau après 2022 qu'il se moquait bien du sort de ce pays. Son attitude vindicative face à Volodymyr Zelensky le 28 février, son refus sans ambages de la suite du soutien américain à Kyiv [nom ukrainien de Kiev] montrent qu'il n'a pas changé d'avis.

La personnalité de Vance est d'une importance extrême. En tant que vice-président, il est le successeur immédiat de Donald Trump en cas d'incapacité de ce dernier. Et même si Trump reste évasif sur la personne qu'il pourrait soutenir lors de l'élection de 2028, Vance compte évidemment s'y présenter, alors que l'aggrégateur américain de sondages « 538 » voit son taux d'opinions favorables atteindre 41 % à la fin février. ■

**IL AVAIT DÉCLARÉ,  
DÈS L'INVASION  
DE LA CRIMÉE  
EN 2014 ET DE  
NOUVEAU APRÈS  
2022, QU'IL SE  
MOQUAIT BIEN DU  
SORT DE L'UKRAINE**

**Laurence Nardon** est politiste, directrice du programme Amériques de l'Institut français des relations internationales (Ifri) et autrice de « *Géopolitique de la puissance américaine* » (PUF, 2024)

# Serhii Plokhy «Les Etats-Unis se servent de leur force pour vassaliser un pays qui a le genou à terre»

Le spécialiste de l'histoire ukrainienne analyse les conséquences de l'altercation entre Donald Trump et Volodymyr Zelensky, qui l'inquiète profondément

## ENTRETIEN

Professeur à Harvard, Serhii Plokhy y dirige la chaire d'histoire de l'Ukraine. Spécialiste de l'Europe orientale, il s'intéresse dans ses derniers travaux à l'histoire récente du pays où il a grandi. Il est notamment l'auteur de *La Guerre russe-ukrainienne. Le retour de l'histoire* (Gallimard, 2023) et *d'Aux portes de l'Europe. Histoire de l'Ukraine* (Gallimard, 2022). Auprès du *Monde*, il revient sur l'altercation qui a opposé, vendredi 28 février dans le bureau Oval de la Maison Blanche, le chef de l'Etat ukrainien Volodymyr Zelensky à son homologue américain Donald Trump et au vice-président J. D. Vance.

**Alors que Volodymyr Zelensky expliquait que la paix n'était possible que si son pays disposait de garanties de sécurité fermes de la part des Etats-Unis, il s'est vu reprocher par le chef de l'Etat américain son présumé manque de gratitude. Que vous inspire cette scène ?**

C'est une scène historique mais, en tant qu'historien, elle me laisse sans voix, tant cela me semble sans précédent. Citoyen américain originaire d'Ukraine, cette altercation m'inquiète profondément. Les deux parties n'auraient pas dû exposer ainsi leurs désaccords. Ces divisions nous affaiblissent tous, Ukrainiens, Américains et Européens. Elles viennent confirmer que les Etats-Unis ne sont plus prêts à offrir le même soutien militaire à leurs alliés

sur le continent européen. Seul Moscou peut se féliciter de cette situation.

Sur le fond de l'affaire, Donald Trump croit la paix possible sur la seule base de la confiance qu'il a en Vladimir Poutine. Le chef d'Etat américain juge que tant qu'il occupe la Maison Blanche, le président russe ne lancera pas de nouvelle attaque contre l'Ukraine. D'un point de vue ukrainien, c'est clairement insuffisant. Volodymyr Zelensky a raison de demander de véritables garanties de sécurité.

Donald Trump semble malgré tout prêt à imposer la paix à l'Ukraine sur la base de conditions proches de celles exigées par la Russie. Son objectif est surtout d'arriver le plus vite possible à un cessez-le-feu. Vladimir Poutine acceptera sans doute l'accord, mais tout en préparant une nouvelle invasion. La guerre reviendra rapidement, si elle devait s'arrêter sur cette base.

Il faut saluer le sommet organisé dimanche 2 mars à Londres par le premier ministre britannique, Keir Starmer, qui a réuni plusieurs dirigeants européens, dont Volodymyr Zelensky. L'Europe montre ainsi sa capacité à agir. En travaillant à un plan de paix, elle pourrait réussir là où Donald Trump a échoué et aider à rebâtir la relation américano-ukrainienne.

**Donald Trump a adopté une attitude humiliante à l'égard de Volodymyr Zelensky. Ce dernier aurait-il dû chercher à apaiser la situation ?**

Certains dirigeants européens avaient déjà fait le choix de corriger les faussetés

colportées par Donald Trump lors de conférences de presse communes. C'était le cas d'Emmanuel Macron, le 24 février, lorsqu'il avait rappelé à l'occupant de la Maison Blanche que l'Europe avait «payé 60 % de l'effort total» d'aide apportée à l'Ukraine. Le différend était alors resté amical. Il en avait été de même lorsque le premier ministre britannique avait, lui aussi, corrigé Donald Trump devant les caméras, jeudi 27 février.

Volodymyr Zelensky a droit à un traitement différent : Donald Trump estime qu'il n'a «aucune carte en main» et qu'il peut donc imposer son point de vue. Il y a à Washington une moins grande tolérance envers Kiev, ce qui est en soi révélateur des dispositions de Donald Trump envers l'Ukraine. Peut-être que Volodymyr Zelensky aurait dû se montrer plus diplomate, mais, au fond, cela ne change rien. Le résultat n'est pas très différent que lorsque Emmanuel Macron ou Keir Starmer étaient à la Maison Blanche : Donald Trump refuse d'apporter les garanties nécessaires à la sécurité de l'Ukraine.

Il y avait une partie de spectacle dans l'attitude adoptée par Donald Trump. Il l'a dit lui-même, il est bon que les Américains voient par eux-mêmes où en sont les choses – mais en parlant des Américains, il voulait dire les électeurs républicains. L'esclandre lui permet de justifier ses positions, alors que, avant la visite de Volodymyr Zelensky, la majorité des Américains était toujours favorable à l'aide militaire accordée à l'Ukraine. Il faudra voir comment l'opinion évolue. Et cela ne veut pas dire que l'accord sur les terres rares offert par les Etats-Unis ne se fera pas. Plusieurs fois déjà, on a vu Donald Trump se ravisier.

**Qu'avez-vous éprouvé alors que l'Ukraine était accusée de manquer de gratitude ?**

**«L'ACCORD PROPOSÉ PAR TRUMP, DES GARANTIES DE SÉCURITÉ EN ÉCHANGE D'UN ACCÈS AUX RESSOURCES MINIÈRES DE L'UKRAINE, RÉVÈLE UN PROJET IMPÉRIALISTE»**

C'est un coup dur. Il y a encore peu, les Ukrainiens avaient la conviction de se battre pour une cause qui dépassait leur pays : la défense de la démocratie, de la liberté face à la Russie. Mais l'accord proposé par les Etats-Unis, des garanties de sécurité en échange d'un accès aux ressources minières de l'Ukraine, révèle un projet impérialiste. Les Etats-Unis se servent de leur force pour vassaliser un pays qui a le genou à terre. Leur engagement en faveur du multilatéralisme, du maintien de l'ordre international, de la défense de la démocratie, tout cela passe au second plan. C'est très difficile à avaler pour les Ukrainiens.

**Donald Trump n'arrête pas de répéter qu'il a été un bon président pour l'Ukraine, qu'il a été le premier à armer ce pays, que Vladimir Poutine n'a pas lancé d'invasion alors qu'il occupait la Maison Blanche. Comparativement, selon lui, Barack Obama n'aurait rien fait, en 2014, quand la**

Russie a agressé pour la première fois son voisin. Puis, c'est sous Joe Biden que la seconde invasion a eu lieu. Comment Donald Trump est-il perçu en Ukraine ?

Avant son élection en novembre 2024, l'opinion était partagée. Certains redoutaient qu'il l'emporte. D'autres étaient plutôt de son avis, Barack Obama n'a rien fait et Joe Biden a trainé les pieds. Et puis la fatigue s'est installée face à un conflit qui s'éternise. Un espoir existait à la suite de la volonté affichée par Donald Trump d'y mettre fin. Cependant, plutôt que d'offrir de réelles garanties, il fait comme si sa présence suffisait à assurer la paix.

**Donald Trump a affirmé que Volodymyr Zelensky était un «dictateur» parce que son mandat est arrivé à terme et que de nouvelles élections n'ont pas été organisées. Est-il possible de tenir un vote aujourd'hui en Ukraine ?**

La Constitution ukrainienne n'autorise pas la tenue d'une élection présidentielle tant que nous sommes en guerre. Volodymyr Zelensky ne s'accroche donc pas au pouvoir. Il reste le président légitime de ce pays. Organiser des élections aujourd'hui, sans attendre la paix, serait désastreux. Des dissensions en interne éclateraient et elles seraient exploitées par la Russie qui ne se gênerait pas pour intervenir et brouiller le jeu démocratique. Il n'y a pas non plus de la part de l'opinion publique ukrainienne une grande demande pour que l'on organise des élections. Volodymyr Zelensky est un président qui reste populaire. Grâce au courage dont il fait preuve depuis le début de la guerre, il a permis au pays de tenir. Je ne doute pas qu'un scrutin sera organisé quand la paix reviendra. ■

**PROPOS RECUEILLIS PAR MARC-OLIVIER BHERER**

# Nicu Popescu Il faut convaincre la Russie que toute agression serait coûteuse et vouée à l'échec

Une Europe incapable de défendre ses Etats membres verrait très rapidement s'éroder ses autres réalisations, affirme l'ancien vice-premier ministre de la Moldavie

Le 28 février, de nombreux Européens ont regardé avec stupéfaction la querelle télévisée entre Donald Trump, J. D. Vance et Volodymyr Zelensky. Autant espéraient que leurs dirigeants réunis à Londres ce weekend ou préparant le Conseil européen du 6 mars pour discuter de la sécurité du continent prendraient des mesures décisives.

Il faut cependant reconnaître que Trump n'est pas le seul à penser qu'il y a eu trop d'aide à l'Ukraine et que les Etats-Unis ne doivent pas garantir sa sécurité future : ces sentiments sont largement

partagés au sein du spectre politique et de l'opinion publique d'une grande partie de l'Europe.

Alors que la guerre en Ukraine entre dans sa quatrième année, un sentiment de lassitude s'installe dans l'opinion publique européenne : l'inflation galopante et les difficultés économiques ont érodé le soutien initial à la cause ukrainienne. Même si peu d'Européens se comportent de manière aussi violente que Trump et son équipe, beaucoup partagent le même sentiment : la guerre doit être arrêtée au prix de concessions massives à la Russie.

## Un soutien vital

Abandonner l'Ukraine aujourd'hui serait pourtant une erreur stratégique majeure pour l'Europe. Il est temps de rappeler aux Européens pourquoi cette guerre les concerne directement. L'histoire nous offre un parallèle éclairant : en 1940, alors que le débat faisait rage aux Etats-Unis sur l'aide à apporter aux Alliés face à l'Allemagne nazie, deux camps s'opposaient – le Comité isolationniste America First et le Committee to Defend America by Aiding the Allies. Ce dernier a su mobiliser l'opinion publique, non seulement au nom de l'attachement aux valeurs du droit international et au soutien aux démocraties, mais aussi en mettant en avant l'intérêt national américain.

Aujourd'hui, l'Europe doit adopter une approche similaire. Plutôt que de parler uniquement de la défense du droit international et de l'appui à un pays tiers comme

**SOUTENIR L'UKRAINE, CE N'EST PAS FAIRE PREUVE DE GÉNÉROSITÉ DÉSINTÉRESSÉE : C'EST INVESTIR DANS NOTRE PROPRE AVENIR**

l'Ukraine, nous devons expliquer clairement pourquoi soutenir l'Ukraine est dans l'intérêt vital de chaque Européen, de Lisbonne à Helsinki et de Reykjavik à Nicosie. Ne nous y trompons pas : une victoire russe en Ukraine aurait des conséquences désastreuses pour l'ensemble du continent et pour chaque Européen.

Elle encouragerait de nouvelles agressions, la Russie ayant appris que la guerre paie. Elle menacerait directement l'OTAN et l'Union européenne (UE), dont la crédibilité serait irrémédiablement entamée. Elle unirait les ressources considérables de la Russie et de l'Ukraine sous un commandement hostile à l'Europe – les ressources de l'Ukraine comprennent, il faut le rappeler, une des plus fortes armées du monde, une industrie militaire exceptionnelle,

des centrales nucléaires, des ressources agricoles et des terres rares. Pour l'instant, ces ressources sont utilisées à défendre l'Europe, mais, en cas d'occupation, elles se retourneront contre l'Europe.

Le risque que la Russie teste le territoire de l'UE ou de l'OTAN deviendrait beaucoup plus fort. Si l'article 5 du traité de l'OTAN n'est pas activé pour défendre chaque parcelle du territoire de l'Alliance atlantique, l'organisation deviendrait une coquille vide. Il en va de même pour l'application de l'article 42.7 du traité sur l'UE, qui précise que, «au cas où un Etat membre serait l'objet d'une agression armée sur son territoire, les autres Etats membres lui doivent aide et assistance par tous les moyens en leur pouvoir».

## Une Russie enhardie

Les conséquences potentielles d'une inaction de l'Europe sont vertigineuses. Une Union européenne incapable de défendre ses Etats membres contre une agression militaire verrait ainsi très rapidement s'éroder ses autres réalisations. Le marché unique, les subventions agricoles, la zone euro, l'espace Schengen, Erasmus : tout y passerait dans le contexte d'une crise économique généralisée et d'une explosion des dépenses militaires.

Ces scénarios ne sont pas de la science-fiction : ils peuvent très vite devenir la conséquence logique d'une Europe affaiblie et décrépitée face à une Russie enhardie par sa victoire en Ukraine. Même si ces scénarios catastrophiques

peuvent paraître improbables, il serait insensé de fonder la paix et la sécurité du continent sur des scénarios optimistes fondés uniquement sur la foi dans les intentions proclamées de la Russie.

Il est donc temps de parler clairement aux Européens. Soutenir l'Ukraine, ce n'est pas faire preuve de générosité désintéressée : c'est défendre notre mode de vie, notre prospérité et notre sécurité, c'est investir dans notre propre avenir. La meilleure façon de prévenir une nouvelle guerre en Europe est de convaincre la Russie que toute agression serait coûteuse et vouée à l'échec. Et le meilleur moyen d'y parvenir est de défendre l'Europe en aidant l'Ukraine.

L'histoire nous a montré que l'isolationnisme et le repli sur soi ne protègent pas des menaces extérieures. Au contraire, ils les encouragent. Ne commettons donc pas l'erreur du Comité America First. L'Europe doit agir maintenant, de manière unie et déterminée, pour assurer sa propre sécurité en soutenant l'Ukraine. C'est notre meilleure défense contre l'agression et notre meilleur espoir pour un avenir de paix et de prospérité sur notre continent. ■

**Nicu Popescu a été vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères de la Moldavie, membre distingué du Conseil européen pour les relations internationales**

# Les deux Donald de la mythologie américaine

## ANALYSE

**DE DISNEY  
À NETFLIX,  
LE MOUVEMENT  
GÉNÉRAL CONSISTE  
À FAIRE MACHINE  
ARRIÈRE  
SUR LES CLAUSES  
DE DIVERSITÉ**

**D**eux Donald, qu'on croirait sortis du même moule, jouent désormais des coudes dans la mythologie américaine. Le premier, nommé Duck, est né en 1934 sous le crayon de Dick Lundy, employé de la firme Disney. Bec orange, élocation nasale approximative, tempérament fanfaron et colérique, il est affilié à un nabab (l'oncle Picsou), s'efforce à jouer au golf (*Donald joue au golf*, 1938), s'élève dans le bâtiment (*Donald le rieur*, 1940), convoite l'or au point de se transformer lui-même en lingot (*La Mine d'or de Donald*, 1942). Le second, né en 1946, partage ces attributs, y ajoutant celui de président des Etats-Unis. Rien ne s'invente ici, l'Internet américain regorge de vidéos facétieuses s'amusant des similarités entre les deux personnages.

Donald Trump lui-même a récemment apporté sa pierre à cette école comparatiste, le 30 décembre 2024, lors d'une soirée privée au club de Mar-a-Lago, à Palm Beach, rendant hommage en sa présence à Isaac Perlmutter, ex-directeur général et PDG de Marvel de 2005 à 2023, devenu grand actionnaire de Disney après lui avoir vendu Marvel : «*Ce gars est parti de rien et est devenu propriétaire de Disney. Et puis, il en est parti parce que Disney est devenu woke. Il ne voulait pas d'un Donald Duck woke, n'est-ce pas?*»

De fait, Isaac Perlmutter, proche au sens amical et politique de Donald Trump, s'était opposé au nouveau directeur de Marvel, Ke-

vin Feige, quant à l'opportunité d'exploiter une superhéroïne (*Captain Marvel*, 2019) ou un super-héros noir (*Black Panther*, 2022), au point que Bob Iger, PDG de Disney, dut intervenir en faveur de Kevin Feige, avant de pousser Isaac Perlmutter vers la sortie. Bob Iger, d'obédience démocrate, a lui-même été victime d'une tentative de renversement au conseil d'administration de Disney, menée par Isaac Perlmutter et le milliardaire Nelson Peltz, tous deux soutenus par Elon Musk.

### Guerre culturelle

Cette histoire témoigne, parmi beaucoup d'autres – notamment le parachutage de Donald Trump comme président du conseil d'administration du prestigieux Kennedy Center de Washington – de la guerre culturelle qui ravage depuis quelques années les Etats-Unis. Il est intéressant d'y souligner la métonymie qu'utilise Trump pour désigner Disney, soit Donald plutôt que l'emblème historique du studio d'animation, Mickey.

Il n'y a pas là qu'un tropisme homonymique. Mickey, chantre des valeurs d'innocence, de dévouement, de joie et d'espérance, n'est pas le personnage disneyen en lequel se reconnaît le président. Il lui préfère à l'évidence Donald, son tempérament belliqueux, son quant à soi, son intérêt bien compris. Encore doit-on à la vérité de dire que le canard était quant à lui un militant antifasciste convaincu, comme l'atteste le merveilleux *Der Fuehrer's Face* (disponible en ligne) réalisé en 1943.

A rebours, le milieu du cinéma américain, bastion démocrate, n'a jamais vu en Trump un président à son goût. Crées sous l'ère Biden, deux films représentant ou s'inspirant de Donald Trump ont ainsi été tournés récemment. *The Apprentice*, d'Ali Abbasi (sorti en octobre 2024 en France), il a eu le plus grand mal à trouver des salles aux Etats-Unis, qui retrace les années de formation de l'entrepreneur sous la coupe du sardonique Roy Cohn, avocat réactionnaire et véreux dont il va beaucoup s'inspirer.

Et *Mickey 17*, de Bong Joon-ho (retour à Disney!), une comédie de science-fiction adaptée d'un roman d'Edward Ashton (*Mickey 7*, 2022), dans laquelle un milliardaire d'une suffisance et d'une cruauté obscènes finance une expédition destinée à exploiter les ressources d'une planète lointaine. Le film, qui sort mercredi 5 mars en France, est programmé pour le 18 avril outre-Atlantique. Dans leurs registres respectivement réaliste et satirique, les deux films cultivent l'art trumperien de la monstruosité sous les traits de Sebastian Stan ou de Mark Ruffalo.

Calmont toutefois les ardeurs sur l'hypothèse d'une fulgurante entrée en résistance d'Hollywood. Ces films ont été mis en œuvre sous le mandat de Joe Biden, et il n'échappera à personne qu'ils ont été réalisés, de surcroît, par des non-Américains. Le premier, Ali Abbasi, qui a signé des films aussi remarquables que *Borders* (2018) et *Les Nuit de Mashhad* (2022), est d'origine iranienne et naturalisé danois. Le second, Bong Joon-ho, auteur

multiprimé de *Parasite* (2019), est coréen. A l'heure où la démocratie est attaquée à un point que personne n'imaginait par le nouvel exécutif des Etats-Unis, il n'est pas assuré qu'Hollywood éprouve le désir de faire flotter le drapeau noir sur la marmite.

Il est même avéré que, de Disney à Netflix, le mouvement général consiste à faire machine arrière sur les clauses de diversité. Disney, qui s'y était engagé avec une ferveur un rien opportuniste, se voit aujourd'hui refroidi par la voix même de son maître, Bob Iger, qui déclarait en novembre 2023 : «*Les créateurs ont perdu de vue ce qui devait être leur premier objectif. Nous devons d'abord diverti. Pas envoyer des messages.*» Traduction en bon français : *business as usual*.

A cela près que l'ordinaire du commerce américain ressemble de plus en plus, chaque jour qui passe sous la férule trumperienne, à une confiscation fasciste du pouvoir. Il faut, à cet égard, en revenir à *Der Fuehrer's Face* et à l'image ambiguë qui le clôt. Après avoir cauchemardé son enrôlement forcé dans la grotesque Allemagne hitlérienne, Donald se réveille de bon matin en pyjama aux couleurs de la bannière américaine. L'ombre chinoise d'un salut nazi qui se dessine sur le mur de sa chambre lui donne toutefois l'impression de continuer son mauvais rêve. Tournant la tête vers la fenêtre, il constate toutefois, soulagé, que c'est le bras levé d'une statuette de la liberté que le soleil projette. Troublante illusion d'optique. ■

JACQUES MANDELBAUM (SERVICE CULTURE)



## CHRONIQUE | PAR CORINE LESNES

### Aux Etats-Unis, le réveil de la résistance

**L**es visiteurs qui se bousculaient, le 22 février, dans le parc national de Yosemite (Californie) pour apercevoir l'attraction de l'hiver – le couche du soleil qui illumine Horsetail Falls et donne à la chute d'eau l'allure d'une cascade de lave en fusion – ont eu la surprise d'apercevoir un immense drapeau américain à quelques centaines de mètres de l'objet de leur fascination. Drapeau déployé à l'envers, un signe de détresse ou de protestation.

Six employés du parc avaient descendu la falaise en rappel pour accrocher l'étendard de 9 mètres sur 15 à la paroi de granite d'El Capitan, à 900 mètres au-dessus du sol. Ils essaient d'alerter leurs compatriotes sur les conséquences, pour la protection de la nature, des coupes budgétaires – à la tronçonneuse – décidées par l'administration Trump dans les effectifs des parcs et du service des forêts. Le geste a porté. La bannière aux étoiles renversées était omniprésente le 1<sup>er</sup> mars dans les manifestations organisées devant 433 parcs, à l'initiative du groupe Resistance Rangers. Une nouvelle marche est déjà prévue le 14 mars, à Washington.

Un exemple parmi d'autres. Chaque jour, ou presque, des manifestations ont lieu aux Etats-Unis contre la brutalité des décrets de l'administration Trump. Artisanales, peu visibles, parfois composées de quelques individus à un carrefour («*La planète pluie que le profit!*») ou devant un concessionnaire Tesla. La «résistance» 2025 est un phénomène éclaté. Ici, à Des Moines (Iowa), plusieurs centaines de manifestants affichent leur solidarité avec les personnes transgenres. Là, dans le Vermont, un millier d'habitants protestent contre l'arrivée de J. D. Vance et sa famille : «*Va faire du ski en Russie!*» Mardi 4 mars, le mouvement 50501 (50 Etats, 50 manifestations, 1 jour), inconnu il y a deux mois, appelle à des rassemblements pendant le discours de Trump devant le Congrès.

**LE PEUPLE «MAGA»  
COMMENCERAIT  
LUI-MÊME À SE FATIGUER  
DES MONTAGNES RUSSES  
DES DÉCRETS PRÉSIDENTIELS**

## UNE ALTERNATIVE À L'OCCIDENT



**L'ASIE-PACIFIQUE.  
NOUVEAU CENTRE  
DU MONDE**  
de Sophie Boisseau du Rocher et Christian Lechervy, Odile Jacob, 320 pages, 23,90 euros

### LIVRE

**A**vec plus de 60 % du produit intérieur brut mondial pour 2,3 milliards d'individus, sa modernité urbaine et son appétence pour les nouvelles technologies, l'Asie-Pacifique est-elle en train de déclasser l'Occident ? C'est ce que défendent dans *L'Asie-Pacifique. Nouveau centre du monde* (Odile Jacob, 320 pages, 23,90 euros) la chercheuse Sophie Boisseau du Rocher, spécialiste de l'Asie et le diplomate Christian Lechervy, ancien ambassadeur de France en Birmanie (2018-2023).

La proposition d'un XXI<sup>e</sup> siècle asiatique n'est pas nouvelle. Encore faut-il préciser de quelle Asie-Pacifique parlent les auteurs : il s'agit de la Chine, de l'Asie du Nord-Est et l'Asie du Sud-Est, mais sans l'Australie, et surtout sans l'Inde ni le reste de l'Asie du Sud. Ce choix prend à revers la notion d'Indo-Pacifique (allant de Hawaï à la façade orientale de l'Inde), devenue le prisme stratégique par lequel est vue toute cette partie du globe à la faveur de la mobilisation anti-Chine décrétée sous le premier

mandat de Donald Trump (2016-2020), mais qui est une réaction à l'énormité de l'émergence chinoise, comme s'il fallait englober deux océans.

Dans cette Asie-Pacifique, les auteurs mettent en valeur les convergences qui ont façonné un devenir d'alternative à l'Occident, et de dépassement de ce dernier. C'est la région des «miracles», qui déclinent, depuis les années 1960, la formule gagnante d'investissements dans les industries manufacturières et de haute technologie à proximité de façades maritimes pour servir les filières globales d'approvisionnement.

### Inquiétudes persistantes

Qu'une masse critique de pays ait réussi cette révolution et le vaste processus de libéralisation des échanges et d'intégration mené, au sein d'ambitieux traités (l'Accord global et progressif de partenariat transpacifique, en 2018, et le Partenariat régional économique global, en 2022), explique les positions dominantes de l'Asie-Pacifique dans les indicateurs économiques mondiaux. La région fut un

temps divisée par la guerre froide. Mais l'Otase, version asiatique de l'OTAN, a fait long feu au profit des alliances bilatérales américaines, et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est n'a pas pris la direction de l'intégration sur le modèle de l'Union européenne. Différentes raisons l'expliquent, mais le résultat est un ensemble moins formel et plus ouvert aux compromis qu'il ne l'est en Europe.

A l'heure du défi systémique chinois, des inquiétudes persistent : le Japon se réarme, Taïwan se sait assailli sans relâche, les Philippines vivent les intrusions chinoises dans leurs zones maritimes comme une agression. Le premier mandat de Trump a appris à la Chine à ménager une partie de ses voisins – «la diplomatie sécuritaire chinoise en Asie du Sud-Est se veut plus collaborative» – et à ces derniers à se défier d'une «vision machiavélique, polarisée et simpliste» des affaires du monde. De quoi, au-delà de la pax americana, et sans passer par une pax sinica, ouvrir la porte, suggèrent-ils, à une «pax asiatica». ■

BRICE PEDROLETTI

## Crise de politique étrangère | PAR SERGUEI





## Trump gèle brutalement l'aide militaire à l'Ukraine

► Lundi 3 mars, la Maison Blanche a pris la décision de geler toute livraison d'armes et de munitions à l'Ukraine, victime de l'invasion russe en 2022

► Le président américain veut arracher un cessez-le-feu par tous les moyens, fût-ce en offrant un cadeau inespéré à Vladimir Poutine

► Parmi les armes cruciales fournies par les Etats-Unis figurent les systèmes antiaériens Patriot, seuls capables d'abattre les missiles balistiques russes

► Depuis vendredi, les officiels américains cherchaient des prétextes pour attaquer Volodymyr Zelensky

PAGE 3

**M ÉDITORIAL**  
**UN COUP DE POIGNARD CONTRE L'EUROPE**

PAGE 31

### Entretien

Michel Barnier : « Trump sacrifie l'avenir au présent »

L'ancien premier ministre explique pourquoi « nous n'avons pas intérêt à la rupture avec les Etats-Unis »

PAGE 10

### Politique

#### La gauche se fracture sur l'aide à l'Ukraine

LFI et le PCF rejettent l'option d'un soutien militaire et financier. Le PS propose de saisir les avoirs russes gelés dans les banques

PAGE 11 ET CHRONIQUE P.31

### Idées

La vassalisation d'un pays qui a le genou à terre

L'altercation dans le bureau Oval de la Maison Blanche entre Trump, Vance et Zelensky, analysée par Cécile Alduy, Serhii Plokhy et Laurence Nardon

PAGES 28-29

## J. D. VANCE, IDÉOLOGUE SANS CONCESSION

► Le vice-président radicalise la politique étrangère américaine  
► C'est lui qui a fait basculer la rencontre Trump-Zelensky dans un affrontement électrique

PAGE 2



## Droits de douane Chine, Canada, Mexique : Trump lance la guerre commerciale

CETTE FOIS, la guerre commerciale entre les Etats-Unis et une bonne partie du reste du monde est vraiment lancée. Lundi, mettant ses menaces à exécution, la Maison Blanche a décidé de taxer à 25 % les importations mexicaines et canadiennes. Et de 10 % supplémentaires celles de la Chine. Ce seul prélèvement rapporterait 84 milliards de dollars au Trésor américain. Inquiets de ces mesures qui risquent de désorganiser les chaînes de production industrielles et de relancer l'inflation, les marchés financiers ont brutalement baissé. A la veille de l'ouverture de la session de l'Assemblée nationale populaire, la réplique chinoise n'a pas tardé : mardi, Pékin s'est dit prêt à « aller jusqu'au bout dans la riposte ». La Chine a tout particulièrement ciblé les exportations agricoles américaines en imposant des droits de douane de 15 % supplémentaires sur le poulet, le blé, le maïs et le coton en provenance des Etats-Unis.

PAGES 14-15

### VU PAR CHAPPATTE (SUISSE)

CARTOONING FOR PEACE



Santé  
En 2050, l'obésité et le surpoids toucheront 60 % des adultes

PAGE 7

Cinéma  
« Mickey 17 », le monde réifié qui vient, selon Bong Joon-ho

PAGE 20

## Arts

### Les lumières noires de l'exposition « Corps et âmes »

A la Bourse de commerce-Collection Pinault, 41 artistes exposent de façon crue les blessures liées au passé colonial, à l'esclavage et au racisme, qui se mêlent à la souffrance intime. Dans un entretien au « Monde », Emma Lavigne, la commissaire de l'exposition, explique ses choix

SUPPLÉMENT

## NOUVEAU HORS-SÉRIE

Courrier international  
Hors-série Février 2025



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Courrier international

# Voici notre contribution à votre projet immobilier

2,99%  
1,99%  
**>0,99%**



**sur 10% du montant emprunté  
jusqu'à 30 000 €\***

Exemple représentatif :<sup>(1)</sup> Pour un prêt immobilier complémentaire à un prêt finançant une résidence principale, d'un montant de 30 000€ et d'une durée de 120 mois au taux débiteur fixe de 0,99%, vous remboursez 119 mensualités de 262,68€ et une dernière de 262,89€ (hors assurances). Montant total dû par l'emprunteur : 32 130,81€ dont 300€ de frais de dossier. Taux annuel effectif global (TAEG) fixe de 1,40%<sup>(2)</sup>. <sup>(3)</sup>Le montant des mensualités indiqué ci-dessus ne comprend pas l'assurance emprunteur obligatoire : 100 % en garantie décès, perte totale et irréversible d'autonomie, 50 % en incapacité de travail et invalidité permanente : 1<sup>re</sup> cotisation mensuelle de 3,61€, cotisation mensuelle maximum : 3,61€. <sup>(4)</sup> Montant total de l'assurance : 309€, taux annuel effectif de l'assurance (TAEA) de 0,21%.

<sup>(1)</sup> Après étude et sous réserve d'acceptation de votre dossier. <sup>(2)</sup> Conditions au 1<sup>er</sup> mars 2025. <sup>(3)</sup> Hors frais de garantie éventuels. <sup>(4)</sup> Cotisation indicative donnée pour un assuré employé administratif de 35 ans, non-fumeur, hors surprime. Les cotisations évoluent tous les ans en fonction de l'âge de l'assuré et du capital restant dû.

\*OFFRE SOUMISE À CONDITIONS, réservée aux particuliers n'ayant pas été propriétaires de leur résidence principale au cours des 24 mois précédant la demande de crédit. Montant limité à 10% des crédits accordés au Crédit Mutuel pour financer le bien, dans la limite de 30 000 €. L'emprunteur dispose d'un délai de réflexion de 10 jours. La vente est subordonnée à l'obtention du prêt. Si celui-ci n'est pas obtenu, le vendeur doit rembourser les sommes versées. Voir conditions détaillées en Caisse de Crédit Mutuel des fédérations suivantes : Crédit Mutuel Anjou, Crédit Mutuel Antilles-Guyane, Crédit Mutuel Centre, Crédit Mutuel Centre Est Europe, Crédit Mutuel Dauphiné-Vivarais, Crédit Mutuel Île-de-France, Crédit Mutuel Loire-Atlantique et Centre Ouest, Crédit Mutuel Massif Central, Crédit Mutuel Méditerranéen, Crédit Mutuel Midi-Atlantique, Crédit Mutuel Nord Europe, Crédit Mutuel Normandie, Crédit Mutuel Océan, Crédit Mutuel Savoie-Mont Blanc et Crédit Mutuel Sud-Est, et sur [www.creditmutuel.fr](http://www.creditmutuel.fr).

## Crédit Mutuel

Une banque qui appartient à ses clients, ça change tout.

**Le Crédit Mutuel, banque coopérative, appartient à ses 8,9 millions de clients-sociétaires.**

Caisse Fédérale de Crédit Mutuel et Caisses affiliées, société coopérative à forme de société anonyme au capital de 5 458 531 008 €, 4 rue Frédéric-Guillaume Raiffeisen , 67913 Strasbourg Cedex 9, RCS Strasbourg B 588 505 354 - N° ORIAS : 07 003 758. Pour les opérations effectuées en qualité d'intermédiaires en opérations d'assurance (immatriculations consultables sous [www.orias.fr](http://www.orias.fr)), contrats d'assurances souscrits auprès de ACM IARD SA et ACM VIE SA, entreprises régies par le Code des assurances.

# science & médecine



YASMINE GATEAU

## Dans une usine d'organes sur puce

Reportage à Lyon, où la start-up Netri produit des composants destinés à tester des médicaments sur des cellules de plusieurs organes

PAGE 2



## La NASA prépare l'exploitation de l'eau sur la Lune

L'agence américaine a confié à une société privée une mission pour forer le sol près du pôle Sud lunaire et examiner les échantillons

PAGE 3

# Les chiffres préoccupants des cancers chez les moins de 50 ans

Les nouveaux cas de cancers précoces dans le monde ont bondi de 80 % en moins de trente ans. La hausse concerne en premier lieu les tumeurs digestives et du sein. Les chercheurs se mobilisent pour élucider les causes d'un phénomène que certains qualifient d'«épidémie émergente»

SANDRINE CABUT, GARY DAGORN  
ET PASCALE SANTI

C'est un nouveau clignotant dans la hausse préoccupante des cas de cancers dans les jeunes générations. Pour la première fois en France, une recherche a été menée sur leur incidence et leur évolution chez les adolescents et jeunes adultes (AJA) de 15 à 39 ans. Ce travail, rendu public lundi 3 mars, montre que l'incidence de six cancers est en hausse constante entre 2000 et

2020 : carcinomes colorectaux (+ 1,43 % par an en moyenne), du sein (+ 1,60 %), du rein (+ 4,51 %), lymphomes de Hodgkin (+ 1,86 %), glioblastomes (+ 6,11 %) et liposarcomes (+ 3,68 %). Financée par la Ligue contre le cancer, l'étude a été menée en partenariat avec Santé publique France (SPF), l'Institut national du cancer (INCa), le réseau des registres de cancers Francim et les Hôpitaux civils de Lyon.

D'un bout à l'autre de la planète, les signaux d'alerte se multiplient sur la progression des cancers «précoces», définis comme survenant chez des moins de 50 ans. Certes, les tumeurs malignes restent avant tout une pathologie des seniors, après 65 ans. Mais ces *early-onset cancers*, selon le terme anglo-saxon, sont de plus en plus visibles. De nombreux jeunes patients témoignent, les cancérologues de terrain disent en soigner de plus en plus dans leurs hôpitaux. Un constat qui confirme les études épidémiologiques.

Le cancer précoce est-il une épidémie mondiale émergente ?, s'interrogeaient, en 2022, des scientifiques dans *Nature Reviews Clinical Oncology*.

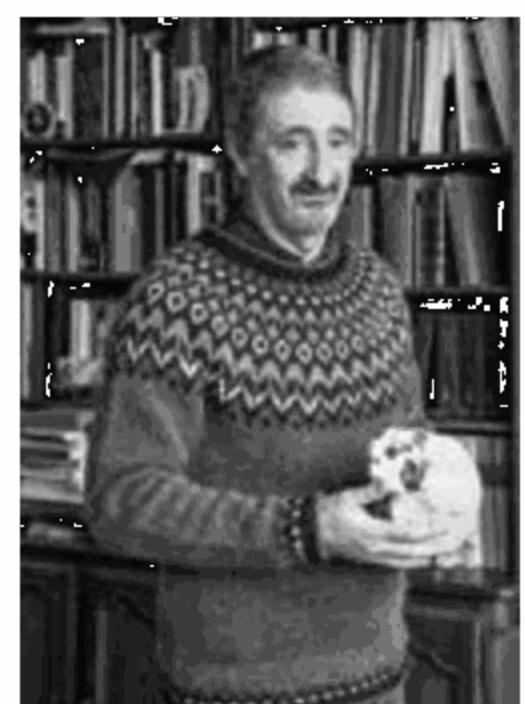
A l'échelle du globe, le nombre de nouveaux cas chez les moins de 50 ans a bondi de près de 80 % en moins de trente ans, passant de 1,82 million en 1990 à 3,26 millions en 2019, selon un article paru dans le *British Medical Journal Oncology* en 2023. Ce

travail a été réalisé à partir des données de la Global Burden of Disease Study («fardeau mondial des maladies») portant sur 29 cancers dans 204 pays. Cette hausse peut toutefois s'expliquer en partie par la croissance démographique.

Une étude publiée en août 2024 dans *The Lancet* va dans le même sens. En s'appuyant sur des données américaines, les chercheurs retrouvent une incidence croissante de 17 cancers – sur les 34 étudiés – dans les cohortes de naissance les plus jeunes. Par exemple, celle des tumeurs du pancréas et du rein est deux à trois fois plus élevée chez les Américains nés en 1990 que chez ceux nés en 1955. Dans neuf localisations, comme le côlon-rectum ou encore l'ovaire, l'incidence a augmenté dans les jeunes générations, alors qu'elle a décliné dans les cohortes de naissance plus âgées.

En dessous de 50 ans, toutes les tranches d'âge peuvent être en réalité concernées. Ainsi, en 2022, plus de 1,3 million d'adolescents et jeunes adultes de 15 à 39 ans ont été touchés par un cancer, selon une étude internationale (*The Lancet Oncology*, 2024). Celle-ci a été réalisée à partir des données de la base mondiale Globocan du Centre international de recherche sur le cancer (CIRC, agence de l'Organisation mondiale pour la santé).

→ LIRE LA SUITE PAGES 4-5



## Portrait Bruno Boulestin sur les traces des cannibales

L'anthropologue, ancien médecin militaire, s'est spécialisé dans l'analyse des indices d'anthropophagie sur des ossements humains de la préhistoire

PAGE 8

# A Lyon, les organes sur puce se fabriquent à la chaîne

BIOTECHNOLOGIE - La start-up Netri produit des dispositifs permettant de mesurer la réponse de cellules nerveuses aux médicaments

LYON - envoyé spécial

**A** quoi peut bien ressembler une usine d'organes sur puce ? N'allez pas imaginer une bruyante chaîne d'assemblage où circuleraient foies, muscles ou poumons marinant dans des bocaux reliés à des ordinateurs. La réalité est à la fois moins spectaculaire et plus technique : chez Netri, une start-up lyonnaise, l'unité de production inaugurée le 4 février tient dans un enchaînement de petites « salles blanches », où s'activent les équipes en combinaison et masque couvrant, dans une atmosphère pressurisée pour filtrer la moindre poussière. Florian Laramandy, directeur technique et cofondateur de Netri, nous fait longer un couloir vitré qui permet de voir ce qui s'y passe, sans perturber la production.

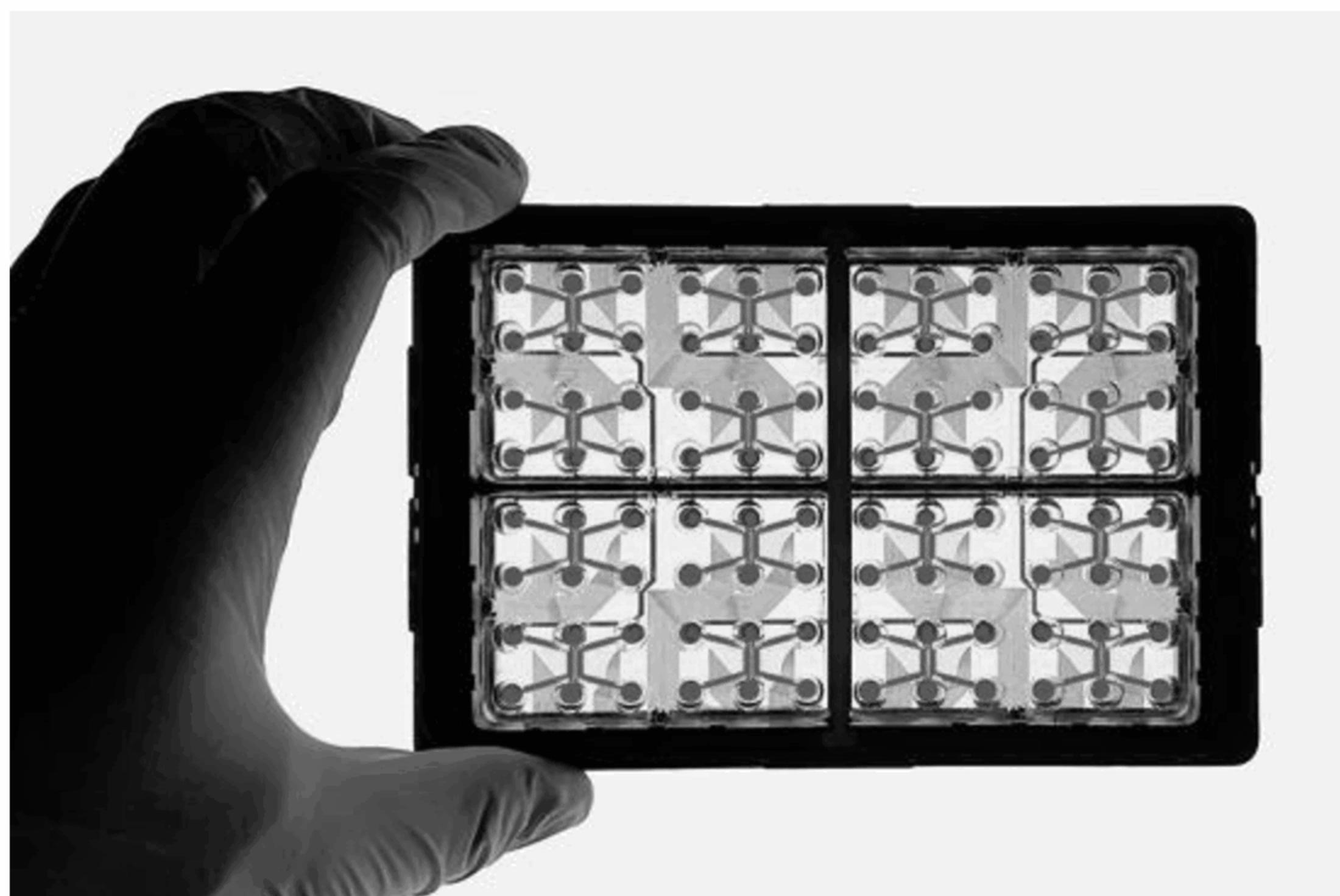
Il y a d'abord la fabrication des dispositifs microfluidiques, qui tiennent dans la paume d'une main. Différents types cellulaires y seront cultivés et nourris à travers de petits puits, reliés entre eux par des microcanaux. Netri a choisi de mouler un silicium poreux, le polydiméthylsiloxane (PDMS), qui assure naturellement l'oxygénation de ces cellules. « De ce fait, nous n'avons pas besoin de pompes », indispensables avec les plastiques durs, explique l'ancien ingénieur de recherche au CNRS. Puis il y a l'assemblage, pour les aligner précisément avec les électrodes qui capteront les signaux électriques émis par des neurones.

Vient ensuite l'étape de la mise en culture. Les dispositifs sont ensemencés d'un côté avec ces cellules nerveuses, et de l'autre par des cellules représentant l'organe visé. « On reproduit ainsi le circuit allant du cerveau à l'organe cible », résume M. Laramandy. L'ensemble est mis à incuber dans un robot nourrisseur, pendant environ trois semaines, le temps que les liaisons nerveuses s'établissent entre les deux types cellulaires.

#### « Dérisker les phases cliniques »

L'organe sur puce est alors prêt pour faire son office : réagir en présence de composés injectés dans la partie « organe ». A leur contact, les cellules nerveuses émettent toute une panoplie de signaux électriques – 52 paramètres sont pris en compte – automatiquement captés par une machine. C'est là qu'entrent en jeu l'informatique haut débit et l'intelligence artificielle (IA). Ces données bioélectriques sont comparées à celles qui sont induites par des médicaments de référence, mais aussi par des molécules qui n'ont pas passé la barrière des essais chez l'humain, en raison d'effets secondaires trop importants, et que des industriels de la pharmacie confient à Netri pour entraîner son IA.

« A partir de ces 52 paramètres, elle peut créer une signature numérique spécifique au médicament », explique Thibault Honegger, cofondateur et PDG de Netri. Il prévoit de disposer de 300 de ces signatures d'ici à fin 2025. Sur une carte produite par l'IA, si le composé testé se retrouve dans un espace proche de médicaments connus pour induire des vomissements, ou des douleurs neuropathiques, comme ce peut être le cas de chimiothérapies du cancer, les « pharmas » qui auront fait appel à Netri pourront les anticiper, en proposant des molécules complémentaires. Ou renoncer à poursuivre leur développement.



Le système d'organes sur puce de la start-up Netri, en 2025. NETRI

Dans le langage des start-uppers et des promoteurs des organes sur puce, cela s'appelle « dérisquer les phases cliniques ». Neuf médicaments sur dix ayant passé l'étape des tests sur animaux sont de fait éliminés lors des évaluations cliniques (sur les humains), pour des raisons de toxicité ou d'inefficacité. La douleur est à elle seule responsable de 80 % des échecs en phase clinique, rappelle M. Honegger, qui a choisi précisément de se focaliser sur ce problème, mais aussi sur la dermocosmétique et la neurotoxicologie.

« On ne peut pas tout faire », constate cet chercheur au CNRS dans le centre du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives de Grenoble. Même si la société, fondée en 2018, vient de lever 5 millions d'euros, comprend désormais 35 salariés, et vise la rentabilité en 2025, il rappelle que le secteur connaît, depuis deux ans, un « hiver mondial des biotechs » et un gel des investissements qui invite à la prudence.

Pour la filière des organes sur puce et des organoïdes (assemblages cellulaires qui miment eux aussi le fonctionnement d'organes), la période peut pourtant sembler favorable. L'Agence américaine des médicaments a ouvert la voie, fin 2022, à l'autorisation de mise sur le marché de traitements, sans forcément s'appuyer sur des tests réglementaires sur animaux. Son homologue européenne est aussi favorable à cette évolution, à condition de s'entendre sur

les critères pour qualifier et standardiser des technologies alternatives. Celles-ci sont d'autant plus encouragées que, depuis le Covid-19, l'industrie pharmaceutique fait face à une pénurie et à une explosion des tarifs des primates non humains pour les tests.

#### Dimension éthique

Au niveau européen, les nouvelles approches méthodologiques (NAM), ou méthodes sans animaux, font l'objet de plusieurs projets. L'un d'eux, NAMWise, doté de 2 millions d'euros, « à visée réglementaire, a été lancé à la mi-février et rassemble les acteurs de la filière », indique la biologiste Athanassia Sotiroopoulos (Inserm). Elle dirige le groupement d'intérêt scientifique FC3R, créé, en 2021, pour promouvoir en France le remplacement, la réduction et le raffinement de l'expérimentation animale.

En France, l'« évolution majeure », note-t-elle, est le lancement de programmes et équipements prioritaires de recherche (PEPR), dans le cadre du plan France 2030, doté d'un budget de 48 millions d'euros sur six ans. Alors que quatre grandes thématiques sont déjà financées, un appel à projets plus modestes devait être lancé le 3 mars. Face à des initiatives ambitieuses aux Pays-Bas, en Suisse ou en Allemagne, « si la France n'avait pas été présente, cela aurait été grave », estime-t-elle. A l'Institut Pierre-Gilles-

de-Gennes, à Paris, Stéphanie Descroix, qui bénéficie du PEPR pour ses « tumeurs sur puce », constate que « la vague monte » sur ces thématiques et se réjouit de disposer de moyens importants sur une longue période.

Un contrat stratégique de filière vise aussi à fédérer les différents acteurs : publics, privés, et agences réglementaires. M. Honegger y représente France Biotech. L'un des enjeux qu'il y fait valoir est la création de biobanques de cellules souches, auprès desquelles les industriels pourraient se fournir en lignées diversifiées, alors qu'ils dépendent de fournisseurs étrangers. Pour l'heure, le règlement général pour la protection des données prévoit que les donneurs de cellules et leurs descendants peuvent s'opposer à la culture de celles-ci, ce qui peut hypothéquer la constitution de bases de référence.

La question, qui présente une dimension éthique, fait débat parmi les promoteurs des NAM. Mme Descroix a pour objectif de tester les cellules de patientes atteintes d'un cancer du sein, pour prédire comment elles répondront au traitement. Un enjeu qu'elle juge différent de l'accès à des cellules souches à des fins de commercialisation d'organes sur puce. « Le cadre réglementaire est important pour l'acceptation de ces innovations, note-t-elle. Les contraintes réglementaires ont parfois du sens. » ■

HERVÉ MORIN

# Les macrophages, champions du recyclage de bactéries

BIOLOGIE - Ces cellules immunitaires avalent des bactéries pour s'alimenter et ajuster leurs réponses au stade de l'infection

**C**'est une surprise, pour les fins connaisseurs des stratégies déployées par nos défenses immunitaires. Les macrophages, ces vaillants soldats de l'immunité, ne se contentent pas d'engloutir les bactéries qui envahissent l'organisme, de les hacher menu, puis d'en évacuer les débris dans le milieu extracellulaire.

Ces cellules font mieux. Connues pour leur promptitude à monter au front et à neutraliser l'assaillant, elles parviennent aussi à digérer une partie des composants de ces bactéries, et à en recycler de petits fragments, telles des briques élémentaires, pour bâtir leurs propres molécules. De l'art de se nourrir de l'ennemi, en somme, révèle une étude publiée le 26 février, dans la revue *Nature*.

Dès que l'envahisseur est identifié, le macrophage ingère la bactérie. Puis il l'enferme dans une vésicule, le phagosome, qui fusionne ensuite avec une autre, le lysosome, rempli d'armes biochimiques : des enzymes de dégradation. Cette fusion forme une grosse vacuole, le phagolysosome. C'est dans ce compartiment isolé que le macrophage dilacère l'adversaire. « Un même macrophage peut ingérer une centaine de bactéries et les digérer en moins de vingt minutes », dit Johan Garaude, chercheur Inserm à l'université de Bordeaux, qui a coordonné ce travail.

« Tous les manuels d'immunologie enseignent que le phagolysosome est une vacuole hermétique. Et que son contenu, une fois la bactérie dégradée, est recraché par le macrophage », relève le cher-

cheur. Cette fameuse vacuole, en vérité, n'est pas si étanche : elle laisse « fuir » des constituants bactériens dans le reste de la cellule. Et le macrophage, pas fou, en récupère des fragments.

#### Ballet de molécules

Les auteurs ont eu recours à une technique peu banale. Ils ont fait pousser des bactéries, comme *Escherichia coli* mais aussi *Listeria*, des salmonelles, dans un milieu où la seule source de carbone était du carbone 13 – cet isotope non radioactif peut être suivi par spectroscopie de masse. Ensuite, ils ont cultivé ces bactéries avec des macrophages de souris. Et étudié, en parallèle, ce qui se passait chez le rongeur. « Récemment, nous avons reproduit nos résultats avec des macrophages humains »,

confie Johan Garaude. Enfin, les auteurs ont retracé le devenir, dans le macrophage, des molécules de bactéries marquées au carbone 13, et disséqué les voies biochimiques en jeu.

C'est un fascinant ballet de molécules qu'ils nous dévoilent. Les bactéries dégradées fournissent au macrophage une ventrée de nutriments. Par exemple, « leurs protéines et leurs peptides sont découpés en acides aminés, que le macrophage recycle pour construire ses propres protéines », explique Johan Garaude. De petites molécules issues de la bactérie, comme l'AMP cyclique, sont exploitées par les usines à énergie du macrophage, les mitochondries, pour produire des molécules d'ATP, source d'énergie cellulaire. Autre voie cruciale : à partir

d'un acide aminé de la bactérie, le glutamate, le macrophage fabrique du glutathion, un composé vital pour la cellule : il intervient dans sa détoxification en exerçant un puissant effet antioxydant.

Plus étonnant encore, les réactions du macrophage dépendent fortement de la viabilité des microbes. Les bactéries mortes, en effet, sont beaucoup mieux recyclées que les bactéries vivantes. Et favorisent davantage la survie des macrophages. Et ce, d'autant plus que le milieu environnant est pauvre en nutriments.

Mieux encore, quand le macrophage avale des bactéries mortes, il est le siège de beaucoup moins de réactions d'oxydation. Surtout, il produit bien moins de molécules qui favorisent l'inflammation, comme l'interleukine-1β. « En dé-

but d'infection, beaucoup de bactéries sont vivantes. Le macrophage doit donc activer une réponse immunitaire et inflammatoire forte, postule le chercheur. Enfin d'infection, en revanche, beaucoup de bactéries sont mortes et ce n'est plus nécessaire. » Restreindre le prélèvement de nutriments, en cas de bactéries gobées vivantes, serait aussi un mécanisme protecteur : « Cela éviterait au macrophage d'utiliser des molécules potentiellement dangereuses », estime Juliette Lesbats, première autrice.

Enzo Poirier, de l'Institut Curie, salue « une étude impressionnante » qui aide à comprendre comment le système immunitaire adapte sa réponse à la situation infectieuse, ici « à des signaux multiples venant du pathogène ». ■

FLORENCE ROSIER

# La NASA envoie une mission privée traquer l'eau sur la Lune

**ESPACE** - Pour la première fois, une mission scientifique privée va préparer l'exploitation des ressources sur la Lune. IM-2, qui a décollé dans la nuit du 26 au 27 février, extraira des échantillons du sol lunaire pour établir la quantité de gaz et de glace d'eau qui s'y trouve piégée

**A**l'heure où le personnel de la NASA est menacé par la purge du département de l'efficacité gouvernementale (DOGE), où le programme spatial habitué Artemis pourrait être remis en cause pour préférer aller planter un drapeau sur Mars, comme l'a annoncé Donald Trump le 20 janvier, le jour de son investiture à la Maison Blanche, rien ne semble se passer comme prévu pour les programmes spatiaux aux Etats-Unis.

Et pourtant, c'est bien une mission américaine qui s'apprête à partir en direction de la Lune. IM-2, la deuxième expédition lunaire de l'entreprise Intuitive Machines, a prévu un décollage dans la nuit du 26 au 27 février à bord d'une fusée Falcon 9 de SpaceX. Direction le pôle Sud lunaire, là où les études ont montré que les ressources seraient nombreuses, ce qui semble propice pour accueillir les missions d'Artemis, voire pour construire une base lunaire d'ici quelques années.

«C'est une zone qui semble riche en ressources en raison des cratères toujours à l'ombre», détaille Pierre-Yves Meslin, chercheur en planétologie à l'Institut de recherche en astrophysique et planétologie (IRAP). Cet environnement est idéal pour piéger dans la glace des éléments volatils comme l'hydrogène, qui pourrait donc s'y trouver en grande quantité. En plus, ces cratères nombreux sont entourés de hauts plateaux dont l'ensoleillement permettrait d'y installer une base lunaire.

Mais avant de faire venir des explorateurs, il va falloir sonder le sous-sol. Pour ce faire, IM-2 dispose d'une foreuse nommée Trident qui va creuser à un mètre de profondeur, ainsi que d'un spectromètre de masse, MSolo, conçu pour analyser sur place la composition de l'échantillon. Et donc trouver cette fameuse glace d'eau, essentielle pour produire de l'oxygène ou des ergols, bref, du carburant.

#### Une armée de robots

«Nous en avions identifié en 2020 avec le télescope Sofia, précise Casey Honniball, chercheuse à la NASA, qui avait publié une étude sur le sujet. C'était l'équivalent de 12 grammes dans un mètre cube de sol. Mais pour être certains de nos résultats, une confirmation par un autre appareil sera d'une grande aide.» Deux missions chinoises sont allées depuis récolter des échantillons lunaires. Mais Chang'e 5 et 6 ne se sont pas posées près des pôles en quête d'eau.

Une telle expédition est moins simple qu'il n'y paraît. Pour IM-1, première mission d'une entreprise privée à atteindre la Lune, l'atterrissement en février 2024 ne s'était pas bien passé et plusieurs instruments, notamment des caméras et un radiotélescope, n'avaient pas fonctionné. Un mois plus tard, une autre mission privée n'avait même pas pu quitter l'orbite terrestre. L'important programme de la NASA qui rassemble toutes ces initiatives privées démarrait mal.

Cette fois, IM-2 part avec davantage d'ambition. L'atterrisseur

est sensiblement le même que pour IM-1, avec quelques améliorations censées éviter une même arrivée chaotique. Mais surtout, il emporte avec lui toute une armée de robots.

En plus de la foreuse et du spectromètre, comptez sur le petit MAPP, rover bardé de caméras, qui ira explorer les environs. Le minuscule Yaoki, sorte de croisement entre un aspirateur et un hoverboard (planche électrique à deux roues latérales), testera son système de déplacement.

Et surtout, l'impressionnant Micro Nova Hopper, un drone qui bondira à plus de 100 mètres d'altitude pour aller se poser au fond d'un cratère et en ressortir. Avec ses caméras, il pourra offrir de belles images en partant jus-

qu'à 25 kilomètres de distance de l'atterrisseur.

Casey Honniball, elle, espère que IM-2 aidera à lever quelques doutes: «Il y a énormément d'incertitudes à propos de la Lune. Nous sommes particulièrement intéressés par l'eau, mais nous ne savons pas en quelle quantité elle est présente, si elle est à la surface ou dans le sol, ni comment elle est distribuée à travers la Lune.»

#### «Exploitation commerciale»

Pourtant, IM-2 n'a pas toutes les chances de son côté. D'abord, le spectromètre de masse MSolo, aussi performant soit-il, est loin d'égalier ce qui peut se faire sur Terre. En plus, l'eau sous forme de glace est extrêmement fragile et risque de se sublimer (s'évaporer)

lors du forage. L'opération est complexe et n'a jamais été tentée auparavant. Sans compter que le compromis fait pour choisir le lieu d'atterrissement n'est pas le plus favorable pour cette recherche. L'atterrisseur arrivera sur le massif de Mons Mouton, un des plus grands de la région. «C'est une zone éclairée par le Soleil, précise Pierre-Yves Meslin. Il n'y a donc pas le froid nécessaire du fond des cratères pour maintenir l'eau.»

Ce choix était pourtant nécessaire puisqu'il n'était pas concevable de placer l'atterrisseur là où le Soleil ne peut pas recharger les batteries, et où la communication avec la Terre est difficile, voire impossible. Les nombreux échecs à la surface de la Lune (Israël en 2019, le Japon en 2022, la Rus-

sie en 2023) poussaient à la prudence et à choisir un site plus facile d'accès. Dans ces conditions, il est possible que le forage ne réussisse rien... Ce qui ne voudra pas dire pour autant qu'il n'y a pas de glace d'eau dans un cratère voisin.

Pierre-Yves Meslin reste sceptique sur l'intérêt scientifique de cette mission. «Cela nous révélera sans doute quelques informations à propos de la composition de la Lune, mais ce n'est pas le but premier. Nous sommes dans une perspective d'exploitation commerciale, et l'idée est d'utiliser ces ressources. Or nous pourrions en apprendre beaucoup plus sur l'origine de ces éléments, ou leur âge. S'ils sont utilisés, ils seront perdus.» ■

HUGO RUHER

## Blue Ghost a réussi son alunissage

La société américaine Firefly Aerospace a réussi, dimanche 2 mars, à poser son engin spatial Blue Ghost dans l'hémisphère Nord de la Lune après un voyage d'un mois et demi. C'est seulement la deuxième fois qu'un engin privé atterrit sur la Lune sans s'écraser, après la sonde Odysseus (en février 2024), vaisseau de la société américaine Intuitive Machines qui s'était cependant retrouvé couché sur le flanc. Blue Ghost transporte divers instruments scientifiques de la NASA, dont un outil pour forer le sol lunaire et analyser sa température. Cette mission, qui durera deux semaines, s'inscrit dans un partenariat entre la NASA et le secteur privé visant à réduire les coûts et à soutenir Artemis, le programme américain destiné à amener des astronautes sur la Lune.

## TÉLESCOPE

### PALÉOANTHROPOLOGIE Des humains vivaient il y a 150 000 ans dans la forêt tropicale africaine

Jusqu'alors, la plus ancienne présence humaine documentée dans une forêt tropicale africaine remontait à 18 000 ans, au Congo. De nouvelles fouilles au nord d'Abidjan (Côte d'Ivoire) suggèrent qu'*Homo sapiens* avait investi ce type d'environnement bien plus tôt, il y a 150 000 ans. Une mission russe-ivoirienne établie entre 1982 et 1993 avait déjà découvert sur ce site des restes d'outils en pierre taillée, mais les datations restaient imprécises. Une nouvelle mission internationale a, en 2020, permis de dater les phases d'occupation du site, et de mieux caractériser la flore, qui correspond à celle rencontrée dans les forêts tropicales humides actuelles. Bien avant que notre espèce n'habite des milieux comparables à Sumatra, il y a plus de 60 000 ans, certains de ses représentants avaient donc déjà appris à y vivre.

► Ben Arous et al., «Nature», 26 février

11 %

C'est le pourcentage de la population française bénéficiant d'une santé cardio-vasculaire optimale, selon une échelle de l'American Heart Association qui intègre à la fois des comportements de santé (tabagisme, activité physique, alimentation...) et des facteurs de risque métaboliques (cholestérol, tension artérielle, glycémie). Un pourcentage fortement influencé par les inégalités sociales: il est de 4 % chez les personnes qui n'ont pas le bac, contre 21 % chez celles qui ont un niveau d'éducation supérieur. En 2022, les maladies cardiovasculaires ont entraîné 1,2 million d'hospitalisations et 140 000 décès chez les adultes, (plus d'un sur cinq). Parmi elles, les cardiopathies ischémiques ont provoqué 31 000 décès; 25 000 décès; les AVC, plus de 30 000. ► «Bulletin épidémiologique hebdomadaire», hors-série «Epidémiologie des maladies cardio-vasculaires en France», 4 mars

UNE PETITE FOULÉE POUR VOUS, UN GRAND PAS POUR LA SANTÉ.

Oui, en reprenant une activité physique, vous agissez pour la santé de tous. Et ça, ça s'appelle l'Éco-santé, un mouvement lancé par Harmonie Mutuelle pour agir plus tôt, plus vite, et autrement sur notre santé.

ENSEMBLE VERS  
l'Éco-santé



Participez au mouvement de l'Éco-santé sur [harmonie-mutuelle.fr/eco-sante](http://harmonie-mutuelle.fr/eco-sante)

Harmonie mutuelle  
GROUPE VYV  
AVANÇONS collectif

# Les cancers précoce s en quête d'explications

► SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

Si l'incidence et la mortalité sont très variables selon les pays, l'épidémiologiste Miranda Fidler-Benaoudia (Calgary, Canada) et ses coauteurs soulignent aussi les particularités de profil des tumeurs des 15-39 ans. Il y a, d'une part, des carcinomes classiques chez l'adulte (sein, côlon-rectum...) et, d'autre part, des cancers plutôt pédiatriques (du sang, du cerveau et du système nerveux central).

A quel point cette progression est-elle préoccupante ? Pour Jean-David Zeitoun, médecin et épidémiologiste, «de nombreuses données montrent que les early-onset cancers, en particulier entre 35 et 50 ans, augmentent dans de très nombreux pays du monde pour une quinzaine de cancers, dont beaucoup sont digestifs». Salvatore Vaccarella, épidémiologiste au CIRC, est moins affirmatif. «L'augmentation des cancers chez les moins de 50 ans n'est pas généralisée dans tous les pays. Les preuves d'une augmentation dans cette tranche d'âge sont plus solides pour le cancer colorectal et le cancer du pancréas – bien que cela ne soit pas observé dans tous les pays – en raison de l'occidentalisation du mode de vie», estime-t-il.

Quid de la France ? Si la prudence reste de mise, du fait d'effectifs modestes dans les tranches d'âge jeunes, les statistiques nationales semblent confirmer cette tendance pour plusieurs tumeurs, comme le montrent les données traitées par *Le Monde*. Une version interactive est disponible sur nos supports numériques. Ce travail s'est appuyé sur les données du réseau Francim, qui travaille en collaboration avec SPF, l'INCa et les Hôpitaux civils de Lyon.

Médecins et chercheurs se mobilisent. «Il faut se préparer à un tsunami», déclarait le 22 janvier le professeur Fabrice Barlesi, directeur général de l'Institut Gustave-Roussy (IGR), lors d'une conférence de presse. L'IGR, qui a lancé plusieurs programmes de recherche sur ces sujets, souligne que 15 000 personnes âgées de 20 à 40 ans en France ont été touchées par un cancer en 2022. Entre 1998 et 2017, dans cette tranche d'âge, ce sont les cancers colorectaux (+ 5,4 %) et du pancréas (+ 4,3 %) qui ont connu l'augmentation annuelle d'incidence la plus marquée chez les femmes ; et chez les hommes, ceux du pancréas (+ 5,4 %) et du rein (+ 5,3 %).

Les nouvelles données tout juste dévoilées amènent un éclairage un peu différent. Si les cancers chez les adolescents et jeunes adultes restent rares, leur incidence a augmenté de

1,62 % par an entre 2000 et 2014, puis baissé de 0,79 % par an entre 2015 et 2020, selon l'étude coordonnée par le docteur Emmanuel Desandes (Registre national des cancers de l'enfant, Nancy). Au total, 54 735 diagnostics de cancer ont été comptabilisés entre 2000 et 2020. «Notre travail, qui porte sur 19 départements et couvre 24 % du territoire, ne peut être extrapolé à l'ensemble de la population», avertit l'épidémiologiste.

«Spécifique aux AJA, la méthode de classification, utilisée pour la première fois, couple la topographie des cancers (l'organe touché) avec, et c'est ce qui est sa principale originalité, la morphologie (sa nature histologique)», précise-t-il. Des types de cancers très variés sont retrouvés. L'étude a tenu compte des éventuelles évolutions des classifications. «Ces résultats qui, pour la plupart, confortent d'autres données, vont permettre d'orienter les recherches, notamment pour mieux cerner d'éventuels facteurs de risque. Cela permettra de mieux orienter les stratégies de prévention», espère le docteur Desandes.

Cette épidémie émergente est un nouveau défi. «Un cancer à 30 ans n'a pas les mêmes répercussions en termes d'années de vie perdues, d'impact sur la vie socioprofessionnelle et familiale», indique le dossier de presse de l'IGR. Un autre enjeu est d'en identifier les causes, pour agir. Les cancers précoce s sont-ils dus à des facteurs de risque traditionnels : l'alcool, le tabac, l'obésité ? Ou encore à la sédentarité dont les effets se feraient sentir plus tôt ? Quelle est la part de responsabilité des pesticides, des perturbateurs endocriniens, voire de facteurs environnementaux encore totalement inconnus ? Tour d'horizon (le cas très particulier des cancers pédiatriques ne sera pas traité ici).

## Cancer du sein

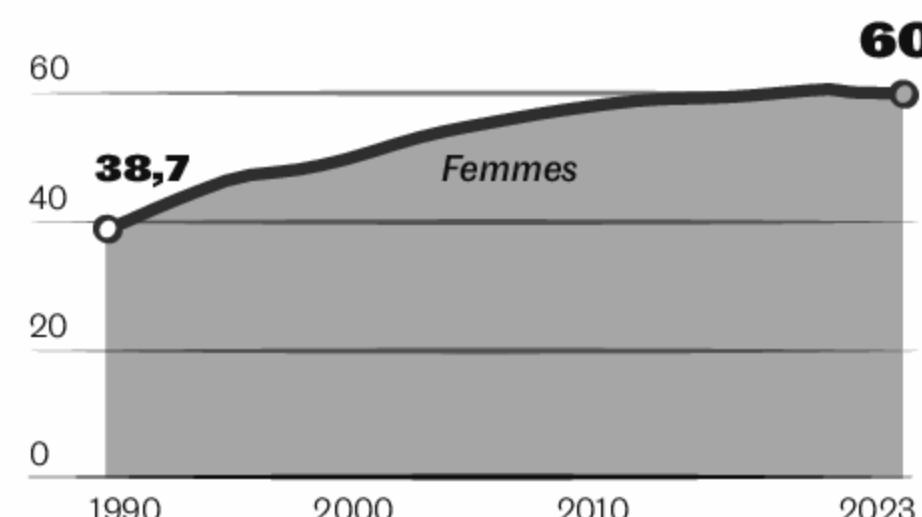
C'est, chez les femmes, la tumeur la plus fréquente et la première cause de décès par cancer, avec de grandes disparités selon les régions du monde. Si son pronostic s'améliore, du moins dans les pays riches, l'incidence du cancer du sein y a augmenté des années 1980 aux années 2000, avant de se stabiliser, voire de diminuer. Ce reflux a été attribué principalement à la baisse de prescription des traitements hormonaux substitutifs de la ménopause au début des années 2000, et possiblement à un plateau dans la participation au dépistage. Puis, depuis une quinzaine d'années, le taux d'incidence est reparti à la hausse dans un certain nombre de pays.

Le fardeau de ces cancers reste bien supérieur chez les plus de 50 ans (71 % des nouveaux cas,

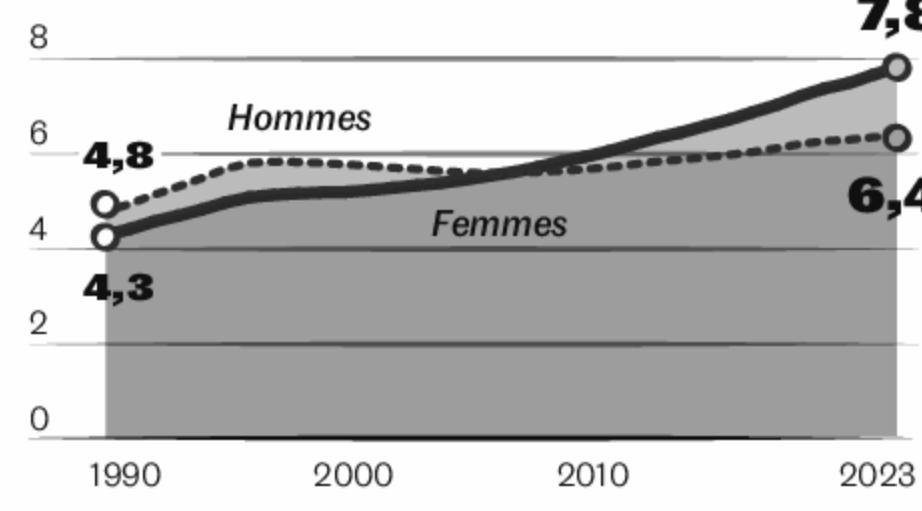
Evolution du taux d'incidence pour 100 000 personnes, par type de cancer, par sexe, en France

## Chez les moins de 50 ans

### SEIN



### CÔLON ET RECTUM



Infographie : *Le Monde*, Gary Dagorn, Audrey Lagadec  
Sources : Santé publique France, Francim, Institut national du cancer, Hospices civils de Lyon



nouveaux cas a, lui, doublé depuis 1990, avec 61 000 cas en 2023. L'accroissement de la population et son vieillissement expliquent respectivement 30 % et 23 % de cette augmentation des cas, le reste serait lié aux facteurs de risque.

«Beaucoup ont été identifiés, dont la plupart ont un effet modeste, précise la docteure Florence Molinié, présidente du réseau Francim. Parmi les principaux, il y a les facteurs hormonaux et reproductifs, dont l'âge élevé au premier enfant et un petit nombre d'enfants, qui évoluent défavorablement en France. L'alcool, le surpoids, la sédentarité et le tabac ont aussi un rôle établi.» Selon des données du CIRC de 2015, 37 % des

## UN PROJET DE REGISTRE NATIONAL EN SUSPENS

**E**ffectuée tous les cinq ans, l'estimation de l'incidence nationale des cancers repose sur les données des 29 registres du cancer que compte le réseau Francim. Mais en dehors des deux registres consacrés aux cancers pédiatriques, qui sont exhaustifs, ces dispositifs ne sont implantés que dans 28 des 101 départements français, et ne couvrent donc que 21 % à 24 % de la population française – selon le cancer.

Pour obtenir des chiffres nationaux, les biostatisticiens de Santé publique France et des Hôpitaux civils de Lyon (HCL) utilisent une méthode d'extrapolation validée scientifiquement en 2018. Celle-ci repose sur un modèle statistique combiné à un outil mathématique (les «splines multidimensionnelles pénalisées»). «Cela permet de lisser les fluctuations aléatoires des données observées et donc de mieux voir les tendances, notam-

ment en ce qui concerne les cancers peu fréquents pour lesquels ces fluctuations sont importantes», explique Laurent Remontet, biostatisticien aux HCL.

Cette méthode d'extrapolation s'appuie sur le fait que l'incidence moyenne dans le territoire national est relativement proche de celles des zones de registres, mais aussi que les fluctuations des données au sein des zones registres reflètent correctement celle qu'on pourrait avoir au niveau de la France. Ceci a pu être démontré après la création, à la fin des années 2000, de registres couvrant 8 départements qui ont amélioré la représentativité du réseau. La méthode a aussi l'avantage de ne plus dépendre de «proxy» – données ayant servi à mesurer indirectement l'incidence de ces maladies.

Mais si les estimations nationales actuelles de l'incidence du cancer en France sont jugées

d'une précision plus que satisfaisante, l'émergence de registres nationaux dans de nombreux pays européens depuis les années 1990 n'a pas échappé aux sénateurs, qui ont voté en première lecture, le 15 juin 2023, une proposition de loi de création d'un tel registre.

### Un objectif politique

L'institut national du cancer (INCa) et Francim, le réseau des registres du cancer, ont initialement accueilli avec scepticisme l'initiative des élus de la Chambre haute, les registres départementaux peinant déjà à fonctionner correctement avec les moyens actuels (10 millions d'euros par an). «Actuellement, le coût de fonctionnement des registres est couvert à environ 60 % - 70 % par les financements nationaux, et c'est à chaque registre d'aller chercher le complément. Il y a aussi des freins techniques et des difficultés à recruter et à former du personnel compétent»,

explique la docteure Florence Molinié, présidente de Francim.

Si l'INCa dit partager pleinement la volonté d'améliorer le suivi des cancers, étendre tel quel le modèle existant à tout le pays ne serait pas, selon l'institution, une solution très opérationnelle. «Cela coûterait une soixantaine de millions d'euros par an et plus de 500 créations de postes, qui s'ajouteraient aux 150 postes existants. Des personnels qu'il faudrait recruter et former», confirme *Le Monde* son président, Norbert Ifrah.

Au lieu de répliquer le fonctionnement des registres actuels, l'idée serait de le compléter par un «entrepot de données» déjà en place à l'INCa, qui collige de nombreuses bases disponibles. Cela permettra de dénombrer les nouveaux cas de cancer chaque année avec une meilleure précision sur les zones non couvertes par un registre des cancers, grâce à l'intelligence artificielle. «En reprenant la totalité des

données de tous les malades atteints de cancer auxquelles on a accès, nous aurons, je pense, un accès à une finesse que personne au monde n'a, avec une vraie capacité à croiser les informations pour garantir un meilleur suivi continu et exhaustif des données de cancers», s'enthousiasme le professeur Ifrah.

Les données des registres, couplées au Système national des données de santé au sein de cet entrepot, seront chaînées aux données d'hospitalisation, de l'Assurance-maladie et des causes de mortalité. «L'entrepot ainsi créé permettra de mieux évaluer la qualité de la prise en charge et, couplé à l'IA, une surveillance optimisée des cancers sur l'ensemble du territoire», estime Florence Molinié. Le futur dispositif devrait également fournir de meilleures informations sur la qualité du dépistage organisé, ou sur ce qu'on appelle les «signaux faibles» (informations précoces de faible intensité annonciatrices

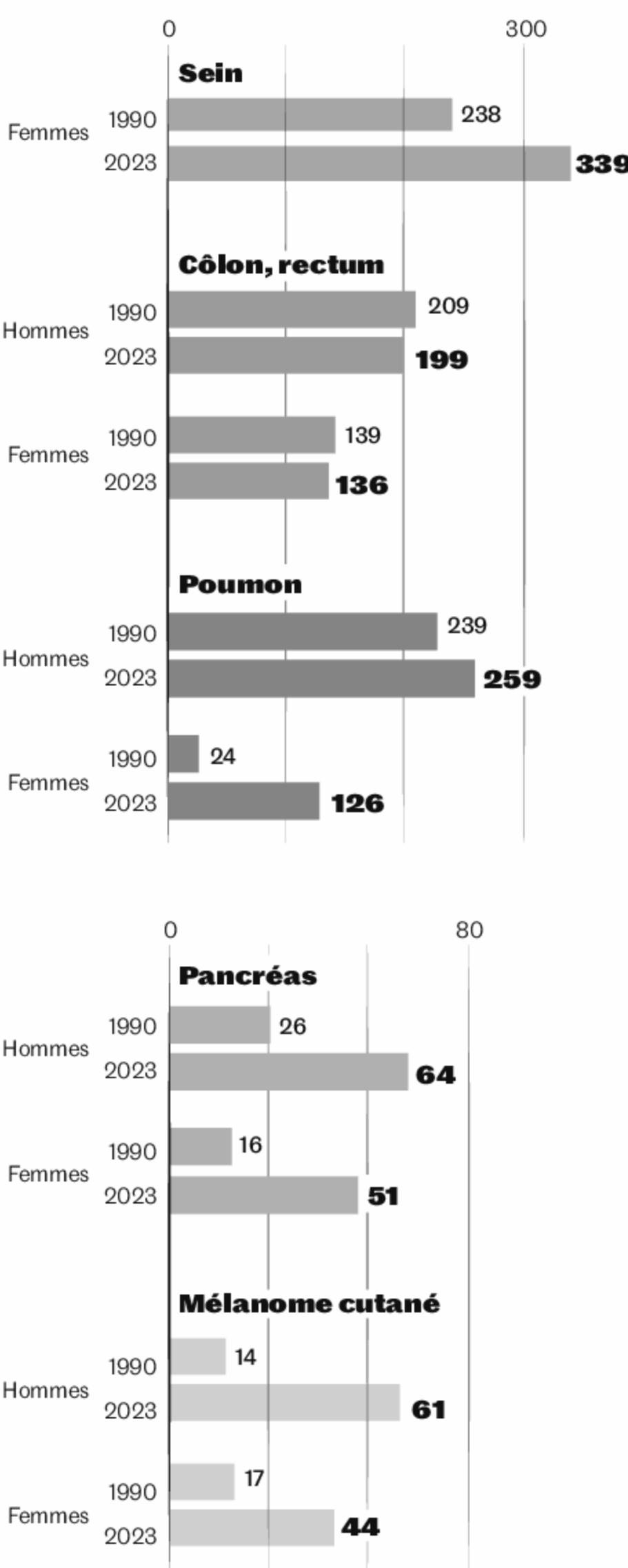
d'une tendance), sur les zones non couvertes par un registre.

Il devrait être hébergé sur la plateforme de données en cancérologie de l'INCa. Couplé au maintien des registres actuels et à leur extension à des zones pertinentes (en zone urbaine dense ou proche de sites classés Seveso), il pourrait coûter de 15 à 20 millions d'euros par an, selon les estimations de l'INCa. «Pour nous, afin d'atteindre l'objectif politique et répondre à l'intérêt scientifique, ce projet-là justifie son coût. Si on s'en était tenu à répliquer l'existant, le bénéfice pour la population n'aurait peut-être pas été proportionnel à la surdépense», observe Norbert Ifrah.

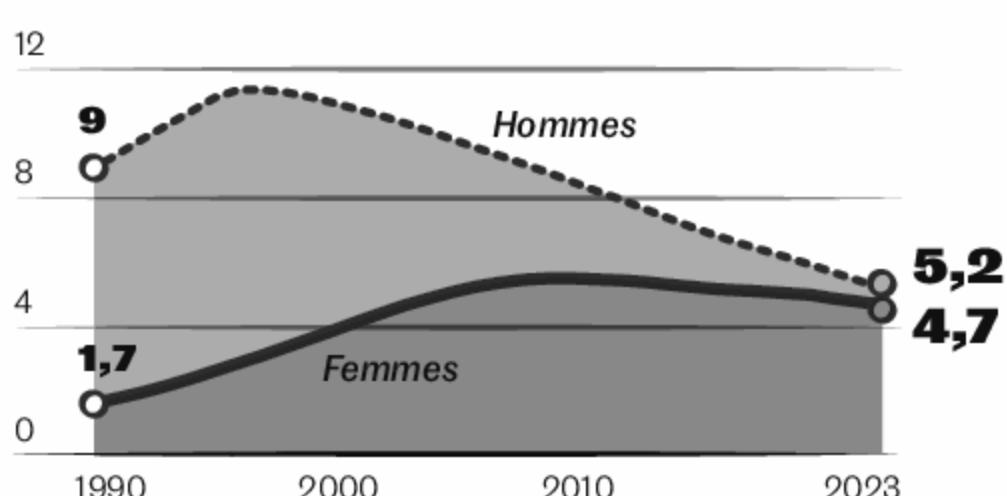
Transmis à l'Assemblée nationale, le texte n'a pas encore été étudié par les députés, faute d'avoir été mis à l'ordre du jour. Au vu de la situation politique, son calendrier parlementaire reste très incertain. ■



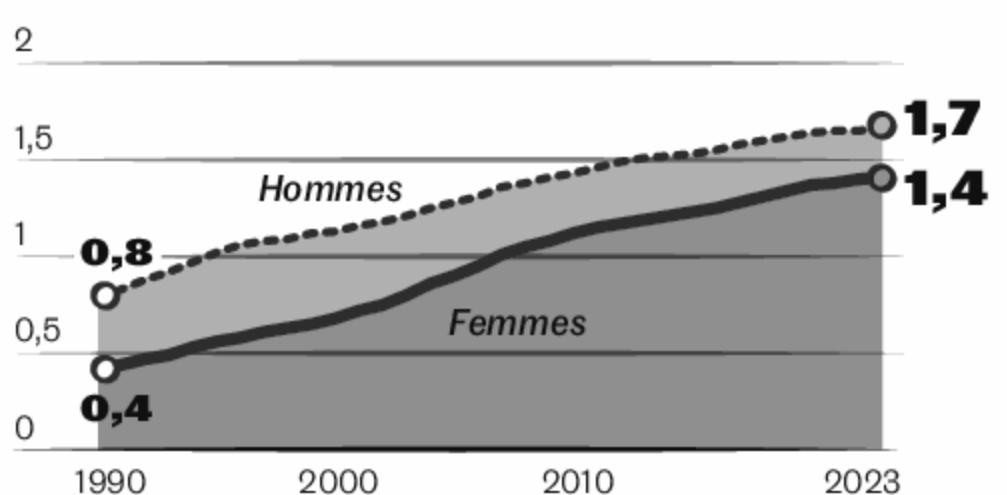
## Chez les plus de 50 ans



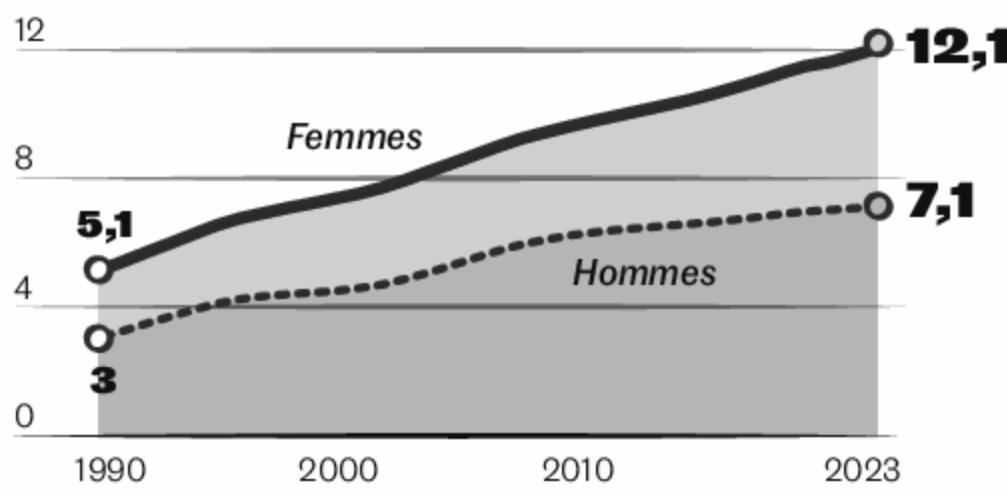
### POUMON



### PANCRÉAS



### MÉLANOME CUTANÉ



cancers du sein seraient évitables, dont 15,1 % liés à l'alcool, 8,4 % au surpoids, 4,4 % au tabac, 4,3 % à un régime trop pauvre en fibres...

Chez les moins de 50 ans, le nombre de nouveaux cas est, lui, passé de 7642 en 1990 à 11754 en 2023. Or, les femmes jeunes sont plus susceptibles de développer un cancer du sein plus agressif, au pronostic plus défavorable.

En France, «l'augmentation des cancers du sein n'est pas plus marquée avant 50 ans que dans les autres tranches d'âge», tient à préciser le professeur Norbert Ifrah, président de l'INCa. Pour la cancérologue Suzette Delalage (IGR), un certain nombre de causes peuvent être écartées. A commencer par le dépistage, à l'origine de surdiagnoses, mais peu pratiqué avant 50 ans. Rappelons que le programme national s'adresse aux 50-74 ans, avec une mammographie tous les deux ans. «Quant à l'obésité, c'est un facteur de risque reconnu, mais qui n'intervient qu'après la ménopause», poursuit la cancérologue.

Par ailleurs, «plus de 80 % des femmes qui déclarent un cancer du sein avant 40 ans n'ont pas de prédisposition génétique», note Suzette Delalage. En revanche, il faudrait, selon elle, se poser des questions sur les contraceptifs hormonaux. «Les femmes d'une cinquantaine d'années sont la première génération à avoir pris autant d'hormones, pour certaines pendant toute leur vie d'adulte, sous forme de pilule, d'implants, de stéroïdes...», souligne-t-elle. Il est difficile d'avoir des données épidémiologiques précises, mais il est démontré que ces contraceptifs administrés de façon prolongée sont associés à un surrisque de cancer du sein.» Il serait de l'ordre de 20 à 30 %, selon une étude britannique de 2023, et concerneiraient les œstroprogesteratifs et les progestatifs seuls, y compris sous forme locale.

Parmi les autres suspects : la pollution, les aliments ultratransformés, les perturbateurs endocriniens (bisphénol A, parabènes, phthalates...). Pour ces derniers, il s'agit d'expositions multiples, y compris dans l'alimentation, et qui peuvent débuter dès la vie intra-utérine, observe Suzette Delalage. L'IGR démarre une étude pour chercher des liens entre biologie des tumeurs et expositions. «Il n'y a pas d'explication simple, mais la clé de compréhension, c'est l'exposome, avec une interaction évidente entre ce que vous mangez, vous respirez...», abonde André Cicolella, président du Réseau Environnement Santé.

### «ON SOUS-ESTIME CONSIDÉRALEMENT LA QUESTION DES PERTURBATEURS ENDOCRINIENS»

ANDRÉ CICOLELLA  
RÉSEAU ENVIRONNEMENT SANTÉ

Le chimiste et toxicologue cite ainsi une étude publiée dans la revue de référence *Environmental Health Perspectives* en 2024, qui a identifié 920 substances susceptibles d'amorcer ou de favoriser le développement du cancer du sein. «On sous-estime considérablement la question des perturbateurs endocriniens, qui a un effet sur la croissance des maladies chroniques de façon générale, certains cancers, la prématuroté, etc. Les données sont nombreuses et on a pourtant du mal à se faire entendre. Cette question reste toujours quasi ignorée de l'INCa dans son dernier panorama et du monde de l'oncologie», déplore André Cicolella. Il appelle les pouvoirs publics à définir un plan pour atteindre l'objectif préconisé par les inspections générales (santé et développement durable) dans leur rapport de juillet 2024, «Pour une future stratégie "zéro exposition aux perturbateurs endocriniens».

### Cancer du poumon

C'est l'une des tumeurs malignes les plus fréquentes et les plus redoutables. Avec près de 2,5 millions de nouveaux cas dans le monde et 1,8 million de décès, le cancer du poumon est «la première cause de morbidité et de mortalité en 2022», selon les données issues de la base Globocan du CIRC. A 80 % dus au tabagisme, les cancers du poumon sont en régression dans un certain nombre de pays riches, qui ont mis en place des politiques antitabac.

Du moins chez les hommes. Chez les femmes, où le tabagisme a été historiquement plus tardif, l'incidence est encore en augmentation dans de nombreux pays. C'est le cas de la France, où l'incidence (en taux standardisé sur la population mondiale) a diminué de 0,5 % en moyenne par an entre 2010 et 2023 chez les

hommes, alors qu'elle a progressé de 4,3 % en moyenne par an chez les femmes.

Cette tendance à la baisse des cancers du poumon, mais avec une évolution contrastée entre hommes et femmes, se retrouve chez les moins de 50 ans, population où ces tumeurs sont bien moins fréquentes qu'après 60-70 ans. En France, les cancers précoces du poumon ont été étudiés dans le cadre de la cohorte KBP, qui a inclus, courant 2000, les patients pris en charge pour cette maladie dans les hôpitaux généraux, avec une étude tous les dix ans. «Entre 2000 et 2020, le nombre de cancers chez les moins de 50 ans a diminué, ainsi que leur proportion globale dans l'ensemble de la cohorte (698 sur 5667 en 2000, et 615 sur 7051 en 2020), mais il y a une proportion croissante de femmes», souligne le docteur Lionel Falchero, pneumologue à Villefranche-sur-Saône (Rhône), qui a présenté ces résultats en congrès. Autre particularité, ces cancers précoces touchent plus souvent des fumeurs actifs. Toutefois, ajoute Lionel Falchero, «on retrouve une forte proportion de fumeurs de cannabis : près de 30 % chez les moins de 50 ans (contre moins de 3 % chez les plus de 50 ans). Et leur consommation est importante : 117 joints par mois en moyenne, contre 80 chez les fumeurs de plus de 50 ans». L'hypothèse d'un rôle du cannabis doit toutefois être confirmée.

### Cancer colorectal

Le cancer colorectal (qui réunit les tumeurs du côlon et du rectum) est l'un des plus répandus en France (47 000 nouveaux cas en 2023, deuxième plus fréquent chez les femmes, troisième chez les hommes). Même si sa mortalité est en baisse continue depuis le milieu des années 1970, il reste l'une des principales causes de décès par cancer (17 000 décès annuels). Les données d'incidence publiées en 2023 confirment une tendance au recul chez les plus âgés.

«Le dépistage, pratiqué à partir de 50 ans, est le seul élément qui explique la baisse chez les plus âgés et la stabilité chez les 50-69 ans», explique le professeur Thierry Ponchon, hépatogastro-entérologue et président du centre régional de coordination des dépistages des cancers en Auvergne-Rhône-Alpes. Il permet de les détecter à une phase précoce et/ou de les éviter enlevant des lésions qui ne sont pas encore cancéreuses.»

→ LIRE LA SUITE PAGE 6

## UN SYSTÈME DE VEILLE EN SOUFFRANCE

Derrière les chiffres de nouveaux cas de cancers mis à jour chaque année en France, un système complexe est à la manœuvre. Le réseau de registres de cancers français Francim, qui travaille en collaboration avec Santé publique France (SpF), l'Institut national du cancer (INCa) et les Hôpitaux civils de Lyon, est composé de 29 registres (organismes chargés de recenser tous les nouveaux cas de cancer diagnostiqués chez les personnes domiciliées dans une aire géographique définie).

Outre les deux registres nationaux consacrés aux cancers de l'enfant (hémopathies et tumeurs solides), 18 de ces organismes sont départementaux ou régionaux et sont dits «généraux» (ils enregistrent toutes les tumeurs). Neuf autres sont spécialisés sur certaines localisations (sein, thyroïde, sang, système nerveux, appareil digestif, gynécologique). L'ensemble ne couvre que 21 à 24 % de la population. Les données, anonymisées, sont envoyées de façon sécurisée où elles sont traitées par l'équipe de bio statistique bio-informatique des Hôpitaux Civils de Lyon pour produire des estimations nationales. La dernière étude, publiée en 2023 dans le *Bulletin épidémiologique hebdomadaire (BEH)*, utilise les données observées dans les registres jusqu'en 2018 (avec des projections jusqu'en 2023).

Comment expliquer ce délai de plusieurs années, excessif selon des professionnels de terrain ? Quelles données sont collectées ? De quelle façon ? En pratique, chaque registre recense les diagnostics de cancers chez des personnes habitant dans le département, y compris celles pouvant être soignées ailleurs.

Ainsi, dans le registre de la Somme, créé en 1982, l'un des plus anciens registres dits «général», les sept salariés sollicitent par courriel une vingtaine de sources : laboratoires d'anatomie cytologique et pathologique, hôpitaux, publics et privés, centres de lutte contre le cancer, Assurance-maladie, etc. Les notifications (résultats, imageries, etc.), également sécurisées, arrivent par fichiers informatiques. Par exemple, «le labo d'"anapath" nous envoie les informations administratives du patient d'un côté et un autre fichier avec les comptes rendus», détaille la docteure Bénédicte Lapôtre-Ledoux, médecin responsable du registre du cancer de la Somme, et première autrice de l'article du BEH. Une information sur le fonctionnement des registres à destination des patients est diffusée.

### Données insuffisantes, traitées à la main

C'est en tout cas un véritable travail de fourmi, qui se fait la plupart du temps de façon manuelle, notamment pour éviter des doublons et ne retenir que des tumeurs primitives. «La nature précise de la tumeur – adénocarcinome, carcinome... – est ensuite codée selon une classification internationale en oncologie et en respectant des règles communes à l'ensemble des registres, ce qui est indispensable pour exploiter les données», précise Bénédicte Lapôtre-Ledoux. De plus en plus souvent, les registres doivent relancer leurs sources pour obtenir les notifications des cas de cancer.

Chaque cas est enregistré dans une «fiche cancer numérique», avec la topographie et la morphologie de la tumeur, son extension, qui permet de déterminer son stade au moment du diagnostic («local», «régional» ou «étendu avec des métastases»). «Sont aussi renseignées la date du diagnostic, les comptes rendus d'imagerie, la cytologie...», détaille le professeur Olivier Ganry, responsable scientifique du registre de la Somme. Ces codages doivent s'adapter à d'éventuels changements de classification de certaines tumeurs.

«Dans environ 70 % des cas, les données issues des sources d'information des registres ne sont pas suffisantes, on doit replonger dans le dossier du patient – comptes rendus d'histologie, résultats d'examens d'imagerie, traitements, avis des cliniciens... –, notamment pour affiner le stade du cancer ou la prise en charge et donc compléter toutes ces informations», explique la docteure Florence Molinié, présidente de Francim.

Les difficultés de fonctionnement se sont hélas aggravées ces dernières années. «Progressivement, le cadre juridique des registres a totalement disparu, on est dans un vide juridique absolu», déplore la docteure Anne-Sophie Woronoff, vice-présidente de Francim. Faute d'obligation, certaines de nos sources hésitent à nous transmettre les données, le retard s'accumule et les délais de production des indicateurs épidémiologiques s'allongent.» Les alertes répétées de la direction de Francim auprès de ses tutelles et du ministère de la santé ne sont pas restées sans réponse, puisque la direction générale de la santé (DGS) a préparé en 2024 un projet de décret. Mais celui-ci n'est toujours pas paru en raison de freins institutionnels. «On a besoin d'une solution rapide, on aimera beaucoup que ce décret sorte», admet Florence Molinié. «D'autant que ce blocage ne concerne pas que les registres de cancers, mais tous les autres registres de morbidité, dont ceux des malformations congénitales, des maladies cardio-vasculaires, du handicap de l'enfant», poursuit la présidente de Francim. Elle alerte : «Il y a une mise en danger du système de surveillance des cancers en France.» ■

S. CA., G. DN ET P. SA.



## Des cancers qui augmentent dans le monde

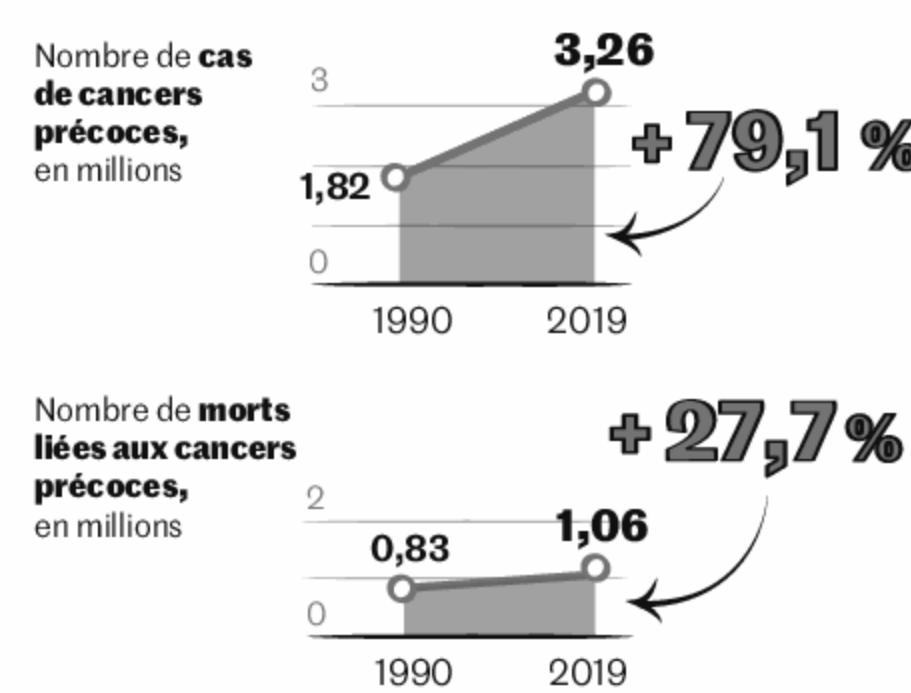
Dans la population en général



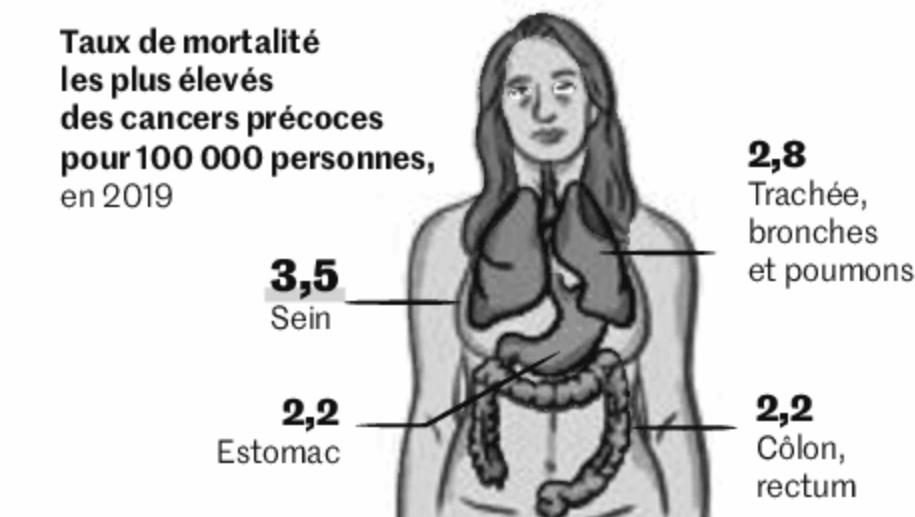
On estime à  
**20 millions**  
**le nombre de nouveaux cas\***, pour les deux sexes, tous âges confondus, en 2022

et à **9,7 millions**  
**le nombre de personnes qui en sont mortes cette même année**

\* Incluant tous les cancers de la peau sauf les carcinomes basocellulaires  
 Sources : CA: A Cancer Journal for Clinicians (journal de l'American Cancer Society), BMJ Oncology • Infographie : Le Monde



Parmi eux, **le cancer du sein** présente le **taux d'incidence le plus élevé**, avec environ 13,7 cas sur 100 000 personnes, en 2019



► SUITE DES PAGES 4-5

En parallèle, même si la couverture dudit dépistage organisé est loin des niveaux recommandés par l'Union européenne (34,3 % en 2022 vs 45 %), celui-ci contribue aussi à diminuer la mortalité associée à ce cancer.

Chez les moins de 50 ans, en revanche, le nombre de cas est en nette augmentation, particulièrement chez les moins de 30 ans, pour lesquels le taux d'incidence est passé de 0,3 nouveau cas pour 100 000 habitants en 1990 à 1,26 en 2018. « Quelqu'un né dans les années 1990 a un risque trois, voire quatre fois supérieur de développer un cancer colorectal que quelqu'un né dans les années 1950 », souligne Cristina Smolenschi, chercheuse en oncologie digestive à l'IGR. Et le phénomène est mondial : dans une étude publiée le 11 décembre 2024 dans *The Lancet Oncology*, l'incidence de ce cancer a augmenté chez les moins de 50 ans dans 27 des 50 pays étudiés, principalement là où l'indice de développement humain est très élevé.

Mais les raisons d'une telle inflation de cas chez les jeunes adultes, autrefois rarissimes, sont difficiles à identifier. Si les facteurs génétiques sont surreprésentés dans cette population (de 5 % à 35 % des cas, contre 2 % à 5 % en général), ils ne peuvent pas tout expliquer. Restent alors les facteurs environnementaux et comportementaux. La consommation d'alcool et de tabac, le surpoids, l'obésité, un manque d'activité physique, des régimes alimentaires pauvres en fibres, en calcium et/ou riches en viande rouge, qui sont les facteurs de risque connus de la maladie, jouent probablement un rôle.

Épidémiologistes et oncologues s'intéressent à d'autres paramètres qui pourraient favoriser la carcinogénèse, comme certains additifs alimentaires (dioxyde de titane, glutamate monosodique) ou encore l'exposition dans l'enfance ou pendant la grossesse à certaines substances, comme les antibiotiques, qui peuvent modifier le microbiote. D'autres produits sont soupçonnés de perturber ce dernier, comme les pesticides, les

microplastiques, les perturbateurs endocriniens ou encore les polluants atmosphériques, mais les données manquent. Des recherches suggèrent également que l'obésité dès l'enfance, voire l'obésité maternelle pourraient augmenter le risque de ces cancers.

L'enjeu de ces travaux est important, car le pronostic de ces cancers précoces est souvent moins favorable, ils tendent à répondre moins bien aux chimiothérapies et aux radiothérapies. Ils sont aussi découverts à des stades plus avancés, le diagnostic intervenant en moyenne 6,2 mois plus tard que pour les plus de 50 ans.

« La survie à cinq ans des patients avec un cancer du côlon est de 90 % quand ils sont diagnostiqués à un stade très localisé, à 70 % quand il y a un envahissement ganglionnaire. Au stade métastatique, c'est 13 % », confirme Alice Boilève, chercheuse en oncologie digestive à l'IGR et co-responsable, avec Cristina Smolenschi, d'un nouveau programme de recherche sur les cancers digestifs chez les jeunes. Ce différentiel ravive les discussions autour d'un éventuel abaissement de l'âge du dépistage de 50 à 45 ans. D'autant que l'incidence de ces cancers précoces devrait continuer à augmenter dans les prochaines années. Au niveau mondial, il est attendu, en 2030, qu'un cas de cancer du côlon sur dix et un cancer du rectum sur quatre seront découverts chez des moins de 50 ans.

### Mélanome cutané et rein

Dans le monde, l'incidence des mélanomes cutanés (qui représentent environ 10 % des cancers de la peau) est six fois plus élevée qu'il y a quarante ans, mais la mortalité liée à ce cancer est restée stable, indique un article du *New England Journal of Medicine* de 2021. « La progression de l'incidence est liée au dépistage plus fréquent et plus performant, et aux facteurs de risque, essentiellement l'exposition accrue aux ultraviolets et la mode des cabines de bronzage dans les années 1980-2000 », explique Caroline Robert, cheffe du service de dermatologie à l'IGR. On retrouve cette augmentation chez les

### « L'AUGMENTATION DU CANCER DU PANCRÉAS CHEZ LES JEUNES EST TRÈS INQUIÉTANTE ET HORS DE TOUT CONTRÔLE »

JEAN-DAVID ZEITOUN  
ÉPIDÉMIOLOGISTE

moins de 50 ans : entre 1990 et 2019, au niveau mondial, cet indicateur est passé de 1,4 pour 100 000 à 1,9 pour 100 000 (*British Medical Journal Oncology*, 2023).

Une progression qui est aussi constatée en France. En revanche, chez les 15-39 ans, après avoir augmenté de 4,67 % par an entre 2000 et 2010, cet indicateur a baissé de 3,05 % par an à partir de 2010, selon l'étude de SPF publiée lundi 3 mars, qui porte sur un quart de la population. Ce déclin tiendrait notamment aux actions de prévention. « Une exposition solaire excessive durant l'enfance est un facteur de risque majeur du mélanome à l'âge adulte », rappelle Emmanuel Desandes.

Le cancer du rein reste quant à lui relativement peu fréquent chez les moins de 50 ans, mais son incidence est en hausse ces dernières décennies dans le monde (de 0,9 pour 100 000 à 1,5 pour 100 000 entre 1990 et 2019, *British Medical Journal Oncology*, 2023). Cette tendance se retrouve en France. L'étude française sur les adolescents et jeunes adultes fait, elle, état d'une augmentation de 4,5 % par an de l'incidence du carcinome du rein. « L'obésité pourrait être un facteur explicatif de l'augmentation des cancers du rein, cela restant à démontrer », précise le communiqué des agences sanitaires.

De nombreux autres facteurs de risque de ce cancer ont été identifiés, mais leur éventuel rôle dans sa progression chez les moins de 50 ans reste à déterminer : tabac, hypertension artérielle, insuffisance rénale, prédisposition génétique, exposition à des radiations, à des solvants...

### Pancréas

C'est l'un des cancers dont le pronostic est le plus sombre, et dont la progression interpelle. A l'échelle planétaire, le nombre de cas annuels a plus que doublé en seulement deux décennies, selon les données de la Global Burden of Disease Study (base pilotée par l'université d'Etat de Washington). Malgré les progrès thérapeutiques, la mortalité reste extrêmement élevée. Car ces tumeurs, capables de rester longtemps silencieuses sur le plan clinique, sont souvent découvertes à un stade évolué. L'estimation en France est de près de 16 000 nouveaux cas en 2023 et d'environ 12 700 décès.

Pour les moins de 50 ans, les tendances vont dans le même sens, à la fois sur le plan mondial et en France. Le nombre de cas calculés à partir de la Global Burden of Disease Study a quasiment doublé entre 1990 et 2021, passant de 24 480 à 42 254. Cette tranche d'âge représente de « 5 % à 12 % de tous les cancers du pancréas, une proportion qui continue d'augmenter », indique l'étude parue début 2025 dans *njp Precision Oncology*. Toutefois, « le taux standardisé reste stable, la population mondiale ayant fortement augmenté ».

Comment expliquer cette tendance? Outre les antécédents familiaux, plusieurs études ont montré le rôle des facteurs de risque tels que le tabagisme, le faible niveau d'activité physique, le diabète, l'obésité. « Les polluants et l'alimentation (la malbouffe, l'alimentation transformée...) sont les premiers accusés pour les cancers digestifs, dont le pancréas », estime Jean-David Zeitoun. Une étude publiée fin 2024 dans la revue *European Journal of Epidemiology* a établi pour la première fois un lien entre la répartition géographique du risque de contracter cette maladie et l'utilisation locale des pesticides sur le territoire métropolitain. « L'augmentation du cancer du pancréas en général, et notamment chez les jeunes, est très inquiétante et hors de tout contrôle », ajoute Jean-David Zeitoun. Il est urgent que la santé publique se préoccupe de ces facteurs de risque. ■

SANDRINE CABUT, GARY DAGORN  
ET PASCALE SANTI

# « L'IMPACT SOCIÉTAL DU CANCER DES JEUNES EST ÉNORME »

**L'**épidémiologue américaine Miranda Fidler-Benaoudia, spécialiste de l'épidémiologie des cancers chez les jeunes adultes, conduit ses travaux au sein du département d'épidémiologie du cancer et de recherche sur la prévention à Calgary (Alberta), au Canada. Elle est l'autrice de plusieurs publications récentes dans ce domaine, en particulier sur les tumeurs du sein et la survie des cancers chez les jeunes adultes.

Depuis quand travaillez-vous sur les cancers des jeunes adultes, de moins de 40 ans?

Je mène des recherches sur ce sujet depuis 2012. Au début, je décrivais les besoins des survivants du cancer, mais, lorsque j'ai rejoint le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) à Lyon, en 2015, j'ai compris qu'il y avait des lacunes dans la compréhension des raisons de l'augmentation des cas de cancers chez les jeunes adultes dans le monde, et dans celle des différences d'incidence selon la région ou le niveau de développement économique des pays. Cela a conduit à la toute première publication décrivant le

fardeau du cancer chez les adultes de 20 à 39 ans, publiée en 2017 dans *The Lancet Oncology*, travail que nous venons de mettre à jour. Cette première étude a conduit à d'autres recherches décrivant l'évolution de l'incidence du cancer dans cette population à l'échelle mondiale et dans certains pays, afin de comprendre cette hausse. Beaucoup de personnes négligent cette catégorie parce que les chiffres sont nettement plus bas que ceux dans les populations plus âgées, mais j'essaie toujours de souligner l'énorme impact sociétal de la maladie chez les jeunes adultes.

#### Que sait-on de cet impact?

Nos recherches montrent clairement qu'un diagnostic de cancer chez le jeune adulte a des répercussions négatives, pendant des décennies, sur sa santé physique et mentale. Cela peut compromettre son parcours scolaire et professionnel et le désavantage par rapport à ses pairs. En outre, les thérapies anticancéreuses peuvent entraîner une stérilité, privant ainsi ces jeunes adultes de la parentalité que tant d'entre eux souhaitent. Enfin, comme ils

peuvent être parents ou s'occupent de parents vieillissants, l'impact sociétal est démultiplié. Ainsi, bien que le nombre de cas soit encore relativement faible dans ces tranches d'âge, les conséquences sont importantes et de longue durée, ce qui justifie une plus grande attention de la recherche et la lutte contre ces tumeurs.

De plus, les cancers chez les jeunes adultes sont souvent diagnostiqués à des stades plus avancés que chez les patients plus âgés. Cela est dû en partie au fait qu'à cette période de la vie, on se sent souvent invincible, qu'on ne sait pas que le cancer peut survenir si jeune et qu'on n'en connaît pas les symptômes. De leur côté, les professionnels de la santé ne pensent pas forcément à un cancer en premier lieu, puisqu'il est rare à cet âge. Il est donc essentiel de sensibiliser les uns et les autres, afin de garantir un diagnostic plus rapide et un meilleur pronostic.

Vous avez publié le 24 février, dans la revue « Nature Medicine », une vaste étude sur l'évolution du cancer du sein dans le monde, à partir des données Globocan,

#### du CIRC. Quels sont les résultats les plus frappants?

C'est particulièrement intéressant de constater que, sur les 50 pays inclus dans l'analyse de l'évolution de l'incidence du cancer du sein, 24 ont connu une augmentation significative de l'incidence chez les femmes de moins de 50 ans, contre seulement 21 pays pour les femmes plus âgées. Dans la plupart des pays étudiés, l'augmentation moyenne annuelle est également plus élevée dans le groupe des moins de 50 ans que dans celui des 50 ans et plus. Plus surprenant encore, la hausse des cancers du sein concerne exclusivement les femmes de moins de 50 ans dans les neuf pays suivants : Equateur, Slovénie, Croatie, Estonie, Turquie, Tchécoslovaquie, Lituanie, Italie, Danemark.

Les taux d'incidence élevés de cancers du sein observés dans des pays à revenus élevés, comme la France, l'Australie ou les Etats-Unis, reflètent la prévalence des facteurs de risque connus de ces tumeurs, notamment ne pas avoir d'enfants ou en avoir moins ; être plus âgée au moment de la première naissance ; ne pas allaiter ; avoir un poids corporel élevé ;

consommer de l'alcool ; et ne pas être active physiquement. Le degré de contribution de chacun de ces facteurs varie d'un pays à l'autre, en fonction de leur prévalence dans la population.

Les facteurs de risque associés aux tumeurs du sein chez la jeune adulte sont moins clairs et des recherches supplémentaires sont nécessaires, par exemple pour évaluer le rôle de l'utilisation de contraceptifs oraux dès un jeune âge ou pendant une période prolongée.

**Vous avez montré que les adolescents et jeunes adultes atteints de cancer ont une mortalité prémature très élevée. Comment réduire ce fardeau?**

Notre étude, menée en Alberta auprès de près de 25 000 adolescents et jeunes adultes, âgés de 15 à 39 ans au moment du diagnostic, a montré qu'ils étaient 11 fois plus susceptibles de mourir qu'attendu dans la population générale du même âge. Bien que la plupart de ces décès soient dus à leur cancer, ces jeunes gens continuent d'être confrontés à une surmortalité même des décennies après leur traitement. Chez les survivants du

cancer de l'endomètre, du lymphome de Hodgkin et de celui des testicules, la plupart des décès en excès survenant plus de dix ans après le diagnostic sont dus à un autre cancer, une maladie cardio-vasculaire ou un diabète. Cette mortalité prémature pourrait être évitée : en détectant plus tôt les cancers ultérieurs afin d'améliorer leur pronostic, en aidant ces patients à mener une vie plus saine afin de réduire la probabilité de développer une maladie cardio-vasculaire ou un diabète...

Nous ne pouvons pas éliminer les effets de la toxicité associée aux traitements anticancéreux, mais si nous adoptons une approche préventive, peut-être pourrions-nous améliorer leur santé physique et leur qualité de vie après leur diagnostic, afin que les effets à long terme puissent être atténués ou évités. On peut aussi se demander si ces jeunes survivants du cancer devraient être éligibles au dépistage de tumeurs (par exemple, du sein ou du côlon-rectum) à un âge plus jeune s'ils ont reçu des traitements qui augmentent leur risque – une radiothérapie, par exemple. ■

SANDRINE CABUT



## CARTE BLANCHE

### Dans le cœur, les yeux et la langue des menteurs

**M**ensonges de complaisance à nos proches pour ne pas les vexer, petits embellissements plus ou moins importants à notre CV, techniques marketing pour nous leurrer, mensonges d'Etat, on se ment et on nous ment en permanence... Bella DePaulo et ses collègues de l'université de Virginie estimaient, en 1996, que nous mentons en moyenne une à deux fois par jour.

La même étude réalisée aujourd'hui rapportera sans doute un nombre de mensonges bien plus important... De fait, il est actuellement possible, grâce à l'intelligence artificielle, de créer de toutes pièces des vidéos de situations invraisemblables et de nous faire croire, par exemple, que Donald Trump baise les pieds d'Elon Musk ou qu'Emmanuel Macron nous explique comment se faire des couettes !

Les recherches neuroscientifiques ont visé pendant des années à démasquer le mensonge en traquant tout d'abord la façon dont vous transpirez lorsque vous mentez, avec le fameux détecteur de mensonges. Puis avec des techniques de plus en plus sophistiquées qui analysent le stress dans la voix ou l'activité cérébrale des menteurs.

Par ailleurs, si les enfants grandissent en pensant que, comme Pinocchio, leur nez va s'allonger lorsqu'ils mentent, les adultes, eux, ignorent que c'est en regardant notre interlocuteur dans les yeux que l'on pourrait vérifier la véracité de ce qu'il nous raconte. De nombreuses recherches, à l'instar de l'étude récente de Valentin Foucher et Anke Huckauf, ont ainsi montré que la taille de la pupille tend à varier lorsque l'on ment.

**Dilatation pupillaire, langue étrangère**  
Pour ce faire, les auteurs ont enregistré la dilatation pupillaire dans trois conditions, lorsque le sujet tenait un discours véri-dique, lorsqu'il masquait des faits et lorsqu'il mentait. De manière implacable, la dilatation de la pupille, qui reflète l'effort cognitif, est significativement plus importante lorsque l'on ment que lorsque l'on dit la vérité ou qu'on tente de la masquer, dans la mesure où mentir représente la condition qui demande le plus d'attention au sujet.

Mais ce n'est pas tout... Il nous reste une autre possibilité pour démasquer à peu de frais le mensonge. Demander au menteur de s'exprimer non pas dans sa langue maternelle, mais dans une langue étrangère ! C'est ce qu'ont décidé de faire Yoella Bereby-Meyer de l'université du Negev (Israël) et ses collègues des universités de Chicago, Amsterdam, Pompeu-Fabra (Barcelone) et Catalane en demandant à des sujets de mentir dans leur langue maternelle: en hébreu, en coréen, en espagnol, en anglais ou dans une autre langue.

La situation était simple, le participant lançait un dé à six faces et devait indiquer le résultat du lancer, soit dans sa langue, soit dans une langue étrangère. Point important, son gain était déterminé par le résultat du lancer (1 dollar pour le chiffre 1 et 6 dollars pour le chiffre 6). Le sujet savait qu'il était seul à connaître le résultat réel et avait donc tout loisir de mentir. Les résultats sont formels, les participants mentent significativement plus dans leur langue maternelle que dans une langue étrangère... Ceci s'explique aisément par le fait que le mensonge, pour être proféré de manière efficace, doit être émis de manière tout à fait naturelle, automatique et spontanée. Ne dit-on pas que certains mentent comme ils respirent ?

L'utilisation d'une langue étrangère, très coûteuse sur le plan de l'attention, du contrôle et de la mémoire de travail, rendrait donc plus difficile l'énonciation du mensonge. Alors, si d'aventure vous avez l'impression que la personne en face de vous vous mène en bateau, fixez bien sa pupille et demandez-lui de répéter dans une autre langue ce qu'elle vient de vous dire. Il va de soi que pour démêler le vrai des faux sur les réseaux, cela reste une autre affaire qui requiert toutes nos capacités cognitives... ■

**Sylvie Chokron**, directrice de recherche au CNRS, Laboratoire de psychologie de la perception, université Paris-Descartes et Fondation ophtalmologique Rothschild

# Défendons les sciences contre les nouveaux obscurantismes !

**TRIBUNE** - En écho au mouvement américain de protestation contre la politique délétère de Donald Trump, un collectif appelle à une journée de mobilisation nationale

## LE 7 MARS, AFFIRMONS NOTRE SOUTIEN AUX SCIENCES ET DÉFENDONS UN SAVOIR LIBRE ET ÉCLAIRÉ, SEUL REMPART CONTRE LA DÉSINFORMATION

inclusive et éclairée. Des rassemblements sont prévus le 7 mars prochain, pour rappeler que produire, partager et rendre accessibles les connaissances scientifiques est crucial pour la société.

En tant que défenseurs des libertés académique et scientifique, nous appelons solennellement l'ensemble des acteurs du savoir à se mobiliser pour défendre ces libertés, valeurs essentielles à nos démocraties. Cet ensemble inclut évidemment les scientifiques ainsi que les organisations représentant la communauté académique (académies, institutions médicales, sociétés savantes,

tes, syndicats, etc.), mais aussi les acteurs de la transmission: enseignants, étudiants, professeurs – de la maternelle à l'université –, médiateurs et journalistes scientifiques.

Ensemble, nous voulons rappeler l'importance des faits scientifiques, notamment pour la santé, la compréhension des inégalités sociales, les défis climatiques et la biodiversité. Ce qui se joue aujourd'hui aux Etats-Unis pourrait bien préfigurer ce qui nous attend si nous ne réagissons pas à temps.

Il est donc urgent de réaffirmer le rôle fondamental des sciences comme moteur d'émancipation et de progrès social, et de renforcer la culture scientifique au sein de la société. L'Europe peut se ressaisir et surmonter son déclin scientifique, technique et économique, à condition de choisir l'investissement dans le savoir, la recherche et l'innovation. En s'appuyant sur l'héritage des Lumières, elle peut bâtir un avenir durable fondé sur la construction et la transmission des savoirs.

Le 7 mars, mobilisons-nous, affirmons notre soutien aux sciences et défendons un savoir libre et éclairé, seul

rempart contre l'obscurantisme et la désinformation. Nous appelons les scientifiques, citoyens et citoyennes à rejoindre le mouvement Stand Up for Science ([standupforscience.fr](http://standupforscience.fr)) et à organiser des actions partout en France. ■

**¶** **Françoise Barré-Sinoussi**, virologue; **Bernadette Bensaude-Vincent**, philosophe; **Oliver Berné**, astrophysicien; **Patrick Boucheron**, historien; **Françoise Combes**, astrophysicienne; **Dominique Costagliola**, épidémiologiste; **Philippe Descola**, anthropologue; **Esther Duflot**, économiste; **Hugo Dumelin-Copin**, mathématicien; **Alain Fischer**, biologiste, médecin; **Etienne Ghys**, mathématicien; **Anne L'Huillier**, physicienne; **Valérie Masson-Delmotte**, climatologue; **Claire Mathieu**, informaticienne; **Agnès Michelin**, juriste; **Emmanuelle Perez-Tisserant**, historienne; **Thomas Piketty**, économiste; **Johanna Siméant-Germanos**, politologue; **Michaël Zemmour**, économiste. Retrouvez tous les signataires sur [Lemonde.fr](http://Lemonde.fr)

Le supplément « Science & médecine » publie chaque semaine une tribune libre. Si vous souhaitez soumettre un texte, prière de l'adresser à [sciences@lemonde.fr](mailto:sciences@lemonde.fr)

## LE LIVRE

### Comment bien faire pousser les adolescents

Le psychiatre David Gourion livre quelques clés pour aider ses enfants à trouver un sens à leur vie

**L**e *Secret des ados heureux*. Il fallait, pour choisir ce titre, une certaine audace. Fort de vingt-cinq années de pratique, le psychiatre David Gourion est bien placé pour le savoir: « Si tous les ados ne vont pas mal, 25 % à 30 % d'entre eux ne vont pas bien, avec des idées noires ou suicidaires. » Tel est pourtant son pari: adopter, dans cet ouvrage, une approche rassurante et pragmatique pour mobiliser parents, éducateurs et décideurs autour « d'une problématique qui nous concerne tous, mais qui peut faire peur ».

Dans la première partie, il livre une panoplie d'outils et de conseils « très simples, mais pas simplissimes », pour aider les parents à aider leur ado durant cette période de transition, à la fois « fabuleuse et périlleuse ». Certains s'inspirent des thérapies cognitives et comportementales (TCC), d'autres des théories de l'attachement; d'autres encore des neurosciences: à cet âge charnière, le cerveau se développe d'une façon « très inhomogène ».

Vous découvrirez « les cinq secrets » qui aideront ces aventuriers, à la boussole capricieuse, à franchir ce cap délicat. De quoi leur offrir le plus précieux

des talismans: acquérir une confiance en eux-mêmes. « Ceux qui se voient sous un jour positif ont une meilleure capacité à rebondir après les échecs », relève le psychiatre.

Premier secret: leur donner leur « ration quotidienne d'ego-boots » – petits mots d'encouragement, gestes d'affection... Et puis, leur apprendre à cultiver le goût de l'effort, « une compétence qui ne dépend pas de la volonté, mais qui s'apprend ». Son moteur, la motivation, se fonde sur le circuit de la récompense. Le plaisir lié à l'accomplissement, quelle chance, peut l'activer. Autre secret: la responsabilisation. Malgré leurs provocations, ils ont encore un pied dans l'enfance, rappelle l'homme de l'art. Plus crucial encore, pour guider ces nomades vers le monde adulte: les aider à donner un sens à leur vie.

#### Sept grands risques

La force de l'ouvrage est d'illustrer ces conseils – qui peuvent sembler de bon sens – par une multitude de cas concrets. Que faire, par exemple, face à un ado tyannique ? Le psychiatre prône la stratégie du « time-in »: misez sur le renforcement du lien, plutôt

que sur sa rupture. Et essayez d'adopter une attitude calme et douce, doublée d'une écoute active. « Montrez que vous êtes là pour écouter et comprendre, non pour juger ou punir. » Et plutôt que d'imposer une solution, proposez des solutions. Pouvoir choisir facilite la gestion des émotions.

La seconde partie s'attache à montrer comment détecter les troubles débutants, et comment prévenir leur aggravation. Le psychiatre invite à agir sur les facteurs évitables qui exposent à sept grands risques: stress et anxiété, troubles du sommeil, sédentarité et malbouffe, harcèlement scolaire, écrans, addictions à l'alcool ou aux drogues, conduites sexuelles à risque.

Loin de nous faire croire à un monde de bisous ours, David Gourion admet les côtés « parfois exaspérants » des ados. Impossible, cependant, de ne pas se laisser gagner par son empathie pour ces jeunes, sa solidarité envers leurs parents. Sans oublier la pointe d'humour, subtil contrepoids aux tensions. ■

**FLORENCE ROSIER**

« *Le Secret des ados heureux* », de David Gourion, éd. Odile Jacob, 288 p., 21,90 €

## L'ÉNIGME MATHS – N°48

Chaque semaine, le mathématicien Mickaël Launay vous soumet un problème. A vous de jouer !

### LE DÉMON DES MULTIPLES

Le premier jour, il ne se passa rien. Le deuxième, une affreuse petite créature ouvrit la porte: elle tenait un carnet noir à la main et se présenta sous le nom de « démon des multiples ». — Donnez-moi un nombre entier positif !, vous ordonna-t-elle. Si ce n'est pas un multiple de 2, vous êtes libre. — 23, lui proposez-vous. Le démon ouvrit son carnet et y inscrivit le nombre 22 ! — C'est un multiple de 2, vous annonça-t-il séchement avant de disparaître refermant la porte à clef, avant que vous ayez eu le temps de réagir. Le troisième jour, le démon des multiples revint. — Donnez-moi un nombre entier positif, exigea-t-il à nouveau ! Si ce n'est pas un multiple de 3, vous êtes libre. — 133 ? tentez-vous. Le démon inscrit sur son carnet le nombre 333. — C'est un multiple de 3 ! Vous ne sortez pas...

— Mais comment voulez-vous que je sorte un jour, protestez-vous, si vous changez tous les chiffres du nombre que je vous donne ?

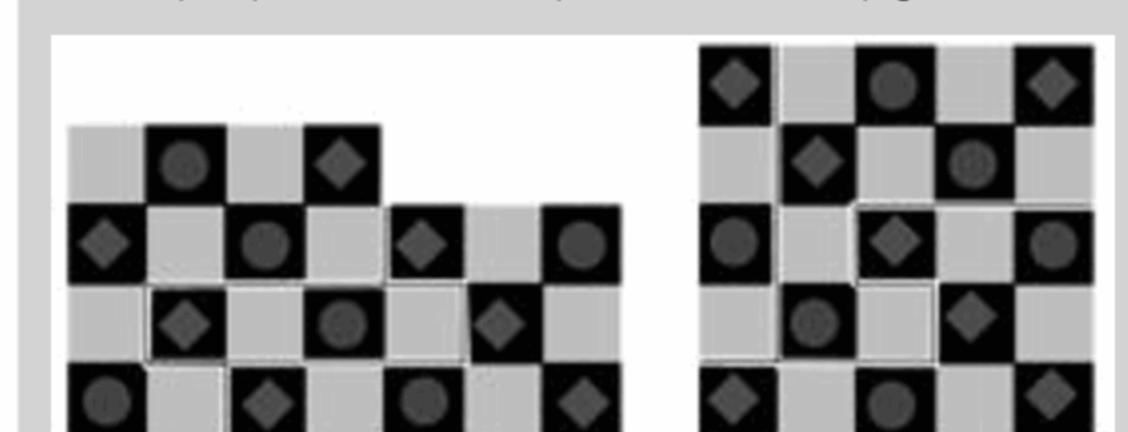
A ces mots, un reflet de tristesse passa dans ses yeux :

— Hélas, je n'ai le droit de changer qu'un seul des chiffres au maximum. Le lendemain, le démon revint vous demander un non-multiple de 4. Et le jour d'après un non-multiple de 5. Au fil des jours, les règles vous apparaissaient de plus en plus claires. Si vous tentiez de le piéger en proposant d'emblée un multiple du jour, il ne changeait aucun chiffre de votre nombre et vous gardait prisonnier. Il lui était également possible de changer le chiffre initial pour un zéro, transformant un 14 en 04, ou un 100 en 000. Il lui était en revanche interdit de changer les zéros implicites devant votre nombre : de 13, il ne pouvait pas faire 113, ni 2013. Le sixième jour, il vous demanda un non-multiple de 6, mais, à nouveau, parvint à prolonger votre captivité. Pour combien de temps ?

► **Sauriez-vous déterminer quel jour il vous sera possible de contraindre le démon des multiples à vous laisser sortir ? Et quel est le plus petit nombre que vous pourrez lui annoncer triomphalement ce jour-là ?**

### SOLUTION DE L'ÉNIGME N°47

En comptant les carreaux, il est possible de déterminer que les coins du Carré  $5 \times 5$  doivent être sombres à losange. En effet, le motif de départ compte une case sombre de plus que de cases claires et un losange de plus que de ronds, ce qui correspond à la disposition indiquée sur la figure. On déduit l'ensemble du motif, puis, par tâtonnements, on peut aboutir au découpage suivant.




**ZOOLOGIE**
**Etonnant moucheron polaire sans ailes**

**C**omme un moucheron sans ailes, même s'il ne peut pas s'envoler, oui, il ira jusqu'au bout. CharlElie Couture, paraphrasé ici, n'aurait sans doute pas imaginé inspirer un article sur *Belgica antarctica*. Ce moucheron, dépourvu d'ailes, est le seul insecte endémique de l'Antarctique. Et pour cause, l'évolution l'a doté d'un métabolisme particulier afin que ses larves se développent assez lentement pour résister à deux hivers polaires, avant de donner naissance à des individus qui n'auront que quelques jours pour assurer la reproduction de l'espèce.

Drôle de bête, pourtant rattachée à la famille des diptères (qui veut dire «deux ailes»), et drôle de nom. Elle a été baptisée *Belgica antarctica* en 1900 par le naturaliste belge Jean-Charles Jacobs, en hommage au *Belgica*, le premier navire à avoir hiverné dans l'Antarctique. Cette expédition historique (1897-1899) avait à son bord, aux côtés de Frederick Cook, le naturaliste Emile Racovita, qui découvrit cette étonnante bestiole.

Une équipe de chercheurs a voulu comprendre les mécanismes de développement chez ce moucheron dont le cycle de vie est de deux ans. Mizuki Yoshida a consacré six ans à ce travail, qu'elle a commencé étudiante à l'université d'Osaka. Première autrice de l'article publié dans *Scientific Reports*, le 12 février, elle est en postdoctorat au département d'entomologie de l'université de l'Ohio.

Après éclosion des œufs de *Belgica antarctica*, les larves connaissent quatre stades, avant de se transformer en pupe, l'équivalent de la chrysalide chez les papillons, puis



**Accouplement de «Belgica antarctica» en laboratoire.** YUTASHIMIZU/OSAKA METROPOLITAN UNIVERSITY

en adulte. Comme chez la plupart des insectes – sauf que le processus prend ici deux ans, contre quelques mois ailleurs.

Au cours des premières étapes, les larves de ce moucheron polaire se développent au rythme des saisons. Elles entrent en dormance quand les conditions climatiques sont trop rudes. Cette «quiescence permet une transition rapide entre un mode de vie actif et inactif, ce qui permet d'exploiter au maximum les périodes où les températures dépassent un certain seuil», notent les auteurs.

Jusqu'ici, rien que de très normal. Mais c'est à l'approche du second hivernage que cette équipe, réunissant des chercheurs des universités de Cambridge, en Angleterre, de Johannesburg (Afrique du Sud) ou de Miami (Etats-Unis), a observé un phénomène inhabituel: alors que les larves en sont au quatrième stade de leur développement, elles entrent en diapause. Soit une dormance génétique, qui ne dépend pas des conditions de l'environnement mais du stade de développement de l'organisme.

«En général, la diapause se produit en prévision d'un environnement difficile à venir, ce qui permet aux insectes d'accumuler des réserves d'énergie, explique Mme Yoshida. Cette période de latence agit comme un garde-fou, empêchant le déclenchement intempestif du développement et de la reproduction», ce que la quiescence ne garantirait pas.

Fait inhabituel dans la nature, cette diapause est ici obligatoire et n'a besoin d'aucun indice de changement de saison pour se déclencher. Résultat, la transformation en pupe à la fin de l'hiver puis l'émergence des adultes après la fonte des neiges se produisent de manière synchronisée. Ce qui est essentiel, car les femelles pondent immédiatement après l'accouplement et celles qui ne s'accouplent pas meurent en quelques jours. Le réveil synchrone des adultes est donc vital à l'espèce.

Les expériences dans le laboratoire d'Osaka ont confirmé ce cycle. Avec deux stratégies employées par les larves pour survivre au froid : la congélation dans la glace ou la déshydratation cryoprotectrice. Le choix entre ces deux options étant «probablement déterminé par les niveaux d'humidité de l'environnement». Ce moucheron est décidément prêt à tout pour aller jusqu'au bout. ■

JEAN-BAPTISTE JACQUIN

# Bruno Boulestin, un anthropologue chez les cannibales préhistoriques

**PORTRAIT** - Ex-médecin militaire, le chercheur a conduit une carrière scientifique en marge des institutions académiques, avec une préférence pour les anthropophages du passé

**L'**fluence des blaireaux sur les destinées humaines est souvent sous-estimée. Bruno Boulestin n'en disconviendra pas. Si ces mustélidés n'avaient pas élu domicile sur le flanc d'une colline, attirant l'attention de lycéens, de spéléologues, puis d'archéologues, la grotte des Perrats, sur la commune d'Agris (Charente), n'aurait pas été découverte, au printemps 1981. Les fouilles, où il a rencontré sa femme, n'auraient pas eu lieu. Et de précieux ossements seraient restés sous terre, hypothéquant l'émergence sur la scène scientifique d'un des plus brillants représentants de l'anthropologie française.

Les archéologues ont déserté la grotte des Perrats depuis des années, mais, en ce jour de février où Bruno Boulestin nous y conduit, la présence des blaireaux est trahie par des paquets d'herbe sèche et une vague odeur fauve qui perce dans l'atmosphère humide, sous le plafond de stalactites où sommeillent de rares pipistrelles. Responsable des fouilles à partir de 2002, le chercheur charentais retrace par cœur toutes les étapes de l'occupation humaine de la cavité, sur neuf mille ans.

«La découverte la plus marquante de ma carrière, dit l'anthropologue, ce sont les ossements humains du mésolithique trouvés ici, datant de 7000 ans avant J.-C., et portant des traces de cannibalisme.» Même si l'objet le plus spectaculaire, exposé au Musée d'Angoulême, est un superbe casque gaulois en fer, bronze, argent, or et corail, fabriqué vers 350 av. J.-C. Brisé, il avait été dispersé par les blaireaux, repéré par les spéléologues, et identifié par le premier mentor de Bruno Boulestin, l'archéologue José Gomez de Soto.

Aujourd'hui chercheur émérite, celui-ci se souvient de sa première rencontre avec celui qui était encore collégien. «J'étais prof d'histoire, en attente de titularisation au CNRS, et il accompagnait le fils d'un collègue qui s'intéressait à l'archéologie. Direction les grottes du Queroy, sur la commune de Chazelles (Charente). C'était en 1976. L'Angoumoisien de 13 ans est définitivement harponné par «cette première fouille officielle». Avant celle-là, il y en avait eu d'autres, «sauvages, dans des carrières, avec des copains du collège». Des parents faisaient la navette dans l'est d'Angoulême, sur les terrains karstiques riches en gisements archéologiques.

**«Une liberté vraiment appréciable»**  
A chaque occasion, l'adolescent prête main-forte à l'équipe de José Gomez de Soto. Mais au Prytanée militaire de La Flèche (Sarthe), il passe le concours du service de santé des armées, et choisit de devenir médecin militaire. «Cela pouvait être une voie vers l'anthropologie», dit-il. En 1988, sa thèse de médecine, soutenue à Bordeaux, porte effectivement sur des restes humains trouvés dans une grotte charentaise du bronze moyen. Dix ans plus tard, il soutient une thèse d'anthropologie, toujours à Bordeaux, sur les ossements mésolithiques des Perrats, sous la direction de Bernard Vandermeersch. Henri Dудay, anthropologue lui aussi passé par médecine, est de la partie pour former la fine fleur de l'anthropologie.

La comparaison s'arrête là : Bruno Boulestin ne postulera pas au CNRS. Le médecin militaire «fait son temps», mais passe l'été et les vacances sur les fouilles. Il évoque avec nostalgie ces parenthèses festives, studieuses, réintantes, ce microcosme où il n'était pas le dernier à «faire des blagues, combinées à une probité scientifique à toute épreuve», se souvient José Gomez de Soto. Très vite, celui-ci ne s'est plus hasardé à parler une bouteille de champagne pour savoir si un os était humain ou non.

Si Bruno Boulestin s'évade dès que possible de ses obligations militaires, «à un moment, cela a coïncidé». «Mes supérieurs se sont aperçus que je faisais de l'anthropologie, et j'ai été affecté en 1996 à Rosny-sous-Bois [Seine-Saint-Denis], à l'Institut de recherche criminelle de la gendarmerie nationale.» Une expérience très utile : «Je voyais des morts frais, que je pouvais comparer à des vestiges plus anciens.»

En 2005, officiellement «retraité du ministère de la défense», il revient vivre à Angoulême pour se consacrer entièrement à sa passion. «Une liberté vraiment appréciable. Mes camarades chercheurs passent leur temps en papa-rasse», constate-t-il. L'anthropologue Bruno Maureille (laboratoire Pacea, CNRS-université de Bordeaux), qui le connaît depuis les



L'anthropologue Bruno Boulestin dans son bureau à Angoulême, le 24 février. YOHAN BONNET POUR «LE MONDE»

années 1980, et s'intéresse aussi au cannibalisme, «mais chez les Néandertaliens», ne le démentira pas : lui-même a calculé qu'il aura passé 55 % de sa carrière dans des tâches de responsabilité, au détriment du temps consacré à la recherche et au suivi des évolutions techniques de la discipline. «Je l'envie», avoue le Bordelais.

Cela ne veut pas dire que Bruno Boulestin est un total électron libre. Rattaché au laboratoire Pacea, il est sollicité par des journaux scientifiques pour évaluer des manuscrits, et participe régulièrement aux conférences scientifiques. Mais aussi à des programmes tels que Link, qui vise à analyser l'ADN d'ossements du néolithique et de l'âge du bronze pour décrire les populations qui vivaient alors dans le sud-ouest de la France.

**Avaler la violence**

Mettre-t-on en évidence des liens de parenté parmi les défunts inhumés il y a sept mille ans dans d'immenses tumulus qu'il nous fait découvrir au nord d'Angoulême, et qui n'ont rien à envier à ceux de Bretagne ? Bruno Boulestin attend aussi avec impatience les relevés aériens par Lidar (détection par laser), en cours de réalisation par l'IGN, qui ne manqueront pas de révéler d'autres sites de fouilles potentielles dans la région. Insatiable !

«Souvent, mes confrères ignorent mon statut de bénévole.» Si aujourd'hui on le consulte dès lors que des ossements laissent supposer du cannibalisme, «et d'autres pratiques gore», son expertise sur le sujet s'est développée un peu par hasard, dans la foulée de la découverte des Perrats. C'est ce qui l'a conduit outre-Rhin, sur le site de Herxheim, dans le Palatinat, «le plus fabuleux que j'aie pu étudier», dit-il.

Ce qui s'y est passé il y a environ sept mille ans est effroyable : plusieurs centaines d'enfants, femmes et hommes de tous âges ont été sacrifiés, désossés, leurs squelettes réduits en miettes, puis jetés dans des fosses entourant un campement, avec les restes

d'animaux, de poteries et d'outils de pierre brisés. L'interprétation d'un tel carnage fait débat. Les archéologues allemands y voient volontiers un rituel sacrificiel. En 2007, quand Bruno Boulestin et ses collègues français arrivent sur le site pour une campagne de fouilles, ils ne tardent pas à ajouter une couche dans l'horreur, en évoquant du cannibalisme de masse.

«L'équipe allemande a eu du mal à avaler le cannibalisme, la violence. Il y a souvent chez nos collègues une forme de pacification du passé», soutient Bruno Boulestin. Nourri de lectures ethnographiques et historiques, il est intarissable sur le phénomène, mais aussi sur les pratiques de torture, les techniques guerrières et les traces qu'elles laissent dans le registre fossile – même à l'heure du déjeuner, autour d'un steak tartare. «Une flèche sur trois tirées dans un corps va toucher un os», dit-il – manière de souligner qu'il est facile de passer à côté de violences dans la préhistoire.

Si Andrea Zeeb-Lanz, responsable de la fouille de Herxheim, salue son expertise sur le cannibalisme, et avoue avoir été surprise quand l'équipe française a avancé cette idée, elle n'est toujours pas convaincue. «Sa capacité à tolérer d'autres hypothèses fait de Bruno un excellent et sympathique partenaire de discussion», dit l'archéologue allemande. Mais, pour elle, la preuve définitive de cannibalisme à Herxheim ne pourra venir que de fèces humaines fossilisées comprenant la version humaine d'une protéine musculaire, la myoglobine, témoins d'une ingestion et de digestion de viande humaine.

Pas de quoi détrerrer la hache de guerre : «Nous avons d'excellents rapports, même si nous ne sommes d'accord sur presque rien», convient Bruno Boulestin. Lui défend le décentrement. «Apprendre à penser autrement» des pratiques qui sont justement, aujourd'hui, dans les sociétés modernes, impensables : «C'est le plus difficile.» ■

HERVÉ MORIN

# CORPS ET ÂMES

EXPOSITION  
À LA BOURSE  
DE COMMERCE,  
DU 5 MARS  
AU 25 AOÛT



«Was ist gewesen, vorbei» (2014), de Georg Baselitz. JOCHEN LITTKEMANN (BERLIN)/GEORG BASELITZ 2024

## LUMIÈRES NOIRES

Dans la préface du catalogue de l'exposition «Corps et âmes», qui présente à la Bourse de commerce, sous le commissariat d'Emma Lavigne, environ 125 œuvres (peintures, sculptures, dessins, photos et vidéos) d'une quarantaine d'artistes – dont une forte proportion d'Afro-Américains – de sa collection, François Pinault émet le souhait «que les visiteurs puissent connaître les mêmes émotions que celles qu'[il a] ressenties au contact de ces œuvres». «Emotions», le mot n'est plus si fréquent dans le langage para-artistique, et spécialement lorsqu'il touche à la production contemporaine. Il était pourtant d'usage courant jadis, surtout depuis une conférence donnée en 1668 par Charles Le Brun devant l'Académie royale de peinture et de sculpture, sur l'expression des passions que peut refléter un visage.

On en a une démonstration ici, mais dans un contexte plus politique: ces corps posent bien d'autres questions que celles soulevées par Le Brun, et s'il peut s'agir de «mélancolie», de «colère», de «frayeur» parfois, plus que de «rire» ou de «joie», qui sont parmi les vingt-trois passions humaines répertoriées par l'académicien, c'est qu'ils s'inscrivent pour bon nombre d'œuvres dans un contexte historique précis – celui de la lutte pour les droits civiques des Noirs américains –, ou plus largement de la colonisation, de l'esclavage, du racisme. D'autres sont plus intimes, qui traitent du vieillissement du corps, le siens dans le cas de Baselitz dont les huit tableaux monumentaux de la série «Avignon», exposés pour la première fois à la Biennale de Venise de 2015, sont montrés de nouveau ici, ou celui d'un proche, comme le père de Miriam Cahn auquel elle a consacré un vaste ensemble.

Ces deux-là bénéficient de salles spécifiques, mais la majorité de l'exposition fonctionne plutôt comme une gigantes-

que chorégraphie – la musique y est également très présente –, où les œuvres des uns répondent ou dialoguent avec celles des autres: «Il y a des correspondances entre les artistes», dit Emma Lavigne. Comme une danse, comme une ronde... Ce sont parfois des artistes qui ont travaillé ensemble, comme David Hammons quand il faisait des performances avec Senya Nengudi, qui est également danseuse, au sein d'un groupe qui s'appelait The Zoo. Ce sont des artistes qui, aussi, redonnent au corps tout son potentiel. Leur déracinement, ils le surmontent par leur corps.»

«Dessiner est une danse», selon la plasticienne Kara Walker, mais une danse sauvage dans son cas: inspirée par un discours prononcé par Barack Obama en 2008 – «A More Perfect Union» («une union plus parfaite»), autrement nommé «race speech» («discours sur la race»), où celui qui allait devenir président des Etats-Unis évoquait tant son histoire familiale que le passé esclavagiste et raciste de son pays –, Walker l'a représenté debout à son pupitre, mais entouré d'une sarabande infernale peuplée de membres du Ku Klux Klan, ponctuée

de meurtres et de viols dont les victimes sont noires. Exposé à Newark (New Jersey) en 2012, le dessin fut censuré à la demande notamment d'Afro-Américains, heurtés par tant de violence. Celle-ci fut pourtant réelle, et Kara Walker a réalisé là son Guernica. ■

HARRY BELLET

«Corps et âmes», Bourse de commerce-Pinault Collection, 2, rue de Viarmes, Paris 1<sup>e</sup>. Jusqu'au 25 août.  
De 10 € à 15 €.  
[Pinaultcollection.com](http://Pinaultcollection.com)

# FACE À L'HISTOIRE COLLECTIVE

Les 41 artistes présentés exposent de façon crue les blessures liées au passé colonial, à l'esclavage et au racisme, qui se mêlent à la souffrance intime

**L'** une des œuvres les plus anciennes de «Corps et âmes» est aussi l'une des plus célèbres : *Noire et blanche*, photographie de Man Ray de 1926. La modèle Kiki de Montparnasse, allongée, son visage stylisé par le maquillage, ses cheveux noirs luisants, tient d'une main un petit masque africain, sans doute ivoirien, dont la patine est aussi sombre et brillante que ses cheveux. L'œuvre fut d'abord publiée dans *Vogue* sous le titre *Visage de nacre et masque d'ébène* avant de se voir débarrasser de l'allusion désastreuse au bois d'ébène et donc à la traite négrière. L'image est célébrée d'habitude pour sa composition équilibrée et son érotisme élégant. Mais il est aussi juste d'y voir l'une des icônes de ce qui s'appelait alors à Paris la « mode nègre », laquelle célébrait avec la même ardeur Joséphine Baker, l'empire colonial français et la grâce d'une statuaire qui n'était appréciée que pour ses qualités plastiques, sans aucune considération ni de son sens original ni des conditions de son déplacement en Europe.

#### Une étrange tension

Selon le regard qu'en lui porte, *Noire et blanche* est ainsi soit un hymne à la beauté, soit le signe d'une histoire tragique. A quelques pas du Man Ray est accrochée une sculpture de l'Américaine Sherrie Levine, en bronze doré du plus bel effet, *Body Mask*. De loin, on croirait voir le buste nu d'une femme enceinte. Mais c'est un masque corporel de fécondité propre au peuple makondé (Tanzanie et Mozambique), un type de pièce très recherché par les collectionneurs. En convertissant le bois en bronze luxueux, Levine suggère que ce masque rituel n'est plus qu'un objet d'art coûteux. Se contenter d'admirer ses volumes et sa matière, ce serait manquer l'essentiel de ce qui signifie l'œuvre.

Grâce à ces œuvres lourdes de sous-entendus, et de bien d'autres aussi denses – il y en a en tout une centaine, de 41 artistes –, «Corps et âmes» est la plus intellectuelle-



«A Cry from the Inside» (1969), de David Hammons. DAVID HAMMONS/ADAGP

#### LE DÉTOURNEMENT IRONIQUE EST L'ARME DE SHERRIE LEVINE, COMME CELLE DE GEORGES ADÉAGBO ET DE DAVID HAMMONS

ment intrigante des expositions que l'on ait vue en ces lieux, à l'exception de l'inaugurale. Elle occupe toute la Bourse de commerce, à la rondeur enveloppante et rassurante. Or les pièces qui la composent n'ont rien de rassurant – euphémisme. Ainsi une

étrange tension s'établit-elle entre l'architecture et ce qu'elle contient, qui naît dès l'entrée : sous la coupole aux belles proportions, dans le cercle de béton harmonieux de Tadao Ando, se succèdent les images de la vidéo d'Arthur Jafa *Love is the Message, the Message is Death*, montage syncopé d'images de la vie des Afro-Américains, des stars de la musique aux crimes policiers, de Miles Davis à Malcolm X. Et elle se maintient jusqu'à la dernière salle, où les huit immenses corps masculins, vieux et presque décharnés, peints par Georg Baselitz sur fond noir, sont suspendus face à face. Il faut marcher entre eux, entrer dans leur danse macabre. Lors de sa première présentation, à la Biennale de Venise en 2015, cette suite, intitulée *Avignon*, a frappé par son ampleur. Aujourd'hui, dans un espace étroit que l'artiste a voulu sombre, elle impose son angoisse de la mort.

«Ritual : gehen'catwalk (unklar)» (2002), de Miriam Cahn. FRANÇOIS DOURY/MIRIAM CAHN



Entre ces deux œuvres, l'accrochage rapproche et oppose deux types de créations. Les unes agissent par le saisissement et le choc. Les autres usent de l'ironie cryptée et du détournement, dont les effets sont moins immédiats. Mais toutes ont un point commun, que le titre ne suggère pas : «Corps et âmes» a pour sujet l'histoire. L'histoire collective : celle de la sujexion coloniale des peuples du Sud à ceux du Nord, de l'esclavage et de la ségrégation, et de la lutte jamais finie contre les racismes. Et, entremêlées à celle-ci et lui faisant écho, des histoires individuelles qui parlent pour la plupart de douleurs intimes.

L'expressionnisme est l'un des modes opératoires : celui de Jafa et de Baselitz donc. Le terme vaut autant pour l'installation de peintures de Miriam Cahn, nommée *RITUAL*, qui occupe une salle entière. Ce rituel est celui du deuil de son père. Nus et visages,

## ARTHUR JAFA, STRESS ET SYNCOPES DE LA «BLACKNESS»

L'icône de l'art afro-américain présente trois films coup de poing, avec, au centre de ses œuvres, la musique noire

**J**e veux faire un cinéma qui contiendrait toute la puissance, la beauté et le désespoir de la musique noire», clame Arthur Jafa. Icône de l'art afro-américain, à l'instar du peintre Kerry James Marshall et du cinéaste John Akomfrah dont il est proche, il en fait la démonstration à chacun de ses films. Façon coup de poing, il y évoque la violence des Etats-Unis d'hier et d'aujourd'hui, et surtout la résistance du peuple noir, sur des bandes-son de Jimi Hendrix, de Miles Davis, de Beyoncé ou de disco underground. «Je suis persuadé que la musique noire a eu plus d'impact sur la société qu'aucun geste politique, assure le plasticien, formé au cinéma aux côtés de Spike Lee avant de séduire le monde de l'art. Elle a transformé la relation des gens à l'espace, à leur propre corps, leur façon de se lier les uns aux autres.»

Plus que d'accompagner chacun de ses films, cette musique noire les porte, les emporte, les traverse. A commencer

par *Love Is the Message, the Message Is Death*, l'un des trois films programmés à la Bourse de commerce. Rythmées par le flow de Kanye West et sa chanson *Ultra-light Beam*, ces images projetées en majesté dans la rotonde cristallisent la colère d'un peuple : sept minutes alternant des archives enflammées par Martin Luther King, Barack Obama, Angela Davis ou Michael Jordan, avec des scènes de danse, de combat et d'arrestations violentes de citoyens noirs.

Réalisée en 2016, cette œuvre est devenue en un éclair une référence essentielle pour le mouvement Black Lives Matter. Mais, avertit l'artiste sexagénaire, «j'essaie de produire des œuvres qui soient plus intéressantes que de simples manifestes politiques, qui soient ouvertes à l'interprétation. J'aime leur laisser une fin ouverte, car l'identité noire est une fin ouverte. Une de mes ambitions, c'est de réaliser quelque chose de puissant et de direct, qui puisse faire

tomber à genoux un chrétien, un musulman, comme un bouddhiste».

Montage saccadé, intuitif, flash... Arthur Jafa mixe les images sans chercher de continuum, en multipliant les ruptures. Une musicalité tout en syncopes qui fait écho, à ses yeux, à l'histoire de son peuple. «Du fait de l'esclavage, dans notre être même d'Africains-Américains, il y a une discontinuité, une déconnexion, une instabilité ; c'est l'essence même de la "blackness", analyse-t-il. Nous, les Noirs, sommes en stress post-traumatique constant. Nous sommes surdéterminés par cette blessure ; elle nous crée et définit qui nous sommes : alors il nous incombe de l'analyser. Ce qui génère à la fois beaucoup de beauté et beaucoup d'angoisse.»

#### Un monde à son point de bascule

Cet trauma perpétuellement renouvelé est au cœur d'un autre film projeté à la Bourse de commerce, *AGHDRA* (2021). Lui aussi a fait le tour du monde des

musées. Il immerge le visiteur dans un océan noir, magmatique, qui se concasse en vagues incessantes. Une image de désespoir, que peinent à briser les voix soul s'élevant de cette masse de nuit, hantées par les fantômes des victimes du commerce triangulaire.

Intitulé *akingdoncomethas* (2018), le troisième opus convoque, lui, le souvenir des incendies qui ont frappé la Californie dans les années 2010. Porté par la voix d'Aretha Franklin et les chœurs d'églises messianiques, cet essai filmique offre cinq minutes d'une vision apocalyptique : on y voit la ville de Los Angeles, où vit Jafa, rongée par les flammes sous un soleil en fusion. Un monde à son point de bascule.

Tout au long de la saison, la programmation live de la Bourse de commerce fait écho à ces films. Une carte blanche à la faveur de laquelle Jafa invite la chorale congolaise Kingdom Molongi à s'associer au compositeur électro Low Jack, et

propose un hommage en deux soirées à l'une de ses références, la compositrice expérimentale Maryanne Amacher, qui a repoussé les limites de la fréquence audible. «Pour Arthur Jafa, la prééminence des arts immatériels – musique, danse, art oratoire – dans la culture africaine-américaine par rapport aux arts matériels – peinture, architecture, sculpture – est due au fait que les premiers ont pu survivre au "passage du milieu", nichés dans l'âme des déportés, quand ceux-ci ont dû abandonner les seconds sur les rives du continent africain», analyse le journaliste et commissaire d'exposition Vincent Bessières dans un texte à paraître dans le catalogue *Body and Soul*. «Peu disposée à encourager le culte des images, l'Eglise évangélique, dans laquelle la communauté noire a trouvé un refuge, a permis, selon le vidéaste, à une expressivité des voix et des corps qui lui appartient en propre de s'épanouir.» ■

EMMANUELLE LEQUEUX

# «LE CORPS, SISMOGRAPHE D'UN ÉTAT D'ÂME»



«Noire et blanche» (1926), de Man Ray. TELIMAGE/MAN RAY TRUST/ADAGP

parfois diaphanes jusqu'au spectral, vont vers la disparition. Les orbites sont déjà vides pour certaines. La fraîcheur des couleurs accentue le malaise. La référence stylistique au début du XX<sup>e</sup> siècle, à Kirchner (1880-1938) et à Nolde (1867-1956), est flétrissante. Elle transparaît dans le grand tableau de Michael Armitage montrant à la manière de Kokoschka (1886-1980) un groupe de musiciens dans une décharge : celle de Dandora (Kenya), près de Nairobi. Des ordures brûlent dans le fond, un chien mord un homme au premier plan, mais les musiciens jouent quand même. Marlene Dumas peint en grand format et à grands gestes visibles un homme noir aux yeux bandés, une femme enceinte nue sur fond sanglant et un homme nu de face se dressant comme un revenant, toile de 2017 qui répond aux Baselitz. Une autre montre une tombe noire couverte de fleurs blanches et roses : celle de la mère de l'artiste.

#### Peu d'espoir

A cet usage tragique de la peinture répond un autre, moins direct. Quand Gideon Appah fait surgir des baigneuses aux corps bleus qui seraient nues s'il ne leur ajoutait des slips d'une blancheur crue, quand il teinte de rose la plage ou le ciel, il se saisit des motifs et du chromatisme de Gauguin en Océanie et se souvient autant de Matisse. Les questions de la fabrication de l'exotisme et du regret d'un paradis perdu sont donc posées – et donc celles des mythes dont vit toujours le tourisme international. Kerry James Marshall, qui est l'un des artistes majeurs d'aujourd'hui, agit sur d'autres références classiques : la Vénus à son miroir, de Velazquez, et l'Olympia de Manet pour ses nus. Dans *Beauty Examined*, La Leçon

d'anatomie du docteur Tulp devient la dissection de Saartje Baartman, surnommée la «Vénus hottentote», exhibée comme une curiosité en Europe au début du XIX<sup>e</sup> siècle, prostituée à Londres et présentée comme la preuve de l'animalité des Africains. Les autoportraits photographiques de Zanele Muholi et de LaToya Ruby Frazier traitent par la dérision les stéréotypes habituels de représentation de la femme noire. Le détourneur ironique est l'arme de Levine, on l'a dit, comme celle de Georges Adéagbo – qui réunit primitivisme et commerce suisse de luxe en une installation allégorique – et de David Hammons, avec ses tressages de chambre à air façon dreadlocks et ses autoportraits obtenus par empreinte de son corps ou de son visage sur le papier. Ils répondent au portrait que Richard Avedon (1923-2004) fit en 1963, en Louisiane, du vieux William Casby, né esclave.

Rares sont les œuvres qui maintiennent un peu d'espoir. L'une d'elles est une photographie de quatre mains s'entrecaressant de Claude Cahun (1894-1954), dont une d'une mannequin noire et une autre de poupée. Une deuxième est, sur la même idée, signée LaToya Ruby Frazier, mains blanches et noires, féminines et masculines, entrecroisées. Et sur la troisième les images rappellent qu'en 1970 la chorégraphe Anna Halprin (1920-2021) conçut *Ceremony of Us*, où des corps blancs et noirs étaient réunis et se touchaient. A cette date, c'était une nouveauté, et la performance fut scandale. ■

PHILIPPE DAGEN

*«Corps et âmes».* Bourse de commerce-Pinault Collection, 2, rue de Viarmes, Paris 1<sup>er</sup>. Jusqu'au 25 août. De 10 € à 15 €. Pinaultcollection.com

commerce, en 2021, pour s'y occuper de la programmation musicale, lui qui, à 20 ans, avait fondé un petit label de musique. Car, plus qu'ailleurs dans Paris, ce lieu muséal associe la musique aux expositions. «C'est un choix édicté par le fait que la Bourse de commerce est arrivée tardivement dans l'écosystème parisien, or il restait de la place dans la musique», explique Cyrus Goberville. Il s'avère que les espaces sont adaptés à la musique, avec la petite scène de l'auditorium, le foyer dans l'espace adjacent, qui permet de faire des fêtes, et la possibilité de faire des concerts au centre de la rotonde.»

Le principe de sa programmation est aussi d'essayer, puisque c'est un lieu consacré à l'art, de se rapprocher de formes conceptuelles ou expérimentales qu'on ne voit pas dans d'autres salles de concerts à Paris, et aussi de se nourrir de la musique dont se nourrissent eux-mêmes les artistes de la collection. Et au vu du succès des concerts, qui font

systématiquement le plein, il y a un vrai engouement, avec un public plutôt jeune, parisien comme étranger: «Il y a une attente, une communauté, c'est comme un club, un rendez-vous», souligne Emma Lavigne.

#### «Un univers paradoxal»

Côté exposition, au sein de «Corps et âmes», la musique se voit, se ressent et se pense, mais ne s'entend pas, hormis dans deux cabinets sonores, qui permettent d'écouter et de télécharger la bande-son de l'exposition, élaborée par le commissaire d'exposition et spécialiste de la musique Vincent Bessières. Avec une playlist de deux heures en écho aux œuvres, de Billie Holiday – qu'évoquent la *Nana noire* de Niki de Saint Phalle, hantée par la chanteuse, et les peintures de Kara Walker – à Sun Ra et Miles Davis, en résonance avec les photographies d'Irving Penn, ou encore Archie Shepp, avec un portrait de Malcolm X par Richard Avedon.

Arthur Jafa, qui mélange, rassemble et compose à travers des images et des sons fragmentés, semble faire à lui seul figure de caisse de résonance de toutes les voix contenues dans l'exposition, et ce, jusque dans la programmation, avec notamment un hommage à Arthur Russell, artisan du disco du Paradise Garage, boîte de nuit du New York de la fin des années 1970, où les minorités gay et noire se croisaient dans une effervescence à laquelle le vidéaste voue un culte. Ou un autre à Maryanne Amacher, compositeuse américaine de musique expérimentale qui jouait sur la fréquence audible, dont Jafa était fan, tout comme Anne Imhof, plasticienne également exposée. «Elle fait partie de ces artistes inconnus qui sont des artistes pour artistes, très écoutés par les artistes eux-mêmes», souligne le programmeur.

Cyrus Goberville a fait sien le principe de collage par «proximités affectives» de Jafa, en rassemblant des musiques qui ne sont habituellement pas écoutées aux

de Zeuxis qui, dans l'Antiquité, aurait peint Hélène à partir non pas d'un modèle vivant mais de cinq?

C'est vraiment ça, la question du collectif est majeure dans l'exposition, mais aussi celle du tactile, comme chez Claude Cahun où les mains se superposent, se touchent... Représenter le corps, c'est représenter l'humanité qui soutient l'acte artistique. On est dans le même cas avec *Beauty Examined*, de Kerry James Marshall, qui s'inspire du personnage réel de la «Vénus hottentote», Saartje Baartman, réduite en esclavage, prostituée, exposée comme un animal de cirque et, après sa mort, disséquée par Cuvier qui en tirera des conclusions racistes. Donc, c'est une femme, mais aussi toutes les femmes noires. Marshall lui redonne une sépulture tout en lui faisant traverser l'histoire de l'art, depuis le *Christ mort de Mantegna* jusqu'à *La Leçon d'anatomie du docteur Tulp* de Rembrandt. Il la réinscrit aussi dans quelque chose de l'ordre du sacré en représentant dans la partie supérieure des saints, noirs, avec leur auréole. Il s'agit de lui redonner une âme.

#### «LA QUESTION DU COLLECTIF EST MAJEURE DANS «CORPS ET ÂMES», MAIS AUSSI CELLE DU TACTILE»

de l'ectoplasme, à une époque où son père est mourant?

Miriam a aussi peint la violence, le sexe, les accouchements. Là, face à un corps qui va disparaître, elle essaye à travers la carnation de capter autre chose, comme si le corps s'était évadé de lui-même, mais où l'âme demeure. Il y a une très belle humanité dans cette œuvre, qui montre aussi la multiplicité des sentiments qui l'assaillent, elle. Ce n'est pas une exposition sur l'anatomie dans l'art contemporain, mais sur les états intermédiaires du corps.

Les corps de Marlene Dumas s'éloignent aussi de la description...

Oui, on sent qu'elle observe mais que, tout à coup, les flux du corps se mêlent à ceux de la peinture, dans une sorte d'improvisation, une façon de se laisser emporter par ce que la couleur vient lui dicter, surtout dans les chairs où elle joue des différentes teintes d'incarnation. Ce sont des corps, mais qui représentent moins une personne que quelque chose d'immatériel ou de collectif, moins quelqu'un que l'humain dans son ensemble. On retrouve la même sensation dans les tableaux de Lynette Yiadom-Boakye, qui invente des personnages : à travers un corps, il y a une collectivité. Ou dans les sculptures pourtant hyperréalistes de Duane Hanson : il y en a deux, l'une, son autopartrait en artiste blasé, qui semble se demander ce qu'on peut bien créer dans un monde en plein bouleversement, et le *Housepainter I*, un peintre en bâtiment qui, contrairement à ce qu'on pourrait penser, n'est pas le modelage d'une personne en particulier mais de plusieurs, qu'il recompose.

Est-ce que Miriam Cahn tente la même chose, en représentant des corps proches?

La musique est très présente dans l'exposition. La danse aussi...

Oui, et on peut même télécharger une bande-son, d'une durée d'environ deux heures, qui a été conçue par Vincent Bessières. On lui doit notamment l'exposition «Basquiat Soundtracks», à la Philharmonie de Paris [en 2023]. Qu'on entende ou non la musique dans l'exposition, je tenais à ce qu'elle soit présente. Intériorisée, parfois, mais présente comme elle l'a été en permanence pour ces artistes afro-américains, nombreux dans cette exposition. Mais la musique peut être aussi silencieuse, comme dans cette œuvre de Robin Rhode où il lègue puis lynche un piano. Pour la danse, nous avons notamment le film de Cecilia Bengolea, artiste et chorégraphe, présenté dans l'auditorium. Il est intitulé *Lightning Dance* et a été tourné durant un orage suivi d'inondations en Jamaïque. C'est notre «motto», que nous avons emprunté à Sénèque [*la citation est sans doute apocryphe*]: «La vie, ce n'est pas d'attendre que les orages passent, c'est d'apprendre comment danser sous la pluie.» ■

PROPOS RECUEILLIS PAR HARRY BELLET

## DES AFFINITÉS MUSICALES À VOIR ET À ENTENDRE

La Bourse de commerce se fait la caisse de résonance des sonorités qui nourrissent le travail des artistes

chaque saison son grand mix et ses «proximités affectives». A l'occasion de l'exposition «Corps et âmes» vont se succéder, dans les espaces de la Bourse de commerce, un DJ set de funk et disco de Theo Parrish, musicien historique de Detroit, une pièce expérimentale de 1984 en hommage au peintre Philip Guston par le compositeur Morton Feldman, ou encore un chœur congolais venu chanter du gospel dans la rotonde, en écho direct avec une des vidéos d'Arthur Jafa exposées au cœur des lieux.

Si le milieu de l'art ignore beaucoup la musique, il n'en va pas de même pour ces deux-là : Emma Lavigne, qui dirige la programmation artistique de la Collection Pinault, mélomane à l'approche sensorielle de l'art et instigatrice de nombreuses expositions sur la musique du temps qu'elle était conservatrice à la Philharmonie de Paris, et Cyrus Goberville, reçu dès l'ouverture de la Bourse de

mêmes endroits, du reggae au hard rock. «Si tu viens souvent dans cette salle, quelque chose s'y joue, tu perds tes repères et ça construit un univers paradoxal qui forme une signature. Je fais confiance au goût des artistes, qui écoutent souvent beaucoup de musique, seuls dans leur atelier. Des références obscures reviennent dans les discussions, c'est un vrai vivier!»

Tandis que le dialogue entre l'exposition, dont l'accrochage est conçu par Emma Lavigne, et la programmation musicale est particulièrement organique cette saison, les visiteurs auront également l'occasion de découvrir les cartes blanches au peintre Pol Taburet, tourné vers la scène rap francilienne, et à la jeune DJ parisienne Crystallmess, qui va programmer de la musique de Memphis, haut lieu du rap américain. Avec un constant va-et-vient esquissant la question : où s'arrête l'exposition, où commence la musique? ■

EMMANUELLE JARDONNET

# DES CORPS NOIRS TRÈS POLITIQUES

Avec, notamment, David Hammons et Arthur Jafa, « Corps et âmes » participe au renouveau des regards portés sur les œuvres d'artistes nés en Afrique ou afro-descendants

**A**l'ouverture de la Bourse de commerce, en 2021, une exposition monographique était consacrée à l'artiste afro-américain David Hammons, dont on sait depuis longtemps quelle prédilection a pour lui François Pinault, l'un de ses plus constants collectionneurs. Compatriote de Hammons, le peintre Kerry James Marshall occupait aussi une place importante dans l'accrochage inaugural. Aujourd'hui, les deux sont à nouveau réunis dans « Corps et âmes », mais la présence des artistes africains et afro-américains y est si considérablement renforcée que l'exposition se définit et se comprend en grande partie par rapport à eux.

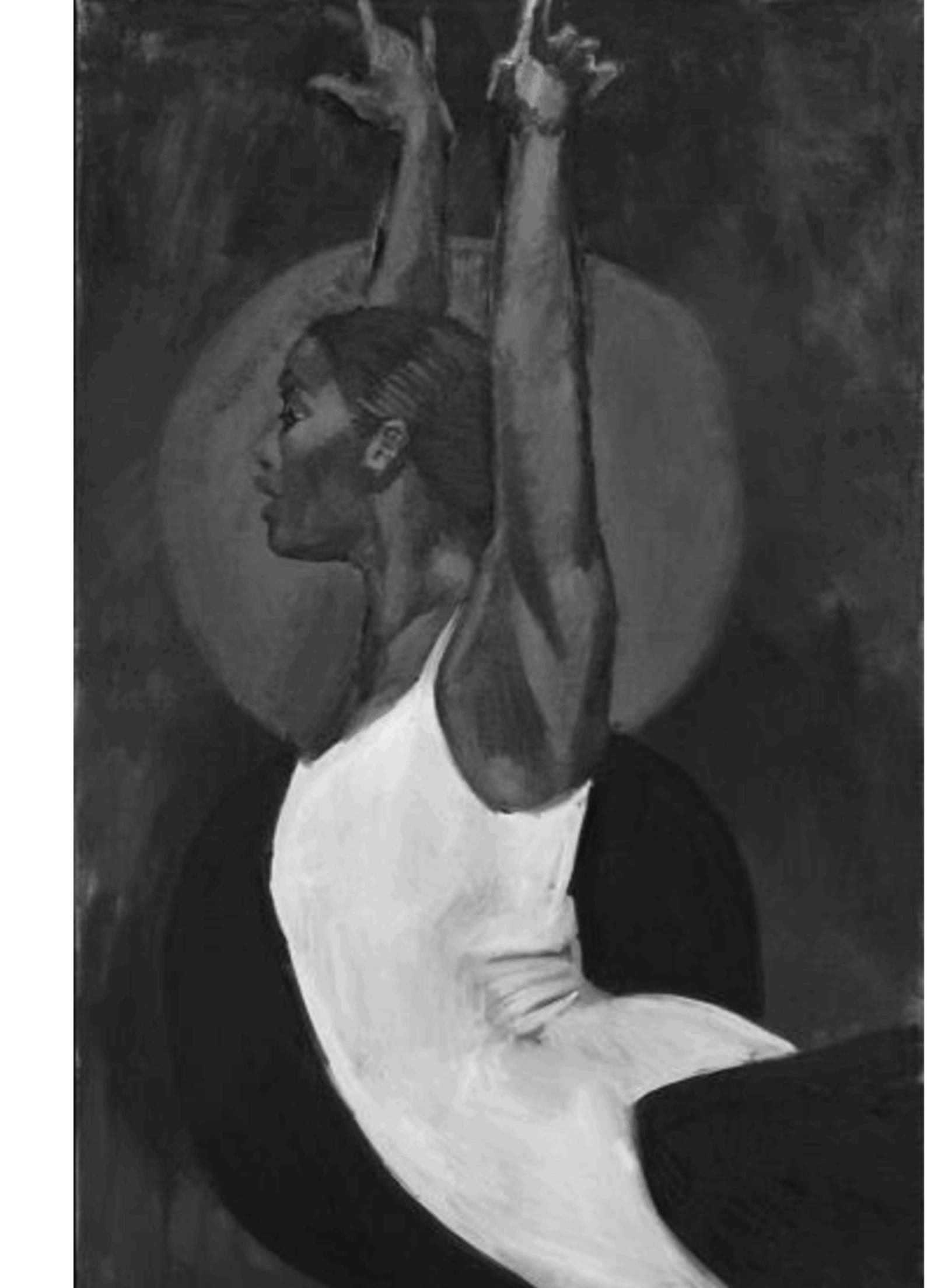
Parmi les artistes vivants ici rassemblés sont nés en Afrique : la photographe queer sud-africaine Zanele Muholi, le peintre ghanéen Gideon Appah et l'assemblagiste conceptuel béninois Georges Adéagbo. Née au Zimbabwe, la peintre Kudzanai-Violet Hwami vit à Londres, de

n'étaient pas seuls en scène. Mais l'Afrique y était plus évoquée qu'explorée, en dépit des missions préparatoires accomplies par André Magnin. En 2005, seize ans plus tard, le Centre Pompidou accueillait l'exposition itinérante « Africa Remix », panorama des arts du continent, et, depuis lors, n'était plus revenu sur ce terrain. Dans quelques jours, enfin, il s'y intéresse à nouveau, juste avant sa fermeture pour travaux, pour l'exposition « Paris noir » (du 19 mars au 30 juin 2025).

Dans le même temps, les principales manifestations, côté institutions publiques, ont eu lieu au Musée du quai Branly – « Le Siècle du jazz » en 2009, « The Color Line » en 2016, etc. ; au Musée Picasso – la rétrospective Faith Ringgold en 2023 ; ou à la Maison européenne de la photographie – Samuel Fosso, né au Cameroun, en 2021, puis Zanele Muholi en 2023. Du côté des lieux privés, la liste est plus longue. La Fondation Cartier a été pionnière en exposant les photographes maliens Seydou Keïta, dès 1995, puis Malick Sidibé, en 2017. Entre-temps, il y avait eu, en 1995 encore, le sculpteur de villes imaginaires Bodys Isek Kingelez et le peintre Chéri Samba en 2004, tous deux congolais, sans compter plusieurs expositions collectives. La Fondation Vuitton s'y est mise à son tour avec « Art/Afrique, le nouvel atelier », en 2017, qui occupait tout son vaste bâtiment. Et donc la Collection Pinault, depuis 2021. Ce sont ainsi trois émanations culturelles du capitalisme du luxe qui ont largement contribué à défendre à Paris la création vivante issue d'Afrique. On ne sait ce qu'il faut en conclure.

#### Travail de représentation

Ce mouvement est inséparable d'un autre, apparu dans les dernières années du XX<sup>e</sup> siècle, dans les universités et dans les musées, aux Etats-Unis d'abord, en Amérique latine et en Europe peu après. S'y est engagée la réécriture de l'histoire des arts – littérature, musique, arts visuels, etc. – en y intégrant celles et ceux qui, parce que d'ascendance africaine et, souvent, descendants d'esclaves, avaient été négligés ou méprisés. Par exemple, côté peinture, Jacob Lawrence, Robert Colescott et les artistes qui poursuivent le travail de représentation du passé et du présent des



« Light of the Lit Wick » (2017), de Lynette Yiadom-Boakye. LYNETTE YIADOM-BOAKYE/CORVI-MORA/JACK SHAINMAN

populations noires aux Etats-Unis. Cette évolution a accéléré l'apparition, dans les biennales occidentales (à Venise ou à Lyon), dans les foires (Bâle, Miami ou Paris) et dans les musées, d'artistes désormais internationalement reconnus, tels Seyni Awa Camara et Romuald Hazoumè, quoiqu'ils ne figurent pas dans l'exposition « Corps et âmes ».

Dans cette dernière, les références à cette révolution des regards et des idées sont clairement affirmées et la volonté d'y participer revendiquée. « Le parcours de l'exposition s'arrime aux luttes des années 1960 aux Etats-Unis, marquées par l'urgence des mouvements pour les droits civiques, féministes et antimilitaristes, et laisse sourdre la colère du monde d'aujourd'hui et les menaces qui continuent à peser sur l'intégrité des individus », écrit ainsi Emma Lavigne dans le catalogue. La directrice générale de la Collection Pinault rappelle ce que fut cette période, de l'assassinat de John Kennedy à celui de Martin Luther King,

celle des émeutes raciales à Chicago et à Los Angeles – et que ni le Ku Klux Klan ni la ségrégation n'avaient disparu. Or, comme chacun sait, depuis quelque temps, la situation ne cesse de se dégrader aux Etats-Unis et en Europe, les partis politiques qui promettent de chasser les migrants accroissant leur influence à chaque élection. Regardée sous cet angle, l'exposition a donc quelque chose d'une protestation qui n'est pas restreinte au seul champ de l'art. Aujourd'hui, défendre des artistes tels que Hammons ou Jafa relève autant du politique que de l'esthétique.

Au public qui ne se rend pas dans les biennales et les foires d'art contemporain, c'est-à-dire à l'immense majorité, l'exposition « Corps et âmes » donne ainsi à découvrir une anthologie – incomplète, comme toute anthologie, mais dense et variée – d'artistes qui, pour beaucoup, n'ont été jusqu'ici que peu ou pas montrés en France. ■

PHILIPPE DAGEN

## LES PORTRAITS COSMIQUES DE DEANA LAWSON

La photographe américaine fait poser des inconnus dans des images mêlant documentaire et mise en scène

**L**es portraits de l'Américaine Deana Lawson tissent des histoires contradictoires qui nous poussent à nous interroger. Son portrait de Daenare, une femme vivant dans une favela de Salvador, au Brésil, allongée nue sur un escalier sous un tableau de fleurs, pourrait évoquer par sa pose allanguie certains tableaux de l'histoire de la peinture, comme *La Grande Odalisque* (1814), d'Ingres. Sauf qu'ici le modèle a la peau noire, elle est enceinte et elle porte, discrètement accroché à la cheville, un bracelet électronique. Difficile de ne pas voir, derrière le portrait de cette beauté, une allusion à la proportion de personnes noires incarcérées aux Etats-Unis et dans le monde. « J'aime quand la vie interfère de façon imprévue dans les images », raconte la photographe

jointe au téléphone : elle a rencontré la jeune femme par hasard et ne savait pas, avant la séance de pose, qu'elle portait ce dispositif.

En mêlant documentaire et mise en scène, les photographies de Deana Lawson offrent souvent un abord déroulé et ambigu. Depuis ses débuts, l'artiste de 46 ans, née à Rochester, dans l'Etat de New York, photographie des personnes noires, aux Etats-Unis mais aussi dans d'autres pays, dans des grands formats pris à la chambre argentique, en incluant des détails soigneusement étudiés et des poses qu'elle met au point avec ses modèles. « Le degré de mise en scène dépend totalement de la personne, du lieu, de la situation, précise-t-elle. Beaucoup de mes images sont faites sans intervention. » Elle tire parti des intérieurs modestes, des décors

surchargés ou de la télécommande qui traîne, des tapis à fleurs et des coussins, des habits et des bijoux pour créer des images complexes et intimes où les sujets occupent fièrement l'espace.

#### Je sens une étincelle

La genèse de son travail, dit-elle, est sans doute à chercher dans la dizaine d'albums qu'a constitués sa mère au fil des ans et qui rassemblaient les photographies faites par son père lors des rassemblements familiaux. « J'ai toujours voulu revenir à ces albums. Et sans doute parce que j'ai grandi dans une très grande famille, d'origine ouvrière et populaire, je suis attirée par les endroits qui ont une culture similaire, un style de vie, une nourriture qui ne sont pas ceux des grandes zones urbaines cosmopolites, dit-elle. Je m'intéresse à la

façon dont on peut exister hors des normes de la culture dominante, dans des cultures plus locales. »

Une remarque qui vaut aussi pour la façon dont elle met en scène la nudité : les corps qu'elle montre sont divers, tatoués ou marqués, loin des canons de la publicité ou de la mode. « Par le passé, la photographie a pu être utilisée pour faire du mal aux gens de certaines cultures, elle a perpétué les stéréotypes, et je m'inscris contre ça. Je vois la nudité comme un pouvoir érotique. Je travaille comme une peintre, pour moi le corps est beau, il donne accès à un autre versant d'un individu. » Elle aime aussi la « vulnérabilité » qu'offre le corps humain nu. « Plein de nos traditionnels sont beaux, mais ne cherchent pas à établir une connexion profonde avec la personne », regrette-t-elle.

Deana Lawson choisit toujours ses modèles à l'instinct, et interpelle parfois des inconnus qu'elle croise dans la rue. « C'est ineffable... Je sens une étincelle. Il y a des gens qui me fascinent, qui me donnent envie de faire quelque chose avec eux sur le plan artistique. Mais ça ne marche pas toujours, parfois j'échoue à faire passer cette étincelle dans mes images. »

Souvent, ses sujets vous regardent droit dans les yeux : un père endimanché qui pose en compagnie de son fils torse nu, un jeune homme couvert de tatouages qui tend sa médaille à l'objectif... « J'étudie ce que ça veut dire de regarder et d'être regardé », explique la photographe. Ce regard direct, ce n'est pas forcément une confrontation, c'est plutôt de l'ordre de l'affirmation de soi, de la rencontre en face à face. ■

CLAIRE GUILLOT